

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1979-1980

RAPPORT ANNUEL

**de la Commission permanente
de Contrôle linguistique pour l'année 1977**

transmis par le Ministre de l'Intérieur
en exécution de l'article 55 de la loi du 2 août 1963
sur l'emploi des langues en matière administrative
(art. 62 des lois coordonnées
par l'arrêté royal du 18 juillet 1966)

SOMMAIRE

Pages

PREMIERE PARTIE

I. Introduction	2
II. Composition de la Commission et du service administratif	2
III. Activités de la Commission	5
1. Plaintes et demandes d'avis	5
2. Examen linguistiques	8
IV. Commentaires, remarques, suggestions	11
1. Degrés de la hiérarchie et cadres linguistiques	11
2. Application de la législation au Ministère des Affaires étrangères	24
3. Application de la législation linguistique à la Sabena	40
4. Bruxelles-Capitale — Services locaux communaux	41
V. Rapport particulier de la section néerlandaise	45
VI. Rapport particulier de la section française	53

DEUXIEME PARTIE

A. Sections réunies — Synthèses des avis	56
B. Section néerlandaise — Synthèses des avis	157
C. Section française — Synthèses des avis	198

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1979-1980

JAARVERSLAG

**van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht
over het jaar 1977**

overgezonden door de Minister van Binnenlandse Zaken
in uitvoering van artikel 55 van de wet van 2 augustus 1963
op het gebruik der talen in bestuurszaken
(art. 62 van de bij koninklijk besluit d.d. 18 juli 1966
gecoördineerde wetten)

INHOUD

Bladz.

DEEL I

I. Inleiding	202
II. Samenstelling van de Commissie en van de administratieve dienst	202
III. Werkzaamheden van de Commissie	205
1. Klachten en vragen om advies	205
2. Taalexamen	208
IV. Commentaar, opmerkingen, suggesties	211
1. Trappen van de hiërarchie en taalkaders	211
2. Toepassing van de taalwetgeving op het Ministerie van Buitenlandse Zaken	222
3. Toepassing van de taalwetgeving op Sabena	238
4. Brussel-Hoofdstad — Gemeentelijke plaatselijke diensten	239
V. Bijzonder verslag van de Nederlandse afdeling	242
VI. Bijzonder verslag van de Franse afdeling	250

DEEL II

A. Verenigde vergadering — Samenvatting van de adviezen	252
B. Nederlandse afdeling — Samenvatting van de adviezen	351
C. Franse afdeling — Samenvatting van de adviezen	389

PREMIERE PARTIE

I. INTRODUCTION

La Commission Permanente de Contrôle Linguistique a l'honneur de déposer, conformément à la loi, son rapport d'activité couvrant l'année 1977.

Le présent rapport est le 13ème depuis l'entrée en vigueur de la loi du 2 août 1963.

II. COMPOSITION DE LA COMMISSION ET DU SERVICE ADMINISTRATIF

Dans sa composition définie par l'arrêté royal du 31 août 1973 (M.B. 3 octobre 1975), la Commission est restée active tout au long de l'année 1977 et ce nonobstant le fait que le mandat des membres était venu à expiration le 2 octobre 1977. La composition de la Commission n'a été complètement renouvelée que par arrêté royal du 29 décembre 1977 (M.B. du 17 janvier 1978).

Sur base du principe de la continuité des services publics, les membres sont restés actifs jusqu'à la fin de 1977. Initialement, la composition était la suivante :

1. Section néerlandaise :

Membres effectifs :

MM. VANHEE A.,
vice-président
GALLE M.,
BOVE F.,
VAN LEUVEN E.,
VANDERBRUGGEN M.

Membres suppléants :

MM. VAN HECKE H.,
DECLERCK P.,
VAN STEENBERGEN J.

2. Section française :

Membres effectifs :

MM. VAN BRUSSEL A.,
vice-président

PLUNUS H.,
CHAVAGNE A.,
MALTA A.,
JACOBS J.P.

Membres suppléants :

MM. BOSSEAUX R.,
GODFROID R.,
CALET P.,
ESQUENET P.

3. Membre d'expression allemande :

M. GENNEN J., titulaire

M. MINKE A., suppléant

Dans le courant de l'année 1977 quelques modifications se sont produites.

Par arrêté royal du 4 mars 1977 et à sa demande, M. CALET P., membre suppléant a été relevé de ses fonctions pour être remplacé par M. DECLERCK P. qui, auparavant, était membre suppléant.

Le 8 décembre 1977 est décédé M. BOVE, suite à un accident tragique ; ses obsèques ont eu lieu le 24 décembre 1977. Docteur en droit, M. BOVE avait été désigné en tant que membre suppléant de la Commission, par arrêté royal du 4 août 1969 ; par arrêté royal du 31 août 1973 il avait été nommé comme membre effectif de la section néerlandaise. Sa disparition a été cruellement ressentie par tous les membres qui reconnaissaient en lui un homme intègre, mais compréhensif et ouvert à toutes les opinions.

M. le président RENARD R.J., ayant atteint l'âge de la retraite en date du 24 novembre 1976, a été remplacé par M. FLEERACKERS J. dont la désignation en qualité de président de la Commission Permanente de Contrôle Linguistique a été prononcée par la Chambre des Représentants, en séance du 5 juillet 1977 ; le 2 août 1977 il a prêté serment devant M. le Ministre de l'Intérieur.

M. FLEERACKERS J.C.A. est né le 12 mai 1931 à Mortsel. Il a commencé ses études au "St.-Jozef-collège" à Turnhout pour les poursuivre, d'abord, à la Faculté universitaire de Namur et, ensuite, à la "Katholieke Universiteit" de Louvain d'où il est sorti docteur en droit.

Initialement affecté au service d'étude économique de la ville d'Anvers en vue de l'exécution d'un plan décennal, il a été nommé en 1959 en qualité de secrétaire général de l'"Interprovinciale Cultuurraad voor Vlaanderen". De 1965 jusqu'au moment de sa désignation en tant que président de la C.P.C.L., il a été le chef de cabinet des Ministres successifs de la Culture néerlandaise.

M. FLEERACKERS est marié et père de quatre enfants.

B. Composition du service administratif

Par arrêté ministériel du 15 juillet 1977, M. DEWAELE A., inspecteur-général du rôle linguistique néerlandais, a été affecté à la Commission Permanente en tant que fonctionnaire dirigeant.

M. FERON, transféré aux services centraux du Ministère de l'Intérieur, a été remplacé, le 3 octobre 1977, par M. COLLIGNON, inspecteur-général du rôle linguistique français. Attaché au Cabinet du Ministre de l'Education Nationale (F), ce dernier a été relayé, le 12 octobre 1977, par M. HERREMANS, inspecteur-général ff. du rôle linguistique français.

MM. DESMET et PIRARD ont assuré le secrétariat, respectivement de la Section néerlandaise et de la Section française.

III. ACTIVITES DE LA COMMISSION

Au cours de l'année 1977, les sections ~~réunies~~ tinrent quatre-vingt ~~réunions~~.

Les ~~activités des~~ sections néerlandaise et française sont traitées dans un chapitre distinct du présent rapport.

1. Plaintes et demandes d'avis

Le tableau suivant contient toutes les informations concernant le travail effectué en la matière par la Commission.

VERENIGDE VERGADERING

SECTIONS REUNIES

	TOTAAL	VRAGEN CM ADVIES	KLACHTEN	ONDERZOEKEN VOOR- GESCHREVEN DOOR DE V.C.T.
	TOTAL	DEMANDES D'AVIS	PLAINTES	ENQUETES PRESCRITES PAR LA C.P.C.L.
INGEDIENDE - INTRODUITES	32 F 235 183 N 20 D	15 F 43 28 N 0 D	14 F 184 150 N 20 D	3 F 8 5 N 0 D
NIET ONTVANKELIJK - NON RECEVABLES	3 F 11 7 N 1 D	2 F 3 1 N 0 D	1 F 8 6 N 1 D	0 F 0 0 N 0 D
UITGEBRACHTE ADVIEZEN - AVIS EMIS	50 F 227 158 N 19 D	18 F 54 36 N 0 D	22 F 167 119 N 19 D	3 F 6 3 N 0 D
WAARVAN, BETREFFENDE ZAKEN VOOR 1 JANUARI 1977 INGEDIEND DONT, EN CE QUI CONCERNE DES AFFAIRES INTRODUITES AVANT LE 1ER JANVIER 1977	46 F 186 127 N 13 D	15 F 39 24 N 0 D	28 F 141 100 N 13 D	3 F 6 3 N 0 D

SECTION NEERLANDAISE

NEDERLANDSE AFDELING

	TOTAAL	VRAGEN OM ADVIES DEMANDES L'AVIS	KLACHTEN PLAINTES	ONDERZOEKEN VOORGESCHREVEN DOOR DE V.C.T. ENQUETES PRESCRITES PAR LA C.P.C.L.
INGEDIENDE - INTRODUITES	125 N	0 N	119 N 1 F	5 N
NIET ONTVANKELIJK - NON RECEVABLE	4 N	0 N	4 N	0 N
UITGEBRACHTE ADVIEZEN - AVIS EMIS	72 N	0 N	71 N	1 N
WAARVAN MET BETREKKING TOT DONT, EN CE QUI CONCERNE - DE S.W.T. - LES L.L.C. - HET TAALDECREET - LE DECRET LINGUISTIQUE	57 N 15 N	0 N 0 N	57 N 14 N	0 N 1 N

SECTION FRANCAISE

FRANSE AFDELING

	TOTAAL	VRAGEN OM ADVIES DEMANDES D'AVIS	KLACHTEN PLAINTES	ONDERZOEKEN VOORGESCHREVEN DOOR DE V.C.T. ENQUETES PRESCRITES PAR LA C.P.C.L.
INGEDIENDE - INTRODUITES	1 F	0 F	1 F	0 F
NIET ONTVANKELIJK - NON RECEVABLE	1 F	0 F	1 F	0 F
UITGEBRACHTE ADVIEZEN - AVIS EMIS	7 F	0 F	7 F	0 F

2. EXAMENS LINGUISTIQUE

Par application de l'article 61, §4 des L.L.C., la C.P.C.L. est habilitée à exercer un contrôle sur les examens linguistiques organisés à l'intervention ou sans l'intervention du S.P.R. et à y déléguer des observateurs.

Ainsi qu'il a été dit dans les rapports précédents, ce contrôle exercé par le truchement des observateurs, a dû en ce qui concerne le S.P.R., être limité aux examens afférents au niveau 1, ceci par suite du manque d'effectifs adéquats à la C.P.C.L.

Cette limitation n'a toutefois été appliquée qu'en ce qui concerne le S.P.R., en effet, des observateurs de la C.P.C.L. furent régulièrement délégués à l'occasion des épreuves organisées par les autorités locales de la frontière linguistique (communes et C.P.A.S.) ainsi que lors des examens organisés par les autorités locales de Bruxelles-Capitale, au bénéfice des candidats pouvant se prévaloir des dispositions transitoires prévues par l'article 53, §4, ces examens ayant lieu sous le régime prévu par l'A.R. du 28 février 1933.

En ce qui concerne la composition des jurys d'examen, la C.P.C.L. a maintenu son point de vue quant à la **procédure** à appliquer: en matière d'appréciation adéquate des connaissances linguistiques, la cotation doit être effectuée exclusivement par les membres du jury possédant de façon indiscutable la qualification requise; cette qualification résultant d'une part, de la possession des diplômes requis et d'autre part, de l'exercice de la fonction correspondante aux dits diplômes.

Enfin, en ce qui concerne l'équivalence éventuelle, des brevets relatifs à la connaissance de la seconde langue, délivrés actuellement par les instances compétentes de divers départements ministériels, par application, par conséquent, de législations différentes, les conclusions du groupe de travail constitué par M. le Secrétaire d'Etat à la Fonction Publique, communiquées à M. le Ministre de l'Intérieur, n'ont, à la connaissance de la C.P.C.L., pas fait l'objet d'une décision, à l'heure actuelle.

x

x

x

En 1977, la C.P.C.L. n'a pas encore été avisée de la décision prise par le C.E. en ce qui concerne la requête introduite le 14 décembre 1976, par laquelle la C.P.C.L. a poursuivi l'annulation de la délibération du conseil communal d'une commune de l'agglomération bruxelloise portant nomination d'un fonctionnaire communal.

TABLEAU N° 1

EXAMENS NORMAUX DE RECRUTEMENT ET DE PROMOTIONS

Région linguistique	Nombre d'examens	Niveau	Candidats inscrits		Candidats présents		Candidats ayant satisfait		Pourcentage des lauréats	
			F.	N.	F.	N.	F.	N.	F.	N.
Langue dans laquelle a été subi l'examen			F.	N.	F.	N.	F.	N.	F.	N.
Services centraux et d'exécution	10	1	12	3	12	2	8	1	67	50
Services régionaux -	34	1	419	142	353	91	87	25	25	27
Services locaux										
- Bruxelles-Capitale	36	1	202	363	135	174	41	50	30	29
- Communes de la frontière linguistique	3 4 1 11	1 2 3 4	5 19 3 25	- 7 - 37	3 17 2 24	- 7 - 35	1 14 0 21	- 6 - 26	33 82 0 88	- 86 - 74
- Bruxelles - Mesures transitoires (A.R. 28/2/1933)	4	1	5	6	5	6	5	4	100	67
- Région de langue néerlandaise	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Région de langue allemande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	87	1	643	514	508	273	142	80	28	29
	4	2	19	7	17	7	14	6	82	86
	1	3	3	-	2	-	0	-	0	-
	11	4	25	37	24	35	21	26	88	74
Total général	103		690	558	551	315	177	112	32	36

TABLEAU N° 2

EXAMENS SPECIAUX ORGANISES PAR LE SECRETARIAT PERMANENT AU RECRUTEMENT DES AGENTS DE L'ETAT

Administration	Nombre d'examens	Niveau	Candidats inscrits	F.	N.	A.	Candidats présents	F.	N.	A.	Candidats ayant satisfait	F.	N.	A.	Pourcentage des lauréats
Ministère des Affaires Etrangères	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Connaissance de la deuxième langue en rapport avec le fonction (Art. 47, §5, L.L.C.)															
Services centraux et d'exécution															
- examens d'admission au cadre bilingue (art. 43, §3, L.L.C.)	5	1	82	33	-	75	25	-	61	17	-	81	68	-	-
- chef bilingue d'une administration (art. 43, §6, L.L.C.)															
- adjoint bilingue (art. 43, §3, L.L.C.)															
- chef d'un service d'exécution (art. 46, §4, L.L.C.)															
Agents et candidats étrangers au service	7	1	36	111	-	25	81	-	7	43	-	28	53	-	-
- examen se substituant en vue de déterminer le régime linguistique, à la langue du diplôme (art. 7 de l'arrêté d'exécution n° IX du 30 novembre 1966)															
Total	12		118	144	-	100	106	-	68	60	-	68	57	-	-

IV. COMMENTAIRES, REMARQUES, SUGGESTIONS.

1. DEGRES DE LA HIERARCHIE ET CADRES LINGUISTIQUES.

En 1977, la C.P.C.L. a émis 7 avis au sujet de degrés de la hiérarchie (3) ou de modifications de degrés existants (4) et 33 avis au sujet de cadres linguistiques (11) ou de modifications de cadres linguistiques existants (22).

Les positions de principe adoptées en cette matière par la C.P.C.L. ont été réunies sous une forme succincte dans le deuxième volet du rapport ; le cas échéant, le texte intégral des avis pourra être consulté. Les tableaux ci-annexés donnent un aperçu de la situation en matière de cadres linguistiques au 31 décembre 1977.

x

x

x

L'article 43 des L.L.C. règle, en fonction des besoins linguistiques, l'organisation des services dont l'activité s'étend à tout le pays.

Le régime de la création des degrés de la hiérarchie et des cadres linguistiques est réglé par les §§ 2 et 3 du même article. Lesdites dispositions sont applicables :

- aux services centraux, c.à.d. aux services dont l'activité s'étend à tout le pays et dont émane une direction (p. ex. départements ministériels) ;
- aux services d'exécution - chargés de tâches d'exécution - dont l'activité s'étend à tout le pays ; ils sont établis soit dans Bruxelles-Capitale (articles 44 et 45), soit en dehors de Bruxelles-Capitale (article 46) ;
- aux services régionaux dont l'activité s'étend à des communes des quatre régions linguistiques du pays (article 35, § 2).

Avant d'établir les cadres linguistiques, il y a lieu de procéder à la répartition des grades en degrés de la hiérarchie. La notion de "degrés de la hiérarchie" a été exclusivement instaurée afin de pouvoir classer les grades auxquels correspondent les emplois ; en vue de la fixation des cadres linguistiques. Les degrés sont donc indispensables aux cadres linguistiques qui suivront. Seul le Roi a le pouvoir de déterminer quels rangs (ou grades) appartiendront à un même degré de la hiérarchie (article 43, § 3, 4ème alinéa).

L'A.R. n° I du 30 novembre 1966 fixe les degrés pour les agents de l'Etat ; celui du 10 mars 1969 procède de même pour le personnel temporaire de l'Etat.

Les grades que peuvent porter les agents des organismes d'intérêt public sont répartis en degrés par des A.R. distincts, après avis de la C.P.C.L.

En comparaison des années précédentes, le nombre d'avis émis en 1977 par la C.P.C.L. au sujet de la création ou de l'adaptation des degrés de la hiérarchie a sensiblement diminué.

A la date du 31 décembre 1977, la C.P.C.L. restait saisie d'une seule demande d'avis, relative à l'instauration des degrés de la hiérarchie. La demande en cause avait été introduite par le Ministre des Affaires Etrangères et elle est relative à l'Office de Sécurité Sociale d'Outre-Mer. Ce dossier n'a pu être expédié pour la raison que des renseignements complémentaires ont dû être demandés au Ministre concerné. La C.P.C.L. attend les renseignements en question.

Il convient également d'attirer l'attention sur le fait qu'ainsi qu'il appert du tableau V, plus de 10 ans après l'entrée en vigueur de l'article 43, 14 services de l'Etat n'ont pas encore donné la moindre suite au prescrit impératif dudit article.

Pour la majeure partie des organismes d'intérêt public sont intervenus des A.R., instituant les degrés sur la base des grades. Il en résulte que lors de l'apparition de grades nouveaux ou de la disparition de grades existants ou encore, lors de toute modification de la nomenclature des grades existants, il y a lieu d'adapter les arrêtés en cause.

La C.P.C.L. rappelle une fois de plus que la procédure de longue durée, à suivre lors de l'adaptation en question, peut être évitée. Les organismes d'intérêt public, dont les agents sont soumis au statut du 8 janvier 1973, peuvent, en effet, faire instaurer leurs degrés de la hiérarchie sur la base des rangs, comme prescrit par l'article 43, § 3, 4ème alinéa. En exécution de l'article 36 de leur statut, les grades existants au sein des organismes concernés ont en effet été répartis hiérarchiquement en rangs. Les Ministres de l'Emploi et du Travail, de la Prévoyance Sociale et des Travaux Publics ont déjà eu recours à cette faculté afin de fixer, pour tous les organismes placés sous leur contrôle, les degrés sur la base des rangs. La C.P.C.L. invite les autres ministres à adopter le même procédé.

Les cadres linguistiques doivent être fixés par A.R., conformément aux prescriptions de l'article 43, § 3. Les L.L.C. prévoient 3 consultations préalables, prescrites sous peine de nullité de l'arrêté royal à intervenir.

1. L'article 54 dispose que lorsque les mesures d'exécution des L.L.C. concernent directement le statut du personnel, il y a lieu de consulter les organisations syndicales reconnues.

2. Conformément à l'article 43, § 3, 5ème alinéa, la répartition envisagée des emplois entre les différents cadres linguistiques doit être soumise à l'avis préalable de la C.P.C.L.
3. Aux termes de l'article 43, §3, 6ème alinéa, le Roi peut, après consultation de la C.P.C.L., par un arrêté motivé et délibéré en Conseil des Ministres, déroger à la règle de l'égalité numérique des emplois de directions.

En ce qui concerne les emplois au 1er et au 2ème degré, de la hiérarchie, les L.L.C. mêmes ont fixé une proportion ; les emplois en cause doivent être attribués en mesure égale aux deux cadres, à chaque degré de la hiérarchie (art. 43, §3, 1er alinéa, dernière phrase et 2ème alinéa).

Pour les emplois inférieurs à celui de directeur, le législateur a fixé la base sur laquelle une clef de répartition devra être calculée à savoir, l'importance que représentent respectivement pour chaque service les régions de langue française et de langue néerlandaise (art. 43, § 3, 1er alinéa, 1ème phrase).

Les emplois tels qu'ils sont inscrits au cadre organique du service concerné serviront à la répartition ainsi décrite.

Afin de pouvoir statuer en connaissance de cause au sujet de la répartition proposée des emplois du 3ème au 12ème degré, la C.P.C.L. devra nécessairement pouvoir disposer de tous les critères et données chiffrées, pris en considération par le Ministre. La proposition ministérielle devra, dès lors, être motivée et comporter une justification sous la forme de données chiffrées relatives au volume du travail et aux activités du service concerné, par région linguistique.

A cet égard, il peut être souligné qu'un dossier de cadres linguistiques, du moment qu'il est complet, est toujours examiné dans un délai raisonnable.

Le tableau I donne un aperçu des cadres linguistiques existants, en mentionnant la proportion dont il a été fait application, exprimée en pourcentages. Bon nombre de cadres dérogent à la répartition paritaire des emplois de direction, alors qu'il n'a pas été fait application de l'article 43, §3, 6ème alinéa. Cette situation est la conséquence de l'absence de parité des emplois de direction prévus au cadre organique, au premier et au deuxième degré de la hiérarchie.

Dans son précédent rapport annuel, la C.P.C.L. a souligné la contradiction qui apparaît entre les règles de nature budgétaire qui doivent être appliquées, dans le cadre du contrôle et de l'approbation, par le Secrétaire d'Etat au Budget et le Ministre de la Fonction Publique, en matière d'affaires du personnel, d'une part, et une stricte application des dispositions de l'article 43, §3, applicables en la matière, d'autre part.

Bien que les départements de la Fonction Publique et du Budget fassent application, en matière de création d'emplois, de critères fonctionnels dont la validité est incontestable, le fait demeure que les impératifs découlant de l'application des L.L.C. sont tout aussi irrécusables. Il conviendrait, dès lors, que le gouvernement donne aux départements précités les instructions appropriées en vue de promouvoir une application normale des L.L.C.

La C.P.C.L. est d'avis qu'une collaboration sur le plan administratif entre les services des départements susmentionnés et son propre service administratif pourrait contribuer à une application loyale et saine de la prescription légale en cause.

Ainsi qu'il appert du tableau III, les cadres linguistiques du Ministère de la Défense Nationale n'ont pas encore été établis.

A la date du 2 juillet 1976, le Ministre de la Défense Nationale avait demandé l'avis de la C.P.C.L. au sujet d'un projet d'A.R., modifiant l'article 2 de l'A.R. du 27 mars 1974, relatif à la structure générale du département et à celle des Forces Armées. Le projet disposait que seule l'Administration Générale Civile constituerait les services centraux du Ministère de la Défense Nationale.

Après que le Ministre eut pris connaissance de l'avis négatif émis par la C.P.C.L. (n° 4431/I/P du 24 février 1977), il a été publié un A.R. dont toute incidence de la législation linguistique avait cependant été écartée (A.R. du 15 septembre 1977 - M.B. du 1er octobre 1977).

La C.P.C.L. a consacré une étude approfondie à la portée de la nouvelle structure prévue et aux suites qui en découlent en ce qui concerne l'organisation du département, et elle a jugé que la nouvelle structure fait ressortir la nécessité d'instaurer des cadres linguistiques, ne fût-ce qu'à l'Administration Générale Civile et dans les services d'exécution qui en dépendent et dont l'activité s'étend à tout le pays. Le Ministre de la Défense Nationale a été invité à soumettre au plus tôt à l'avis de la C.P.C.L. un projet de cadres linguistiques appropriée.

Les tableaux II, III, IV et V donnent, en fonction de l'Etat d'avancement de la procédure au 31 décembre 1977, un aperçu des services pour lesquels il n'existe pas encore de cadres linguistiques. Le cas échéant, le Ministre concerné est invité régulièrement à prendre les mesures requises.

Le tableau III mentionne l'Office National du Lait et de ses Dérivés comme un organisme dont la proposition de cadres linguistiques est attendue. La raison en est que le Conseil d'Etat a annulé l'A.R. du 25 septembre 1974, fixant les cadres linguistiques de l'organisme (arrêt C.E. n° 18.615 du 7 décembre 1977).

La C.P.C.L. attire, enfin, l'attention sur la nécessité urgente d'une adaptation de bon nombre de cadres linguistiques, en raison de l'application aux cadres organiques existants des mesures d'exécution de la 7ème programmation sociale. La C.P.C.L. attend les projets en cause et les traitera selon une procédure accélérée.

TABLEAU I

DEPARTEMENT	ADMINISTRATION	1er et 2ème degrés	3ème au 12ème degrés
Intérieur	- Administration Centrale	50 F - 50 N	50 F - 50 N
	- Services d'exécution	_____	50 F - 50 N
	- Conseil d'Etat	_____	50 F - 50 N
Affaires Etrangères et Commerce Extérieur	- Administration centrale	50 F - 50 N	50 F - 50 N
	- D.G.C.D.	50 F - 50 N	_____
Affaires Economiques	- Administration Centrale	nombre impair au 1er et 2 2ème degrés	50 F - 50 N
	- Services d'exécution	_____	33 F - 77 N
	- Institut Belge de Normalisa- tion	50 F - 50 N	50 F - 50 N
	- Office National du Ducroire	50 F - 50 N	50 F - 50 N
	- Bureau du Plan	50 F - 50 N	50 F - 50 N
	- Office de Contrôle des assurances	50 F - 50 N	52 F - 48 N
	- Services de chancellerie d'étude et de coordination économique, Comité supérieur de Contrôle	50 F - 50 N	50 F - 50 N
Premier Ministre	- Administration Générale, S.P.R. et Sélection et For- mation	50 F - 50 N	49 F - 51 N
	- Politique scientifique et Programmation	50 F - 50 N	50 F - 50 N
	- Administration Centrale	nombre impair au 1er et au 2ème degrés	50 F - 50 N
Finances	- C.G.E.R. 1. Siège central 2. Caisse centrale	50 F - 50 N _____	47,5F-52,5N 67,5F-32,5N
	- Administration centrale	50 F - 50 N	50 F - 50 N
	- Services d'exécution avec siège dans Bruxelles- Capitale	nombre impair au 2ème degré	50 F - 50 N

DEPARTEMENT	ADMINISTRATION	1er et 2ème degrés	3ème au 12ème degrés
Agriculture	- Services d'exécution avec siège hors de Bruxelles-Capitale 1. Protection de la Jeunesse	application de l'art. 43, § 3, 6°	41,5F-58,5N
	2. Etablissements Pénitentiaires		27 F - 73 N
	- Institut National de la criminalistique	nombre impair au 1er degré	50 F - 50 N
	- Administration Centrale	50 F - 50 N	46,1F-53,9N
	- Eaux et Forêts	application de l'art. 43, § 3, 6°	—
	- Office National des Débouchés Agricoles et Horticoles	50 F - 50 N	37,26F-62,74N
Défense Nationale	- Société Nationale Terrienne	nombre impair au 2ème degré	46 F - 54 N
	- Institut Géographique National	50 F - 5 N	50 F - 50 N
Classes Moyennes	- Administration Centrale	50 F - 50 N	47 F - 53 N
	- Secrétariat du Conseil Supérieur des Classes Moyennes	nombre impair au 2ème degré	50 F - 50 N
	- Institut National des Assurances Sociales pour Travailleurs indépendants	50 F - 50 N	43 F - 57 N
	- Institut Economique et Social des Classes Moyennes	50 F - 50 N	46,3F-53,7N
Education Nationale	- 8 établissements scientifiques ressortissant aux Administrations de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique (8)	dans 6 organismes, le nombre des emplois du 1er degré est impair	50 F - 50 N

DEPARTEMENT	ADMINISTRATION	1er et 2ème degrés	3ème au 12ème degrés
Travaux Publics	- Administration centrale :	nombre impair 1er et 2ème degrés	
	1 Secrétaire Général	—	50 F - 50 N
	2 Services adm. généraux	—	50 F - 50 N
	3 Direction du Contentieux	—	40 F - 60 N
	4 Services techniques généraux	—	50 F - 50 N
	5 Adm. des Voies hydrauliques	—	35 F - 65 N
	6 Lab. de recherches hydrauliques	—	10 F - 90 N
	7 Admin. des Routes	—	50 F - 50 N
	8 Bureau des Ponts		
	- 1ère et 2ème dir.	—	50 F - 50 N
	- 3ème dir.	—	75 F - 25 N
	9 Admin. des Bâtiments	—	48 F - 52 N
	10 Admin. de l'Urbanisme et de l'aménagement du Territoire	—	40 F - 60 N
	11 Admin. de l'Electricité et de l'électromécanique	—	47 F - 53 N
	12 Office Central des Fournitures	—	50 F - 50 N
	- Administration de la Reconstruction	—	25 F - 75 N
	- Institut Géotechnique de l'Etat	50 F - 50 N	30 F - 70 N
Prévoyance Sociale	- Administration Centrale	50 F - 50 N	48,5F - 51,5N
	- Caisse Nationale des Pensions pour employés	50 F - 50 N	50 F - 50 N
	- Caisse d'aide et de prévoyance/pour Marins Navigant sous pavillon Belge	application art.43,53, 6ème alinéa	10 F - 90 N
	- Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs de l'industrie diamantaire	—	0 F - 100 N
	- Office National des Pensions pour Travailleurs salariés	50 F - 50 N	46 F - 54 N

DEPARTEMENT	ADMINISTRATION	1er et 2ème degrés	3ème au 12ème degrés
Emploi et Travail	- Caisse Auxiliaire d'Assurance Maladie-Invalidité	nombre impair 2ème degré	53 F - 47 N
	- Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs	50 F - 50 N	54 F - 46 N
	- Caisse Nationale des Pensions de Retraite et de Survie	50 F - 50 N	45,5F-54,5N
	- Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales des communes	50 F - 50 N	46,7F-53,3N
	- Fonds des Accidents du Travail	nombre impair au 2ème degré	48 F - 52 N
	- I.N.A.M.I.	nombre impair au 1er degré	47 F - 53 N
	- Office Nationale des vacances annuelles	nombre impair au 1er et au 2ème degrés	45 F - 55 N
	- Office National d'allocations familiales pour Travailleurs salariés	50 F - 50 N	48,8F-51,2N
	- Fonds des Maladies Professionnelles	50 F - 50 N	59 F - 41 N
	- Administration Centrale	50 F - 50 N	50 F - 50 N
	- Office National de l'emploi	nombre impair au 2ème degré	45 F - 55 N
	- Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage	50 F - 50 N	48 F - 52 N
	- Pool des Marins de Commerce	—	17,7F-82,3N
	- Fonds National de Reclassement des Handicapés	50 F - 50 N	46,8F-53,2N

DEPARTEMENT	ADMINISTRATION	1er et 2ème degrés	3ème au 12ème degrés
Communications	- Administration centrale:	Nombre impair aux 1er et 2ème degrés	
	1 Services du Secrétaire général	_____	44 F - 56 N
	2 Administration des Trans- ports	_____	52 F - 48 N
	3 Administration de l'Aéro- nautique	_____	47 F - 53 N
	4 Commissariat Général au Tourisme	_____	50 F - 50 N
	- Administration de la Marine et de la Navigation Inté- rieur	application de l'art.43 53, 6°	10 F - 90 N
R.T.T.	- Administration Centrale	50 F - 50 N	49 F - 51 N
	- Services groupés, ateliers et matériel	_____	46 F - 54 N
Santé Publique et Famille	- Administration Centrale :	50 F - 50 N	.
	1 Secrétariat Général	_____	50 F - 50 N
	2 Services Généraux	_____	46,7F-53,3N
	3 Administration de la Santé Publique	_____	47,5F-52,5N
	4 Administration de la Médecine Sociale	_____	47 F - 53 N
	5 Administration des Eta- blissements de soins	_____	46 F - 54 N
	6 Administration de l'As- sistance	_____	47,6F-52,4N
	7 Administration des Familles	_____	40,75F-50,25N
	8 Administration des Victi- mes de la Guerre	_____	59,7F-40,3N
	- Oeuvre Nationale des an- ciens Combattants et Vic- times de la Guerre	nombre impair au 1er degré	50 F - 50 N
	- Oeuvre Nationale des Inva- lides de Guerre	50 F - 50 N	65,5F-34,5N
	- Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie	50 F - 50 N	50 F - 50 N

DEPARTEMENT	ADMINISTRATION	1er et 2ème degrés	3ème au 12ème degrés
	- Fonds de Construction d'hôpitaux et d'établissements médico-sociaux	50 F - 50 N	44 F - 56 N
	- Société Nationale des distributions d'Eau :		
	- A. Administration centrale:	50 F - 50 N	
	1. Direction Adm.	—	44 F - 56 N
	2. Direction Technique	—	39 F - 61 N
	3. Direction de l'Exploitation	—	44 F - 56 N
	- B. Atelier central de réparation à Kessel-Lo	—	7 F - 93 N

TABLEAU II

Services pour lesquels la C.P.C.L. a émis un avis et dont les cadres linguistiques n'ont pas encore été fixés par A.R.

DEPARTEMENT	ADMINISTRATION	DATE AVIS
Affaires Etrangères	- D.G.C.D. (3ème au 12ème degré)	20.1.77
Affaires Economiques	- Conseil Central de l'Economie	31.3.77
	- Office de Promotion Industrielle	29.11.73
Finances	- Bureau Central de Crédit Hypothécaire	30.6.77
Prévoyance Sociale	- O.N.S.S.	23.9.76
Emploi et Travail	- Conseil National du Travail	20.1.77
P.T.T.	- Régie des Postes	26.5.77
Santé Publique et Famille	- Conseils supérieurs de la Famille et du Troisième Age	5.4.73
	- Centre d'Etudes de la Population et des Familles.	5.5.77

TABLEAU III

Proposition de cadres linguistiques à l'instruction à la C.P.C L.

DEPARTEMENT	ADMINISTRATION
Affaires Economiques	- Institut National des Industries Extractives
Finances	- Loterie Nationale
Défense Natinnale	- Administration Générale Civile
Travaux Publics	- Administration du Logement
	- Institut National du Logement
	- Société Nationale du Logement
	- Fonds des Routes
	- Régie des Bâtiments
Communications	- Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux
	- Régie des Transports Maritimes
	- Régie des Voies Aériennes
Santé Publique et Famille	- Oeuvre Nationale de l'Enfance

TABLEAU IV

Services pour lesquels une proposition de degrés a été introduite ou a fait l'objet d'un avis, tandis que la proposition de cadres linguistiques est attendue.

DEPARTEMENT	ADMINISTRATION
Affaires Etrangères et Commerce Extérieur	- Office de Sécurité Sociale d'Outre-Mer
	- Office Belge du Commerce Extérieur
Finances	- Institut National du Crédit Agricole
	- Caisse Nationale de Crédit professionnel
	- Banque Nationale
Agriculture	- Office National du Lait et de ses Dérivés
	- Etablissements scientifiques de l'Administration des Arts et Lettres (4)
Travaux Publics	- Régie des Bâtiments
Communications	- S.N.C.B.
	- Office régulateur de la Navigation intérieure

TABLEAU V

Services connus de la C.P.C.L. pour lesquels aucune demande d'avis
n'a encore été introduite.

DEPARTEMENT	ADMINISTRATION
Affaires Economiques	- Office Belge de l'Economie et de l'Agriculture - Régie des Services Frigorifiques de l'Etat Belge - Institut pour la promotion de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture - Centre d'Etudes de l'Energie Nucléaire
Finances	- Société Nationale de Crédit à l'Industrie - Institut de réescompte et de garantie - Société Nationale des Investissements - Crédit communal de Belgique - Institut Belgo-Luxembourgeois du Change - Commission bancaire - Caisse autonome des Dommages de Guerre
Défense Nationale	- Service central d'action sociale et culturelle en faveur des membres de la communauté militaire - Musée Royal de l'Armée et de l'Histoire Militaire
Santé Publique	- Bureau Permanent des Oeuvres Nationales des Victimes de la Guerre

2. APPLICATION DE LA LEGISLATION AU MINISTERE DES AFFAIRES
ETRANGERES.

Commentaire annuel de la Commission Permanente de Contrôle Linguistique au sujet du rapport, afférent à 1976, de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur (Application de l'article 47, § 5 des lois linguistiques coordonnées).

X

X

X

Ainsi qu'il est dit dans le préambule de tous les rapports précédents, conformément à l'article 36, (bis) de l'Arrêté Royal du 14 janvier 1954 (portant le règlement organique du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement) modifié par l'arrêté royal du 11 octobre 1965, le Ministre adresse, annuellement, au Président de la Commission Permanente de Contrôle Linguistique (C.P.C.L.) un rapport dont l'objet est double :

- a) donner un aperçu des mesures prises durant l'année 1976 en vue de promouvoir l'application de l'article 47, § 5 des lois linguistiques coordonnées
- b) indiquer un programme des réalisations projetées pour l'année suivante.

X

X

X

Deux constatations préliminaires sont exprimées dans chaque rapport annuel et déterminent sa structure :

- 1) Par application de l'article 47, § 5 précité des L.L.C., les emplois ressortissant de l'ensemble des services établis à l'étranger, sont répartis entre les deux rôles linguistiques (français et néerlandais) et ce à tous les degrés de la hiérarchie.

La vérification d'une part, de la réalisation, et, d'autre part, la formulation des perspectives ~~du~~ maintien de l'équilibre linguistique, constituent le but du présent document.

- 2) Les services établis à l'étranger doivent être organisés de manière telle (article 47, § 5)^{que} ~~/particulièrement le~~ public belge puisse se servir soit de la langue française, soit de la langue néerlandaise. De cette obligation découle, pour les titulaires des fonctions, celle de la preuve à fournir de la connaissance appropriée de la seconde langue, ces examens sont organisés par le Secrétaire permanent ~~de~~ recrutement des agents de l'Etat.

A titre indicatif, il est signalé que le présent rapport sera dès lors subdivisé comme suit; ainsi qu'il ~~en a été précédem-~~ ment d'ailleurs.

I. Répartition paritaire des emplois entre les deux rôles linguistiques.

A. selon la hiérarchie fonctionnelle :

- 1) carrière du service extérieur (diplomatie);
- 2) carrière de la chancellerie;

B. selon la hiérarchie statutaire :

- 1) carrière du service extérieur (diplomatie);
- 2) carrière de la chancellerie •

X

X

X

Avant d'analyser les données traditionnelles, fournies par le département des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement, il y a lieu de faire la mise au point habituelle.

X

X

X

A l'inverse du département intéressé, la C.P.C.L. défend la thèse suivant laquelle c'est exclusivement la hiérarchie statutaire (par opposition à la hiérarchie fonctionnelle) qui est déterminante pour ce qui a trait à l'appréciation correcte de l'application de l'article 47, § 5 (alinéa 2) des L.L.C.

La hiérarchie statutaire, ou hiérarchie des grades, est formée d'une part, par les six classes administratives de la carrière du service extérieur et d'autre part, par les quatre classes administratives de la carrière de chancellerie.

La hiérarchie fonctionnelle, par contre, ou hiérarchie des fonctions, est constituée par l'ensemble des fonctions exercées dans les services établis à l'étranger, tant dans la carrière proprement dite (missions diplomatiques) que dans les chancelleries (postes consulaires).

X

X

X

Ceci étant dit, le 2ème volet du rapport concerne :

II. La justification de la connaissance de la seconde langue nationale.

X

X

X

Après cette introduction, revenons en au 1er volet de l'application de l'article 47, § 5 des L.L.C.

I. Répartition paritaire des emplois entre les deux rôles linguistiques.

A. Selon la hiérarchie fonctionnelle, la situation est la suivante :

1) Carrière des services extérieurs :

A la fin de 1976, sur un total de 275 agents appartenant au personnel diplomatique :

128 appartiennent au rôle français
contre 135 en 1975.

147 appartiennent au rôle néerlandais
contre 148 en 1975.

Le tableau ci-après renseigne d'ailleurs les fluctuations des chiffres en 1971, 1972, 1973, 1974, 1975 et 1976.

Ainsi qu'il est spécifié dans chaque rapport, la répartition des fonctions figurant dans lesdits tableaux est fondée sur les dispositions du règlement organique du département, déterminant les différents degrés de la hiérarchie fonctionnelle, ainsi que sur l'arrêté royal du 3 juillet 1974, classant les "postes" en trois catégories, pour l'exercice des fonctions de chef de poste et déterminant les postes dans lesquelles sont exercées des fonctions de ministre-conseiller.

HIERARCHIE FONCTIONNELLE (Carrière services extérieurs).

	1		2		3		4		5		6	
	1971		1972		1973		1974		1975		1976	
	F.	N.	F.	N.	F.	N.	F.	N.	F.	N.	F.	N.
1) chef de poste A1	5	5	5	5	7	8	8	8	8	8	8	8
2) chef de poste A2 (*)	18	19	20	20	19	16	20	15	20	18	20	17
3) chef de poste A3	37	37	39	36	35	40	36	42	41	39	38	41
4) ministre-conseiller	10	10	10	10	9	11	9	10	10	10	10	10
5) conseiller	32	10	29	27	25	18	26	21	20	18	16	15
6) premier secrétaire ou consul	16	11	21	27	15	10	12	12	12	15	9	17
7) secrétaire, attaché ou vice-consul.	17	22	21	27	19	34	23	31	24	40	27	39
	135	114	140	135	129	137	134	139	135	148	128	147
	(+21)		(+5)			(+8)		(+5)		(+13)		(+19)

Le poste A2 est vacant.

De ce tableau l'on peut tirer les conclusions suivantes :

- 1) Une prédominance globale d'agents francophones (en 1971 et en 1972) a été suivie d'un mouvement en sens inverse (1973, 1974, 1975 et 1976).
 - 2) Ainsi que ce fut le cas les années précédentes, les chefs de poste francophones "A 2" sont les plus nombreux (1973, 1974, 1975 et 1976).
- Il en est de même pour les conseillers 1971, 1972, 1973, 1974, 1975 et 1976).
- 3) L'excédent des secrétaires, attachés ou vice-conseuls (N) est en recrudescence (5 en 1971, 6 en 1972, 15 en 1973, 8 en 1974, 16 en 1975 et 12 en 1976).

En vue de tenter de résorber le déficit du nombre des agents F, au niveau des secrétaires, attachés ou vice-consuls, le Département avait organisé en 1976 un nouvel examen à l'intention des agents diplomatique, examen dont l'enjeu était fixé à 10 emplois du rôle F et 6 emplois du rôle N.

Le Département signale qu'ainsi qu'il a été mentionné dans les rapports précédents, le déséquilibre existant dans les classes inférieures est imputable aux résultats des examens de recrutement.

Ainsi le résultat de l'examen précédent a été :

4 lauréats F.

6 lauréats N.

Aussi, en 1977 un nouvel "examen diplomatique" avec un enjeu identique à celui de l'examen de 1976 (10 F et 6 N) sera organisé.

2) Pour la carrière de la chancellerie :

Ce tableau ci-après indique le nombre (français et néerlandais) des agents adjoints aux missions diplomatiques, aux missions assimilées, et aux postes consultaires de carrière, au cours des années 1971, 1972, 1973, 1974, 1975 et 1976.

HIERARCHIE FONCTIONNELLE

	1		2		3		4		5		6	
	1971		1972		1973		1974		1975		1976	
	F.	N.	F.	N.	F.	N.	F.	N.	F.	N.	F.	N.
1) chancelier	34	43	32	46	30	47	30	52	34	56	35	59
2) chancelier-adjoint	9	9	12	10	9	9	10	10	9	16	11	12
3) rédacteur	8	9	5	4	3	3	5	4	4	3	5	2
	51	61	49	60	42	59	45	66	47	75	51	73
		(+10)		(+11)		(+17)		(+21)		(+28)		(+22)

Ainsi qu'il en est pour la carrière du "service extérieur", cette répartition est fondée sur les dispositions du règlement organique (articles 16 et 22) qui déterminent les degrés de la hiérarchie fonctionnelle.

En ce qui concerne le déséquilibre persistant et marquant au détriment des francophones, le département rappelle qu'un examen de recrutement a été organisé en 1975, tendant à l'engagement de 12 agents appartenant au rôle français exclusivement. Cet examen n'a toutefois permis l'entrée en stage que de 7 agents. Un nouvel examen tendant au recrutement de 12 agents F a eu lieu en 1976. Il y eut cette fois 12 lauréats (F).

Un examen d'accession à la deuxième classe administrative de la carrière de chancellerie avec un enjeu de 11 emplois pour le rôle F et 3 pour le rôle N a donné le résultat suivant: 6 lauréats F et 7 lauréats N. Le Département signale que, vu le nombre d'emplois actuellement vacants, les 6 lauréats du rôle F et 3 lauréats du rôle néerlandais pourront accéder rapidement au grade supérieur. Un nouvel examen est prévu pour 1977 tendant à recruter 12 agents du rôle français.

B. Selon la hiérarchie statutaire

1) Carrière du service extérieur (diplomatie)

La hiérarchie statutaire est constituée par les six classes administratives de la carrière diplomatique auxquelles s'ajoutent les quatre classes de la carrière de chancellerie.

Les effectifs (403), soit 195 francophones et 208 néerlandophones (voir tableau ci-après) de la hiérarchie statutaire sont supérieurs (+ 128) aux effectifs de la hiérarchie fonctionnelle 275, soit 128 francophones et 147 néerlandophones (Voir tableau précédent).

Cette différence est due au fait, signalé précédemment, que, pour ce qui a trait à la carrière du service extérieur, des agents continuent à être affectés temporairement à l'administration centrale. Cette remarque vaut d'ailleurs également pour ce qui a trait à la carrière de chancellerie.

A remarquer, et cette constatation est, elle aussi formulée traditionnellement, que dans l'optique du département des Affaires Etrangères, il existe nécessairement une interdépendance entre la hiérarchie fonctionnelle et la hiérarchie statutaire. D'où la préoccupation de la réalisation d'un équilibre linguistique au sein des classes administratives (hiérarchie statutaire).

Le tableau suivant indique le pourcentage d'agents du rôle néerlandais en 1976 et donc, par soustraction, celui des agents du rôle français :

HIERARCHIE STATUTAIRE (Carrière du service extérieur).

Classes Administratives	Total emplois occupés	Nombre d'agents rôle français		rôle néerlandais	% agents rôle néerlandais
<u>Situation 1976</u>					
1ère classe	12	4	8		66,66
2ème classe	121	64	57		47,11
3ème classe	129	69	60		46,51
4ème classe	28	8	20		71,43
5ème classe	29	12	17		58,62
6ème classe	43	18	25		58,14
stagiaires	41	20	21		51,22
Totaux :	403	195	208		51,61

- 1) En 1971, il y avait, pour 375 agents en fonction, 205 francophones et 170 néerlandophones = 45,33% de néerlandophones.
- 2) En 1972, il y avait, pour 379 agents en fonction, 198 francophones et 181 néerlandophones = 47,75% de néerlandophones.
- 3) En 1973, il y avait, pour 362 agents en fonction, 184 francophones et 178 néerlandophones = 49,17% de néerlandophones.
- 4) En 1974, il y avait, pour 381 agents en fonction, 192 francophones et 189 néerlandophones = 49,60% de néerlandophones.
- 5) En 1975, il y avait, pour 394 agents en fonction, 194 francophones et 200 néerlandophones = 50,76% de néerlandophones.
- 6) En 1976, il y a donc, pour 403 agents en fonction, 195 francophones et 207 néerlandophones = 51,61% de néerlandophones.

A titre documentaire, la progression situe, de la façon suivante :

a) 1951

(HIERARCHIE STATUTAIRE) - Carrière du service extérieur -

Classe Administrative	Total emplois occupés	Nombre d'agents rôle français rôle néerlandais		% agents rôle néerlandais
<u>Situation 1951</u>				
1ère classe	28	28	0	0
2ème classe	52	49	3	7,54
3ème classe	64	59	5	7,81
4ème classe	18	14	4	22,22
5ème classe	23	17	6	26,08
6ème classe	107	84	23	21,49
stagiaires	26	18	8	30,76
Totaux :	318	269	49	15,36

b) 1961

(HIERARCHIE STATUTAIRE) (Carrière du service extérieur -)

Classe Administrative	Total emplois occupés	Nombre d'agents rôle français rôle néerlandais		% agents rôle néerlandais
<u>Situation 1961</u>				
1ère classe	13	11	2	15,38
2ème classe	78	67	11	14,23
3ème classe	102	73	29	28,43
4ème classe	54	46	8	14,81
5ème classe	38	20	18	47,63
6ème classe	31	15	16	51,61
stagiaires	16	6	10	62,50
Totaux :	332	238	94	28,31

Récapitulation

Récapitulation : les pourcentages d'agents néerlandophones s'établissent donc comme suit au fil des ans :

- 1951 - 15,36%
- 1961 - 28,31%
- 1971 - 45,33%
- 1972 - 47,75%
- 1973 - 49,17%
- 1974 - 49,60%
- 1975 - 50,76%
- 1976 - 51,61%

Pour rappel et à titre documentaire, les mesures qui sont, ou ont été, à la base de cette évolution (globale) se situent de la façon suivante :

1) la mise en disponibilité définitive (A.R. du 13/10/65) - Possibilité actuellement supprimée).

- 2) des vacances d'emploi maintenues - Voir plus loin le tableau ad-hoc
- 3) la délimitation, par rôle linguistique, des emplois mis en compétition.

X

X

X

A l'égard, du point 2, mentionnons ce qui suit pour ce qui a trait à la différence entre les effectifs et le cadre.

Carrière du service extérieur

1)

Fin 1968	Rôle français		Rôle néerlandais	
	Cadre	Effectif	Cadre	Effectif
Première	8	8	8	5
Deuxième	60	40	60	31
Troisième	70	64	70	46
Quatrième	35	19	35	31
Cinquième	20	16	20	11
Sixième	25	15	25	15
Totaux :	218	162 (-56)	218	139 (-79)

Carrière du service extérieur

2)

Fin 1974	Rôle français		Rôle néerlandais	
	Cadre	Effectif	Cadre	Effectif
Première	8	3	8	6
Deuxième	60	55	60	55
Troisième	70	64	70	58
Quatrième	35	15	35	17
Cinquième	20	11	20	15
Sixième	25	8	25	15
	218	156 (-62)	218	166 (-52)

3) Carrière du service extérieur

<u>Fin 1976</u>	<u>Rôle français</u>		<u>Rôle néerlandais</u>	
	<u>Cadre</u>	<u>Effectif</u>	<u>Cadre</u>	<u>Effectif</u>
Première	8	4	8	8
Deuxième	60	58	60	57
Troisième	70	66	70	60
Quatrième	35	8	35	20
Cinquième	20	12	20	17
Sixième	25	18	25	25
Totaux:	218	166 (-52)	218	187 (-31)

Ces tableaux montrent la composition des classes administratives ressortissant au cadre définitif de la carrière du Service extérieur telle qu'elle apparaissent **respectivement** à la fin de : 1) 1968

2) 1974

3) 1976

CADRE TEMPORAIRE

En ce qui concerne le cadre temporaire, existant exclusivement à l'usage des francophones, la situation a évolué comme suit :

- 1) A la fin de 1968, à l'effectif du cadre définitif (du rôle français) comportant 162 unités, il convenait d'ajouter 46 titulaires d'emplois du cadre temporaire de la deuxième classe et 15 titulaires d'emplois du cadre temporaire de la troisième classe (Au total 223 agents du rôle français).

2) Pour 1974, ces chiffres étaient respectivement 14 (2ème classe), 3 (3ème classe), soit 17 au total.

Le total des agents francophones était alors de $156 + 17 = 173$.

3) A la fin de 1975, il y avait au cadre temporaire 9 titulaires d'emploi de 2ème classe et 3 titulaires d'emploi de 3ème classe (Total $167 + 12 = 179$).

4) A la fin de 1976, à l'effectif du cadre définitif du rôle français comportant 166 unités, il convient d'ajouter 6 titulaires d'emplois du cadre temporaire de la deuxième classe et 3 titulaires d'emplois du cadre temporaire de la troisième classe (Au total: 175 agents du rôle linguistique français).

2) Après la rubrique consacrée à la carrière du service extérieur, voyons celle de la carrière de chancellerie (hiérarchie statutaire).

Par rapport à 1968, 1970, 1972, 1973, 1974, 1975 et 1976, la situation est la suivante :

1 2 3 4 5 6 7

Classes Administratives	1968		1970		1972		1973		1974		1975		1976	
	F.	N.	F.	N.	F.	N.	F.	N.	F.	N.	F.	N.	F.	N.
1) 1ère classe	11	3	9	4	9	8	9	7	9	12	9	12	10	11
2) 2ème classe	13	12	11	11	6	7	7	14	4	9	5	17	4	17
3) 3ème classe (chef administratif)	15	11	14	9	22	24	20	18	25	23	23	20	-	-
4) 4ème classe sous-chef de bureau	22	35	29	42	22	31	21	31	18	27	18	22	21	19
5) 5ème classe (rédacteur)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	26	38
6) Stagiaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12	2
Totaux	61	61	63	66	59	70	57	70	56	71	55	71	73	87
				(+3)		(+11)	(+13)	(+15)		(+16)	(+14)			

N.B.: 5 et 6 suite à la modification de cadre. A.R. 11 janvier 1975 (M.B.3/2/75 1231)

Pour 1976, le déséquilibre en faveur des néerlandophones se situe aux classes 1, 2, et 5.

Le tableau ci-dessous montre la composition des classes administratives ressortissant au cadre définitif de la carrière de chancellerie : a) fin 1968

b) fin 1976.

Classes Administratives

A. <u>Fin 1968</u>	<u>Rôle français</u>		<u>Rôle néerlandais</u>	
	<u>Cadre</u>	<u>Effectif</u>	<u>Cadre</u>	<u>Effectif</u>
Première	12	4	12	3
Deuxième	20	13	20	12
Troisième	33	15	33	11
Quatrième	60	22	60	35
Totaux :	125	54 (- 71)	125	61 (- 64)

B. <u>Fin 1976</u>	<u>Rôle français</u>		<u>Rôle néerlandais</u>	
	<u>Cadre</u>	<u>Effectif</u>	<u>Cadre</u>	<u>Effectif</u>
Première	12	10	12	11
Deuxième	20	4	20	17
Troisième	14	-	14	-
Quatrième	29	21	29	19
Cinquième	50	26	50	38
Totaux :	125	61 (- 64)	125	85 (-40)

CADRE TEMPORAIRE

Il est signalé qu'à la fin de 1968, à l'effectif du cadre définitif du rôle français (54 unités), il convenait d'ajouter 7 titulaires d'emplois du cadre temporaire de 1ère classe soit au total, 61 agents du rôle français.

Le cadre temporaire de 1ère classe n'existe plus depuis fin 1974, faute de titulaires.

II. Justification de la connaissance de la seconde langue nationale.

1) Titulaires de fonctions relevant de la carrière du service extérieur

Ainsi qu'il a été dit précédemment, tous les titulaires ont satisfait aux exigences légales.

2) Titulaires de fonctions relevant de la carrière de la chancellerie

En mai 1976, un examen a été organisé sur base de l'article 14 de l'A.R. n° IX du 30/11/1966. Le seul agent qu'il s'est présenté à réussi.

Pour mémoire, ainsi qu'il a été dit dans le rapport afférent à 1975, des 12 agents du rôle français qui, fin 1974, devaient encore présenter l'examen :

- 3 ont été mis à la retraite en 1975
- Des 9 autres agents, 7 étaient en fonction à l'étranger, un agent a réussi l'examen.

En 1976, la situation se présente comme suit :

Seulement deux agents du rôle français, actuellement en fonction à l'étranger, n'ont pas apporté la preuve de la connaissance de la seconde langue. Un de ces agents sera admis à la retraite cette année en 1977, tandis que l'autre sera, est-il dit, déchargé de ses fonctions à l'étranger dès que les nécessités du service le permettront.

Conclusions finales

Ainsi qu'il a été dit précédemment déjà, pour ce qui a trait à la justification de la connaissance de la seconde langue, la situation peut être considérée comme normalisée,

En ce qui concerne la concrétisation du principe de l'équilibre paritaire sur le plan des effectifs, tant du personnel diplomatique que consulaire, les considérations habituelles suivantes peuvent être formulées.

- 1) en ce qui concerne le contrôle de l'application de l'article 47, § 5 des L.L.C., la C.P.C.L. maintient sa position: la parité sur le plan des fonctions considérée selon la hiérarchie statutaire (celle des grades) a priorité sur celle des fonctions.
- 2) la réalisation de l'équilibre général, global, paritaire, du pourcentage des agents du rôle français et du rôle néerlandais doit être suivie de près et ce de façon permanente.
- 3) il est apparent, et ceci constitue également une redite, que c'est le résultat des examens de recrutement - notamment linguistiques - qui est déterminant sur le plan de la répartition des effectifs. La nécessité de la préparation aux examens linguistiques entr'autres est évidente. Le département pourrait-il envisager des mesures dans cette perspective ?

X

X

X

3. APPLICATION DE LA LEGISLATION LINGUISTIQUE A LA SABENA.

Ainsi que le mettait en perspective le rapport pour l'année 1976, la C.P.C.L. a émis, dans le courant du premier trimestre de 1977, un avis circonstancié au sujet de l'avant-projet d'arrêté royal soumis par le ministre des Communications et portant des mesures particulières afin de régler l'application à la SABENA des L.L.C. (avis n° 3701/I/P du 17 février 1977).

Le deuxième volet du présent rapport reproduit de manière succincte les considérations générales de l'avis émis et reprend intégralement le texte de l'arrêté royal proposé par la C.P.C.L.

L'attention des autorités responsables est attirée sur le fait que lorsque l'arrêté sera entré en vigueur, il restera à déterminer les degrés de la hiérarchie et à fixer les cadres linguistiques de la SABENA, après avis préalable de la C.P.C.L.

P.S. : Aux dernières nouvelles, le Ministre des Communications a soumis à l'avis du Conseil d'Etat un avant-projet d'Arrêté Royal en la matière.

Le Conseil a émis son avis le 4 avril 1978.

4. BRUXELLES-CAPITALE - SERVICES LOCAUX COMMUNAUX

A. REPARTITION DES EMPLOIS ENTRE LES DEUX GROUPES LINGUISTIQUES

En ce qui concerne les administrations des communes et celles des personnes publiques subordonnées aux communes, les emplois égaux ou supérieurs à celui de chef de division devaient, selon l'article 21, § 7, 2ème alinéa des L.L.C., être occupés en proportions égales par des fonctionnaires appartenant à l'un et à l'autre groupe linguistique, à partir du 1er septembre 1973.

Toutefois, par loi du 20 juillet 1973 le législateur doit intervenir afin d'atteindre l'équilibre prévu à la date précitée.

Les deux tableaux ci-après reflètent, respectivement par commune et par C.P.A.S., la situation de la répartition linguistique des emplois à partir du grade de chef de division, en date du 31 décembre 1977.

Le tableau des C.P.A.S. ne comprend pas les médecins. Le nombre des médecins affectés à des C.P.A.S. figure au troisième tableau.

Les trois tableaux ont été établis sur base de statistiques que la C.P.C.L. reçoit tous les trois mois des services intéressés.

TABEAU I

Services des administrations communales de Bruxelles-Capitale.

Communes	Cadre	F	N	F. surnombre (1) ou hors cadre	Vacant
1. Anderlecht	34	14	14	1	6
2. Bruxelles	114	56	57	13	1
3. Ixelles	42	18	20	14	4
4. Etterbeek	22	8	10	6	4
5. Evere	10	6	3	-	1
6. Ganshoren	9	4	5	1	-
7. Jette	20	10	10	2	-
8. Koekelberg	7	4	3	1	-
9. Auderghem	10	5	5	1	-
10. Schaerbeek	44	20	19	5	5
11. Berchem-St.-Agathe	8	5	3	-	-
12. St. Gilles	24	11	11	1	2
13. Molenbeek-St.Jean	24	11	9	5	4
14. St.Josse-ten-Noode	14	7	7	2	-
15. Woluwé-St.-Lambert	22	7	9	-	6
16. Woluwé-St.-Pierre	12	6	6	3	-
17. Uccle	29	15	14	6	-
18. Forest	20	10	9	2	1
19. Watermael-Boitsfort	10	5	3	2	2

TABLEAU II

C.P.A.S. de Bruxelles-Capitale

<u>Communes</u>	<u>F</u>	<u>N</u>	<u>F. surnombre(1)</u> <u>ou hors cadre</u>
1. Anderlecht	7	7	2
2. Bruxelles	18	17	10
3. Ixelles	4	2	2
4. Etterbeek	4	3	1
5. Evere	1	1	-
6. Ganshoren	1	1	-
7. Jette	1	2	-
8. Koekelberg	1	1	-
9. Auderghem	2	-	-
10. Schaerbeek	4	4	-
11. Berchem-St.-Agathe	1	1	-
12. St. Gilles	4	1	-
13. Molenbeek-St.-Jean	3	3	1
14. St. Josse-ten-Noode	3	3	-
15. Woluwé St.-Lambert	2	1	-
16. Woluwé St.-Pierre	2	2	-
17. Uccle	-	2	-
18. Forest	1	1	-
19. Watermael-Boitsfort	1	1	-

- (1) Fonctionnaires francophones nommés en surnombre en application de l'article 7 de l'A.R. du 30 novembre 1966 portant des mesures de sauvegarde des droits acquis en faveur des agents qui étaient attachés, au 1er septembre 1963 aux services locaux et régionaux établis dans Bruxelles-Capitale (VI).

TABLEAU III

Médecins affectés aux hôpitaux des C.P.A.S. de Bruxelles-Capitale.

1. Anderlecht	51 F	-	7 N
2. Bruxelles	318 F		100 N
3. Ixelles	69 F		6 N
4. Etterbeek	42 F		3 N
5. Schaerbeek	71 F		13 N
6. St.-Gilles	34 F		5 N

Les C.P.A.S. ne disposent pas d'un nombre suffisant d'éléments pour opérer la ventilation entre les médecin exerçant leurs fonctions à temps plein et ceux les exerçant à temps partiel. En outre, le mode de recrutement peut différer selon le cas. Les derniers chiffres sont dès lors à considérer avec les réserves nécessaires.

B) CONTROLE EXERCE PAR LE VICE-GOUVERNEUR SUR DES SERVICES LOCAUX ET REGIONAUX.

Le Commissaire du Gouvernement pour la Capitale du Royaume, Vice-Gouverneur de la province de Brabant, a fourni les données statistiques suivantes au sujet de l'exercice de la tutelle en matière d'application des lois linguistiques à l'agglomération de Bruxelles et dans les services des communes et des C.P.A.S. dans la région linguistique de Bruxelles-Capitale.

Le contrôle spécial du Vice-Gouverneur est prévu à l'article 65 des L.L.C. et par l'arrêté royal du 13 janvier 1964 déterminant les attributions du Vice-Gouverneur de la province de Brabant (M.B. 25 février 1964).

Nombre d'arrêtés de suspension, pris par le Vice-Gouverneur à l'égard de délibérations :

de l'agglomération de Bruxelles	45
des autorités communales	47
de C.P.A.S.	77
Total :	<u>169</u>

La plupart de ces arrêtés de suspension étaient fondés sur la méconnaissance de dispositions de l'article 21 des L.L.C., notamment en l'absence d'un examen écrit lors de la nomination ou de la désignation d'agents desdits services (art. 21, §2), en l'absence d'une épreuve orale complémentaire, à subir par ceux qui sont en contact avec le public (art. 21, §5) ou en l'absence de l'examen écrit imposé aux titulaires d'une fonction qui les rend responsables vis-à-vis de l'autorité du maintien de l'unité de jurisprudence ou de gestion du service dont la haute direction leur est confiée (article 21, §4).

Certains arrêtés ont été pris pour violation de l'article 21, § 7, du fait qu'il avait été omis, lors du recrutement, de répartir 50 % des emplois à conférer à parité entre les deux groupes linguistiques (1er alinéa) ou encore, du fait que la règle de la parité faisant l'objet du 2ème alinéa dudit paragraphe n'avait pas été respectée.

Les arrêtés en cause ont été suivis de 106 arrêtés d'annulation, pris sur la proposition des Ministres compétents. Dans 33 cas, les Ministres ont décidé de ne pas poursuivre l'annulation. Dans 8 cas, l'autorité locale ou, celle de l'agglomération, n'ont pas pris acte de l'arrêté du vice-gouverneur, empêchant ainsi la procédure d'achever son cours.

Dans 10 cas, les personnes concernées ont satisfait ultérieurement aux examens prescrits. Dans 5 cas les agents concernés ont démissionné ou ont été licenciés. Dans 7 cas le Conseil ou le Collège a révoqué la délibération suspendue.

V. RAPPORT PARTICULIER DE LA SECTION NEERLANDAISE

Au cours de l'année 1977, la Section néerlandaise a été saisie de 124 plaintes nouvelles. La Section a émis 71 avis. Ce chiffre est le plus haut, jamais atteint par la Section, depuis le début de la Commission.

Dans le courant de l'année, la Section s'est réunie 17 fois.

L'article 61, §5 des L.L.C., dispose que "La Section néerlandaise connaît des affaires localisées ou localisables dans des communes sans régime spécial de la région de langue néerlandaise".

Suivent, quelques données statistiques concernant les cinq dernières années.

	<u>Affaires introduites(x)</u>	<u>Total</u> <u>Affaires pendantes</u>	<u>avis (x)</u>
1973	31		28
1974	31		11
1975	61		38
1976	114		55
1977	124	155	71

(x) enquêtes d'office incluses.

Dans 20 cas, communication a été faite de la suite donnée aux avis par l'autorité administrative, communication demandée en vertu de l'article 61, §3 des L.L.C.

Tout comme les années de service précédentes, la Section a examiné les plaintes introduites, l'application des lois linguistiques en matière administrative et l'application du décret du Conseil Culturel de la Communauté Culturelle Néerlandaise du 19 juillet 1973, réglant l'emploi des langues dans les relations sociales entre employeurs et travailleurs et dans les actes et documents des entreprises, prescrits par les lois et les règlements. Cette jurisprudence est passée en revue, ci-après.

EMPLOI DES LANGUES DANS LES SERVICES LOCAUX ET REGIONAUX

Plusieurs affaires concernaient l'emploi des langues dans les rapports des services locaux ou régionaux avec d'autres services, avec le public ou avec des communes unilingues françaises. La Section néerlandaise a émis l'avis que :

- l'agglomération bruxelloise devait envoyer des factures établies en français à la brigade de gendarmerie de St. Pieters-Leeuw (n° 4634/II/N).

- les associations intercommunales et les services régionaux des T.T. de Bruxelles devaient employer le néerlandais dans leurs rapports avec un habitant d'une commune de langue néerlandaise, à moins que l'intéressé ne désire faire usage du français.

- les noms des rues constituant des communications au public, émanant d'un service local; dans les communes unilingues, ils doivent être établis exclusivement en néerlandais, conformément à l'article 11 des L.L.C. (n°4498).

- les bureaux de postes sont à considérer, quant à l'application de la loi linguistique, comme des services locaux ou régionaux, suivant le cas; le document bilingue délivré par un bureau d'une région unilingue, à un particulier qui avait porté plainte, était destiné à l'étranger. L'Union Postale Mondiale dont la Belgique fait légalement partie, impose le français dans le trafic international. Un document bilingue donnant la priorité au néerlandais, n'est pas contraire aux L.L.C. (n°4790).

- une firme de télédistribution qui opère dans le cadre d'une législation spécifique et détient une autorisation communale visée à l'article 50 des L.L.C., est chargée, d'une mission publique et est tenue de respecter les L.L.C.; elle constitue un service local au sens des L.L.C.; la lettre qu'elle adresse à un particulier d'une commune unilingue, doit être exclusivement rédigée dans la langue de la région, conformément à l'article 12 des L.L.C. (n°4330).

- une agence de la C.G.E.R. établie en région de langue néerlandaise est un service local. Les mentions apposées sur les livrets d'épargne, doivent être établis en néerlandais: les livrets constituent des certificats à établir dans la langue de la région conformément à l'article 14, §1er des L.L.C. (n°4392/II/N).

- une association intercommunale dont l'activité s'étend à des communes de la région de langue française et de la région de langue néerlandaise et dont le siège est établi à La Hulpe, est un service régional au sens de l'article 36, §1er des L.L.C. Dans ses rapports avec des particuliers de la région de langue néerlandaise, elle emploie, conformément à l'article 34, §1er des L.L.C., la langue imposée aux services locaux de la commune où l'intéressé habite (n°4391/II/N).

- le service d'Inspection Technique Automobile à Bruxelles tombe sous l'application de l'article 35, §1er b des L.L.C. Il doit rédiger la correspondance avec un habitant d'Overijse en néerlandais sauf si le particulier a demandé l'emploi du français (n°4452/II/N).

- le service technique de la Marine à Ostende est un service régional au sens de l'article 33, §1er. Lors d'adjudications, les cahiers des charges, les avis d'adjudication, les études, le traitement en service intérieur et les notifications doivent être rédigés exclusivement en néerlandais. La disposition dans le cahier des charges disant que la description des bouées lumineuses présentées pouvait également être rédigée en français ou en anglais, est contraire à la disposition de l'article 33, §1er des L.L.C. (n°4231).

- la Caisse de compensation pour Allocations Familiales du Brabant est un service au sens de l'article 1er, §1er, 2° des L.L.C. Conformément à l'article 41, §1er des L.L.C., ce service, dont l'activité s'étend à tout le pays, doit utiliser dans les rapports avec les particuliers celle des trois langues dont les particuliers ont fait usage, étant donné que la demande d'allocations familiales avait été introduite en néerlandais, l'assignation devrait être rédigée exclusivement dans cette langue (n°4422).

- les copies de factures, les manifestes ou listes de chargement et les déclarations à la douane d'entreprises privées de la région de langue néerlandaise, doivent être rédigés en néerlandais. Lors du traitement par les services des Douanes et Accises à Anvers, on peut joindre une traduction à ces documents dans la langue du pays destinataire; le fait d'accepter ces documents dans une autre langue nationale que le néerlandais, n'est pas contraire aux L.L.C. pour autant que l'emploi de cette autre langue soit légalement imposé ou possible sur base de l'article 52 des L.L.C. ou pour autant que ces documents aient été rédigés par des entreprises situées à l'étranger. Le traitement de ces documents en service intérieur doit se faire en néerlandais sur base de l'article 33, §1er des L.L.C. (n°4257/II/N).

FACILITES LINGUISTIQUES DANS LES CENTRES TOURISTIQUES (Art. 11, §3)

A l'occasion de différentes plaintes concernant les facilités touristiques visées par l'article 11, §3 des L.L.C., la Section néerlandaise a émis les avis suivants :

- les affiches émanant d'un syndicat d'initiative local d'une commune du littoral et destinées aux touristes, doivent être rédigées soit uniquement en néerlandais, soit dans cette langue suivie de deux autres langues.

- cette règle est également d'application pour une fabrique d'église d'une paroisse à Blankenberge; cette dernière est une institution publique; elle tombe, pour ses catalogues destinés aux touristes, sous cette même règle (n°4502).

- le Casino de cette commune est libre de rédiger les avis en néerlandais ou au moins en trois langues avec priorité au néerlandais (n°4508).

- les concessionnaires des bateaux faisant des excursions sur les canaux de Bruges, tombent sous cette même règle (n°4504/II/N).

SERVICE CENTRAL ET ETRANGER

Les services de politique scientifique, dépendant du Premier Ministre doivent, conformément à l'article 41, §2 des L.L.C., répondre aux entreprises privées établies dans une commune sans régime spécial, dans la langue de la région (n°4786).

Une Caisse Centrale de Compensation pour Allocations Familiales tombe sous l'application des L.L.C., les assignations destinées aux particuliers de la région de langue néerlandaise, doivent être rédigées dans la langue du particulier; lorsque le choix n'est pas exprimé, il est supposé que la langue du particulier est celle de la région (n°4422).

L'Administration des Chèques Postaux est un service dont l'activité s'étend à tout le pays. L'envoi d'avis personnalisés constitue un rapport avec un particulier. Conformément à l'article 41, §1er des L.L.C., les services utilisent celle des trois langues dont le particulier a fait usage. A défaut de choix explicite, il est **supposé** que la langue de la région est celle du particulier (n°4766).

Les extraits du répertoire de véhicules doivent être envoyés en néerlandais par le Ministère des Communications, Administration des Transports, aux différents services de la région de langue néerlandaise, conformément à l'article 39, §2 des L.L.C. (N°4488).

La Section néerlandaise a constaté que l'Office belge du Tourisme à Lille est une direction étrangère du Commissariat-Général au Tourisme; elle a estimé que celle-ci tombe sous l'application de l'article 47 des L.L.C. et que les emplois de l'ensemble des services établis à l'étranger, doivent être répartis en nombre égal et à tous les degrés de la hiérarchie entre les rôles linguistiques français et néerlandais (n°4672).

AFFAIRES ELECTORALES

En ce qui concerne les élections communales, la Section a émis l'avis que dans un bureau de vote les assesseurs doivent s'exprimer en néerlandais, lors des opérations. Le Président du bureau est responsable du respect des L.L.C. (n°4584).

La propagande électorale, menée par le bourgmestre agissant en tant que particulier sans aucune intervention de la commune, tombe en dehors de l'application de la loi linguistique (n°4526).

La Section s'est déclarée incompétente au sujet d'une plainte concernant la composition des listes électorales; les L.L.C. ne sont pas applicables aux partis politiques (n°4542).

En 1975 - 76 (voir rapport S.N. année 1976), la Section avait consacré un examen à la langue de la prestation de serment lors de la nomination des membres des conseils des communes et des C.A.P. de l'arrondissement de Hal-Vilvorde, après les élections communales de 1970. A l'époque, au moins 15 membres des conseils de 7 communes et un membre de la C.A.P. n'avaient pas prêté serment uniquement en néerlandais. Il a été insisté auprès des Ministres compétents afin qu'ils donnent les instructions nécessaires en vue du respect des lois linguistiques.

A l'occasion des élections en 1976, la Section a fait une nouvelle enquête. Il a été constaté que dans 28 communes du même arrondissement, telles qu'elles ont été composées après la fusion, tous les membres des conseils communaux ou des conseils des centres d'assistance sociale ont uniquement prêté serment en néerlandais. Il est à signaler que le "Conseil Culturel de la Communauté Culturelle néerlandaise" a expressément imposé l'emploi du néerlandais par décret du 3 mai 1972.

EMPLOI DES LANGUES A LA S.N.C.B. ET AUX TRANSPORTS EN COMMUN:

Cette année également, de nombreuses plaintes ont été introduites concernant l'emploi des langues à la S.N.C.B. La Section a cependant noté une collaboration positive de la société lors de l'examen des affaires pendantes et lors du respect des avis émis dans une matière où l'application de la loi se heurte à des difficultés.

La Section a décidé que les rapports entre les gares (services locaux) ou autres services de la région de langue néerlandaise doivent se faire en néerlandais (n°4532-4535 et 4574).

Elle a pris acte d'une lettre dans laquelle la S.N.C.B. admet qu'à l'égard de l'article 17 des L.L.C., la gare du Midi avait utilisé à tort des consignes bilingues lors des rapports avec des services locaux et régionaux de la région de langue néerlandaise; elle envisageait l'emploi de documents unilingues.

Des listes de paiement des pensions, envoyées par la Direction Gares (administration centrale) à des gares de comptabilité (services régionaux) de la région de langue néerlandaise, doivent être rédigées dans la langue de la région (n°4586).

Le concessionnaire d'un buffet de gare de la région de langue néerlandaise ne peut ignorer le néerlandais (n°4827).

La gare de marchandises "Tour et Taxis" est un service régional de Bruxelles-Capitale; en vertu de l'article 17, §3 des L.L.C., il doit utiliser le néerlandais dans ses rapports avec les services locaux de la région de langue néerlandaise; un document bilingue est contraire à la loi linguistique (n°4607).

Conformément à l'article 41, §2 des L.L.C., les services centraux de la société s'adressent en néerlandais aux entreprises de la région de langue néerlandaise (n°4531 - n°441/II/N); les mêmes services de la société doivent utiliser le néerlandais dans leurs rapports avec des services locaux et régionaux de cette région linguistique (n°4531/II/N).

Des rapports entre des services non-hiérarchisés de différentes régions linguistiques ne sont pas réglés par les L.L.C.; la langue des régions où les services sont situés peut être utilisée; l'emploi de documents bilingues n'est pas contraire aux L.L.C. Le choix de la S.N.C.B. qui a opté pour le bilinguisme a été accepté. (n°4538).

Le fait de soumettre aux gares de la région de langue néerlandaise, des demandes d'abonnement et des attestations scolaires, n'est pas toujours contraire aux L.L.C.; les formulaires peuvent d'ailleurs être délivrés par des gares d'une autre région linguistique; il n'y a aucune disposition légale qui permet à un service régional homogène de refuser un document provenant d'une autre région linguistique (n°4363).

Un autobus desservant la ligne Calais-Adinkerke (sur le territoire belge, donné en concession par la S.N.C.V.) tombe, en Belgique, sous l'application des L.L.C. (article 50). Selon le trajet du bus, le bilinguisme peut être adopté dans le véhicule.

Des horaires de service et des avis aux arrêts et dans le bus doivent en tout cas être rédigés en néerlandais (n°4505).

LE DECRET REGLANT L'EMPLOI DES LANGUES DANS L'INDUSTRIE ET DANS LES

RELATIONS DE TRAVAIL

Parmi les 71 avis émis, 13 avaient trait à l'application du décret du 19 juillet 1973 du "Conseil Culturel de la communauté culturelle néerlandaise" réglant l'emploi des langues dans les relations sociales entre employeurs et travailleurs, ainsi que les actes et documents des entreprises prescrits par la loi et les règlements.

Les rapports sociaux oraux entre employeurs et travailleurs tombent sous l'application du décret et doivent se faire en néerlandais en région unilingue néerlandaise (n°4646/II/N).

Les documents du personnel, les contrats d'emploi d'employés, les polices d'assurances contre les accidents de travail, les déclarations à l'O.N.S.S., tombent sous l'application du décret (n°4589).

Les bons de caisse sont des documents comptables dans le sens du décret et doivent être rédigés en néerlandais (n°4679/II/N). Une facture est un acte prescrit par la loi tombant sous l'application du décret (n°s 4675-4765-4445). Le décret n'est cependant pas d'application aux notes d'envoi qui constituent des rapports avec les clients (n°4721).

La facture est un document prescrit par la loi au sens de l'article 5 du décret; il s'agit également d'un document destiné aux clients. Si elle émane d'un siège d'exploitation situé en région de langue néerlandaise, la facture doit être établie en néerlandais mais à l'intention du client étranger une traduction en sa langue peut y être jointe (n°s 7768 et 4791).

Le décret n'est pas applicable aux firmes établies à Bruxelles. Celles-ci tombent sous la législation linguistique générale (L.L.C.). L'article 52 des L.L.C. ne règle que l'emploi des langues en ce qui concerne les actes et documents destinés au personnel. A Bruxelles-Capitale, les factures ainsi que les documents légalement prescrits, ne tombent pas sous le coup de l'article 52 des L.L.C. (n°4677). Les rapports entre la "V.Z.W. West-Toerisme" un service au sens de l'article 1er, §1er - 2° des L.L.C. et une firme à Bruxelles ne sont pas réglés par les L.L.C.

Conformément à l'article 41, §2 des L.L.C., le Commissariat Général au Tourisme doit écrire en néerlandais, à une firme établie

en région de langue néerlandaise. Conformément à l'article 3 du décret du 19 juillet 1973, la facture émanant de cette entreprise doit être établie en néerlandais. Si la composition du personnel le justifie et à la demande unanime et écrite des travailleurs membres du conseil d'entreprise, l'employeur est tenu de joindre une traduction dans une ou plusieurs langues aux avis, communication, actes, certificats et formulaires destinés au personnel (n°4601).

A l'occasion d'inspections, la Section néerlandaise a constaté qu'une firme à Lot ne respecte pas le décret en ce qui concerne :

1. les documents du personnel, tels que des contrats d'emploi, des fiches de salaire et toutes sortes de certificats;
2. la déclaration trimestrielle O.N.S.S. et la police d'assurance légale "accidents de travail".

Elle a estimé que conformément à l'article 5 du décret, les actes et documents destinés au personnel et les documents légalement prescrits doivent être rédigés en néerlandais (n°4559).

Elle est intervenue auprès de la firme précitée qui a pris des mesures afin de respecter le décret.

Il a été constaté dans une entreprise à Merchtem qu'un membre de la direction ignore le néerlandais, qu'il utilise l'anglais dans ses rapports avec les travailleurs et que le grand livre des comptes était rédigé en anglais. La Section a constaté que l'article 3 du décret règle également les rapports sociaux oraux et que l'article 5 prescrit le néerlandais pour les documents comptables (n°4646). L'entreprise a été invitée à prendre incessamment les mesures nécessaires à une stricte application des dispositions du décret.

x

x

x

Tout comme dans ses rapports antérieurs, la Section néerlandaise se voit dans l'obligation de se plaindre des effectifs réduits de son service administratif. Ceux-ci sont insuffisants pour faire face de manière efficace aux multiples missions qui lui incombent de par l'application des lois linguistiques ainsi que du décret du 19 juillet 1973 du Conseil Culturel de la communauté culturelle néerlandaise réglant l'emploi des langues dans les relations sociales entre employeurs et travailleurs ainsi que les actes et documents de l'entreprise prescrits par la loi et les règlements.

VI. RAPPORT PARTICULIER DE LA SECTION FRANCAISE.

Il n'y a rien à signaler en ce qui concerne l'organisation interne de la Section française.

Notons en ce qui concerne les affaires traitées que les principes suivants furent appliqués :

- 1) L'inscription en langue néerlandaise figurant en gare d'Ottignies (travaux de peinture) a été considérée comme éphémère, improvisée et ayant un caractère d'utilité publique.

La Section française a estimé qu'elle ne mettrait nullement en péril l'homogénéité de la région sur le plan linguistique.

La plainte fut dès lors déclarée recevable mais non fondée.

- 2) Il a été notifié à un plaignant qu'il est de jurisprudence constante au sein de la C.P.C.L. de tolérer que des inscriptions bilingues mentionnées dans la pierre ou dans toute autre matière comparable peuvent être maintenues, leur suppression étant susceptible de provoquer des dégâts dispendieux. Un élément de sécurité a également été pris en considération. En effet, il s'agissait en l'occurrence de bouches d'eau.

La Section française a dans ce cas également estimé que l'homogénéité de la région de langue française (Ottignies) n'était pas compromise du fait de l'existence de ces inscriptions bilingues. La plainte a été déclarée recevable mais non fondée.

- 3) Une plainte ayant été introduite du fait de l'existence d'inscriptions bilingues, à l'entrée des ruines de l'Albaye de Villers-La-Ville, la Section française a décidé nonobstant le fait qu'il s'agissait en l'occurrence d'un service régional où par conséquent l'unilinguisme est de vigueur, qu'étant donné cependant le caractère spécifiquement historique, architectural et culturel des ruines, des inscriptions plurilingues sont tolérées, celles-ci ne mettraient pas en péril l'homogénéité de la région sur le plan linguistique: ces faits étaient par ailleurs d'importance relativement minime dans un lieu touristique tel que l'Albaye de Villers-La-Ville.

- 54 -

Il est cependant entendu que la langue française doit avoir la
priorité (figure en 1ère place dans les inscriptions).
La plainte a été déclarée recevable mais non fondée.

x

x

x

DEUXIEME PARTIE

	p.
A. Sections réunies	56
Synthèses des avis	56
I. Services locaux	56
II. Services régionaux	72
III. Services locaux et régionaux	92
IV. Services centraux et services d'exécution	96
1. En général	96
2. Degrés de la hiérarchie et cadres linguistiques	135
3. Services établis à l'étranger	148
V. Services au sens des L.L.C.	148
VI. Prescription	154
VII. Incompétence de la C.P.C.L.	155
 B. Section néerlandaise	 157
Synthèses des avis	157
I. Services locaux	157
II. Services locaux et régionaux	169
III. Services régionaux	172
IV. Services centraux	189
V. Entreprises privées (décret)	189
VI. Incompétence de la section néerlandaise	197
 C. Section française	 198
Synthèses des avis	198

A. SECTIONS REUNIES.

Synthèse des avis des sections réunies

I. SERVICES LOCAUX

- Services locaux
- Communes malmédiennes
- Contact avec le public
- Connaissances linguistiques du personnel.

Plainte a été déposée contre l'administration communale de Malmédy du fait que ses services ne sont pas organisés de façon à permettre au public d'utiliser sa propre langue sans difficulté.

Il ressort de l'enquête que parmi les agents en contact avec le public certains ont une connaissance pratique de la langue allemande ; tel n'est cependant pas le cas au service de l'Etat Civil et de la population.

La C.P.C.L. a estimé que, conformément à l'article 15 § 3 les services de l'administration communale de Malmédy, y compris le service de l'Etat Civil et de la population **soient organisés de façon** telle que le public puisse faire usage du français ou de l'allemand sans la moindre difficulté.

- Avis n° 4246/II/P du 10 mars 1977.

-
- Services locaux
 - Communes Malmédiennes
 - Actes - Avertissement - extrait de rôle
 - Traductions.

Plainte a été déposée contre l'administration communale de Malmédy pour l'envoi à un particulier germanophone d'un avertissement-extrait de rôle sur l'enlèvement des immondices rédigé en français.

L'avertissement-extrait de rôle constitue un extrait des rôles des contributions qui sont établis en service intérieur.

Selon le droit commun, les rôles constituent des actes authentiques dès qu'ils deviennent exécutoires et dès lors l'avertissement-extrait de rôle constitue un extrait d'acte authentique.

Dès lors, en vertu de l'article 13 §1er, 3^e a qui précise que les services locaux rédigent dans la langue de la région les actes qui concernent les particuliers, l'administration communale devait rédiger en français l'avertissement-extrait de rôle. Il était cependant loisible au requérant d'en obtenir une traduction en langue allemande.

- Avis n° 4246 B/II/P du 10 mars 1977.

-
- Services locaux
 - Région de langue allemande
 - Rapport avec des particuliers
 - Formulaires.

Plainte a été déposée contre le fait d'une part que le service de la douane de Hauset refuse de s'adresser en allemand à un particulier germanophone et d'autre part que le bureau de poste d'Eupen ne possède pas de formulaires rédigés en langue allemande.

Point 1 : Le service de douane de Hauset doit être considéré, au sens des L.L.C. comme un service local.

En conséquence les agents des douanes en cause devaient s'adresser au plaignant en allemand, conformément à l'article 12 al. 1 des L.L.C., puisque celui-ci avait requis l'usage de cette langue.

La plainte est dès lors fondée en ce qui concerne le 1er point

Point 2: De l'enquête effectuée il ressort que les deux bureaux de poste d'Eupen disposaient d'une collection complète de formulaires susceptibles de donner satisfaction aux germanophones

Dès lors, le fondement de la plainte n'a pu, sur ce point être prouvé.

- Avis n° 4107/II/P du 24 mars 1977.

- Services locaux
- Région de langue allemande
- Connaissances linguistiques du personnel.

Plainte a été déposée contre le fait qu'au bureau de douane d'Eynatten 2, en cas d'absence du lieutenant des douanes ses fonctions sont exercées par un agent francophone qui n'a pas fourni la preuve de sa connaissance de la langue allemande.

En raison de leur compétence territoriale, les services de douanes de Eynatten 2 doivent être considérés comme un service local de langue allemande.

La C.P.C.L. a estimé qu'il est contraire aux dispositions de l'article 15 § 1er qu'un agent ignorant la langue de la région exerce, même par intérim, les fonctions de lieutenant.

La plainte est recevable et fondée.

- Avis n° 4249, 4252/II/P du 24 mars 1977.

- Services locaux
- Commune malmédienne
- Connaissances linguistiques du personnel - Preuve.

Par requête du 13 avril 1976, une plainte a été introduite auprès de la C.P.C.L. contre le fait que M. W.P., agent des postes de 4ème classe et porteur d'un diplôme B3/B2, attestant de sa connaissance de la langue française, a été écarté d'un emploi d'agent des postes de 4ème classe dans une commune malmédienne pour le motif qu'il n'était pas en mesure de justifier légalement de sa connaissance de la langue française.

Du rapport d'enquête il ressort que l'intéressé a présenté un examen d'agents des postes auxiliaires en langue allemande et que le 1er janvier 1974 il est entré en service à Saint-Vith.

L'intéressé, qui a fait ses études primaires en langue allemande, et a poursuivi dans cette langue ses études moyennes à l'Institut technique de Saint-Vith, est également titulaire d'un diplôme attestant qu'il a suivi des cours de langue française à l'école technique de Butgenbach.

Les communes malmédiennes étant des communes à régime spécial de la région de langue française, les candidats à un emploi ou une fonction dans lesdites communes doivent, en application de l'article 15 §1er des L.L.C., prouver leur connaissance de la langue de la région, en l'occurrence la langue française ; la preuve de cette connaissance est apportée par les diplômes ou certificats d'études requis attestant que l'intéressé a suivi l'enseignement dans la langue française.

Cependant, les diplômes ou certificats d'études auxquels les L.L.C. font allusion sont ceux délivrés à l'issue d'un cycle d'études régulières (enseignement primaire, secondaire etc...) mais non à la fin d'un cycle d'études de promotion sociale.

La C.P.C.L. a estimé que l'intéressé n'a pas fait la preuve de la connaissance de la langue française au sens des L.L.C. et que pour être nommé à l'emploi d'agent des postes de 4ème classe dans une commune malmédienne, M. W.P. doit fournir par un examen préalable, la preuve de la connaissance approfondie de la langue française.

- Avis n° 4331/II/P du 24 mars 1977.

- Services locaux
- Bruxelles-Capitale
- Rapports avec des particuliers
- Certificats délivrés aux particuliers.

Plainte contre la commune d'Ixelles qui a envoyé à un particulier néerlandophone habitant à St. Martens-Bodegem un extrait d'acte de naissance en français et l'a invité en français à verser 142 Frs.

La C.P.C.L. a estimé que l'extrait devait être rédigé en néerlandais et que l'invitation à payer devait être également rédigée en néerlandais. La plainte était recevable et fondée.

- Avis n° 4237/II/P du 22 avril 1977.
-

- Services locaux
- Bruxelles-Capitale
- Rapports avec des particuliers : facture, questionnaire.

Plainte contre le C.P.A.S. d'Anderlecht - Facture et questionnaire établis en français, bien que le demandeur soit néerlandophone.

Conformément à l'article 19 des L.L.C., le C.P.A.S. d'Anderlecht, service public local de Bruxelles-Capitale, doit faire usage, dans ses rapports avec un particulier, de la langue de l'intéressé, quand celle-ci est le français ou le néerlandais.

- Avis n° 4352/II/P du 9 juin 1977.
-

- Services locaux
- Communes périphériques
- Avis et communication au public.

Plainte contre la commune de Wemmel qui fait usage de plaques de signalisation de rues bilingues, accordant la priorité à la langue française.

Aux termes de l'art. 7 des L.L.C., Wemmel est une commune périphérique de la région de langue néerlandaise dotée d'un régime spécial. Il est donc conforme, tant à l'esprit qu'à la lettre des L.L.C., que les avis et communications au public y soient bilingues, mais avec priorité donnée à la langue néerlandaise. Ceci est d'ailleurs confirmé par l'art. 24, al. 1er des L.L.C. concernant les avis et communications au public dans les communes périphériques et donnant de toute façon la priorité à la langue néerlandaise.

Cependant lorsqu'un nom propre désignant une rue est intraduisible, la Commission a estimé, que pour des raisons grammaticales, le mot "rue" peut précéder le nom propre ; le mot "straat" étant placé au bas de la plaque de façon à ne devoir mentionner ledit nom propre qu'une seule fois sur le panneau (avis n° 3995 et 4093 du 14 octobre 1976).

- Avis n° 4484/II/P du 16 juin 1977.

-
- Service locaux
 - Communes de la frontière linguistique
 - Certificats.

Plainte contre le Commissariat de police de Comines.
Délivrance à des néerlandophones de documents donnant la priorité au français.

Conformément à l'article 14, § 2-b des L.L.C., les documents délivrés à des demandeurs néerlandophones doivent accorder la priorité au texte néerlandais : le cachet du commissariat de police, les timbres fiscaux communaux et le cachet du contrôle d'identité, de nationalité et du casier judiciaire doivent être établis en néerlandais.

- Avis n° 4528/II/P du 23 juin 1977.

-
- Services locaux
 - Bruxelles-Capitale
 - Rapports avec les particuliers.

Plainte a été déposée en raison du fait que le bureau des postes de Berchem-Ste.-Agathe apporte des mentions françaises sur des carnets d'épargne établis en langue néerlandaise.

La C.P.C.L. a constaté que la C.G.E.R. a fait le nécessaire afin de remédier à l'infraction constatée. Elle a cependant insisté afin que les mesures soient prises en vue d'éviter des erreurs de ce genre.

- Avis n° 4387, II/P du 8 septembre 1977.

-
- Services locaux
 - S.N.C.B. - Gares
 - Avis en communications au public : communications écrites et orales des noms des gares étrangères.

Plainte a été déposée contre la S.N.C.B. du fait d'une part de l'emploi des langues étrangères, pour la reproduction des noms de gare à l'étranger dans les annonces écrites de destination et d'autre part du fait d'annonces verbales plurilingues dans les gares à vocation internationale.

L'emploi des langues étrangères pour la reproduction des noms des gares étrangères dans les annonces écrites de destination, découle des dispositions de la "Convention internationale relative au transport des passagers et de bagages par voie ferrée", signée à Berne le 7 février 1970 et approuvée par la Belgique par la loi du 24 janvier 1973 (M.B. du 9 mai 1973) ;

L'article 80 de la C.I.T. dispose que les noms de gares sont indiqués conformément à leur dénomination dans les documents tarifaires ; que les dénominations des gares étrangères y sont reprises dans la langue du pays où elles sont localisées et qu'en vertu d'une loi belge, la liste de gares étrangères ainsi fixée dans les tarifs est devenue la seule liste officielle et légale pour ces gares ; qu'il s'indique donc de faire usage de ces dénominations étrangères, non seulement sur les tickets internationaux, mais également dans toutes les communications écrites des horaires des trains, tant sur les panneaux et tableaux horaires des gares que dans l'indicateur.:

En ce qui concerne les annonces verbales plurilingues émises par voie de haut-parleurs dans certaines gares à vocation internationale, la S.N.C.B. souligne qu'il ne s'agit pas, là d'une pratique propre aux gares belges ; qu'en Belgique, ces annonces sont effectuées en langue française, néerlandaise, allemande et anglaise qu'à chaque fois, priorité est accordée à la langue de la région. Ces communications s'adressant également aux voyageurs étrangers en transit en Belgique, cette pratique n'est dès lors pas contraire à l'esprit des L.L.C.

La plainte n'est donc pas fondée.

- Avis n° 4439/II/P du 22 septembre 1977.

- Services locaux
- Bruxelles-Capitale
- Rapports avec des particuliers.

Plainte contre le Centre publique d'aide sociale d'Ixelles (C.P.A.S.) qui a envoyé une lettre en langue française à un néerlandophone.

Le C.P.A.S. est un service public local de Bruxelles-Capitale auquel les L.L.C. sont applicables, conformément aux dispositions de l'art. 1er § 1er 1° des L.L.C.

En vertu de l'art. 19 §1er, tout service local de Bruxelles-Capitale emploie dans ses rapports avec un particulier la langue que l'intéressé utilise quand celle-ci est le français ou le néerlandais.

Dès lors, le C.P.A.S. d'Ixelles aurait dû envoyer une lettre rédigée en langue néerlandaise au plaignant néerlandophone.

- Avis n° 4551/II/P du 22 septembre 1977.

-
- Services locaux
 - Région de langue allemande
 - Connaissances linguistiques du personnel
 - Rapports avec les particuliers - Formulaires.

Par requête du 14 avril 1976, plainte a été déposée du fait, d'une part, qu'un douanier du bureau de douanes de Ternell a refusé de répondre en langue allemande à un particulier utilisant cette langue et que, d'autre part, le même bureau ne dispose pas de formulaires de déclaration imprimés établis en langue allemande.

Le bureau de douanes de Ternell doit être considéré comme un service local établi en région de langue allemande, qui en vertu de l'article 12 al. 2 des L.L.C. doit répondre dans la langue utilisée par le particulier quand celle-ci est le français ou l'allemand.

D'autre part, le formulaire n° 3 de déclaration en douanes doit être considéré au regard des L.L.C. comme étant un rapport entre un service local et un particulier, puisque nettement individualisé ; que ce document aurait dû être rédigé entièrement en langue allemande, conformément à l'article 12, al. 2 des L.L.C.

En outre, la C.P.C.L. a estimé que l'administration des douanes et accises est tenue de mettre à la disposition des bureaux de douanes établis en région de langue allemande des formulaires de déclaration rédigés en cette langue.

- Avis n° 4334/II/P du 6 octobre 1977.

- Services locaux
- Région de langue allemande
- Rapport avec les particuliers.

Par requête du 26 mai 1976, plainte a été introduite auprès de la C.P.C.L. contre le Ministère des Finances - Administration des Douanes et Accises, du fait que le bureau de Tülje a remis à un germanophone une quittance établie en langue française.

Le document mis en cause est une quittance de cautionnement en numéraire établie entièrement en langue française, tant en ce qui concerne les formules imprimées que les formules manuscrites délivrées, par le dit bureau, à un particulier d'expression allemande.

Le bureau de Tülje, service local établi en région de langue allemande, aurait dû compléter la quittance en langue allemande, le particulier ayant requis l'usage de cette langue et la quittance devant s'analyser comme un formulaire individualisé du fait de la mention du nom et du domicile du particulier.

La plainte est donc fondée.

- Avis n° 4385/II/P du 6 octobre 1977.

- Services locaux
- Région de langue allemande
- Rapports avec les particuliers - Formulaires.

Par requête du 5 mai 1977, une plainte a été introduite auprès de la C.P.C.L. contre l'administration communale de Raeren qui a envoyé à des particuliers germanophones un formulaire accordant la priorité à la langue française.

Le document avait pour but d'avertir les plaignants qu'une enquête avait été ouverte à la suite de leur demande d'autorisation de réouverture d'une sablière à Raeren ; un accusé de réception à renvoyer à l'administration communale était joint au formulaire.

Le formulaire, intégralement individualisé, doit être considéré au regard des L.L.C., comme un rapport entre un service local de la région de langue allemande et des particuliers de la même région : un tel document doit, conformément à l'article 12 §1er, **tant** en ce qui concerne les mentions imprimées que dactylographiées, être rédigé exclusivement dans la langue de la demande, en l'occurrence la langue allemande.

La C.P.C.L. a estimé que la plainte est recevable et non fondée pour ce qui concerne la priorité accordée à la langue française ; cependant les formulaires destinés à un particulier doivent être unilingues et l'administration de Raeren à l'obligation de posséder des formulaires unilingues français et unilingues allemands si lesdits formulaires ne sont, de par leur nature, pas destinés au public en général mais bien à un particulier déterminé.

- Avis n° 4730/II/P du 6 octobre 1977.

- Services locaux
- Bruxelles-Capitale
- Connaissance linguistique du personnel.

Plainte contre le bureau des Postes de Bruxelles 4, avenue de Cortenberg, 16, dont un facteur ne possède pratiquement aucune connaissance de la langue française.

La C.P.C.L. a estimé que le personnel en contact avec le public à Bruxelles-Capitale doit être bilingue et que la plainte était recevable et fondée.

- Avis n° 4793/II, P du 20 octobre 1977.
-

- Services locaux
- Communes de la frontière linguistique
- Certificats.

Plainte contre l'administration communale d'Enghien qui n'a pas pu certifier conforme des photocopies en langue néerlandaise, car il n'existe aucun cachet portant en néerlandais la mention "pour copie conforme".

La C.P.C.L. a estimé que l'administration communale d'Enghien devait apposer en néerlandais la mention "Pour copie conforme" en application de l'article 14 § 2 des L.L.C.

- Avis n° 4828 II P du 27 octobre 1977.
-

- Services locaux
- Frontière linguistique
- Connaissances linguistiques du personnel
- Droits acquis

Plainte contre la Régie des Postes qui a refusé d'affecter un agent francophone dans le cadre du bureau de Postes de Comines.

Des renseignements obtenus à la Régie des Postes, il résulte que cet agent francophone est entré à l'administration des postes à Comines en 1958, qu'il a reçu par la suite plusieurs promotions, et qu'actuellement il est toujours en service dans les bureaux de Comines, mais en surnombre.

Par ailleurs, il n'a pas présenté d'examen sur la connaissance de la 2ème langue avant le 1er septembre 1963. Si tel avait été le cas et s'il avait réussi, il aurait pu conserver les avantages prévus par les dispositions de l'art. 6 de l'A.R. n° VIII du 30 novembre 1966 concernant les fonctions dont les titulaires entrent en contact avec le public dans les services visés à l'art. 4 et ce suivant la distinction faite à l'art. 15 § 2 al. 5 des L.L.C. Or, comme il n'a pas justifié par un examen ad hoc de la connaissance suffisante ou élémentaire de la 2ème langue, conformément à l'art. 15 § 2 al. 5 des L.L.C., l'art. 5 de l'A.R. n° VIII précité du 30 novembre 1966 stipule que l'agent dans un cas pareil est maintenu dans son emploi, s'il le désire, même si cet emploi le met en contact avec le public, jusqu'à ce qu'il soit possible de le transférer soit à sa demande ou avec son consentement dans le grade dont il est titulaire, soit à l'occasion d'une promotion, qu'il accepte, à un service pour lequel il est qualifié du point de vue linguistique. Entre-temps, il ne peut cependant être chargé de tâches qui le mettent en contact avec la partie du public dont il ne connaît pas la langue de la manière requise.

La Commission constate que l'administration des Postes n'a pas transféré l'agent en question dans un service pour lequel il était qualifié du point de vue linguistique et que d'autre part, elle ne l'a pas informé en temps utile de la situation exacte.

Dès lors, il n'est pas en règle au point de vue linguistique. Pour pouvoir être affecté dans le cadre du bureau des Postes de Comines, il lui faut réussir l'examen requis sur la connaissance de la 2ème langue.

- Services locaux
- Bruxelles-Capitale
- Rapports avec les particuliers.

Plainte contre l'administration communale d'Ixelles qui a envoyé à un organisme néerlandophone, en l'occurrence l'Algemeen Nederlands Verbond, une lettre et une enveloppe à en-tête unilingue française (c.à.d. "Ixelles - le Bourgmestre").

L'enquête effectuée a permis de constater que, l'appartenance linguistique du destinataire étant connue, il s'agit d'une erreur de manipulation.

Par application de l'art. 19 des L.L.C., tout service local de Bruxelles-Capitale emploie dans ses rapports avec un particulier, la langue que l'intéressé utilise quand celle-ci est le français ou le néerlandais.

En conséquence, les lettres et enveloppes adressées au plaignant néerlandophone, tout en étant rédigées en langue néerlandaise, devaient comporter une en-tête également en langue néerlandaise.

- Avis n° 4494/II P du 8 décembre 1977.

-
- Services locaux
 - Bruxelles-Capitale
 - Rapports avec des particuliers.

Plainte contre l'administration du Cadastre du Ministère des Finances (contrôle d'Anderlecht) qui a envoyé à un néerlandophone une carte de service bilingue complétée uniquement en langue française.

Suivant les renseignements recueillis, il résulte que le Contrôle d'Anderlecht a un ressort d'activité qui s'étend uniquement à la commune d'Anderlecht. D'autre part, l'appartenance linguistique du plaignant étant dûment connue de ce service, l'infraction en cause serait due à une erreur matérielle.

Selon l'art. 19 des L.L.C., tout service local de Bruxelles-Capitale emploie dans ses rapports avec un particulier la langue que l'intéressé utilise quand celle-ci est le français ou le néerlandais.

Par conséquent la carte de service bilingue aurait dû être complétée en langue néerlandaise avant d'être envoyée au particulier néerlandophone.

- Avis n° 4560/II/P du 8 décembre 1977.

- Services locaux
- Frontière linguistique
- Rapports avec des particuliers.

Plainte contre la commune de Petit-Enghien qui a envoyé à un néerlandophone un avis rédigé en langue néerlandaise, émanant de la commune de Grammont, sous enveloppe libellée en langue française.

Suivant des renseignements recueillis, la Commune de Petit-Enghien connaissait l'appartenance linguistique de l'intéressé.

En vertu de l'art. 12 al. 3 des L.L.C., dans les communes de la frontière linguistique, les services locaux s'adressent aux particuliers dans celle des 2 langues, le français ou le néerlandais, dont ils ont fait usage ou demandé l'emploi.

Par conséquent, la commune de Petit-Enghien aurait dû envoyer au plaignant néerlandophone l'avis inséré dans une enveloppe libellée en langue néerlandaise.

- Avis n° 4610/II/P du 8 décembre 1977.

- 71 -

- Services locaux
- Bruxelles-Capitale
- Rapports avec les particuliers
- Déclaration d'impôts.

Plainte contre le bureau des contributions de Woluwé-Saint-Lambert, qui a envoyé un formulaire de déclaration fiscale en français à un néerlandophone.

La C.P.C.L. a estimé que le formulaire devait être rédigé en néerlandais et que la plainte était recevable et fondée.

- Avis n° 4303/II/P du 22 décembre 1977.
-

II. SERVICES REGIONAUX

- Services régionaux se substituant à un service communal.
- Communes périphériques
- Rapports avec les particuliers.

Plainte a été déposée contre la Compagnie Intercommunale Bruxelloise des Eaux parce qu'un formulaire bilingue émanant de celle-ci a été complété en français alors qu'il était destiné à un néerlandophone habitant Kraainem.

La C.I.B.E. est un service public organique qui, sur le plan des L.L.C., doit être considéré comme un service au sens de l'article 1er §1er, 1° des L.L.C.

L'avis n° 1 en cause est un formulaire bilingue imprimé, mais destiné à être complété en français ou en néerlandais par le receveur se présentant au domicile de l'abonné absent **et constitue** un rapport entre un service et un particulier.

La C.I.B.E. sachant que l'abonné était néerlandophone devait veiller à ce que l'avis n° 1 soit complété uniquement en néerlandais.

La plainte est dès lors fondée.

- Avis n° 4016 II P du 19 janvier 1977.

-
- Services régionaux
 - Rapports entre services régionaux et services locaux.

Plainte contre la Caisse de Compensation des Patrons **Chrétiens** à Bruges qui a envoyé des formulaires unilingues néerlandais à la commune de Warneton.

La Caisse de Compensation des patrons chrétiens est une A.S.B.L. soumise aux L.L.C. dans le cadre de la dévolution du service public. Son siège est situé dans une commune de la région de langue néerlandaise et son activité s'étend à des communes des 4 régions linguistiques du pays. Elle constitue dès lors un service régional au sens de l'art. 35 § 2 des L.L.C. ; un tel service est soumis au régime linguistique prévu au chapitre V des L.L.C. pour les services d'exécution dont l'activité s'étend à tout le pays.

L'envoi des formulaires en question est considéré comme un rapport entre un service régional et un service local.

En conséquence, conformément à l'art. 39 § 2 des L.L.C., la commune de Warneton devait recevoir ces formulaires uniquement en langue française, ce qui a été fait par la suite.

- Avis n° 4255/II P du 10 février 1977.

- Services régionaux visés à l'article 35 § 1er.

- Connaissances linguistiques du personnel.

Plaintes contre la S.T.I.B. qui emploie des conducteurs-receveurs de trams unilingues français.

La S.T.I.B. est un service régional au sens de l'art. 35 § 1er b; un tel service est soumis au même régime que les services locaux établis à Bruxelles-Capitale.

Le personnel qui est en fonction dans les tramways fait partie du personnel ouvrier. Dès lors si l'on s'en tient à une stricte application de la loi, en vertu de l'art. 21 § 3, les membres de ce personnel ne doivent pas lors du recrutement **présenter** d'examen écrit sur la connaissance élémentaire de la 2ème langue. Toutefois, étant donné que leur fonction les met en contact avec le public, ils doivent, conformément à l'art. 21 § 5, présenter un examen oral sur la connaissance élémentaire de la 2ème langue devant le S.P.R.

La C.P.C.L. a conclu que les conducteurs-receveurs devaient pouvoir répondre aux plaignants dans leur langue.

- Avis n° 4380 4376, II P du 3 mars 1977 et avis n° 4739, II P du 8 décembre 1977.

- Services régionaux visé à l'art. 35 §1er b
- Traitement en services intérieurs
- Services centraux : rapports avec des services régionaux, art. 35, §1er.

Plainte contre le Ministre des Communications et contre la S.T.I.B. Emploi du français lors du traitement en service intérieur, de dossiers localisés dans la région de langue néerlandaise.

A la S.T.I.B., l'emploi des langues en services intérieur est déterminé par l'article 17, §1er - A - 2° des L.L.C., auquel renvoie l'article 35, §1er b (service régional). En l'occurrence, la langue imposée est celle des communes de Vilvorde et Tervuren, c.à.d. le néerlandais. En ce qui concerne leurs rapports avec des services régionaux de Bruxelles-Capitale, tels que la S.T.I.B., les services centraux du Ministère des Communications tombent sous l'application de l'article 17, §1er - A - 2° précité, conformément à l'article 39, §1er des L.L.C.

- Avis n° 4338/II/P du 31 mars 1977.

-
- Services régionaux visés à l'article 35 §1er b.
 - Avis et communications au public.

Plainte a été déposée contre la Société des Transports inter-communaux bruxellois du fait que des affiches annonçant la constitution d'une réserve de recrutement ont été apposées dans l'agglomération bruxelloise alors qu'elles étaient rédigées exclusivement en français.

La S.T.I.B. est un service régional au sens de l'article 35 §1er b des L.L.C. et est par conséquent soumis au même régime linguistique que les services locaux établis à Bruxelles-Capitale.

Au regard des L.L.C. les affiches en cause doivent être considérées comme des avis et communications au public et, en vertu de l'article 18, al.1er doivent être bilingues à Bruxelles-Capitale.

L'enquête effectuée a révélé, d'une part que les dites affiches avaient été imprimées en version unilingue française et unilingue néerlandaise et d'autre part, qu'elles avaient été réparties en nombre égal sur l'ensemble du territoire de l'agglomération bruxelloise ; dans ces circonstances la C.P.C.L. a estimé que le fait d'apposer isolément une affiche unilingue de grande dimension n'était pas contraire aux lois linguistiques, mais qu'il serait néanmoins souhaitable dans la mesure du possible, que la S.T.I.B., soit imprime des affiches bilingues, soit appose à côté d'une affiche rédigée dans une langue, une autre rédigée dans l'autre langue.

- Avis n° 4157/II/P du 5 mai 1977.
-

- Services régionaux visés à l'article 35 §1er b.
- Rapports avec les particuliers

Une plainte a été introduite contre la Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux, du fait de l'envoi aux usagers de formulaires/ demandant de choisir la langue dans laquelle ils désirent recevoir leurs factures à l'avenir.

La C.I.B.E. est un service régional au sens de l'article 35 §1er, b.

La C.P.C.L. a estimé que les factures que la C.I.B.E. fait parvenir à ses usagers doivent être considérées comme des rapports avec un particulier.

Il n'est dès lors pas contraire à l'économie générale de la loi, qu'un service établi à Bruxelles-Capitale, dans l'ignorance de la langue dont l'emploi est souhaité par le particulier, s'en informe, afin de pouvoir, dans l'avenir, établir tous les documents concernant l'usager dans la langue de ce dernier ainsi que le prescrit l'article 19 des L.L.C.

- Avis n° 4212/II.P du 5 mai 1977.

-
- Services régionaux visés à l'article 34, §1er a des L.L.C.
 - Piscine provinciale de Courtrai
 - Ressort
 - Organisation des services
 - Facilités - cours de natation en langue française
 - Application des L.L.C. aux étrangers.

Le Ministre de l'Intérieur a consulté la C.P.C.L. au sujet de la question de savoir si les maîtres-nageurs de la piscine provinciale à Courtrai peuvent soit donner des cours de natation en langue française, soit s'entretenir en langue française.

A la demande du gouverneur de la Flandre Occidentale, le Ministre voulait savoir notamment si des cours de l'espèce peuvent se donner en langue française :

- a) aux habitants des trois communes dotées d'un régime spécial et situées en Flandre Occidentale (Helchin, Messines, Espierre) ;
- b) aux habitants des communes de la province du Hainaut et principalement à ceux des communes de cette province, dotées d'un régime spécial ;
- c) aux ressortissants français.

La piscine de Courtrai est un service provincial dont le ressort est cependant plus restreint que le territoire de la province. Le ressort comprend 3 communes de la frontière linguistique, à savoir, Helchin, Messines et Espierre, de telle sorte que la piscine est un service visé à l'art. 34, §1er a.

Il est apparu de l'enquête que l'on ne s'enquiert pas de l'identité des usagers du bassin, que des habitants francophones d'une autre province font occasionnellement usage de la piscine et qu'en moyenne, il est organisé annuellement 10 cours de natation en langue française.

Considérant que, aussi longtemps qu'aucun habitant d'une des trois communes précitées n'en fait la demande, il ne peut être organisé de cours en langue française ; que les habitants des communes d'une autre province n'ont aucun droit à demander à ce qu'il soit dérogé individuellement au principe de l'homogénéité linguistique de la région.

Considérant que les étrangers subissent au même titre que les Belges, les conséquences de l'application de ces L.L.C.; qu'il ne peut donc être organisé en faveur des étrangers, des leçons de natation en langue française mais que, cependant, aucune disposition légale n'exclut leur participation éventuelle aux cours organisés en langue française, en faveur des habitants des communes précitées à régime spécial.

Pour ces motifs, la C.P.C.L. a émis l'avis que des cours de natation en langue française peuvent être donnés dans la piscine en cause à la demande et à l'intention des habitants francophones des trois communes de la frontière linguistique.

L'opportunité d'autoriser les habitants d'une autre région linguistique à participer à ces cours peut être laissée à l'appréciation du pouvoir organisateur.

- Services régionaux

--Rapports entre services régionaux et services locaux établis dans des régions linguistiques différentes .

Plainte contre l'Institut National des Pensions pour travailleurs salariés de Courtrai qui a envoyé un formulaire établi en néerlandais à l'administration communale de Warneton.

L'Institut National des Pensions pour travailleurs salariés, situé à Bruxelles, possède des bureaux établis en province pour faciliter l'instruction des dossiers et les rapports avec les particuliers.

Le bureau visé dans la plainte est établi à Courtrai. Il constitue au sens de l'art. 34 §1er a, un service régional dont l'activité s'étend à des communes unilingues et à des communes à régime spécial de la région de langue néerlandaise.

Le document en question constitue un rapport entre un service régional ayant son siège dans une commune de la région de langue néerlandaise et un service local situé dans une commune de la région de langue française doté d'un régime spécial.

Les L.L.C. n'ont pas réglementé le régime applicable aux rapports entre services régionaux et services locaux établis dans les régions linguistiques différentes. La Commission a dès lors estimé que de tels services ne sont pas obligés d'utiliser la langue de l'autre région.

Par conséquent, le bureau de l'Institut National des Pensions pour travailleurs salariés établi à Courtrai pouvait envoyer à la commune de Warneton des documents en langue néerlandaise.

- Avis n° 4456/II/P du 2 juin 1977.

- Services régionaux visés à l'art. 35, §1er b.
- Rapports avec un particulier.

Plainte contre la province de Brabant - Lettre adressée en français à un néerlandophone, éditeur responsable d'une affiche.

Les services de la province de Brabant sont des services régionaux tombant sous l'application des articles 35, §1er b et 19 des L.L.C. Les rapports de ces services avec un particulier interviennent dans la langue de l'intéressé, quand celle-ci est le français ou le néerlandais.

- Avis n° 4421/II/P du 9 juin 1977.

-
- Services régionaux visés à l'article 35 §1er a
 - Rapport avec des particuliers

Plainte contre la S.N.C.B. du fait qu'un préposé du bureau des objets perdus de la Gare du Midi a remis à un voyageur néerlandophone un formulaire unilingue francophone complété en néerlandais.

Selon la jurisprudence de la C.P.C.L. la Gare de Bruxelles-Midi est un service régional au sens de l'article 35 §1er a des L.L.C.

En application de l'article 19 des L.L.C. le préposé aurait dû utiliser un formulaire unilingue établi dans la langue utilisée par le voyageur et complété dans la même langue.

La plainte est dès lors recevable et fondée.

- Avis n° 4533/II/P du 9 juin 1977.
-

- Services régionaux dont l'activité s'étend à des communes périphériques et dont le siège est établi à Bruxelles-Capitale
- Rapports avec les particuliers.

Par requête du 20 mars 1977, plainte a été déposée contre le Bureau de Contrôle des Contributions Directes de Wemmel qui a envoyé à un contribuable néerlandophone de Wemmel un formulaire de déclaration fiscale rédigé en langue française.

Une déclaration d'impôts individualisés doit être considérée comme un rapport entre un service public et un particulier.

Il ressort du rapport d'enquête que ledit document émane du Bureau de Contrôle des Contributions de Wemmel dont le ressort territorial s'étend aux communes de Wemmel, Wezembeek-Oppem et Kraainem et dont le siège est établi à Bruxelles-Capitale.

Ce type de service n'étant pas explicitement prévu par les L.L.C., la C.P.C.L. a estimé qu'il faut s'en référer à l'économie des L.L.C. qui prévoit que les habitants des communes non homogènes doivent être desservis dans leur langue et ce, quelle que soit la nature juridique desdits services.

En conséquence, par analogie avec l'article 34, §1er des L.L.C., l'intéressé devait recevoir un formulaire de déclaration fiscale rédigé en langue néerlandaise, compte tenu du fait que la langue du particulier était connue puisque l'adresse et la profession étaient indiquées en langue néerlandaise.

- Avis n° 4700/II P du 9 juin 1977.

-
- Services régionaux
 - Rapports entre services régionaux et services locaux établis dans des régions linguistiques différentes.

Plainte contre les agences du Fonds des allocations familiales établies à St. Nicolas et à Courtrai qui ont envoyé des formulaires unilingues néerlandais à la commune de Warneton.

L'agence du Fonds des allocations familiales établie à Courtrai constitue, au sens de l'art. 34 §1er a, un service régional dont l'activité s'étend à des communes unilingues et à des communes à régime spécial de la région de langue néerlandaise.

D'autre part, l'agence établie à St. Nicolas constitue, au sens de l'art. 33 §1er, un service régional dont l'activité s'étend exclusivement à des communes sans régime spécial de la région de langue néerlandaise.

L'envoi de documents unilingues néerlandais à la commune de Warneton par les 2 agences précitées, est considéré comme un rapport entre, d'une part, des services régionaux ayant leur siège dans une commune de la région de langue néerlandaise, et d'autre part, un service local situé dans une commune de la région de langue française doté d'un régime spécial.

Les L.L.C. n'ont pas réglementé le régime applicable aux rapports entre services régionaux et services locaux établis dans des régions linguistiques différentes. De tels services ne sont dès lors pas obligés d'utiliser la langue de l'autre région.

Par conséquent, les agences du Fonds des allocations familiales établies à Courtrai et à St. Nicolas pouvaient envoyer à la commune de Warneton des documents en langue néerlandaise.

- Avis n° 4516, II, P du 16 juin 1977.

- Services régionaux visés à l'art. 35 §1, b, des L.L.C.

- Rapports avec des particuliers.

Plainte contre la C.I.B.E. qui a envoyé à un néerlandophone une facture libellée en langue française, ainsi qu'un "rappel de paiement".

La C.I.B.E. est un service régional au sens de l'art. 35 §1er b des L.L.C. dont le régime est identique à celui des services locaux de Bruxelles-Capitale.

L'ordre de paiement et le rappel de paiement visés dans la plainte sont tous deux, suivant la jurisprudence de la C.P.C.L., considérés comme des rapports entre un service régional et un particulier.

Le Crédit Général de Belgique intervenant comme mandataire de la C.I.B.E., il est également soumis à l'application des L.L.C. (art. 50).

En conséquence, l'art. 19 §1er auquel renvoie l'art. 35 §1er étant d'application, le plaignant néerlandophone devait recevoir l'ordre de paiement et le rappel de paiement établis en néerlandais.

- Avis n° 4557/II/P du 23 juin 1977.

- Services régionaux visés à l'art. 35 §1, a des L.L.C.

- Rapports avec les particuliers.

Plainte contre l'échevin de l'Urbanisme et des Travaux publics de l'agglomération de Bruxelles qui a envoyé une invitation officielle en langue française à plusieurs écoles d'expression néerlandaise, et notamment à l'école de conduite de véhicules automobiles "Mercator".

Le Conseil d'agglomération de Bruxelles constitue un service régional au sens de l'art. 35 §1er a des L.L.C.

L'envoi d'une lettre d'invitation à l'école "Mercator" par le Conseil d'agglomération de Bruxelles est considéré au regard des L.L.C., comme un rapport entre un service régional et un particulier.

Dès lors en vertu de l'art. 19 §1er auquel renvoie l'art. 35, § 1, a, le service de l'Urbanisme et des Travaux publics de l'agglomération de Bruxelles aurait dû envoyer à l'école néerlandophone Mercator une lettre rédigée en néerlandais. En ce qui concerne les autres écoles néerlandophones, étant donné l'absence d'éléments concrets fournis, l'enquête n'a pu déterminer s'il y avait infraction généralisée aux L.L.C.

- Avis n° 4558/II/P du 23 juin 1977.

- Services régionaux visés à l'article 35, § 1 des L.L.C.
- Formulaires destinés au service intérieur.

Plainte contre la S.N.C.B. (gare Centrale de Bruxelles) qui fait usage, au service intérieur, des formulaires unilingues français.

La C.P.C L. a estimé que la plainte était recevable et fondée et que les formulaires devaient être bilingues et ce, en application de l'article 17 § 2.

- Avis n°4534/II/P du 8 septembre 1977.

-
- Services régionaux visés à l'article 35 §1er
 - Rapports avec les particuliers
 - Elections

Par requête du 4 avril 1977, une plainte a été introduite contre le Président du Bureau principal du district électoral de Saint-Josse-ten-Noode qui a convoqué un assesseur d'expression néerlandaise en vue de siéger dans un bureau de dépouillement au moyen d'un formulaire bilingue complété uniquement en langue française.

Une désignation d'assesseur effectuée par un président du Bureau du district électoral de Saint-Josse-ten-Noode doit être considérée comme émanant d'un service régional établi dans Bruxelles-Capitale; en application de l'article 35 §1er des L.L.C. qui se réfère aux dispositions applicables aux services locaux de Bruxelles-Capitale, le plaignant aurait dû recevoir, en vertu de l'article 19, une convocation établie dans la langue dont il fait usage dans ses rapports avec l'autorité communale de son domicile.

L'intéressé étant inscrit en néerlandais dans les registres de la population et sur les listes électorales de la commune d'Etterbeek aurait dû recevoir sa convocation établie en néerlandais.

- Avis n° 4703/II P du 8 septembre 1977.
-

- Services régionaux visés à l'art. 35, §1er des L.L.C.
- C.I.B.E.
- Rapports avec les particuliers : facture et rappel.

Trois habitants de la commune d'Etterbeek ont déposé plainte contre la Compagnie Intercommunale Bruxelloise des Eaux (C.I.B.E.) qui leur a adressé des rappels en langue française.

La C.P.C.L. a émis l'avis que la C.I.B.E., qui est un service visé à l'article 35 §1er B, est tenue, en vertu de l'article 19, tant dans les factures que dans les rappels, de faire usage de la langue du client, lorsque celle-ci est le français ou le néerlandais. La C.I.B.E. aurait dû adresser des rappels en langue néerlandaise à ses abonnés néerlandophones.

- Avis n° 4465 II P du 22 septembre 1977.

-
- Services régionaux visés à l'article 35 §1er b
 - Connaissances linguistiques du personnel.

Plainte a été déposée contre l'Office National de l'Emploi qui détache des agents unilingues de l'administration centrale au bureau régional de Bruxelles.

Ce dernier service est un service régional au sens de l'article 35 § 1er b des L.L.C. dont le personnel est soumis, conformément à l'article 38 § 4, ~~aux~~ dispositions applicables au personnel des services locaux établis dans Bruxelles-Capitale.

En application de l'article 21 § 2 ces agents auraient dû, préalablement à leur détachement, fournir la preuve de la connaissance élémentaire écrite de la seconde langue.

La plainte est dès lors recevable et fondée, mais devenue sans objet, le détachement des agents en cause ayant pris fin.

- Avis n° 4524/II/P du 22 septembre 1977.
-

- Services régionaux visés à l'article 36 § 1er
- Région de langue allemande.
- Rapports avec les particuliers.

Par requête du 1er décembre 1976 plainte a été déposée contre l'administration des douanes et Accises du fait que les bureaux de douanes de Tülje, Hauset et Lichtenbusch délivrent à des particuliers d'expression allemande des formulaires rédigés exclusivement en langue française.

Le document n° 133, destiné à inviter le particulier intéressé à se présenter, ainsi que son véhicule automobile, au bureau de douanes de Hauset, est un document individualisé qui émane de la direction régionale de Liège de l'administration des douanes et accises et qui doit être considéré comme un rapport avec un particulier.

Ladite administration, dont l'activité s'étend à la fois à des communes de la région de langue allemande et à des communes de la région de langue française est un service régional au sens de l'article 36 §1er. Un tel service, en application de l'article 34§1er al. 5 utilise dans ses rapports avec un particulier la langue imposée en la matière par les services locaux de la commune où l'intéressé habite.

Le particulier intéressé étant domicilié dans une commune de la région de langue allemande et ayant utilisé la langue allemande, le document devait être rédigé en cette langue.

La plainte est dès lors fondée.

- Avis n° 4592 II/P du 6 octobre 1977.

-
- Services régionaux visés à l'article 36, § 1
 - Avis et communications au public.

Diverses plaintes ont été introduites à la C.P.C.L. parce que des panneaux rédigés exclusivement en français ont été apposés dans la région de langue allemande.

Ces panneaux, apposés par divers services régionaux au sens de l'article 36 §1er doivent être considérés comme des avis et communications au public.

Les services régionaux en cause doivent appliquer les dispositions prescrites par l'article 34 §1er des L.L.C., selon lequel les avis et communications que ces services adressent au public doivent être rédigés dans la ou les langues imposées en la matière aux services locaux de leur siège.

Se référant à son avis n° 1868 du 5 octobre 1967, la C.P.C.L. a constaté qu'une application stricte de la loi aboutirait à imposer des avis et communications unilingues français dans les communes de la région de langue allemande lorsque le ressort du service régional en cause comprendrait certaines de ces communes.

La C.P.C.L. a estimé qu'en l'occurrence il y a lieu de s'inspirer de l'esprit de l'art. 11 § 2, 1er al. et qu'en vertu de la jurisprudence et de l'économie générale des L.L.C., le panneau litigieux doit être rédigé en langue allemande et en langue française.

- Avis n°s 4812, 4813 et 4814/II/P du 6 octobre 1977.

- Services régionaux

- S.N.C.B.

- Connaissances linguistiques du personnel intérimaire en contact avec le public.

Par requête du 3 août 1976, plainte a été déposée contre la S.N.C.B. qui occupe des étudiants unilingues au sens des L.L.C. en qualité de gardes-train intérimaires.

La C.P.C.L. a estimé que le fait de recruter des étudiants unilingues n'est pas contraire aux L.L.C. à condition qu'ils soient affectés à des lignes desservant une région unilingue.

Toutefois dans certains cas exceptionnels la S.N.C.B. peut appeler en service des étudiants unilingues au sens des L.L.C. pendant les mois d'été à condition que la Société ait toutes garanties quant à leur connaissance, de fait, de la seconde langue.

- Avis n° 4454/II/P du 13 octobre 1977.

- Services régionaux
- Rapports entre services établis à Bruxelles-Capitale et services locaux des régions homogènes.
- Rapports entre services de deux régions homogènes.

Plainte contre la S.N.C.B. pour utilisation de formulaires non conformes aux L.L.C.

Plainte a été déposée contre quatre documents utilisés par la S.N.C.B.

Le premier accorde la priorité au français et est utilisé par la gare de marchandises de Bruxelles "Tour et Taxis" dans ses relations avec un service de la région de langue néerlandaise.

La C.P.C.L. a estimé qu'en vertu de l'art. 17 § 3 des formulaires unilingues néerlandais devaient être utilisés.

Le second est délivré par les ateliers de traction de la région de langue néerlandaise et est destiné à des conducteurs unilingues francophones ou néerlandophones mais susceptibles de desservir des trains circulant dans les deux régions linguistiques. Quoique ce document ne soit pas strictement conforme aux dispositions des lois linguistiques en raison de son bilinguisme, la C.P.C.L. a estimé que cette façon de procéder était justifiable et que les ateliers de traction pouvaient émettre des formulaires bilingues à l'intention de conducteurs de trains desservant plusieurs régions linguistiques.

Le troisième est utilisé par les services de la gare de Bruxelles-Midi pour l'inscription de ses colis à envoyer à Malines et à Anvers.

La C.P.C.L. a estimé que la gare de Bruxelles-Midi doit en vertu de l'art. 17 § 3 utiliser dans ses rapports avec les services de la région de langue néerlandaise la langue de cette région.

Le quatrième est utilisé par les services de la gare d'Uccle-Calevoet pour l'inscription de ses colis à envoyer à Bruxelles-Midi.

La C.P.C.L. a estimé que celui-ci en vertu de l'art. 17 § 1 peut être rédigé dans la langue dans laquelle l'agent a présenté son examen d'admission et que le formulaire complété par un agent du groupe linguistique français n'a pas violé les L.L.C.

- Services régionaux visés à l'article 35 §1er, a
- Rapports avec les services établis en région de langue française ou de langue néerlandaise.

Plainte a été déposée contre la S.N.C.B. du fait que la gare de Bruxelles-Midi a adressé une note bilingue aux dépôts de garde-train des régions respectivement de langue française et de langue néerlandaise.

La Gare de Bruxelles-Midi est un service régional au sens de l'article 35 §1er a qui prescrit que de tels services sont soumis au même régime que les services locaux établis dans Bruxelles-Capitale.

Le document en question constitue un ordre de service destiné à tous les chefs du réseau.

Dès lors, en application de l'article 17 § 3 des L.L.C., tout service local de Bruxelles-Capitale utilise dans ses rapports avec les services établis en région de langue française ou de langue néerlandaise la langue de cette région.

La plainte est donc recevable et fondée.

La C.P.C.L. a cependant pris note que toutes les mesures utiles ont été prises afin d'éviter, à l'avenir, toute infraction de l'espèce.

- Avis n° 4740 II/P du 13 octobre 1977.
-

- Services régionaux visés à l'article 35 §1er
- Connaissances linguistique du personnel.

Plainte contre le centre de tri postal de Bruxelles X (10ème direction régionale) qui emploie un francophone unilingue à la tête de la Section "Douane".

Il ressort de l'aperçu des activités de la 10ème direction régionale qu'il s'agit d'un service régional au sens de l'art. 35 §1er des L.L.C. ; que cette direction est plus considérable et plus importante que les autres directions régionales ; qu'à l'exception de l'envoi centralisé du courrier vers l'étranger, les activités sont d'un caractère local ou régional.

Le centre de tri postal comporte les sections "matinée", "soirée", "nuit", "caisse", et "douane".

Le centre de tri postal, ainsi que la section "douane" qui est particulièrement visée dans la plainte, sont considérés au sens de l'art. 35 §1er des L.L.C., comme un service régional dont le régime est le même que celui de services locaux de Bruxelles-Capitale.

Dès lors l'art. 21 §§ 2 et 5 est applicable aux membres du personnel.

En conséquence, le responsable francophone unilingue de la section "douane" devait réussir les examens prescrits à l'art. 21 des L.L.C.

- Avis n° 4283/II/P du 27 octobre 1977.

- Services régionaux

- Rapports entre services régionaux établis dans des régions linguistiques différentes.

Plainte contre le Bureau des Hypothèques à Huy qui a fait usage de la langue française dans ses rapports avec le Comité d'acquisition d'immeubles à Malines.

Le bureau des hypothèques à Huy et le comité d'acquisition d'immeubles à Malines constituent, au sens de l'art. 33 §1er des L.L.C., des services régionaux dont l'activité s'étend exclusivement à des communes sans régime spécial de la région de langue néerlandaise et de la région de langue française.

L'envoi d'un document unilingue français par le Bureau de Huy au Comité d'acquisition de Malines est considéré comme un rapport entre 2 services régionaux ayant leur siège, l'un dans une commune de la région de langue française, l'autre dans une commune de la région de langue néerlandaise.

Les L.L.C. n'ont pas réglementé les rapports entre services régionaux établis dans des régions linguistiques différentes. De tels services ne sont dès lors pas obligés d'utiliser la langue de l'autre région.

En conséquence il était loisible au bureau des Hypothèques à Huy d'envoyer au Comité d'acquisition de Malines, un document rédigé en langue française.

- Avis n° 4678/II/P du 24 novembre 1977.

- Services régionaux visés à l'art. 35 §1er
- Compagnie Intercommunale Bruxelloise des Eaux (C.I.B.E.) ,
- Connaissances linguistiques du personnel
- Droits acquis.

La C.P.C.L. a été saisie d'une plainte contre la C.I.B.E. à la suite de la nomination de 5 fonctionnaires au grade de chef de division, pour le motif que les fonctionnaires en cause n'ont pas fait preuve des connaissances linguistiques exigées par l'article 21 des L.L.C. et par l'A.R. n° VI du 30 novembre 1966.

Comme la fonction de chef de division à la C.I.B.E. ne tombe pas sous les dispositions de l'article 21, § 4, la C.P.C.L. a émis l'avis que la promotion à la fonction en cause n'est pas soumise à la réussite d'un examen écrit, portant sur la connaissance suffisante de la seconde langue.

Deux parmi les 5 fonctionnaires sont promus à un emploi dont le titulaire est en contact avec le public ; comme ils ont satisfait à l'examen linguistique lors de leur entrée en service, avant 1963, sans toutefois avoir établi qu'ils avaient été dispensés de l'examen linguistique prescrit sur la base des droits acquis, la C.P.C.L. a estimé que leur promotion peut être considérée comme conforme aux L.L.C., à condition que le Secrétaire Permanent de Recrutement délivre un certificat établissant qu'ils sont dispensés de l'examen linguistique prescrit par l'article 21 § 5.

La C.I.B.E. a été invitée à soumettre au S.P.R. une requête en validation de l'examen linguistique subi par les fonctionnaires concernés.

- Lettre n° 3721/II/P - Séance du 1er décembre 1977.

-
- Services régionaux au sens de l'article 35 §1er
 - Certificats, déclarations et autorisations.

Par requête du 9 février 1976, plainte a été introduite contre le bureau régional de Caisse auxiliaire de Paiement des allocations de chômage qui a fait parvenir en langue française à un particulier

néerlandophone une attestation de chômage valant cotisation à l'Institut nationale d'Assurances - Maladie Invalidité.

La Caisse auxiliaire des paiements des allocations de chômage dont le siège est établi à Bruxelles-Capitale doit être considéré comme un service régional au sens de l'article 35 §1er des L.L.C. qui est soumis au même régime linguistique que les services locaux établis dans Bruxelles-Capitale.

En vertu de l'article 20 des L.L.C. l'attestation aurait dû être rédigée en néerlandais.

- Avis n° 4649/II,P du 8 décembre 1977.

- Services régionaux - art. 35 § 1 b

- Connaissance linguistique du personnel.

Plainte contre la S.T.I.B. dont le chef du Service Spécial d'Etudes n'a pas établi de la manière prescrite par la loi sa connaissance de la langue néerlandaise.

La S.T.I.B. est un service régional au sens de l'art. 35 §1erb. Un tel service est soumis au même régime que les services locaux établis à Bruxelles-Capitale.

Selon l'art. 21 §1er des L.L.C., le personnel en fonction dans de tels services doit, lors de son recrutement, réussir un examen écrit sur la connaissance élémentaire de la 2ème langue.

Dès lors, la situation du directeur du Service Spéoial d'Etudes est contraire à la législation linguistique tant qu'il n'aura pas subi l'examen prévu à l'art. 21 §1er des L.L.C.

- Avis n° 4641/II/P du 8 décembre 1977.

- Services régionaux visés à l'article 35 § 1 - L.L.C.
- R.T.T.
- Connaissances linguistiques du personnel.

La plainte concerne une circulaire de la R.T.T. autorisant la participation à un examen de recrutement de correspondants pour la circonscription de Bruxelles-Capitale uniquement aux candidats ayant fait leurs études en langue française, à l'étranger ou en région de langue allemande, excluant ainsi les candidats ayant fait leurs études en langue néerlandaise.

Selon le Ministre des P.T.T., la circonscription de Bruxelles-Capitale étant un service régional au sens de l'article 35 §1er des L.L.C. l'examen a été annoncé selon les dispositions de l'article 21 §1er al. 1 et 3.

La C.P.C.L. a constaté que les dispositions de l'article 21 §1er excluent la possibilité d'autoriser, pour les services établis dans Bruxelles-Capitale, la participation de candidats ayant fait, en Belgique, leurs études dans une autre langue que celle de l'examen d'admission.

- Avis n° 4895/II/P du 22 décembre 1977.
-

III. SERVICES LOCAUX ET REGIONAUX

- Services locaux et régionaux
- Région de langue allemande
- Examens de promotion - langue.

Plainte a été déposée contre la Régie des Postes du fait qu'un agent après avoir été admis à présenter les examens de promotion au grade de rédacteur en langue française et en langue allemande a vu sa participation à l'épreuve organisée en langue allemande considérée comme nulle.

De l'enquête il résulte que l'intéressé a fait ses études moyennes inférieures en langue française et subi son examen d'admission dans cette même langue.

La C.P.C.L. a dès lors estimé que la décision de la Régie des Postes était conforme aux dispositions de l'article 15 §1er, al. 1 et 2 et que l'intéressé, ayant opté pour la langue française lors de son examen de recrutement, est tenu à ce choix pour les examens de promotion.

- Avis n° 4006/II, P du 10 mars 1977.

-
- Services régionaux et services locaux
 - Connaissances linguistiques du personnel
 - Instructions au personnel.

Plainte contre l'administration des douanes qui d'une part émet des ordres de service rédigés en langue française au bureau d'Eynatten 2, et d'autre part, affecte des agents francophones unilingues aux emplois de lieutenant des douanes à Eupen et à Eynatten 1 et 2.

En raison de leur compétence territoriale, les services de douanes d'Eynatten 2 doivent être considérés comme un service local de la région de langue allemande.

Les services de douanes d'Eupen et d'Eynatten 1 constituent, au sens de l'art. 34 §1er b des L.L.C., des services régionaux dont l'activité s'étend exclusivement à des communes de la région de langue allemande.

Aux termes de l'art. 35 §1er al. 1er auquel renvoie l'art. 38 §1er, nul ne peut être nommé ou promu à une fonction ou à un emploi s'il ne connaît la langue de la région.

Au bureau de douanes d'Eynatten 1, l'emploi de lieutenant de douanes est occupé par un agent intérimaire d'expression allemande; la plainte est dès lors non fondée.

Aux bureau de douanes d'Eynatten 2 et d'Eupen, les fonctions de lieutenant de douanes ne peuvent être assumées par un agent ignorant la langue allemande, ce qui est le cas en l'occurrence ; la plainte est dès lors fondée.

D'autre part, en ce qui concerne les ordres et règlements de service émanant du bureau de douanes d'Eynatten 2, ils doivent, conformément à l'art. 10 des L.L.C., être établis exclusivement dans la langue de la région c.à.d. la langue allemande, ce qui n'est pas le cas en l'occurrence ; la plainte est dès lors fondée.

- Avis n° 4280/II.P du 24 mars 1977.

- Services locaux et régionaux - Bruxelles-Capitale

- Rapports avec les particuliers.

La Commission s'est prononcée sur trois plaintes relatives au fait que des avis de présentation unilingues français ont été déposés au domicile d'habitants néerlandophones de Bruxelles-Capitale.

La première de ces plaintes concernait le bureau central des postes à Laeken qui doit être considéré comme un service local.

La deuxième de ces plaintes concerne le dépôt d'un tel avis par un facteur attaché au service de distribution situé à Forest. Ce service doit être considéré comme un service régional au sens de l'article 35 §1er des L.L.C. qui est soumis au même régime que les services locaux de Bruxelles-Capitale.

La troisième plainte concerne un avis déposé par un facteur attaché au Bureau Central (Bruxelles 3) desservant les huit bureaux de poste de secteur de la commune de Schaerbeek qui doit être considéré comme un service local.

Le dépôt d'un tel document dans la boîte aux lettres d'un particulier constitue un rapport entre un service public et un particulier.

L'article 19 prévoit, dans ce cas, que tout service local de Bruxelles-Capitale emploie dans ses rapports avec un particulier la langue que l'intéressé utilise, quand celle-ci est le français ou le néerlandais.

Dans l'éventualité où le facteur doute de l'appartenance linguistique du particulier, une carte unilingue française et une carte unilingue néerlandaise doivent être employés simultanément.

- Avis n° 4311/II/P du 2 juin 1977.

- Avis n° 4041/II.P - 4168/II/P du 23 juin 1977.

- Services locaux

- Services régionaux visés à l'article 35 §1er

- Formulaires destinés au service intérieur.

Plainte a été déposée contre la S.N.C.B. du fait que le personnel de certaines gares de la région unilingue néerlandaise où des wagons voyageant "sous régime inter frigo" sont déchargés et/ou expédiés doit compléter des relevés à trois volets qui accordent la priorité à la langue française.

Des renseignements recueillis auprès de la S.N.C.B. il ressort que les volets du relevé en causé doivent être remplis par les agents d'une gare déterminée et renvoyés à la S.A. Interfrigo, à Bâle, à la S.A. Interferry à Anvers et à la S.N.C.B.

Selon la C.P.C.L., ces formulaires doivent être considérés comme des documents de service intérieur qui tombent sous l'application des article 10, al. 1er ou 17 § 1er B, 3°.

En conséquence, des formulaires unilingues doivent être utilisés en région homogène respectivement de langue française et de langue néerlandaise et bilingues dans les gares établies à Bruxelles-Capitale.

- Avis n° 4424/II/P du 22 septembre 1977.

IV. SERVICES CENTRAUX ET SERVICES D'EXECUTION

1. EN GENERAL

- Services centraux et services d'exécution
- Avis et communications au public
- Entreprises privées au sens de l'art. 52 - agences de voyage

Par requête du 11 juin 1975, le Ministre des Communications a demandé l'avis de la C.P.C.L. au sujet de la langue dans laquelle doivent être rédigés les écussons délivrés aux agences de voyage eu égard à leur nature.

Le statut des agences de voyage a été fixé par la loi du 21 avril 1965.

L'article 1er, §§1er et 2 de la loi précitée définit l'activité d'agent de voyage qui sera réglementée ; l'article 2 des textes coordonnés des A.R. des 30 juin 1966 et 1er février 1975 définit 3 catégories d'autorisations (A.B.C.) permettant d'exercer l'activité définie à l'article 1er, §1er de la loi du 21 avril 1965.

Les agences de voyage sont des entreprises au sens de l'article 52 des L.L.C.

En effet, selon la jurisprudence de la C.P.C.L., il y a lieu d'entendre par "entreprise privée" toute entreprise privée ayant un caractère économique, peu importe qu'elle occupe du personnel ou non ; ce caractère ressort de la loi du 21 avril 1965.

L'autorisation est délivrée aux agences de voyage par le Commissariat général au Tourisme qui est un service tombant sous l'application de l'article 42 des L.L.C.

D'après l'exposé des motifs de la loi du 21 avril 1965 portant statut des agences de voyages, le législateur a voulu à la fois protéger le public et les agences de voyage qui répondent aux conditions exigées. D'autre part, le fait que cette loi oblige les agences à apposer l'écusson envoyé en même temps que l'autorisation, à proximité de l'entrée du public constitue une preuve manifeste de la volonté du législateur de donner une certaine publicité à l'autorisation accordée aux agences et ceci non seulement dans le but de renseigner le public sur le type d'agence auquel il s'adresse mais aussi de lui garantir la qualité et la valeur du service presté. L'écusson constitue donc un avis qu'un service central communique au public ; il doit donc en

vertu de l'article 40, alinéa 2 être rédigé en français et en néerlandais.

La C.P.C.L. a estimé qu'il était indispensable de donner à l'article 40, alinéa 2 une interprétation nuancée tenant compte dans toute la mesure du possible, à la fois de la lettre et de l'esprit de la loi. En effet, une application littérale de la disposition aboutirait à une situation illogique puisque d'une part, l'avis publié par l'administration devrait être bilingue même dans une commune sans régime spécial et d'autre part une telle application ne serait pas conforme à l'esprit de la législation qui tend au renforcement de l'homogénéité des régions unilingues.

Se fondant sur les considérations émises dans son avis n°1980 concernant les avis et communications adressés directement au public par les services centraux, la C.P.C.L. a estimé que les écussons affichés par les agences de voyage devaient être unilingues en région homogène, bilingues (français - néerlandais) à Bruxelles-Capitale, dans les communes périphériques et dans les communes de la frontière linguistique, bilingues (allemand - français) en région de langue allemande et bilingues (français - allemand) dans les communes malmédiennes.

- Avis n° 4099/I/P du 20 janvier 1977.

- Services centraux et d'exécution

- SABENA : règlement linguistique pris en exécution de l'art. 48 des L.L.C.

La C.P.C.L. a été consultée par le Ministre des Communications au sujet d'un avant-projet d'arrêté royal, portant des mesures particulières en vue de régler l'application à la Sabena des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

La C.P.C.L. a constaté en premier lieu que la Sabena peut être considérée, soit comme un service au sens de l'article 1er, §1er, 1°, soit comme un service au sens de l'article 1er, §1er, 2° et §2 des L.L.C., placé sous l'autorité d'un pouvoir public (2ème alinéa),

que l'intérêt pratique de cette distinction est cependant minime, le régime linguistique applicable étant identique dans les deux cas .

Elle a examiné ensuite quelle est la portée de l'article 48 des L.L.C.

Selon la C.P.C.L., l'article 48 charge le Roi d'adapter les obligations linguistiques imposées aux entreprises de transport aérien international aux conditions propres à des entreprises de l'espèce, en tenant compte notamment des conditions d'exploitation, des problèmes techniques, de la présence de personnel technique étranger, de la sécurité et de conventions internationales.

La C.P.C.L. a examiné également la question de savoir quels types de services, au sens des L.L.C., existent à la SABENA.

1. services régionaux : le réseau à l'intérieur du pays, c'est-à-dire les bureaux établis à Anvers, Liège, Gand, Hasselt, Mons et Charleroi.
2. les services vitaux de la société, sans laquelle cette dernière ne peut exister ou fonctionner ; de par la nature de l'affaire, l'activité de ces services s'étend à tout le pays (établis dans Bruxelles-Capitale et à Zaventem) ;
3. les services établis à l'étranger.

La structure de la Sabena ne comporte aucun service local.

En ce qui concerne la question de savoir si les services établis dans Bruxelles-Capitale et ceux qui sont localisés à Zaventem doivent être considérés, sur le plan des L.L.C., comme deux services distincts ou comme un seul ensemble, les Sections de la C.P.C.L. ont adopté des opinions divergentes.

Tenant compte du caractère bien distinct des deux sièges de Bruxelles et Zaventem et de la nature de leurs attributions respectives, la sections néerlandaise avait estimé :

- 1° que les services établis à Bruxelles-Capitale présentaient les caractères des services centraux, c'est-à-dire des services dont émane une direction, un commandement et qui sont établis à Bruxelles-Capitale (cfr. rapport Saint-Remy, doc. Chambre 331 27, session 1961-1962 - Note du Gouvernement p. 35) ;

2° que les services établis à l'aéroport national de Zaventem devaient, par contre, en raison de leur caractère principalement technique et opérationnel, être considérés comme des services d'exécution dont l'activité s'étend à tout le pays, mais dont le siège est établi en dehors de Bruxelles-Capitale.

Les membres de la section française avaient quant à eux estimé que les services établis à Bruxelles et ceux qui ont leur siège à Zaventem formaient un tout que l'on ne pouvait dissocier ni au point de vue localisation, ni au point de vue fonctionnel. Tout en admettant que les services techniques et opérationnels se trouvaient effectivement à Zaventem, la section française était d'avis que l'interpénétration des différents rouages - surtout les rouages administratifs établis respectivement à Bruxelles et à Zaventem - était si profonde et si complexe qu'il n'était pas concevable de les dissocier. L'ensemble constitue, dès lors, un seul service d'exécution dont l'activité s'étend à tout le pays et dont le siège est situé à Bruxelles-Capitale.

La C.P.C.L. conclut ces considérations générales en faisant valoir que l'article 48 des L.L.C. n'autorise le Roi qu'à prendre des mesures particulières, compte tenu des conditions propres aux entreprises de transports aériens internationaux. Il s'ensuit que :

- est illégale toute mesure prise en dehors de limites prévues à l'article 48 des L.L.C. ;
- pour des affaires qui sont sans rapport avec les circonstances particulières précitées, les L.L.C. doivent rester purement et simplement d'application.

Elle attire aussi l'attention sur le fait que bien que l'avant-projet d'arrêté ait prévu des règles relatives à l'attribution des emplois aux agents du rôle linguistique français et du rôle linguistique néerlandais, les degrés de la hiérarchie et les cadres linguistiques doivent cependant être instaurés par arrêtés royaux distincts après consultation préalable de la C.P.C.L. Les cadres linguistiques doivent être fixés en chiffres absolus, par degré de la hiérarchie et en partant du cadre organique existant. Les arrêtés royaux en cause devront être pris sans délai.

x

x

x

Après un examen approfondi de l'avant-projet d'arrêté royal soumis et une discussion des différents articles, la C.P.C.L. propose le texte suivant pour l'arrêté royal :

Article 1er.- Dans le présent arrêté, on entend :

- a) par "la législation linguistique", les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 ;

- b) par "Ministre", le Ministre qui a le transport aérien civil dans ses attributions ;
- c) par "société", la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne (SABENA) ;
- d) "C.P.C L.", la Commission Permanente de Contrôle Linguistique.

Chapitre II - Dispositions communes à tous les services.

Article 2.- La législation linguistique est applicable à la société dans la mesure où le présent arrêté ne prescrit pas un autre régime.

Article 3.- Lorsque, dans le domaine technique ou de la sécurité du transport aérien civil international, les nécessités l'exigent, la société peut :

- 1) dans ses services intérieurs et dans les rapports entre ses services établis en Belgique, faire usage de la terminologie habituellement utilisée ou prescrite dans le domaine de la navigation aérienne internationale ;
- 2) pour les ordres de service et les instructions au personnel, ainsi que pour les formulaires et imprimés destinés au service intérieur, faire usage également, outre les langues prescrites par la législation linguistique, des langues prescrites par des conventions internationales ;
- 3) dans les rapports entre ses services établis en Belgique et ceux établis à l'étranger, faire usage d'autres langues que celles prescrites par la législation linguistique, si l'emploi de ces autres langues est prescrit par des conventions internationales.

Article 4.- Si les nécessités concurrentielles le requièrent, les services de la société peuvent, dans leurs rapports avec les clients, utiliser la langue dont ceux-ci ont fait usage ou demandé l'emploi. Lorsque le client est une entreprise privée établie en Belgique, la société fera toujours usage de la langue prescrite par la législation linguistique.

Article 5.- Lorsque sur le plan concurrentiel ou technique ou dans le domaine de la sécurité du transport aérien civil international, les nécessités le requièrent, la société peut exiger de certains de ses agents une connaissance, appropriée à leurs fonctions, d'une ou plusieurs langues, autres que celles dont la connaissance est prescrite par la législation linguistique.

Le Ministre demande l'avis préalable de la C.P.C.L., par requête motivée, lorsqu'il est fait application du premier alinéa, par ensemble d'emplois ou de fonctions pour lesquels une connaissance complémentaire d'une ou plusieurs langues est requise.

La connaissance complémentaire et appropriée de l'une des langues nationales sera constatée sur la base d'un examen. La C.P.C.L. est habilitée à exercer un contrôle sur l'organisation et le déroulement de l'examen en cause et sur la composition du jury .

Chapitre III - Emploi des langues dans les services régionaux.

Article 6, §1er - Lorsque les nécessités concurrentielles le requièrent, tout service régional de la société peut rédiger les avis, communications et formulaires destinés au public également dans d'autres langues que celles dont l'emploi est prescrit par la législation linguistique. Dans ce cas, les langues nationales devront toujours précéder la langue étrangère.

§2 - Pour les mêmes motifs, tout service régional peut, en matière d'actes, certificats, déclarations et autorisations, délivrés aux clients, faire usage d'autres langues que celle dont l'usage est prescrit par la législation linguistique, mais **concurrentement avec** cette dernière et en lui donnant priorité.

Chapitre IV - Emploi des langues dans les services dont l'activité s'étend à tout le pays.

Article 7.- Sans préjudice de l'application de l'article 3, les services de la Société dont l'activité s'étend à tout le pays et qui sont établis en Belgique utilisent dans leurs services intérieurs, dans leurs rapports entre eux et dans leurs rapports avec les autres services dont l'activité s'étend à tout le pays, pour l'instruction des affaires localisées ou localisables à l'aéroport national (Zaventem), le français ou le néerlandais, suivant que le rôle linguistique de l'agent à qui l'affaire est confiée est le rôle français ou le rôle néerlandais, étant entendu que la moitié des affaires doit être traitée en français et la moitié en néerlandais.

Article 8 - §1er - Lorsque les nécessités concurrentielles le requièrent, les services en cause peuvent rédiger les avis, communications et formulaires destinés au public dans d'autres langues que celles dont l'emploi est prescrit par la législation linguistique, mais **concurrentement avec** ces dernières et en leur donnant priorité.

§2 - Pour les mêmes motifs, ces services peuvent, en matière d'actes, certificats, déclarations et autorisations, délivrés aux clients, faire usage d'autres langues que celles dont l'emploi est prescrit par la législation linguistique, mais **concurrentement avec** ces dernières et en leur donnant priorité.

Article 9.- Les services de la société, établis à l'étranger, sont organisés de manière telle que le public belge puisse se servir, à son gré et sans difficulté, de l'une des langues nationales.

Chapitre V. - Organisation du Personnel.

Article 10, §1er - Tout agent de nationalité belge, attaché à un service de la société dont l'activité s'étend à tout le pays, est inscrit sur un rôle linguistique, français ou néerlandais.

§ 2 - Dans les services de la société dont l'activité s'étend à tout le pays, les emplois conférés à des agents de nationalité belge sont répartis, à tous les degrés de la hiérarchie, en nombre égal entre les agents du rôle linguistique français et les agents du rôle linguistique néerlandais.

Toutefois, **pour** le personnel ouvrier qui est affecté à un service établi à l'aéroport national (Zaventem), une dérogation à cette règle peut être tolérée vu son aire de recrutement.

L'égalité numérique prescrite est assurée, dans chaque degré de la hiérarchie, par la voie de recrutements et de promotion.

En ce qui concerne les membres d'équipage de conduite, l'égalité numérique prescrite est assurée uniquement par la voie de recrutements.

§ 3 - Le Conseil d'administration de la société peut, à titre exceptionnel et statuant dans chaque cas individuel à la majorité des 2/3, déroger à la règle du § 2, pour s'attacher les services de personnes d'une valeur et d'une compétence particulières.

§ 4 - En cas d'impossibilité de fait de réaliser la parité prévue au § 2, le Conseil d'administration de la société peut, statuant dans chaque cas à la majorité des 2/3, procéder au recrutement ou à la promotion d'agents du rôle majoritaire.

§ 5 - Le Ministre consulte la C.P.C L. avant d'appliquer la procédure d'exception prévue aux §§ 3 et 4.

Chapitre VI. - Dispositions transitoires

Section 1.- Réalisation progressive de l'équilibre.

Article 11.- L'égalité numérique prévue à l'article 10, § 2 sera réalisée progressivement, dans le plus bref délai, à chaque degré de la hiérarchie, de manière à sortir pleinement ses effets cinq ans au plus tard après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Le Ministre communique immédiatement aux Chambres Législatives un plan, comportant un schéma chronologique et un exposé des moyens qui seront mis en oeuvre afin de réaliser l'égalité numérique dans le délai fixé.

Le Ministre transmet en outre à la C.P.C.L. dans le courant du mois de mars de chaque année, un rapport détaillant les mesures prises durant l'année écoulée, en exécution de l'article 10.

Section 2.- Sauvegarde des droits acquis.

Article 12, §1er - Au cours de la période prévue à l'article 11, 1er alinéa, l'agent entré en service avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui aurait été nommé à un emploi déterminé, n'eût été la nécessité d'appliquer les articles 10, §2 et 11, 1er alinéa, bénéficie d'une nomination en surnombre au même grade et à la même date que l'agent de l'autre rôle effectivement nommé.

§ 2 - Au cours de la période prévue à l'article 11, 1er alinéa, l'agent unilingue entré en service avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui aurait été nommé à un emploi déterminé, si cet emploi n'avait pas été compris dans le cadre bilingue, obtient la promotion en surnombre au même grade et à la même date que l'agent effectivement nommé qui est inscrit au même rôle linguistique que l'agent unilingue.

§ 3 - Les articles 10, § 2 et 11, 1er alinéa, ne portent pas préjudice aux droits à une promotion acquis par les agents au plus tard à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, en vertu d'une désignation.

Section 3.- Inscription des agents sur un rôle linguistique.

Article 13, §1er - Tout agent de nationalité belge, entré en service avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et affecté à un service de la société dont l'activité s'étend à tout le pays, est inscrit par le Conseil d'administration de la société sur le rôle linguistique français ou néerlandais, selon la langue dans laquelle, au vu du diplôme exigé, du certificat d'études ou de la déclaration du directeur d'école, il a fait ses études.

§ 2 - Tout agent visé au § 1er qui aura satisfait, au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent arrêté, à un examen portant sur la connaissance approfondie de la langue autre que celle qui ressort du diplôme exigé, du certificat d'études ou de la déclaration du directeur d'école, pourra être inscrit, à sa demande et avant l'expiration de ce délai, au rôle linguistique correspondant à la langue de l'examen subi.

§ 3 - Si aucun diplôme, certificat d'études ou déclaration du directeur d'école n'était requis lors du recrutement, la connaissance approfondie de la langue du rôle dans lequel l'agent désire être inscrit sera constatée par un examen.

§ 4 - Seul le Secrétaire Permanent de Recrutement peut être chargé de l'organisation des examens linguistiques visés aux §§ 2 et 3. Il compose les jurys d'examen et détermine la nature et le niveau de l'examen linguistique, conformément aux règles fixées par l'arrêté royal n° IX du 30 novembre 1966 pour les examens portant sur la connaissance approfondie de la langue.

Article 14.- Les rôles linguistiques sont publiés par la société dans les quatre mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Chaque agent visé à l'article 13 reçoit personnellement et contre accusé de réception notification de son inscription à un rôle linguistique.

En outre, tout agent de la société reçoit un exemplaire des rôles publiés.

Article 15.- Sans préjudice des facultés offertes par la législation linguistique, tout intéressé peut dans les deux mois de la publication, par requête motivée adressée au Président du Conseil d'administration de la société, contester son inscription ou celle d'un autre agent.

Le Conseil d'administration de la société tranche les contestations et arrête définitivement les inscriptions aux rôles après audition des intéressés et consultation de la C.P.C.L. et, s'il échet, avoir pris l'avis de la direction générale.

L'inscription à un rôle linguistique devient effective un an après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Chapitre VII. - Dispositions finales.

Article 16.- La C.P.C.L. est chargée du contrôle de l'application du présent arrêté.

Article 17.- Notre Ministre des Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

- Services centraux et d'exécution
- Rapports avec les particuliers

Plainte contre la Bibliothèque Royale qui a envoyé une invitation rédigée en langue française à un néerlandophone.

En vertu de l'art. 41 § 1er des L.L.C., les services centraux utilisent dans leurs rapports avec les particuliers celle des 3 langues dont ces particuliers ont fait usage.

Par conséquent, la Commission a conclu qu'une carte d'invitation devait être envoyée en langue néerlandaise au plaignant néerlandophone.

Si la Bibliothèque Royale ne peut néanmoins déterminer l'appartenance linguistique des particuliers auxquels elle s'adresse, elle doit utiliser, lors d'un 1er envoi, une carte unilingue néerlandaise et une carte unilingue française, ce qui permettra à l'intéressé à l'occasion de sa réponse, soit de confirmer, soit de révéler l'appartenance linguistique de son choix.

- Avis n° 4316/II/P du 24 février 1977.

-
- Services centraux et d'exécution
 - O.S.S.O.M.
 - Absence de cadres linguistiques
 - Inscription sur un rôle linguistique.

Une plainte a été introduite contre l'Office de Sécurité Sociale d'Outre-Mer (O.S.S.O.M.) du fait d'une part, qu'il a été procédé à une série de promotions en l'absence de cadres linguistiques et que d'autre part la procédure utilisée pour répartir les agents et fonctionnaires ne semble pas être conforme aux lois linguistiques ;

Selon la jurisprudence constante de la C.P.C.L., toutes les nominations et promotions auxquelles l'autorité procède en l'absence de cadres linguistiques sont nulles ; en conséquence, l'O.S.S.O.M. ne pouvait valablement procéder à une série de promotions.

D'autre part, en ce qui concerne la répartition des agents et fonctionnaires de l'O.S.S.O.M. dans les rôles linguistiques, la Commission confirme ses avis antérieurs (cfr. n° 3133 du 24.2.1972, n° 3133 B du 13 février 1975 et 3948 du 18 septembre 1975).

- La plainte est dès lors recevable et fondée.
- Avis n° 4390/II/P du 24 février 1977.

- Services centraux et d'exécution
- Organisation du Ministère de la Défense Nationale
- Services au sens des L.L.C.
- Cadres linguistiques
- Compétence de la C.P.C.L.

A la date du 2 juillet 1976, le Ministre de la Défense Nationale a demandé l'avis de la Commission Permanente de Contrôle Linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal, modifiant l'arrêté royal du 27 mars 1974, déterminant la structure générale du Ministère de la Défense Nationale et celle des Forces Armées, fixant les attributions de certaines autorités et autorisant le Ministre de la Défense Nationale à déléguer une partie de ses pouvoirs.

L'article 2 de l'arrêté royal précité du 27 mars 1974 dispose que le Ministère de la Défense Nationale comprend le Cabinet du Ministre, le Secrétariat administratif et technique, l'administration centrale et l'administration générale civile. Dans le projet soumis, il est proposé de remplacer ledit article par les dispositions suivantes :

"Article 2, §1er.- l'administration générale civile, à l'exception de ses services extérieurs visés à l'article 10, §1er du présent arrêté, constitue les services centraux du Ministère de la Défense Nationale.

§2 - le présent article ne porte pas préjudice aux attributions respectives définies dans les articles suivants".

Selon le Ministre, le projet a pour but de rendre plus claire la distinction, au sein du département de la Défense Nationale, entre d'une part l'administration générale civile, placée administrativement et fonctionnellement sous une autorité exclusivement civile et, d'autre part, les autres divisions qui sont toutes dirigées par des autorités militaires.

Le statut linguistique de l'administration générale civile serait ainsi clarifié.

Quant à la compétence de la C.P.C.L.:

La proposition aurait pour effet que tous les services du Ministère de la Défense Nationale, à l'exception de l'administration générale civile et des services qui en dépendent, seraient soustraits

à l'application des L.L.C. et seraient dès lors soumis aux lois relatives à l'usage des langues à l'armée. Etant donné les implications considérables qui en découleraient pour l'application des L.L.C., la C.P.C.L. est d'avis qu'elle est compétente pour émettre un avis au sujet du projet.

Quant au fond :

Il ressort, tant du texte de l'article 1er, §1er de la loi du 2 août 1963, sur l'emploi des langues en matière administrative, que des travaux préparatoires de ladite loi, qu'elle règle l'emploi des langues dans les administrations du Ministère de la Défense Nationale qui ne sont pas des administrations de l'armée. Dès que l'on a constaté qu'un service ne ressortit pas à l'armée, il faut considérer que la loi applicable n'est pas celle qui règle l'usage des langues à l'armée, mais celle relative à l'emploi des langues en matière administrative.

L'article 2 de l'arrêté royal du 27 mars 1974 disposait que le Ministère de la Défense Nationale comprend le Cabinet du Ministre, le secrétariat administratif et technique, l'administration centrale et l'administration générale civile.

Il a généralement été admis, jusqu'à présent, que les 4 services en cause tombaient sous l'application des L.L.C.

La question se pose de savoir sur quelle base juridique les services centraux du département sont limités à l'administration générale civile (art. 2, §1er du projet), alors qu'il est prévu simultanément (art. 2, §2 du projet) qu'aucune modification ne sera apportée dans les attributions respectives des administrations.

Aucune disposition, légale ou réglementaire, n'indique que les 4 services précités dépendent de l'autorité militaire. Dans les travaux préparatoires de la susdite loi du 2 août 1963, l'administration centrale d'un département ministériel est citée comme le prototype d'un service central. Les attributions de l'administration centrale, telles qu'elles ont été fixées par l'arrêté royal du 27 mars 1974, sont d'un caractère administratif prononcé.

Si le Ministre souligne que le Cabinet, le Secrétariat administratif et technique et l'administration centrale ressortissent à des autorités militaires, il convient sans doute de l'entendre dans ce sens que la direction de ces services est assumée traditionnellement par un militaire.

Le fait qu'un militaire à la direction du service et que de nombreux emplois, y compris les fonctions dirigeantes, sont occupés par des militaires, ne suffit pas pour caractériser ledit service comme un service de l'armée soumis à la loi relative à l'usage des langues à l'armée.

Pour ces motifs, la C.P.C.L. est d'avis que la modification proposée à l'article 2 de l'arrêté royal du 27 mars 1974, tendant à limiter les services centraux du Ministère de la Défense Nationale à l'administration générale civile, est contraire aux L.L.C., étant donné qu'il ressort de la structure et des attributions des divisions du Ministère de la Défense Nationale et des Forces Armées qu'en dehors de l'administration générale civile, il existe d'autres divisions qui ne ressortissent pas aux Forces Armées et qui sont également, dès lors, des services centraux au sens des L.L.C.

- Avis n° 4431/I/P du 24 février 1977.

- Services centraux et d'exécution

- Cadres linguistiques - Absence

Plainte a été déposée contre l'Office de Sécurité Sociale d'Outre-Mer (O.S.S.O.M.) du fait que seul le personnel néerlandophone a été avisé de la vacance d'un emploi de reviseur-traducteur.

L'O.S.S.O.M. étant un service d'exécution dont le siège est établi à Bruxelles-Capitale et dont l'activité s'étend à tout le pays est soumis aux dispositions de l'article 43 des L.L.C. ; que, cependant l'O.S.S.O.M. ne possède ni degrés de la hiérarchie, ni cadres linguistiques.

La C.P.C.L. a estimé qu'en l'absence de degrés de la hiérarchie et de cadres linguistiques, le fait que l'O.S.S.O.M. ait entamé une procédure de promotion est contraire aux L.L.C.

La plainte est donc fondée.

- Avis n° 4108/II/P du 3 mars 1977.

- Services centraux et d'exécution
- Connaissances linguistiques des agents en contact avec le public.

Plainte a été introduite contre l'Office de Sécurité Sociale d'Outre-Mer (O.S.S.O.M.) qui occupe en permanence un agent légalement unilingue néerlandais.

L'O.S.S.O.M. est un service d'exécution au sens de l'article 44 des L.L.C. qui doit être organisé de façon telle que le public puisse se servir sans la moindre difficulté du français ou du néerlandais.

L'enquête effectuée a permis de constater que le téléphoniste en question est un agent du rôle linguistique néerlandais bilingue de fait.

L'article 44 n'imposant pas aux agents en contact avec le public de présenter un examen sur la connaissance de l'autre langue, l'O.S.S.O.M. n'a pas contrevenu à la loi.

La plainte n'est dès lors pas fondée.

- Avis n° 4121/II/P du 3 mars 1977.

-
- Services centraux et d'exécution
 - Rapports avec des particuliers
 - Connaissances linguistiques du personnel.

Plainte a été déposée contre l'Office de Sécurité Sociale d'Outre-Mer (O.S.S.O.M.) du fait que la salle des guichets à Bruxelles est occupée en permanence uniquement par des agents légalement unilingues néerlandais.

L'O.S.S.O.M. est un service d'exécution dont le siège est établi à Bruxelles-Capitale qui, en application de l'article 45 des L.L.C. doit être organisé de façon à ce que le public puisse se servir sans la moindre difficulté du français ou du néerlandais.

La C.P.C.L. a estimé qu'aux termes de l'article 44, les agents et fonctionnaires de tels services ne sont pas tenus, même s'ils sont en contact avec le public de présenter un examen sur la connaissance de l'autre langue ; que ces agents doivent cependant être capable de répondre à un particulier dans la langue de ce dernier et qu'en désignant des agents bilingues de facto, l'O.S.S.O.M. n'a pas contrevenu à la loi.

La plainte est donc non fondée.

- Avis n° 4122/II/P du 3 mars 1977.

- Services centraux et d'exécution
- Rapports avec les particuliers
- Formulaires destinés à un étranger.

La C.P.C.L. a examinée une plainte introduite le 6 avril 1976 contre la Commission Consultative des Etrangers, près du Ministre de la Justice du fait de :

1. l'envoi d'une lettre rédigée en langue néerlandaise à un avocat qui dans ses rapports avec la dite commission a fait usage de la langue allemande ;
2. l'envoi d'un formulaire rédigé en langue néerlandaise à un ressortissant de la République d'Allemagne Fédérale.

Point 1.

Le requérant, en sa qualité d'avocat a introduit un recours rédigé en langue allemande auprès de la dite Commission Consultative qui lui a répondu en néerlandais par lettre du 6 avril 1976.

La lettre mise en cause, destinée à accompagner des documents administratifs, constitue un rapport avec un particulier ; en vertu de l'article 41 §1er des L.L.C., la Commission consultative des étrangers - service central au sens des L.L.C. - devait utiliser la langue allemande dans ses rapports avec l'intéressé.

Point 2.

Le formulaire destiné à un ressortissant de la République d'Allemagne fédérale résidant en Belgique aurait dû être rédigé en langue allemande en vertu de l'article 41 §1er, l'appartenance linguistique de l'intéressé étant connue. La C.P.C.L. estime, en effet qu'il est indiqué d'utiliser, à l'égard des ressortissants étrangers qui en font l'usage, l'une des trois langues nationales.

La C.P.C.L. s'estime en outre incompétente pour apprécier la légalité de l'article 10 de la loi du 28 mars 1952 déterminant notamment la langue de la procédure devant la Commission consultative des étrangers.

- Avis n° 4325/II/P du 10 mars 1977.

- Services centraux et d'exécution
- Connaissances linguistiques du personnel
- Rôle linguistique.
- Requête en annulation

Requête tendant à instaurer la procédure en annulation de la décision du Ministre de l'Education Nationale et de la Culture Néerlandaise du 17 octobre 1971.

Il n'y a aucune base afin d'entamer contre l'arrêté ministériel du 27 octobre 1971 la procédure en annulation prévue par l'article 61, §4, 3ème alinéa, des L.L.C., étant donné que les différents diplômes de M. B., promu à titre définitif en qualité d'architecte en chef - directeur du rôle linguistique néerlandais au Fonds des Constructions Scolaires de l'Etat sont établis en langue néerlandaise.

- Avis n° 4295/II/P du 24 mars 1977.

- Services centraux
- Services régionaux
- Services locaux
- Région de langue allemande
- Avis et communications au public.

La Commission s'est prononcée sur une plainte introduite le 13 avril 1976 contre la Régie des Télégraphes et Téléphones du fait que dans le volume n° 6 du guide téléphonique 1975/1976 :

1. il n'existe pas de traduction pour les mentions relatives aux secours, aux pompiers, aux taxes postales et aux taxes aériennes ;
 2. pour Bullange et Eupen, les services publics sont indiqués en priorité en français ;
- A) La partie officielle de l'annuaire est établie par l'administration centrale des Télégraphes et Téléphones qui est seule compétente pour les communications qui y figurent et qui constituent des communications adressées directement au public ; ces communications doivent, en vertu de l'article 40 al. 2 des L.L.C. être rédigées en français et en néerlandais ;

La plainte est dès lors recevable mais non fondée en ce qu'elle concerne les avis et communications au public émanant de services centraux. Toutefois, il serait indiqué que l'administration centrale des Télégraphes et Téléphones joigne une traduction en langue allemande à la partie officielle du volume n° 6 de l'annuaire téléphonique.

- B) Les communications au public qui émanent des services régionaux doivent être rédigés dans la ou les langues imposées aux services régionaux en matière d'avis et communications au public selon la circonscription de ces services.

La plainte est recevable et fondée pour ce qui concerne les organismes de secours et les corps de pompiers ayant la région de langue allemande dans leur circonscription.

- C) La partie du guide téléphonique qui a trait aux abonnés individuels est composé par les receveurs des districts et ce, dans la limite des mentions gratuites (cfr. avis C.P.C.L. n° 1550 du 20 avril 1967)

Les mentions relatives aux services publics de Bullange et d'Eupen sont des communications au public adressées par des services locaux de la région de langue allemande par l'intermédiaire d'un service régional qui, en vertu de l'article 11 § 2 al. 1, doivent être rédigées en allemand et en français, la priorité devant être accordée à la langue allemande.

La plainte est fondée et recevable.

- Avis n° 4332/II/P du 24 mars 1977.

- Services centraux et d'exécution
- Office de Circulation Routière
- Rapports avec les particuliers
- Formulaires destinés aux particuliers de langue allemande : demande d'immatriculation lors de l'achat d'un véhicule d'occasion.

Une plainte a été déposée contre le bureau de la T.V.A. à St. Vith qui a délivré à un germanophone un formulaire établi en langue française.

Lors de l'achat de véhicules d'occasion, le Centre de Transmission et d'Information (Min. des Finances) reçoit de l'Office de Circulation Routière des données relatives à la perception de la taxe due. Ce dernier service puise les données en cause dans la demande d'immatriculation qu'il reçoit de l'acheteur et il les transmet inévitablement dans la langue dans laquelle l'acheteur a complété la demande.

Les bureaux de la T.V.A. adressent à l'acheteur un formulaire n° 553, imprimé par le Centre susnommé au moyen d'une bande magnétique, et sur lequel ils n'apposent qu'un cachet et la date.

Il est apparu de l'enquête que l'acheteur germanophone concerné avait complété la demande d'immatriculation en langue française.

La C.P.C.L. a jugé la plainte non fondée, pour le motif que la demande d'immatriculation était établie en français et que le formulaire n° 553 en cause ne pouvait être rédigé que dans la même langue, conformément à l'art. 41, §1er.

La C.P.C.L. a estimé par ailleurs qu'il est souhaitable que l'Office de Circulation Routière mette à la disposition des firmes, sur la base de l'article 40, 2ème alinéa, in fine, des formulaires de demande d'immatriculation en langue allemande, afin de permettre aux acquéreurs germanophones de véhicules automobiles de faire choix de façon expresse de la langue qu'ils désirent utiliser.

- Avis n° 4384/II/P du 24 mars 1977.

-
- Services centraux et d'exécution
 - Traitement en service intérieur.

Plainte contre le Ministère des Communications.

Le dossier de l'achat d'un avion a été constitué avant la réception de l'appareil aux E.U. et avant qu'il ne soit stationné à

Bruxelles-National. Dans ces conditions, le dossier pouvait être traité dans la langue du fonctionnaire à qui l'affaire avait été confiée, c.à.d. le français dans le cas soumis.

La plainte n'est pas fondée.

- Avis n° 4399/II/P du 13 avril 1977.

-
- Services centraux et d'exécution
 - Cadres linguistiques : répartition globale des emplois
 - Subdivision (en directions, divisions, bureaux et sections)(art.43 §1)

La C.P.C.L. a été appelée à émettre un avis au sujet d'une double plainte contre la C.G.E.R.

1. Selon le plaignant, les emplois du service du personnel ne sont pas répartis entre les cadres français et néerlandais selon la proportion prévue par les cadres linguistiques.

Il est apparu de l'enquête effectuée que la répartition du personnel se présente comme suit :

Niveau 1 : 5 F - 9 N
Autres niveaux : 16 F - 24 N.

Les cadres linguistiques de la C.G.E.R. répartissent globalement les emplois entre toutes les administrations du service central, sans déterminer le nombre des emplois français et néerlandais que doit compter le service du personnel. Selon l'esprit des L.L.C., la répartition des emplois doit cependant correspondre le plus étroitement possible, au sein de chaque administration, à leur volume de travail respectif.

Pour ces motifs, la C.P.C.L. a jugé la plainte non fondée ; la répartition des emplois, exprimée en pourcentages, est conforme à la proportion entre les volumes du travail français et néerlandais du service concerné. La C.P.C.L. a cependant signalé qu'il y a lieu d'éliminer l'écart qui existe entre la proportion linguistique du personnel du niveau I et celle du personnel des autres niveaux.

2. Le plaignant est d'avis qu'il y a lieu d'appliquer l'article 43, §1er des L.L.C. au service du personnel.

Il découle du libellé de l'article en cause que les administrations doivent être scindées dès que deux conditions sont remplies, à savoir, la nature des affaires et le nombre des agents, qui doivent justifier la scission.

La C.P.C.L. a déclaré la plainte non fondée, étant donné qu'il ne lui était pas possible de juger par elle-même de la question de savoir si les deux conditions susmentionnées sont réunies dans le service en cause ; elle ne pouvait, en effet, se substituer à l'autorité compétente en la matière.

Elle invite l'autorité à examiner si les deux conditions figurant à l'article 43, §1er des L.L.C., sont remplies dans le service en cause et à prendre, le cas échéant, les mesures requises en vue du respect dudit article qui revêt un caractère impératif.

- Avis n° 4301/II/P du 21 avril 1977.

- Services centraux et d'exécution

- Cadres linguistiques - suites de l'absence de cadres linguistiques.

La C.P.C.L. a reçu une requête en annulation du recrutement par la C.G.E.R. de trois attachés du rôle linguistique français, pour le motif que le recrutement en cause est intervenu en l'absence de cadres linguistiques.

Etant donné qu'aux dates des recrutements, aucun A.R. ne prévoyait pour les services généraux de la C.G.E.R. le nombre des emplois à attribuer à chaque cadre linguistique, au 4ème degré de la hiérarchie, et qu'à défaut de cadres linguistiques, il était impossible de respecter au degré en cause les proportions prescrites par l'article 43, §3, la C.P.C.L. a estimé que la C.G.E.R. ne pouvait procéder, dès lors, à des recrutements réguliers.

Les recrutements sont contraires aux L.L.C. et la C.P.C.L. invite la C.G.E.R. à en constater la nullité.

- Avis n° 4307/II/P du 21 avril 1977.

- Services centraux et d'exécution
- Rapports avec des services locaux et régionaux subordonnés.

Plaintes contre la S.N.C.B. - Avis et communications à des services locaux et régionaux de la S.T.I.B.

Sur la base de l'article 39, § 2 des L.L.C., les services centraux de la S.N.C.B. font usage, dans leurs rapports (envoi de circulaires, feuillets modificatifs et bulletins) avec les services locaux et régionaux des régions de langue F, N et A, de la langue de la région; ils utilisent le N. dans leurs rapports avec les services établis dans les communes périphériques.

Il ne peut être dérogé à la règle ci-dessus, pour des motifs d'ordre pratique, qu'en ce qui concerne les feuillets **modificateurs** et les bulletins.

Avis n° 4386 - 4318 - 4446/II/P du 28 avril 1977.

- Services centraux et d'exécution.
- Rapports avec des services locaux.

Trois plaintes ont été introduites contre des services centraux ou d'exécution qui ont envoyé des formulaires rédigés en langue néerlandaise à l'administration communale de Warneton.

Les documents dont question dans les plaintes constituent un rapport entre un service central ou d'exécution et un service local de la région de langue française doté d'un régime spécial.

La C.P.C.L. a émis l'avis que, conformément à l'article 39 § 2 des L.L.C., les documents doivent être adressés exclusivement en français à Warneton.

- Avis n° 4400/II/P du 28 avril 1977
 - Avis n° 4541/II/P du 2 juin 1977
 - Avis n° 4185/II/P du 22 septembre 1977
-

- Services centraux et d'exécution
- ~~T~~raitement en service intérieur
- Rapports avec des services locaux d'une commune périphérique.

Plainte a été déposée eontre le service de la police des étrangers et la commune de Rhode-Saint-Genèse du fait que les affaires concernant la police des étrangers, à Rhode-Saint-Genèse, sont traitées par ces deux services, tant en service intérieur que dans leurs rapports mutuels, en langue française.

En ce qui concerne le Service de la Police des Etrangers du Ministère de la Justice, les dossiers sont attribués indifféremment à des fonctionnaires des rôles linguistiques français ou néerlandais, si bien que des fonctionnaires francophones, autant que des fonctionnaires néerlandophones, interviennent dans l'instruction de dossiers relatifs à des habitants de Rhode-Saint-Genèse.

Or, en vertu de l'article 39, §1er et de l'article 17,A, 1°, les services centraux utilisent pour l'instruction en service intérieur des affaires localisées ou localisables dans la région de langue française ou de langue néerlandaise, la langue de la région ; de plus, la C.P.C.L. a généralement estimé que les dossiers localisés dans une région unilingue devaient être traités en service intérieur dans leur intégralité dans une seule et même langue.

Par ailleurs, les formulaires et autres documents envoyés par le Service de la Police des Etrangers à l'Administration Communale de Rhode-Saint-Genèse étaient rédigés en langue néerlandaise, conformément aux L.L.C.

En ce qui concerne la commune de Rhode-Saint-Genèse, le traitement des dossiers relatifs aux étrangers se fait exclusivement en langue néerlandaise ;

Dès lors, la plainte est fondée pour ce qui concerne le traitement en service intérieur au Ministère de la Justice, mais non fondée en ce qui concerne les rapports entre les 2 services et le traitement, en service intérieur de ces affaires, par la commune de Rhode-Saint-Genèse.

- Avis n° 4187/II/P du 12 mai 1977.

- Services centraux et services d'exécution
- Traitement en service intérieur
- Non application des L.L.C. aux membres de Comités, etc.....

Plainte a été déposée contre le fait que la Chambre restreinte néerlandophone du Comité du service de contrôle médical de l'I.N.A.M.I. a examiné une affaire française obligeant ainsi d'une part un francophone à comparaître devant une chambre néerlandaise et imposant d'autre part une contrainte linguistique aux membres de la Chambre restreinte néerlandaise.

Ce Comité du service de contrôle médical, constitué au sein de l'Institut National d'assurances maladie-invalidité a été instance en application de l'article 77 de la loi instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Ce Comité a constitué en son sein des chambres restreintes s'occupant principalement, l'une des affaires qui doivent être traitées en français et l'autre qui doivent être traitées en néerlandais ; dès lors aucune des deux chambres n'a une compétence exclusive en matière linguistique.

Pour des raisons d'organisation le Comité ayant décidé de soumettre deux dossiers (un F et un N) à la chambre néerlandaise, les rapporteurs ou secrétaires néerlandophones ont été remplacés par des francophones, pour traiter le dossier francophone.

Le service de contrôle médical est un service de l'I.N.A.M.I qui doit être considéré comme un service central, et est tenu de traiter, en application de l'article 17 §1er les affaires localisées ou localisables en région de langue française ou de langue néerlandaise dans la langue de la région ; dès lors, les L.L.C. ont été respectées dans l'affaire en cause, puisque l'affaire localisée en région de langue française a été traitée en français.

D'autre part, la C.P.C.L. a estimé que les membres du Comité et des chambres restreintes n'étant pas des agents des services publics ne tombent pas dans le champ d'application des L.L.C.

- Avis n° 4128 II.P du 26 mai 1977.

- Services centraux et d'exécution
- Formulaires destinés au public de langue allemande.

Plainte a été déposée contre le Ministre des Travaux Publics - Administration du Logement - Service des Primes à la Construction - qui ne possède pas de formulaires de demande de prime à la Construction en langue allemande.

Les administrations centrales doivent, en vertu de l'article 40 des L.L.C., tenir à la disposition des germanophones des formulaires rédigés en langue allemande et les termes "si nécessaire" signifient que les services doivent être en mesure de satisfaire à tout moment, aux besoins de la population de langue allemande.

En conséquence, la C.P.C.L. estime que la plainte est recevable et fondée.

En date du 13 décembre 1977, le Ministre des Travaux Publics a fait savoir que, dans la mesure des possibilités, satisfaction sera donnée aux habitants de la région de langue allemande.

- Avis n° 4336/II/P du 9 juin 1977.

-
- Services centraux et d'exécution
 - Institutions hébergeant des mineurs
 - Rapports avec de telles institutions.

Une demande d'avis introduite par le Ministre de la Justice concernant la langue à employer par l'Administration centrale (Office de Protection de la jeunesse) dans ses rapports avec les institutions privées qui hébergent des mineurs dans le cadre de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la Jeunesse a été examiné par la C.P.C.L. en date du 16 juin 1977.

La C.P.C.L. a estimé que ces institutions ne sont ni des personnes morales concessionnaires d'un service public, ni des entreprises privées au sens de l'article 41 § 2 des L.L.C. ; que dès lors, les relations entre l'administration centrale et les institutions privées qui hébergent des mineurs doivent être considérées comme des rapports avec des particuliers au sens de l'article 41, §1er des L.L.C. ; que l'Office de Protection de la Jeunesse doit donc utiliser dans ses rapports avec les A.S.B.L. en cause, celle des trois langues dont elles font usage.

En conséquence, la C.P.C.L. a émis l'avis suivant:

- 1° sans préjudice au 2° ci-après, l'Office de Protection de la Jeunesse doit utiliser, dans ses rapports avec les institutions privées qui hébergent des mineurs, dans le cadre de la loi du 8 avril 1965, relative à la protection de la Jeunesse, celle des trois langues dont ces institutions font usage.
- 2° En région de langue néerlandaise, les relations entre les institutions privées et leur personnel et les documents et actes prescrits par la loi tombent sous l'application du Décret du 19 juillet 1977 du Conseil Culturel de la Communauté Culturelle néerlandaise, réglant l'emploi des langues dans les relations de travail.

- Avis n° 3879/II/P du 16 juin 1977.

- Services centraux et d'exécution

- Cadres linguistiques.

Demande d'avis du Ministre de l'Intérieur.

Application de l'article 43, §3 - 1er et 6ème alinéas, des L.L.C.

L'article 43, §3, 1er alinéa, des L.L.C. interdit de prévoir un cadre linguistique unique pour plusieurs services centraux et/ou services d'exécution dont l'activité s'étend à tout le pays.

En application de l'article 59bis de la Constitution, le législateur est seul compétent pour toute dérogation à l'application de l'article 43 § 3 - 1er et 6ème alinéas, des L.L.C.

- Avis n° 4348 I P du 16 juin 1977.

-
- Services centraux et d'exécution
 - Connaissances linguistiques du personnel.

Plainte contre le Ministre de l'Intérieur. Certain bilinguisme obligatoire du personnel.

L'existence d'un certain bilinguisme obligatoire au sein du département et qui serait contraire aux L.L.C., n'est pas évidente. En aucun cas, un fonctionnaire ne peut être contraint à faire usage d'une langue autre que celle dont la loi lui impose l'emploi.

On peut cependant attendre des fonctionnaires la mise en oeuvre de toutes leurs capacités au **profit** de l'administration et de la Communauté qu'ils servent.

- Avis n° 4427/II/P du 16 juin 1977.

-
- Services centraux et d'exécution
 - Connaissances linguistiques du personnel.

Plainte contre la R.T.T. qui emploie des téléphonistes bilingues au central téléphonique de l'administration centrale.

L'enquête effectuée a permis de constater que les téléphonistes en cause sont détachées du service régional T.B.R. (c.à.d. la circonscription téléphonique de Bruxelles) pour exercer des prestations au Central téléphonique de l'administration centrale.

La R.T.T. est un service central. Or, les L.L.C. n'imposent pas le bilinguisme aux agents des services centraux qui sont en contact avec le public.

Si l'on s'en tient à une stricte application des L.L.C., les téléphonistes en cause doivent être unilingues (art. 43). La situation faisant l'objet de la plainte est donc contraire aux L.L.C.

La R.T.T. a toutefois été amenée à l'adoption du système actuellement en vigueur c.à.d. le détachement de pareils agents bilingues issus d'un service régional dont le siège est établi à Bruxelles-Capitale, ceci du fait que le principe de l'unilinguisme est à l'origine de difficultés sérieuses sur le plan pratique en ce qui concerne le service téléphonique concerné.

- Avis n° 4467/II, P du 16 juin 1977.

-
- Services centraux et d'exécution
 - Rapports avec des services locaux.

Plainte contre l'Institut National d'Assurances Sociales pour travailleurs indépendants (I.N.A.S.T.I.) qui a envoyé à la commune de Warneton une demande de renseignements établie en langue néerlandaise.

En séance du 23 septembre 1976 la Commission s'est prononcée sur une plainte identique introduite par la commune de Warneton contre le même organisme (avis n° 4337/II/P notifié le 7 octobre 1976).

Suite à cet avis, l'administrateur général de l'INASTI a répondu le 9 novembre 1976, que "des instructions précises et détaillées ont été émises à nouveau dans les services intéressés" afin d'éviter le retour de pareils incidents. Ces instructions rappellent notamment la nécessité de vérifier de façon systématique l'appartenance linguistique de l'administration communale questionnée.

En conséquence, l'I.N.A.S.T.I. ayant pris les mesures adéquates en vue d'une meilleure application des L.L.C., la Commission a décidé d'attendre le résultat des instructions rappelées et ce jusqu'à nouvel ordre.

- Avis n° 4474, II P du 16 juin 1977.

-
- Services centraux et d'exécution
 - Rapports avec particuliers.

Plainte contre l'administration de l'Office des Comptes de Chèques Postaux qui recouvre de bandelettes rédigées en langue néerlandaise des adresses libellées en langue française sur les enveloppes.

De l'enquête effectuée il résulte que les enveloppes, préparées et inutilisées afférentes à un certain nombre de comptes encore tenus manuellement, sont réutilisées pour les comptes avec gestion automatique ; que l'adresse originelle qui peut être libellée tant en langue française qu'en langue néerlandaise, est recouverte d'une nouvelle étiquette ; que dès lors une telle procédure permet une gestion plus économe et ne résulte pas d'une discrimination linguistique.

Dès lors ^{la} plainte n'a trait qu'à une mesure d'organisation de l'Office des Chèques Postaux. Il n'en résulte aucune conséquence qui soit contraire aux L.L.C.

- Avis n° 4510 II P du 16 juin 1977.

- Services centraux et d'exécution
- Traitement en service intérieur ; procès-verbaux du groupe de travail et notes destinées à la séance.

Plainte contre le bureau des Ponts des Travaux Publics.
Délibération, procès-verbal et notes en français uniquement.

En tant qu'il fait partie d'un service central, le groupe de travail du bureau en cause doit se conformer, en service intérieur, aux articles 39 §1er et 17 §1er - B - 3°, des L.L.C.

La C.P.C.L. estime souhaitable que le secrétariat soit assuré par deux fonctionnaires - un de chaque rôle linguistique.

- Avis n° 4438 II/P du 23 juin 1977.
-

- Services centraux et d'exécution
- **T**raitement en service intérieur.

Plainte contre l'OSSOM - Traitement en langue française de dossiers relatifs à la région de langue néerlandaise.

En tant que service d'exécution dont le siège est établi dans Bruxelles-Capitale et dont l'activité s'étend à tout le pays, l'OSSOM tombe sous l'application de l'article 44 des L.L.C.

Dans ses services intérieurs, l'OSSOM doit se conformer, dès lors, à l'article 17, §1er des L.L.C. ; il sera fait usage du français ou du néerlandais en fonction de la localisation effective ou virtuelle de l'affaire. Le dossier devait être traité en néerlandais et, dès lors, par un agent du rôle linguistique correspondant, puisque la S.A. Transintra est localisée à Anvers.

- Avis n° 4453/II/P du 23 juin 1977.
-

- Services centraux et d'exécution.
- Traitement en service intérieur
- Formulaires utilisés en service intérieur.

Plainte a été déposée contre l'Office de Sécurité Sociale d'Outre-Mer (O.S.S.O.M.) du fait, d'un part qu'un dossier relatif à un particulier domicilié en région néerlandaise est traité en français par un fonctionnaire du rôle français et que, d'autre part des formulaires bilingues sont utilisés en service intérieur pour des dossiers unilingues.

L'OSSOM doit être considéré comme un service d'exécution dont le siège est établi à Bruxelles-Capitale et dont l'activité s'étend à tout le pays.

Selon l'article 17 des L.L.C., lorsqu'une affaire est localisée ou localisable, la langue de cette région détermine le régime linguistique du traitement en service intérieur ; selon une jurisprudence constante de la C.P.C.L. la notion "affaire localisable ou localisée" doit s'entendre : région linguistique où l'affaire trouve son origine.

Lorsque, dans le cas de l'espèce, l'affaire trouve son origine dans l'ex-Congo-Belge, il y a lieu de prendre en considération, pour le traitement en service intérieur, la langue de la région de la Belgique où l'intéressé est domicilié. De même, en cas de changement de domicile, le dossier devra être instruit dans la langue de la région du nouveau domicile.

La C.P.C.L. a dès lors estimé que, pour ce premier point, la plainte était recevable, mais non fondée.

Par contre, pour ce qui concerne le point 2, la plainte est recevable et fondée, puisque l'OSSOM doit, en application des articles 39 § 3 et 17, utiliser, en service intérieur, des formulaires unilingues.

- Avis n° 4351 II/P du 23 juin 1977.

- Services centraux et d'exécution
- Cadres linguistiques : égalité numérique des emplois de direction
- Conseil de direction : composition.

Plainte a été déposée contre l'Office de Sécurité Sociale d'Outre-Mer (O.S.S.O.M), pour infraction à la règle de la répartition paritaire des emplois de direction, étant donné que le Conseil de direction est composé de 9 francophones et 3 néerlandophones, ce qui est susceptible de porter un grave préjudice aux fonctionnaires néerlandophones.

La C.P.C.L. a jugé, en premier lieu, qu'il y a infraction aux L.L.C., puisque les cadres linguistiques de l'OSSOM n'ont pas encore été fixés.

Elle a examiné ensuite le statut auquel l'OSSOM est soumis. Selon lesdites dispositions statutaires, et sauf dispositions particulières, fixées par le Ministre qui exerce le contrôle, le conseil de direction est composé des fonctionnaires revêtus d'un grade réparti dans les rangs 13 à 16.

A l'OSSOM, tous les fonctionnaires, titulaires d'un grade réparti dans les rangs 15, 14 et 13 font partie d'office du conseil de direction. Les fonctionnaires revêtus de l'un de ces grades en carrière plane ou en surnombre sont inclus dans ce nombre.

Considérant que l'article 43 des L.L.C. n'est déterminant pour la composition du Conseil de direction qu'en ce qui concerne les titulaires d'emplois appartenant au 1er et au 2ème degré de la hiérarchie, la C.P.C.L. a estimé que si les L.L.C. ne contiennent aucune disposition explicite en ce qui concerne la composition du Conseil de direction, l'absence de cadres linguistiques est cependant la cause du déséquilibre qui s'est manifesté au sein du Conseil de direction. Elle a insisté auprès du Ministre de la Coopération au Développement afin qu'il lui soumette sans tarder le projet d'arrêté royal, fixant les cadres linguistiques de l'OSSOM.

- Avis n° 4308/II.P du 30 juin 1977.
-

- Services centraux et d'exécution
- Rapports avec les particuliers.

Par requête du 28 avril 1976, plainte a été déposée contre la C.G.E.R. qui complète en français des extraits de compte bilingues adressés à des affiliés néerlandophones.

La C.P.C.L. a constaté que la C.G.E.R. a fait le nécessaire afin de remédier à l'infraction signalée, mais a insisté afin que des mesures soient prises dans le but d'éviter des erreurs de l'espèce.

- Avis n° 4318/II/P du 30 juin 1977.

-
- Services centraux et d'exécution
 - C.G.E.R.
 - Certificats : carnet d'épargne.

Deux plaintes ont été déposées contre la C.G.E.R. pour le motif que ledit organisme a délivré à un client néerlandophone un duplicata unilingue français de son carnet d'épargne.

La C.G.E.R. a fait savoir que le nécessaire avait été fait afin de remédier à cette infraction.

La C.P.C.L. a insisté auprès de la C.G.E.R. en vue d'une stricte application des L.L..C.

- Avis n° 4405 et 4408/II/P du 30 juin 1977.
-

- Services centraux et d'exécution
- Rapports avec des particuliers - Téléphonistes.

Plainte contre le Ministère de la Défense Nationale -
Personnel unilingue français au central téléphonique du Quartier
Reine Elisabeth.

Conformément à l'article 41, §1er des L.L.C., les télé-
phonistes des services centraux civils de la Défense Nationale doi-
vent employer dans leurs rapports avec les particuliers la langue
dont les intéressés ont fait usage.

- Avis n° 4272 II.P du 7 juillet 1977.

-
- Services centraux et d'exécution
 - documents destinés au service intérieur.

Plainte contre le fait qu'à la S.N.C.B., des Cheminots
néerlandophones reçoivent un décompte de rémunération bilingue.

Ce document émane de la Direction du personnel et des
services sociaux de la S.N.C.B., qui constituent un service central
dont l'activité s'étend à tout le pays.

Il est remis aux membres du personnel par l'intermédiaire
des services locaux et régionaux (gares) desquels lesdits membres
dépendent.

Que les cheminots néerlandophones dépendent soit d'un
service régional ou local de Bruxelles-Capitale, soit d'un service
régional ou local de la région de langue néerlandaise, le décompte
de rémunération doit leur être envoyé en langue néerlandaise confor-
mément à l'art. 17 §1er A et B 1°.

- Avis n° 4625/II.P du 7 juillet 1977.
-

- Services centraux et d'exécution
- Traitement des affaires en service intérieur - Procédure disciplinaire
- Agent traitant.

Plainte a été déposée contre l'Office de Sécurité sociale d'Outre-Mer (OSSOM) du fait qu'un directeur néerlandophone aurait pris "irrégulièrement" des mesures statutaires à l'égard de 3 agents francophones.

L'OSSOM doit être considéré comme un service d'exécution dont le siège est établi à Bruxelles-Capitale et dont l'activité s'étend à tout le pays.

La C.P.C.L. a constaté que la décision relative à ces 3 agents a été prise par un fonctionnaire francophone et que le fait, pour un fonctionnaire néerlandophone de signer, pour le service de la comptabilité, une note rédigée en français est conforme aux L.L.C. puisque selon sa jurisprudence ce fonctionnaire néerlandophone ne peut être considéré en tant que "fonctionnaire traitant" (cfr. avis 1265 A du 18 novembre 1965).

La C.P.C.L. a estimé que l'instruction de la procédure disciplinaire est conforme aux articles 39 §1er et 17 §1erB, 1er des L.L.C. et que la plainte est recevable mais non fondée.

- Avis n° 4339/II P du 22 septembre 1977.

-
- Services centraux et d'exécution
 - Absences de cadres linguistiques
 - Attribution d'un emploi unique aux 2 premiers degrés de la hiérarchie.

Plaintes ont été déposées contre le Ministère des Finances - Administration des douanes et Accises - Direction nationale des Recherches - du fait, qu'en l'absence de cadres linguistiques, l'unique poste de directeur à la Direction nationale des Recherches soit, par priorité, réservé à un fonctionnaire bilingue.

Au regard des L.L.C., cette direction nationale présente toutes les caractéristiques, à la fois d'un service extérieur, et d'un service central ; ses attributions s'exercent également sur le plan international ; le critère qui prévaut dans les L.L. C. pour déterminer la nature juridique d'un service étant celui de sa compétence territoriale, cette direction nationale doit être considéré comme un service central.

Selon le rapport d'enquête cette direction se compose notamment d'un directeur régional et de 2 directeurs adjoints dont un du rôle linguistique français et l'autre du rôle linguistique néerlandais.

La C.P.C.L. a estimé que la fixation des cadres linguistiques constitue une mesure organique obligatoire en vertu de la loi ; que d'autre part, selon sa jurisprudence, la réservation d'un emploi unique du premier ou du deuxième degré de la hiérarchie à l'un des deux cadres linguistiques n'est pas conforme à l'article 43§3 al.1er des L.L.C. et qu'il est sans incidence sur le fond du problème que le cadre organique ne compte que six emplois.

Dès lors les plaintes étaient fondées.

- Avis n°s 4234-4245/II/P du 29 septembre 1977.

-
- Services centraux et d'exécution
 - Traitement des affaires en service intérieur : peines disciplinaires
 - Connaissance linguistique du personnel.

Plainte contre la R.T.T. du fait que des mesures disciplinaires ont été infligées à 2 agents du rôle linguistique français, par des fonctionnaires appartenant au rôle linguistique néerlandais.

En vertu de l'art. 17 §1er Bl° auquel renvoie l'art. 39 §1er des L.L.C. qui règle l'emploi des langues en service intérieur des services centraux, les affaires intéressant un agent doivent être instruites, sans recours au traducteur, dans la langue de cet agent, en l'espèce la langue française.

Cela implique en matière disciplinaire que le supérieur hiérarchique immédiat qui inflige la peine en l'occurrence

le rappel à l'ordre et la réprimande (art. 78 de l'A.R. du 2 octobre 1937 relatif au statut des agents de l'Etat) doit posséder une connaissance réelle et objectivement constatée de la langue de l'agent (C.E. arrêt VERAUYSEN n° 17.146 du 19 septembre 1975).

D'autre part, le Conseil d'Etat a précisé que la loi linguistique prime l'A.R. précité relatif au statut des agents de l'Etat ; en ce sens que le chef hiérarchique immédiat appelé à exercer le pouvoir visé à l'art. 78 du statut des agents de l'Etat est le fonctionnaire qui dans l'ordre ascendant de la hiérarchie, occupe la place la plus proche de celle de l'agent faisant l'objet de l'action disciplinaire et qui répond aux conditions requises pour pouvoir mettre son autorité hiérarchique en oeuvre à l'égard de ce fonctionnaire en conformité avec la législation linguistique.

Il est établi, en l'occurrence, qu'un seul des chefs hiérarchiques qui ont infligé les sanctions disciplinaires aux 2 agents francophones, a réussi l'examen pour l'accession au cadre bilingue (art. 12 et 13 de l'A.R. n° IX du 30 novembre 1966) devant le S.P.R.

En conséquence, les peines disciplinaires auraient dû être proposées et prononcées par des supérieurs hiérarchiques de rôle linguistique français, ou bien par des supérieurs hiérarchiques du rôle linguistique néerlandais ayant légalement prouvé leur connaissance de la langue française.

- Avis n° 4548/II/P du 20 octobre 1977.

- Services centraux et d'exécution

- Traitement en service intérieur.

Plainte contre l'Ecole Supérieure de Radio-navigation et contre l'Administration de la Marine et de la Navigation Intérieure à Bruxelles-Capitale - Priorité au français.

L'école supérieure de radionavigation, association sans but lucratif dotée de la personnalité civile, peut, en tant qu'école privée, libre et autonome, établir la demande de subventions dans la langue de son choix. Conformément à l'article 17, §1er B des L.L.C., le département des Communications peut confier ladite demande à un fonctionnaire du rôle linguistique français ou néerlandais.

- Avis n° 4710, II P du 27 octobre 1977.

- Services centraux et d'exécution
- Cadres linguistiques
- Répartition des emplois.

Plaintes contre l'absence de cadres linguistiques au Bureau Central de Crédit Hypothécaire et la répartition non-paritaire des emplois de direction au 1er degré de la hiérarchie.

Le Bureau Central de Crédit Hypothécaire (B.C.C.H.) est un service central au sens des L.L.C.

A la date de la plainte, aucun arrêté royal fixant les cadres linguistiques n'avait encore été pris.

Etant donné que l'article 43, §3 est entré entièrement en vigueur, que 20 % des emplois de l'effectif global des fonctions égales ou supérieures à celle de directeur doivent être attribués au cadre bilingue et qu'aucun arrêté royal fixant les cadres linguistiques n'a été publié à ce jour, la plainte est recevable et fondée.

- Avis n° 4600/II/P du 3 novembre 1977 et 4428/II/P du 3 avril 1977.

-
- Services centraux et d'exécution
 - Traitement en service intérieur.
 - S.P.R.-dossier examens linguistiques
 - Rapports avec les candidats

Plainte contre le Secrétariat Permanent de Recrutement du Personnel de l'Etat (S.P.R.) - Examens linguistiques - Priorité donnée au français.

Les dossiers d'un examen portant sur la connaissance élémentaire ou suffisante de la seconde langue sont traités, en ce qui concerne les candidats néerlandophones, par des agents du S.P.R. appartenant au rôle linguistique néerlandais, tandis que les dossiers des candidats francophones sont traités par des agents francophones du S.P.R.

Dans le cas d'un examen sur la connaissance approfondie de la seconde langue, le dossier est traité par des agents du S.P.R. dont le rôle correspond à la langue de l'examen à subir.

Exception faite des candidats ayant fait leurs études à l'étranger, dans une autre langue que le F ou le N et pour lesquels la C.P.C.L. peut admettre le régime ci-dessus, les formalités administratives doivent cependant intervenir sur la base de l'article 41, § 1er des L.L.C, dans la langue de la demande de participation à l'examen.

- Avis n° 4327/II/P du 8 décembre 1977.

-
- Services centraux ou d'exécution
 - Rapports avec des entreprises privées
 - Traitement des affaires en service intérieur.

Plainte a été déposée contre l'Office National du Ducroire (O.N.D.) du fait d'avoir :

- 1° adressé une demande de soumission rédigée en langue française, à des firmes établies en région de langue néerlandaise ;
- 2° rédigé exclusivement en langue française la correspondance adressée à une société privée d'assurances relative à des polices d'assurance-vie complémentaires contractées en faveur de son personnel ;

L'O.N.D. doit être considéré au sens des L.L.C. comme un service central ou un service d'exécution dont l'activité s'étend à tout le pays.

1er Point :

En application de l'article 41 § 2, qui prescrit que de tels services utilisent dans leurs rapports avec les entreprises privées établies dans une commune sans régime spécial de la région de langue française ou de langue néerlandaise, la langue de cette région, les demandes de prix devaient être rédigées en langue néerlandaise.

La plainte est dès lors fondée pour ce qui concerne ce 1er point.

2ème Point :

La C.P.C.L. a estimé que lorsqu'il s'agit d'une correspondance d'ordre général, cette dernière sera, en application des articles 39 §1er et 17 §1er B,3°, rédigée dans la langue de l'agent traitant.

Par contre, lorsqu'il s'agit d'un cas particulier, en vertu de l'article 17, §1er, B,1°, les rapports seront établis dans la langue correspondant au rôle linguistique de l'agent concerné.

La plainte est dès lors non fondée pour ce qui concerne le 2ème cas.

- Avis n° 4398 II, P du 8 décembre 1977.

- Services centraux et d'exécution
- Collaborateurs privés
- Formulaires destinés au service intérieur.

Plainte a été déposée contre la S.N.C.B. du fait de l'utilisation, par la S.A.E. de formulaires bilingues mis à la disposition de services chargés de la commande et de l'envoi de vêtements de travail et qui sont situés en région de langue néerlandaise.

La S.A.E. et sa filiale doivent être considérées comme des collaborateurs privés au sens de l'article 50 des L.L.C., puisque c'est en lieu et place de la S.N.C.B. qu'elles remplissent les obligations patronales imposées à la S.N.C.B., en exécution de l'article 103bis du Règlement Général pour la protection du travail.

Dès lors, les services locaux ou régionaux de la S.N.C.B. situés, soit en région de langue française soit en région de langue néerlandaise doivent recevoir les documents en cause établis dans la langue de la région.

- Avis n° 4475/II, P du 15 décembre 1977.

2. DEGRES DE LA HIERARCHIE ET CADRES LINGUISTIQUES.

Observation préalable.

Les avis émis en matière de degrés de la hiérarchie et de cadres linguistiques revêtent principalement un caractère technique. Voilà pourquoi chaque avis ne fait pas l'objet d'une **synthèse** séparée, comme dans le cas des autres avis. Cette partie reproduit cependant les principes déduits et adoptés par la C.P.C.L. lors de l'instruction de ces affaires.

Pour toute position de principe, il est renvoyé aux avis en cause.

La première partie du rapport expose et commente certaines prises de position. Des tableaux comportant des données statistiques accompagnent également cette première partie.

x
x x

Degrés de la hiérarchie.

- Répartition des grades sur la base des échelles de traitements.

La C.P. C.L. a admis que les grades nouvellement créés soient classés sur la base de leur échelle de traitements, pour le motif que lesdites échelles de traitements sont établies en fonction des qualifications dont il est fait application dans les Administrations de l'Etat.

- Avis n° 4481, I.P du 10 février 1977, émis à l'intention du Ministre des Finances - Loterie Nationale.

Au regard des tâches incombant au titulaire de la fonction unique d'économe au service concerné et compte tenu de la jurisprudence de la C.P.C.L. dont il ressort que l'échelle de traitements, sans être déterminante, peut constituer une indication en vue de la répartition des grades en degrés, la C.P.C.L. émet l'avis que le grade d'économe, bien qu'étant doté de l'échelle de traitements 23/3, peut être réparti dans le 5ème degré.

- Avis n° 4614, I.P du 12 mai 1977, émis à l'intention du Ministre des Classes Moyennes - Institut Social et Economique des Classes Moyennes.

- Niveau : notion statutaire

La répartition des grades en niveaux ne doit pas être fixée par l'arrêté royal instituant les degrés de la hiérarchie.

L'article 43, §3, 4ème alinéa des L.L.C. prescrit, en effet, qu'en vue de l'application des règles de fixation des cadres linguistiques, la Roi détermine les divers grades constituant un même degré de la hiérarchie. L'arrêté royal à intervenir doit donc rester limité aux degrés et ne doit guère prévoir de niveaux. Les niveaux, tels qu'ils existent dans les administrations de l'Etat, sont des subdivisions statutaires qui ne sont guère requises en vue de la fixation des cadres linguistiques.

- Avis n° 3400/I/P du 9 juin 1977, émis à l'intention du Ministre des Communications - Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

- S.N.C.B.

Les grades de la S.N.C.B. n'ayant pas été réparti en rangs par la voie réglementaire, comme dans les administrations de l'Etat, la C.P.C.L. se rallie à ce que les grades administratifs soient classés nominativement en degrés et elle approuve également la proposition de remplacer la longue énumération des grades du personnel ouvrier par le renvoi au diplôme exigé.

Pour la S.N.C.B. également, il s'impose de fixer les degrés de la hiérarchie conformément aux règles de l'arrêté royal n° I du 30 novembre 1966. A cette fin, la C.P.C.L. a tenu compte de 4 critères :

- 1.- le classement hiérarchique des grades, tel qu'il ressort des conditions d'octroi des ordres nationaux ;
- 2.- le classement hiérarchique des grades dans les administrations de l'Etat, pour ce qui concerne les grades de recrutement correspondant à ceux des administrations de l'Etat ;
- 3.- le principe qui est à la base de l'Arrêté Royal, précité, n° I du 30 novembre 1966, c'est-à-dire, la séparation entre emplois de début et emplois de promotion ;
- 4.- des observations du groupe de travail paritaire, pour autant que ces observations n'aillent pas à l'encontre des trois critères précités.

- Avis n° 3400/I/P du 9 juin 1977, émis à l'intention du Ministre des Communications - Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

- Emploi supprimé

Un emploi de conseiller juridique adjoint ou conseiller juridique ou directeur d'administration (carrière plane), considéré comme figurant au cadre du personnel, sera toutefois supprimé dès qu'il ne sera plus occupé par le premier titulaire. Comme celui-ci bloque un emploi de secrétaire d'administration ou conseiller juridique adjoint ou conseiller juridique (carrière plane), le grade de conseiller juridique adjoint ne doit pas être repris dans la répartition en degrés.

- Avis n° 3473 I.P du 17 mars 1977, émis à l'intention du Ministre des Finances - Bureau Central du Crédit Hypothécaire.

- Absence de cadre organique

Aucun cadre organique n'ayant été prévu pour la Loterie Nationale, la fixation des degrés de la hiérarchie a été effectuée sur la base de la situation effective du personnel.

- Avis n° 4481/I.P du 10 février 1977, émis à l'intention du Ministre des Finances - Loterie Nationale.

- Carrière Plane

Le titulaire de l'un des grades d'un groupe de grades pour lequel un nombre total d'emplois a été fixé et le titulaire d'un grade d'une carrière plane sont classés sous le grade le moins élevé du groupe ou de la carrière plane.

- Avis n° 3473 I.P du 17 mars 1977, émis à l'intention du Ministre des Finances - Bureau Central du Crédit Hypothécaire.

Les grades dérivés de 1ère classe ou de "premier" qui peuvent être obtenus sur place par les agents statutaires répondant à certaines conditions fixées pour les grades en cause, ne doivent pas figurer dans l'arrêté instituant les degrés, mais ils sont classés sous le grade dont le titulaire était revêtu antérieurement. La répartition en degrés des grades dérivés en cause sera donc réglée de la même façon que la répartition des grades qui appartiennent à une carrière plane.

- Avis n° 3400/I.P du 9 juin 1977, émis à l'intention du Ministre des Communications - Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

- Etablissements Scientifiques de l'Etat.

La C.P.C.L. renvoie d'abord aux principes généraux qui gouvernent la répartition des grades des établissements scientifiques en degrés de la hiérarchie (cfr. avis n° 3745, I/P du 17 octobre 1974 - Rapport annuel 1974-Doc. Chambre n° 654 (1974-1975), p. 69).

Le grade de chef d'établissement appartient, en vertu du statut du 21 avril 1965, au personnel scientifique dirigeant. Sur la base de l'article 4, 4ème alinéa de l'arrêté royal du 20 avril 1965, un établissement du troisième niveau est équivalent à une section. Le chef d'un établissement de l'espèce est assimilé, dès lors, au chef de section, auquel le rang 14 est attribué. Pour ces motifs, le grade en cause est classé dans le 2ème degré.

Les grades du personnel scientifique non dirigeant sont repris dans une carrière scientifique qui peut être considérée sur le plan administratif comme une carrière plane ; en fonction du grade de recrutement, ils sont classés dans le 4ème degré de la hiérarchie.

La répartition en degrés des grades généraux du personnel administratif et des grades particuliers intervient sur la base du rang auquel ils appartiennent. Tous ces grades sont repris dans un groupe de grades ou dans une carrière plane et sont classés, dès lors, dans les degrés pour le degré le moins élevé dudit groupe ou de la dite carrière.

- Avis n° 4460 I/P du 24 février 1977, émis à l'intention du Ministre de la Santé Publique et de la Famille - Centre d'Etudes de la Population et des Familles.

Cadres linguistiques

- Adaptation des cadres linguistiques au cadre organique modifié.
- Cadres linguistiques modifiés après que la Section Française et la Section néerlandaise eurent adopté des points de vue divergents au sujet du projet.

La C.P.C.L. a été appelée à émettre des avis au sujet de projets d'arrêtés royaux, adoptant les cadres linguistiques au cadre organique modifié.

A défaut de nouvelles données chiffrées, la Section française et la Section néerlandaise confirment, au sujet des projets en question, les points de vue qu'ils avaient adoptés au sujet des projets d'arrêté fixant les premiers cadres linguistiques.

- Avis n° 4469/I.P du 3 mars 1977, émis à l'intention du Ministre de la Prévoyance Sociale - modification des cadres linguistiques de la Caisse Nationale des Pensions de Survie et de Retraite.
- Avis n° 4598 - 4618/I.P du 24 mars 1977, émis à l'intention du Ministre de la Justice - modification des cadres linguistiques de son département.
- Avis n° 4680/I.P du 7 juillet 1977, émis à l'intention du Ministre de la Prévoyance Sociale - Modification des cadres linguistiques de son département.
- Avis n° 4735/I.P du 15 septembre 1977, émis à l'intention du Ministre des Finances - modification des cadres linguistiques de la C.G.E.R.
- Avis n° 4696/I.P du 13 octobre 1977, émis à l'intention du Ministre des Affaires Economiques - modification des cadres linguistiques de son département.
- Dérogation à l'égalité numérique aux deux premiers degrés.

La C.P.C.L. se rallie à une répartition inégale des emplois de direction à l'administration concernée, pour le motif que 90 % des activités confiées à ladite administration émanent de la région de langue néerlandaise et y sont exercées.

Elle a également tenu compte du fait que dans les travaux préparatoires de la loi sur l'emploi des langues en matière administrative, l'administration concernée est citée, avec l'Administration des Eaux et Forêts, comme exemple d'un service où il peut être dérogé à la répartition paritaire des emplois de direction, en faisant application de l'article 43, §3, 6ème alinéa.

- Avis n° 4129/I.P du 24 février 1977, émis à l'intention du Ministre des Communications - Administration de la Marine et de la Navigation Intérieure.
- Emplois à répartir.

Tous les emplois repris au cadre organique existant doivent être répartis entre les cadres linguistiques.

Il peut être déduit du texte de l'article 43, §§ 2 et 3 des L.L.C. que par les termes "fonctionnaires" et "les emplois", il faut entendre les fonctionnaires en fonction et les emplois existants, c.à.d. les emplois figurant au cadre organique du service en cause. Cette interprétation est confirmée par les instructions des Ministres de l'Intérieur et de la Fonction Publique du 27 avril 1967, par la jurisprudence constante de la C.P.C.L. (voir avis n°s 3095 du 7 juin 1973 et 3095 B du 18 octobre 1973) et par plusieurs avis du Conseil d'Etat (voir notamment les arrêts 12.887, 13.834, 15.282 et 15.565).

- Avis n° 4598 - 4618/I/P du 24 mars 1976, émis à l'intention du Ministre de la Justice - modification des cadres linguistiques de son département.
- Avis n° 4696/I/P du 13 octobre 1977, émis à l'intention du Ministre des Affaires Economiques - modification des cadres linguistiques de son département.
- Répartition paritaire des emplois au premier et/ou au deuxième degré de la hiérarchie. Dérogation à la règle de la parité.

Conformément à l'article 43, §3, les emplois à partir du grade de directeur et au-dessus doivent être répartis en nombre égal entre les deux cadres, à tous les degrés de la hiérarchie.

Cette règle de parité est de stricte interprétation. Depuis l'entrée en vigueur de l'article 43 des L.L.C., c'est-à-dire depuis le 3 décembre 1966, chaque Ministre devait faire tendre toute mesure d'exécution à l'application intégrale de l'article en cause. Dans son avis n° 3211 du 10 juin 1971, la C.P.C.L. a émis l'avis que le délai de 5 ans, prescrit par l'article 43, § 7 des L.L.C., est venu à expiration le 3 décembre 1971 et qu'à partir de cette date, l'article 43, §§1er à 5, devait être intégralement appliqué.

Il ne peut être dérogé à la règle de l'égalité numérique entre les emplois de direction que par un arrêté motivé, délibéré en Conseil des Ministres (art. 43 § 3, dernier alinéa des L.L.C.), arrêté qui n'a pas été soumis en l'occurrence (voir arrêt du Conseil d'Etat, n° 16.475 du 14 juin 1974).

Il appartient au Ministre de veiller à ce que le nombre des emplois par degré soit pair.

- Avis n° 3866 A-B/I/P du 6 janvier 1977, émis à l'intention du Ministre de l'Emploi et du Travail - Office National de l'Emploi.
- Avis n° 4217/I/P du 13 janvier 1977, émis à l'intention du Ministre de l'Education Nationale et de la Culture Française et du Ministre de l'Education Nationale et de la Culture Néerlandaise. Etablissements Scientifiques ressortissant aux Administrations de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.
- Avis n° 4347/I/P du 20 janvier 1977, émis à l'intention du Ministre de l'Emploi et du Travail - Conseil National du Travail.
- Avis n° 4598-4618, I/P du 24 mars 1976, émis à l'intention du Ministre de la Justice - modification des cadres linguistiques de son département.
- Avis n° 3864/I/P du 28 avril 1977, émis à l'intention du Ministre de la Prévoyance Sociale - INAMI.
- Avis n° 3974/I/P du 30 juin 1977, émis à l'intention du Ministre des Finances - Bureau Central du Crédit Hypothécaire.
- Avis n° 4696/I/P du 13 octobre 1977, émis à l'intention du Ministre des Affaires Economiques - modification des cadres linguistiques de son département.
- Services régionaux - cadres linguistiques non obligatoires.

Dans la proposition ministérielle, les emplois des sections des Archives Générales du Royaume, dont les sièges sont établis en province, ne sont pas répartis entre les cadres linguistiques pour la raison que ces services ne doivent pas être considérés comme régionaux au sens des L.L.C., mais que c'est uniquement pour des motifs d'ordre scientifique ou pratique que tous ces services ont été créés à des endroits autres que le siège central et qu'ils constituent donc chacun une partie intégrante d'un organisme déterminé, dont l'activité s'étend à l'ensemble du pays.

La C.P.C.L. croit pouvoir déduire des renseignements communiqués que les dépôts d'Archives dans les provinces concernent pour la plupart les documents de la province dans laquelle ils se trouvent et que par conséquent leur compétence se limite à la province en question.

Il s'agit, dès lors, de services régionaux aux sens des L.L.C. et les emplois ne doivent pas être repris dans la répartition des cadres linguistiques.

- Avis n° 4217/I/P du 13 janvier 1977, émis à l'intention du Ministre de l'Education Nationale et de la Culture Française et du Ministre de l'Education Nationale et de la Culture Néerlandaise - Etablissements ressortissants aux Administrations de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

Il ressort d'une analyse des activités de la 10ème direction régionale qu'à l'exception de l'expédition centralisée du courrier vers l'étranger, les activités ont un caractère local ou régional. Au sens des L.L.C., cette direction est un service régional dont l'activité s'étend à la fois à des communes de Bruxelles-Capitale et à des communes des régions de langue française et de langue néerlandaise (article 35, §1er b). Il n'y a donc **pas** lieu de fixer des cadres linguistiques pour ce service.

- Avis n°s 3588 B/I/P-4292/I/P du 26 mai 1977, émis à l'intention du Secrétaire d'Etat des Postes, Télégraphes et Téléphones - Régie des Postes.

- Cadres linguistiques globaux - Conseil Central de l'Economie.

Le Ministre propose d'instaurer des cadres linguistiques distincts pour le Secrétariat Général et le service propres au Conseil Central de l'Economie d'une part et pour les services communs au Conseil Central de l'Economie et aux Conseils professionnels d'autre part. Le Ministre justifie cette scission par le fait qu'il existe pour chaque Conseil une base juridique distincte et que la nature de l'activité comprend un travail administratif d'une part et un travail d'étude d'autre part.

Sous renvoi au cadre organique commun, à l'interpénétration possible entre les services particuliers et les services communs et se basant sur l'avis du Conseil d'Etat, relatif à l'arrêté royal fixant le statut du personnel du service concerné, la C.P.C.L. émet l'avis que les cadres linguistiques ne doivent faire aucune distinction entre les deux services et qu'il appartient au ministre de répartir les emplois entre les différents services.

- Avis n° 3314 B/I/P du 31 mars 1977, émis à l'intention du Ministre des Affaires Economiques - Secrétariat du Conseil Central de l'Economie et des services communs au Conseil Central de l'Economie et aux Conseils professionnels.
- Règles statutaires : incompatibilité avec les dispositions de l'article 43, §3, dernière phrase, des L.L.C.

Conformément à l'article 4, 4ème alinéa de l'arrêté royal du 20 avril 1965, relatif au statut des établissements scientifiques de l'Etat, un établissement scientifique du troisième niveau constitue l'équivalent d'une section. Pour ce motif, il ne peut compter qu'une seule fonction dirigeante au 2ème degré de la hiérarchie.

Le Ministre désire reprendre au cadre bilingue l'emploi unique du 2ème degré.

La C.P.C.L. est d'avis que sur la base de l'article 43 des L.L.C., tous les emplois figurant au cadre organique existant doivent être répartis entre les cadres linguistiques et que les emplois à partir du rang de directeur et au-dessus doivent être attribués en nombre égal aux deux cadres, à tous les degrés de la hiérarchie.

Si sur la base des règles statutaires applicables aux établissements scientifiques de l'Etat, un établissement du troisième niveau ne peut comporter qu'une seule fonction dirigeante, la Commission est cependant d'avis que ce règlement est incompatible avec les dispositions de l'article 43, §3, dernière phrase, des L.L.C., qui prescrit que les emplois de directeur sont répartis en nombre égal entre les deux cadres linguistiques, à tous les degrés de la hiérarchie.

La C.P.C.L. émet un avis négatif au sujet de la proposition ministérielle ; elle est d'avis que la règle de parité, prescrite par l'article 43, doit être scrupuleusement respectée.

- Avis n° 4461/I/P du 5 mai 1977, émis à l'intention du Ministre de la Santé Publique et de la Famille - Centre d'Etudes de la Population et des Familles.

- Rétroactivité des arrêtés modifiant des cadres linguistiques -
Programmation Sociale.

En ce qui concerne l'octroi de la rétroactivité à des arrêtés royaux modifiant les cadres linguistiques à la suite de l'application des mesures d'exécution de la 7ème programmation sociale 1974-1975, la C.P.C.L. rappelle son avis n° 3452/I/P du 7 septembre 1972, dans lequel elle estimait que les arrêtés royaux modifiant les cadres linguistiques en application d'une convention collective peuvent rétroagir à la date d'entrée en vigueur des cadres linguistiques auxquels ils se rapportent ou, le cas échéant, à la date d'entrée en vigueur de la programmation sociale, mais uniquement à la condition :

- 1) qu'il n'ait pas été procédé aux nominations dans le nouveau cadre du personnel, tel que celui-ci résulte d'une programmation sectorielle, avant que la C.P.C.L. n'ait émis son avis en la matière et avant que la modification des cadres linguistiques existants n'ait été entérinée par arrêté royal ;
- 2) que l'arrêté royal, modifiant les cadres linguistiques, mentionne expressément que la rétroactivité n'est applicable qu'en vue de l'exécution des mesures relatives à ladite convention collective.

- Avis n° 4715/I/P du 9 juin 1977, émis à l'intention du Ministre des Affaires Etrangères - modification des cadres linguistiques de l'Administration Centrale.
- Avis n° 4697/I/P du 16 juin 1977, émis à l'intention du Ministre de la Prévoyance Sociale - modification des cadres linguistiques de l'Office National des Allocations Familiales pour Travailleurs Salariés.
- Avis n° 4585/I/P du 23 juin 1977, émis à l'intention du Ministre de la Prévoyance Sociale - modification des cadres linguistiques du Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.
- Avis n° 4665/I/P du 23 juin 1977, émis à l'intention du Ministre de la Prévoyance Sociale - modification des cadres linguistiques de la Caisse Auxiliaire d'Assurance Maladie - Invalidité.
- Avis n° 4680/I/P du 7 juillet 1977, émis à l'intention du Ministre de la Prévoyance Sociale - modification des cadres linguistiques de son département.
- Avis n° 4820/I/P du 6 octobre 1977, émis à l'intention du Ministre de la Prévoyance Sociale - modification des cadres linguistiques du Fonds des Maladies Professionnelles.

- Cadre bilingue - Mode de calcul du nombre d'emplois à y attribuer.

Vingt pour cent des emplois de direction reviennent au cadre bilingue. Quand il y a 12 emplois à répartir, on aboutit, lors du calcul des 20 %, à 2, 4 emplois à attribuer au cadre bilingue. La C.P.C.L. émet l'avis que deux emplois et non 3 comme proposé par le Ministre, soient attribués au cadre bilingue.

- Avis n° 4129/I/P du 24 février 1977, émis à l'intention du Ministre des Communications - Administration de la Marine et de la Navigation Intérieure.

- Cadre bilingue - Nombre d'emplois insuffisant pour en réserver 20%.

Etant donné le nombre restreint des emplois de direction (6), il n'y a pas lieu d'instaurer un cadre bilingue. Si deux emplois étaient attribués au cadre bilingue, les 20 % prescrits par les L.L.C. seraient sensiblement dépassés (à savoir 33,3 %).

- Avis n° 4585/I/P du 23 juin 1977, émis à l'intention du Ministre de la Prévoyance Sociale - Modification des cadres linguistiques du Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.
- Avis n° 4579/II/P du 12 mai 1977, émis à l'intention du Ministre des Affaires Economiques - Institut belge de Normalisation.

- Emploi Temporaire.

En raison du caractère particulier de l'emploi temporaire de secrétaire du président, instauré par arrêté royal séparé pour une période de deux ans, la C.P.C.L. propose que cet emploi unique ne soit pas repris dans les cadres linguistiques.

- Avis n° 3314 B/I/P du 31 mars 1977, émis à l'intention du Ministre des Affaires Economiques - Secrétariat du Conseil Central de l'Economie et des services communs aux Conseils professionnels.

- Répartition des emplois en chiffres absolus.

L'arrêté royal instituant les degrés de la hiérarchie ne peut pas prévoir que le cadre organique sera réparti entre les cadres linguistiques de manière à réaliser l'égalité numérique à tous les degrés.

En effet, la nature et le nombre des emplois à répartir doivent être déterminés par le Roi (arrêt du C.E. n° 15.882 du 3 avril 1973).

- Avis n° 3400/I/P du 9 juin 1977, émis à l'intention du Ministre des Communications - Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

- Importance des régions - Extension des activités du service.

Comme une extension du cadre organique et la transformation d'un nombre d'emplois en des fonctions d'une qualification supérieure pourrait résulter d'une augmentation tant quantitative que qualitative du volume du travail, la C.P.C.L. a jugé indispensable d'être mise en possession de données chiffrées récentes, relatives à l'importance que les régions linguistiques respectives représentent pour le service concerné.

- Avis n° 3866 A-B/I/P du 6 janvier 1977, émis à l'intention du Ministre de l'Emploi et du Travail - Office National de l'Emploi.

Consultée au sujet du projet de cadres linguistiques d'un service nouvellement créé pour lequel il était impossible de prévoir l'évolution du volume du travail dans un proche avenir, la C.P.C.L. a donné à son accord au sujet du projet un caractère provisoire et conditionnel. Le Ministre a été invité à soumettre une nouvelle proposition de fixation des cadres linguistiques, dès que le cadre organique du service en cause **aura** été étendu ou, à défaut d'extension, au plus tard dans les 2 ans à compter de la date de l'avis. Ledit **projet** devra être basé sur des données chiffrées détaillées, relatives au volume du travail par région linguistique et portant sur les deux premières années d'activités.

- Avis n° 4518/I/P du 13 janvier 1977, émis à l'intention du Ministre des Affaires Economiques - Office de Contrôle des Assurances.
-

CADRES LINGUISTIQUES ET DEGRES
DE LA HIERARCHIE.

Degrés de la hiérarchie.

- Répartition des grades en degrés sur la base des échelles de traitements	p. 135
- Niveau : notion statutaire	p. 136
- S.N.C.B.	p. 136
- Emploi supprimé	p. 137
- Absence de cadre organique	p. 137
- Carrière plane	p. 137
- Etablissements scientifiques de l'Etat	p. 138

Cadres linguistiques

- Adaptation des cadres linguistiques	p. 138
- Dérogation à l'égalité numérique aux deux premiers degrés	p. 138
- Emplois à répartir	p. 139
- Répartition paritaire des emplois au premier et/ou au deuxième degré de la hiérarchie	p. 140
- Services régionaux	p. 141
- Cadres linguistiques globaux	p. 142
- Règles statutaires : incompatibilité avec l'article 43, §3, dernière phrase des L.L.C.	p. 142
- Rétroactivité des cadres linguistiques	p. 143
- Programmation sociale	p. 143

- Cadre bilingue	p. 144
- Mode de calcul du nombre des emplois à y attribuer	p. 144
- Nombre d'emplois insuffisant pour réserver 20 %	p. 144
- Emploi temporaire	p. 145
- Répartition des emplois en chiffres absolus	p. 145
- Importance des régions	p. 145

3. SERVICES ETABLIS A L'ETRANGER

- Services établis à l'étranger
- S.N.C.B. - Agences commerciales

Plainte a été déposée contre la S.N.C.B. du fait du déséquilibre linguistique existant sur le plan des effectifs dans les agences commerciales de la S.N.C.B. établis à l'étranger, 10 emplois étant occupés par des agents francophones, 4 par des agents néerlandophones et 4 emplois étant vacants.

Afin de se conformer à l'économie générale de la législation linguistique et en vue de garantir les intérêts des régions linguistiques, la C.P.C.L. a estimé qu'il importe que la S.N.C.B., d'une part, veille à la réalisation d'un équilibre global entre les différents agents des deux régimes linguistiques, et d'autre part, bien que les L.L.C. ne prévoient pas un plurilinguisme individuel, il convient que chaque service établi à l'étranger soit organisé de façon telle que le public belge puisse être servi sans la moindre difficulté dans la langue nationale qu'il utilise.

La S.N.C.B. a fait savoir à la C.P.C.L. que, pour ce qui concerne les emplois vacants une répartition équitable entre les différents agents des 2 groupes linguistique est observée, et que, pratiquement, les agences sont organisées de façon telle que le public belge puisse être accueilli dans sa langue.

- Avis n° 4227/II/P du 27 octobre 1977.

V. SERVICES AU SENS DES L.L.C.

- Services au sens des L.L.C.

Ligue Braille

Plainte contre la situation sur le plan linguistique à la Ligue Braille à Bruxelles et à Gand, ainsi qu'à la Koninklijke Maatschappij tot Bijstand der Blinden à Anvers - Demande d'avis du Ministre de l'Intérieur - La Ligue Braille tombe-t-elle sous les L.L.C. ?

En tant qu'association sans but lucratif dotée de la personnalité civile, la Ligue Braille, établissement privé, ne tombe pas sous l'application de l'article 1er, §1er - 2ème alinéa, des L.L.C.

- Avis n° 4059/II/P et 4254/I/P du 5 mai 1977.

- Services au sens des L.L.C.

- S.A. Promédia.

Plainte contre la S.A. Promedia à Bruxelles-Capitale.

Communications au public et rapports avec celui-ci.

Le service de Promedia, établi à Bruxelles-Capitale, tombe sous l'application de l'article 46, §1er des L.L.C. Les avis, communications et formulaires destinés au public doivent être établis en français et en néerlandais, conformément aux articles 40, 1er alinéa et 18, 1er alinéa des L.L.C.

L'article 46 - 5ème alinéa des L.L.C. exige une connaissance suffisante ou élémentaire de la seconde langue, selon que les agents qui sont en contact avec le public appartiennent à la première ou aux autres catégories.

- Avis n°s 4554-4555/II/P du 15 septembre 1977.

- Services au sens des L.L.C.
- A.S.B.L.
- Avis et Communications au public.

Plainte contre le Cercle Culturel et Sportif du
Ministère de l'Intérieur - Représentation cinématographique non
sous-titrée en néerlandais.

L'A.S.B.L. "Cercle Culturel et Sportif" du Ministère
de l'Intérieur n'est pas concessionnaire d'un service public, mais
elle est considérée par la C.P.C.L. comme chargée d'une mission dé-
passant les limites d'une entreprise privée et que les pouvoirs
publics lui ont confiés.

En cette qualité, elle tombe sous l'application de
l'article 1er, §1er 2° des L.L.C. Le film sonore est une oeuvre
d'art qui échappe aux L.L.C., ce qui implique que l'absence de
sous-titres N à la version originale F du film sonore n'est pas
contraire aux L.L.C. Lorsqu'une communication orale préalable est
faite, elle doit intervenir, ()
à Bruxelles-Capitale, en F. et en N.

- Avis n° 4319/II/P du 29 septembre 1977.

-
- Services au sens des L.L.C.
 - Services centraux et d'exécution
 - Région de langue allemande
 - Rapports avec des particuliers.

Plainte a été déposée contre le "Fonds de Sécurité
d'Existence du Commerce du Bois" du fait de l'envoi de lettres rédi-
gées en français et en néerlandais à une société commerciale établie
en région de langue allemande.

Ledit Fonds a été institué par la Commission paritaire
de l'Industrie du Bois en application de la loi du 7 janvier 1958
et, selon la jurisprudence doit être considéré comme un service au
sens de l'art. 1er §1er 2°. Son champ d'activité s'étendant à l'en-
semble du pays il constitue un service central ou d'exécution.

L'échange de correspondance entre ce Fonds et une entreprise privée de la région de langue allemande doit s'analyser comme un rapport entre un service central ou d'exécution et un particulier qui, en application de l'article 41, §1er doit s'effectuer dans la langue utilisée par la firme.

La plainte est dès lors fondée.

- Avis n° 4545/II/P du 6 octobre 1977.

- Services au sens des L.L.C.

- Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme.

Plainte contre la compagnie internationale des Wagons-Lits et du Tourisme qui appose au bureau n° 12, Rond-Point Schuman des affiches unilingues françaises.

La C.P.C.L. a estimé la plainte recevable mais non fondée étant donné que si la compagnie internationale des Wagons-Lits et du Tourisme est considérée comme concessionnaire d'un service public, ^{en} raison d'une convention entre la S.N.C.B. en vue de l'exploitation des wagons-lits et de wagons-restaurants sur le réseau ferroviaire belge, sur le plan d'autres branches de son activité notamment touristique, cette société constitue une entreprise privée.

- Avis n° 4647/II/P du 20 octobre 1977.

- Services au sens des L.L.C.

- A.S.B.L.

- Traitement en service intérieur.

Plainte a été déposée contre l'A.S.B.L. "Les Oeuvres Sociales des Télégraphes et Téléphones" (O.S.T.T.) du fait de l'emploi contraires aux L.L.C., des langues notamment en ce qui concerne l'instruction des dossiers afférents à 2 agents du niveau 4.

Les O.S.T.T. sont une A.S.B.L. agréée par arrêté ministériel du 1er mars 1962 et dont les statuts ont été publiés en annexe du Moniteur Belge du 29 mars 1962. Elle est, en outre, chargée d'une mission qui dépasse les limites d'une entreprise privée et que la loi ou les pouvoirs publics lui ont confiée dans l'intérêt général.

Les O.S.T.T. tombent dès lors sous l'application de l'article 1er §1er 2° des L.L.C. et sont, au regard de ces lois un service d'exécution tombant sous l'application des articles 44 et 45 des L.L.C.

Les 2 agents en question appartenant au rôle linguistique néerlandais, tous les documents relatifs à leur dossier devaient, en application de l'article 17B, §1er, être traités dans leur langue principale, ce qui ne fut pas le cas.

La plainte est dès lors fondée.

- Avis n° 4670/II/P du 20 octobre 1977.

-
- Services au sens des L.L.C.
 - A.S.B.L.
 - Services d'exécution visés à l'art. 46
 - Traitement en service intérieur
 - Rapports avec les services centraux.

Plainte contre l'A.S.B.L. - Service Social des Communications - Centre Récréatif à Rhode-Saint-Genèse" - Refus de faire usage du néerlandais dans le service.

L'A.S.B.L. "Service Social des Communications" n'est pas concessionnaire d'un service public ; la C.P.C.L. la considère cependant comme chargée d'une mission qui dépasse les limites d'une entreprise privée et que les pouvoirs publics lui ont confiée dans l'intérêt général. L'A.S.B.L. tombe, dès lors, sous l'application des dispositions de l'article 1er, §1er - 2° des L.L.C.

Le Centre Récréatif à Rhode-Saint-Genèse tombe sous l'application de l'article 46 §2 des L.L.C. Il doit être fait usage de la langue de la commune où le service a son siège, pour le traitement en service intérieur, les affaires relatives à l'organisation

du service sur place et les rapports qui naissent à ce sujet avec les services centraux.

- Avis n° 4242/II/P du 17 novembre 1977.

- Services au sens des L.L.C.

- A.S.B.L.

Plainte contre la polyclinique Astère Dothée qui a placé un panneau unilingue français à l'entrée de son établissement.

La polyclinique Astère Dothée a été constituée le 3 novembre 1948 sous la forme d'une A.S.B.L., à l'initiative de particuliers, sans l'intervention d'une autorité publique lors de cette création ni plus tard. Par ailleurs son activité ne dépasse pas les limites d'une entreprise privée, et sa mission ne lui a pas été confiée par la loi ou les pouvoirs publics.

Dès lors, l'A.S.B.L. en cause ne tombe pas sous l'application de l'art. 1er §1er 2° et § 2 des L.L.C.

En conséquence la polyclinique Astère Dothée est libre d'utiliser la langue de son choix pour la rédaction des avis et communications au public.

L'inscription unilingue française en question n'est donc pas contraire aux L.L.C.

- Avis n° 4317/II/P du 8 décembre 1977.

VI. PRESCRIPTION (Art. 58, dernière alinéa).

- Prescription du constat de nullité des actes et règlements administratifs.

Plainte contre le service de santé de la S.N.C.B. qui emploie des médecins francophones établissant en langue française les dossiers des néerlandophones.

Les faits relevés par le plaignant remontent au 23 novembre 1970.

Selon l'art. 58, al. 5 des L.L.C., le constat de nullité des actes et règlements contraires aux L.L.C. se prescrit après 5 ans. Dans le cas présent, ce délai **ayant expiré depuis le** 23 novembre 1975, la Commission ne **peut donner** suite à cette affaire.

- Avis n° 4378/II/P du 17 mars 1977.
-

VII. INCOMPETENCE DE LA COMMISSION

- Incompétence de la C.P.C.L.
- Services centraux et services d'exécution
- Attribution d'une fonction à caractère temporaire.

Plainte a été déposée contre l'Office de Sécurité Sociale d'Outre-Mer (O.S.S.O.M.) du fait que M. T..... a été nommé en qualité de secrétaire néerlandophone à la Commission technique et consultative de la sécurité sociale d'Outre-Mer.

La C.P.C.L. a estimé qu'elle n'était pas compétente pour apprécier une décision du Ministre tendant à attribuer une fonction à caractère temporaire à un fonctionnaire appartenant à un rôle linguistique déterminé plutôt qu'à un fonctionnaire de l'autre rôle.

- Avis n° 4103/II/P du 3 mars 1977.

-
- Incompétence de la C.P.C.L.

Par requête du 12 avril 1976, plainte a été déposée contre la nomination de M. F...B... en qualité de délégué à la Justice de Paix de Mouscron.

La C.P.C.L. s'est déclarée incompétente. La connaissance de la seconde langue exigée pour les membres des Cours et Tribunaux tombe sous l'application de la loi du 25 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

- Avis n° 4326/II/P du 7 juillet 1977.
-

- Incompétence de la C.P.C.L.

Plainte contre le Service de Santé Militaire qui utilise des formulaires dont le recto est établi uniquement en langue française.

Le Service de Santé militaire est compétent exclusivement pour le personnel militaire ; il dépend d'ailleurs directement de l'autorité militaire (Etat-Major Général des Forces Armées).

Ce service constitue une unité militaire au sens de la loi du 30 juillet 1938 relative à l'emploi des langues à l'armée. En effet, selon l'article 25 de cette loi, l'hôpital militaire et la pharmacie militaire de Bruxelles sont considérés comme une unité à régime linguistique mixte. Dès lors, le Service de Santé militaire est placé sur le même pied que ces 2 organismes militaires.

En conséquence, le Service en cause échappe à l'application des L.L.C. sur l'emploi des langues en matière administrative, ce qui entraîne l'incompétence de la Commission.

- Avis n° 4613/II/P du 6 octobre 1977.

- Incompétence de la C.P.C.L.

Plainte contre l'Ecole Royale Militaire qui fait imprimer des menus unilingues à l'occasion de banquets.

De renseignements recueillis, il résulte qu'il s'agit d'une part de menus rédigés à l'occasion d'un banquet ayant été organisé à l'intention du personnel subalterne de l'Ecole Royale Militaire (appartenant aux 2 rôles linguistiques) et imprimés uniquement en langue française, et d'autre part, de menus utilisés lors d'un banquet ayant eu lieu à l'intention des élèves-officiers de la même Ecole (appartenant également aux 2 rôles linguistiques), et imprimés uniquement cette fois en langue néerlandaise.

L'Ecole Royale Militaire relève de l'autorité militaire. Cette institution échappe à l'application des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative. Dès lors, la Commission a dû se déclarer incompétente.

- Avis n° 4576/4577/II/P du 24 novembre 1977.

B. SECTION NÉERLANDAISE

Synthèse des avis de la Section Néerlandaise

I. SERVICES LOCAUX

- Services locaux
- Certificats
- Rapports avec des particuliers.

Plainte contre la C.G.E.R. pour un cachet apposé en français sur un livret de caisse d'épargne établi en langue néerlandaise et appartenant à un habitant de Meise.

La S.N. a constaté que l'agence de Meise est un service local de la région de langue néerlandaise.

Sur base des avis précédents (n°s 508/VIII du 14/10/1965 et n° 1766 du 12 janvier 1967) elle a estimé que les livrets de caisse d'épargne et les cachets y apposés doivent être considérés comme des certificats.

Conformément à l'art. 14 § 1 tout service local établi dans la région de langue française ou de langue néerlandaise rédige, dans la langue de sa région, les certificats qu'il délivre aux particuliers

Le cachet apposé sur un livret de caisse d'épargne établi en langue néerlandaise doit être unilingue néerlandais.

- Avis n° 4352/II/N du 8 février 1977.

-
- Services locaux
 - Avis et communications au public.

Plainte contre le Crédit Communal de Belgique qui a fait de la publicité bilingue à Vilvorde.

La S.N. a constaté que Vilvorde appartient à la région néerlandaise (art. 3 § 2).

Elle a considéré le Crédit Communal de Belgique comme un service public (voir avis n° 1987/B du 19.9.67).

Se basant sur un avis précédent (n° 1970 du 28.4.67) elle a estimé que si le Crédit Communal de Belgique adresse de la publicité à la région unilingue néerlandophone, elle adresse au public des avis qui doivent être établis dans la langue de la région.

Elle a déclaré la plainte fondée.

- **Avis** n° 4449/II/N du 8 février 1977.

- Services locaux
- Communications au public
- Dénomination de rue
- Affiches pour les touristes.

1. Plainte contre le bourgmestre de La Panne à propos de traductions de noms de rue.

La Section néerlandaise a constaté que les dénominations de rues sont des communications au public, émanant de services locaux. En vertu de l'article 11, § 2 des L.L.C., elles doivent être établies exclusivement en néerlandais.

2. Les mentions "exceptionnel - uitzonderlijk" sur des affiches quadrilingues, émanent de ladite commune.

La Panne est un centre touristique au sens de l'article 11, § 3 des L.L.C. Les affiches émanent du syndicat d'initiative local. Conformément à l'art. 11, § 3, les communications doivent être établies intégralement, dès lors, dans trois langues au moins.

- Avis n° 4498/II/N du 8 février 1977.

- Services locaux
- Concessionnaires
- Communications aux touristes.

Plainte contre la Ville de Bruges, Service des Excursions sur les Canaux de la Ville, en raison de la non application des L.L.C.

La Section néerlandaise a constaté que, selon les **déclarations** du service administratif de la Ville, l'exploitation d'excursions sur les canaux de la Ville constitue une concession au sens de l'article 1er, §1er, 2° des L.L.C.

Ladite exploitation constitue également un service local au sens des L.L.C. ; les mentions incriminées sont des communications aux touristes.

Se fondant sur un avis antérieur, la Section néerlandaise a jugé que Bruges est un centre touristique au sens de l'article 11, § 3 des L.L.C. et que les communications aux touristes devaient être rédigées, dès lors, dans trois langues au moins.

- Avis n° 4504/II/N du 8 février 1977.

-
- Services locaux
 - Opérations relatives aux élections législatives, provinciales et communales.

Plainte contre la commune de Beersel pour le fait que 2 assesseurs d'un bureau de vote ont contrôlé les listes électorales en langue française le 10 octobre 1976.

L'enquête effectuée a permis à la S.N. de constater que, lors des opérations de vote dans le bureau de vote n° 8, un assistant chargé du contrôle des listes après le vote, à la sortie des électeurs s'était exprimé en langue française ; qu'un autre assistant avait également utilisé la langue française mais qu'il connaissait cependant la langue néerlandaise.

En vertu de l'art. 1 § 1, les L.L.C. sont applicables aux opérations relatives aux élections législatives provinciales et communales. Un bureau de vote est un service local qui, conformément aux dispositions de l'art. 10 des L.L.C. utilise exclusivement la langue de la région ; un bureau de vote agit collégalement ; le contrôle du nom, de la profession et de l'inscription sur les listes électorales font partie des opérations électorales normales et essentielles.

En l'occurrence, l'intervention de l'assesseur ne semble pas avoir eu une influence directe sur le déroulement des élections et sur la répartition des sièges, de sorte que la nullité ne s'impose pas ; le président d'un bureau de vote est responsable de la marche normale et légale des opérations électorales dans son bureau. La S.N. a conclu en disant que le bureau et ses membres devaient utiliser exclusivement le néerlandais lors des élections.

- Avis n° 4581/II/N du 8 février 1977.

- Services locaux
- Concessionnaires télédistribution
- Rapports avec des particuliers.

Plainte contre la S.A. qui a envoyé une lettre rédigée en français à un habitant de Diegem.

La S.N. a estimé dans son avis n° 4081 du 9 septembre 1975 qu'une société, qui installe un réseau de télédistribution et qui l'exploite sur base d'un contrat avec une commune, est un concessionnaire d'un service public au sens de l'art. 1 § 1, 2° des L.L.C. Elle a estimé que la S.A. en tant que concessionnaire d'un service public et en ce qui concerne son activité sur le territoire de la commune de Diegem est un service local au sens des L.L.C.

Elle a constaté que la lettre de cette société au plaignant est un rapport avec un particulier, au sens des L.L.C.

Elle a estimé que, conformément à l'art. 12 des L.L.C. la lettre aurait dû être établie exclusivement en Néerlandais.

- Avis n° 4330/II/N du 22 février 1977.

- Services locaux
- Services régionaux
- Rapports des services locaux avec les services dont ils relèvent et avec d'autres services de la même région linguistique.

Plainte contre la S.N.C.B. du fait de

1. l'emploi d'un document bilingue I C 27 par la gare de BERLAAR dans ses rapports avec la brigade mobile de la police des chemins de fer du groupe d'Anvers.
2. l'emploi d'un document bilingue C 754 (DC 1990) par la gare de Vilvorde dont la 1ère partie est destinée à la gare de départ et la seconde à la Direction financière, Bureau 41-43, Section 34.
3. l'emploi de documents bilingues (M 8, M 9, M 61, M 642) par le poste de contrôle de la gare de Zolder dans ses rapports avec les centres d'entretien ou avec les Ateliers centraux de la région de langue néerlandaise.
4. l'emploi, lors de trafic occasionnel sur la voie unique entre Heist-op-den-Berg et Aarschot d'un document bilingue "Lijst van de tussenblokposten van het Spoorvak - Liste des postes de block intermédiaire du tronçon" qui doit être complété par le chef de gare ou son préposé et remis au machiniste.
5. l'emploi d'un document bilingue C 854 (DC 1711) par la gare d'Essen dans ses rapports avec la gare de Diest, service de la même région linguistique homogène.

La S.N. a estimé que la plainte était recevable et fondée en ce qui concerne les points 1, 2 et 5. Elle s'est basée sur l'art. 10 des L.L.C. puisqu'il s'agit notamment de rapports entre des services locaux de la région de langue néerlandaise et des services dont ils relèvent ou d'autres services de la même région linguistique.

La S.N. a estimé que la plainte était partiellement fondée en ce qui concerne le point n° 3. Les documents M8, M 9 et M 61 doivent être établis exclusivement en langue néerlandaise (art. 10 des L.L.C.). Le document M 642 au contraire est un formulaire international qui est destiné à l'étranger. Les rapports internationaux ne sont pas réglés par les L.L.C. Par conséquent, la S.N. a estimé que le bilinguisme de ce document n'est pas contraire aux L.L.C.

Elle a déclaré la plainte non-fondée quant à son point 4.

Le document est destiné au machiniste d'un train. Un train est considéré comme un service régional. Sur base de l'avis n° 1104

le bilinguisme de ce document n'est pas contraire aux L.L.C.

Toutefois, la S.N. suggère d'établir deux documents unilingues au lieu d'un document bilingue.

- Avis n° 4532/II/N du 22 février 1977.

- Services locaux

- Partis politiques

Plainte contre les candidatures illégales ou la composition illégale des listes électorales lors des élections communales du 10 octobre 1976.

La Section néerlandaise s'est estimée incompétente en la matière, puisque les L.L.C. ne sont pas applicables aux partis politiques.

- Avis n° 4542/II/N du 22 mars 1977.

- Services locaux de Bruxelles-Capitale

- Services centraux

- Rapports avec des particuliers.

Plainte contre le Ministère des Communications, Direction du Transport, pour un extrait bilingue du répertoire des véhicules, destiné aux services de la région de langue néerlandaise.

La S.N. a estimé que, bien que les propriétaires d'une voiture soient inscrits dans leur langue, ce qui est conforme aux art. 17 § 1 b et 41 § 1 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, il convient cependant, conformément à l'art. 39 § 2 des L.L.C., d'envoyer les extraits en néerlandais aux services de la région de langue néerlandaise.

- Avis n° 4488/II/N du 26 avril 1977.

- Services locaux
- Centres touristiques
- Communications au public.

Plainte contre la fabrique de l'église St. Antoine à Blankenberge qui a distribué en langues néerlandaise et française des catalogues des peintures contenues dans cette église.

La S.N. a estimé que la fabrique de l'église St. Antoine à Blankenberge est un organisme publique à personnalité civile.

Elle a considéré la ville Blankenberge comme un centre touristique au sens de l'art. 11 § 3 des L.L.C. Elle a estimé que les catalogues néerlandais et français des peintures, offerts dans l'église, sont des communications aux touristes, et qui par conséquent, devraient être établis dans trois langues au moins.

Elle a donc estimé que les catalogues en cause devraient être établis, soit exclusivement en langue néerlandaise soit dans trois langues au moins.

- Avis n° 4502/II/N du 17 mai 1977.

-
- Services locaux
 - Propagande électorale.

Plainte concernant le propagande électorale du bourgmestre de Blankenberge.

La S.N. a estimé qu'en l'occurrence le bourgmestre a agi en tant que particulier en vue de sa réélection comme conseiller municipal et non pas en tant que mandataire public. Il ne s'agissait pas d'un acte émanant du bourgmestre en tant que pouvoir public ou d'un organe d'un service public au sens de l'art. 1 des L.L.C.

La S.N. a, dès lors, estimé que cette propagande électorale personnelle échappait à l'application des L.L.C.

- Avis n° 4526/II/N du 17 mai 1977.
-

- Services locaux
- Rapports avec des services locaux.

Plainte contre la S.N.C.B., en raison de l'emploi du document bilingue D 296 (I.C. 296) dans les rapports entre la gare d'Anvers-Est et l'Atelier Central de Malines.

La S.N. a jugé qu'il s'agissait d'une erreur. La S.N.C.B. avait signalé aux services concernés qu'il convenait de veiller à la stricte application de la législation linguistique.

- Avis n° 4784/II/N du 16 juin 1977.
-

- Services locaux
- Communes périphériques à régime spécial
- Avis et communications destinés au public.

Plainte contre la commune de Wemmel concernant le fait qu'on emploie des plaques de dénomination de rues bilingues donnant la priorité au français.

Suite à l'enquête la S.N. a estimé qu'il s'agissait des plaques relatives à des noms des rues formés par des noms propres ; grâce à ce procédé le nom propre en question ne doit être mentionné qu'une seule fois. Selon la C.P.C.L. les plaques de dénomination de rues sont des avis et communications destinés au public. Wemmel est une commune périphérique de la région de langue néerlandaise, dotée d'un régime linguistique spécial.

Les avis et communications destinés au public doivent y être bilingues avec priorité accordée à la langue néerlandaise.

Toutefois, la S.N. a émis l'avis que, si un nom propre indiquant une rue ne peut être traduit pour des motifs grammaticaux, le mot "rue " peut précéder le nom propre.

- Avis n° 4484/II/N du 16 juin 1977.
-

- Services locaux
- Rapports entre services locaux et régionaux.

Plainte relative à l'emploi des documents D 295 (I.C.295) et 3919 X 2 dans les rapports entre des services locaux et régionaux d'une même région linguistique.

La S.N. a estimé antérieurement (avis n° 4572) que le document D 295 (I.C. 295) devait être établi dans la langue de la région, lorsqu'il est employé dans les rapports entre service de la même région linguistique.

La S.N. a constaté que la S.N.C.B. avait pris les mesures nécessaires pour que les documents (D 295, 3919 X 2) soient établis dans la langue de la région lorsqu'ils sont employés dans les rapports entre deux services de cette dernière.

- Avis n° 4535/II/N du 5 juillet 1977.
-

- Services locaux
- Rapports avec des services locaux.

Plainte contre la S.N.C.B. pour le fait que la gare de Lierre utilise un formulaire bilingue D 296 (I.C. 296) dans ses rapports avec l'atelier central à Malines.

La S.N. a remarqué que le formulaire D 246 a déjà fait l'objet d'une délibération lors de l'examen du dossier n° 4574/II/N du 26 avril 1977. Elle a signalé que les rapports entre les services de la même région linguistique se passent exclusivement dans la langue de cette région.

- Avis n° 4624/II/N du 5 juillet 1977.
-

- Services locaux
- Concessionnaires d'un service public
- Avis et communications aux touristes
- Centres touristiques
- Articles 1er, §1er, 2° et 11, §§ 1 et 3.

Plainte contre le Casino de Blankenberge, au sujet de l'emploi des langues dans les avis et communications aux touristes.

La S.N. a rappelé son avis antérieur, N° 4161/II/N et a estimé que l'exploitant du casino est tenu, en tant que concessionnaire, d'établir les avis et communications dans la langue de la région, conformément à l'article 11, §§ 1er et 3 des L.L.C., sauf ceux qui sont destinés aux touristes.

Elle a également informé le Ministre de l'Intérieur du fait que ses avis antérieurs sont restés sans suite.

- Avis n° 4508/II/N du 11 août 1977.
-

- Services locaux
- Rapports avec les services locaux de la région de langue néerlandaise.

Plainte **contre le** fait que la gare d'Anvers Kiel utilise dans ses rapports avec la gare de Turnhout un document bilingue I.C. 369.

La S.N. a constaté que le formulaire I.C. 369, actuellement D 359 est employé pour les rapports entre des services non-hiérarchisés. Le formulaire est de nature à être utilisé pour les rapports entre des services non-hiérarchisés de régions linguistiques différentes.

Quant à l'emploi des langues, il est conforme aux avis n°s 1104 du 1.12.1966 et n° 1911 du 13.6.1967. La S.N. a pourtant estimé dans son avis n° 4487 du 22.3.1977 que la S.N.C.B. doit s'en tenir aux dispositions de la loi et utiliser un formulaire exclusivement établi en néerlandais, étant donné qu'il s'agit ici de rapports entre deux services locaux de la région de langue néerlandaise au sens de l'art. 20 des L.L.C.

- Avis n° 4606/II/N du 25 octobre 1977.
-

- Services locaux

- Rapports avec des services de la région de langue néerlandaise ou française.

Plainte contre la S.N.C.B. du fait que la gare de Bruxelles-Midi s'adresse aux divers services régionaux et locaux des régions de langues néerlandaise et française au moyen de consignes bilingues.

La S.N. a pris acte de la lettre de la S.N.C.B. dans laquelle celle-ci admet avoir employé des consignes bilingues allant à l'encontre de l'art. 17 § 3 des L.L.C. et assure que les mesures nécessaires seraient prises afin que les dispositions légales soient respectées à l'avenir.

- Avis n° 4785/II/N du 25 octobre 1977.
-

- Services locaux

- Des services non-hiérarchisés de régions linguistiques différentes.

Plainte contre la S.N.C.B. du fait que le 2ème arrondissement E.S. à Louvain utilise un document bilingue C.M. 171 (commande pour la réparation du matériel) dans ses rapports avec la gare de Luttre.

La S.N. a constaté que les rapports entre les services non-hiérarchisés de régions linguistiques différentes ne sont pas réglés par la loi.

La S.N. a estimé qu'il convenait d'utiliser un document donnant la priorité du néerlandais.

- Avis n° 4783/II/N du 29 novembre 1977.
-

- Services locaux
- Concessionnaire
- Rapports avec des particuliers.

Plainte contre la S.N.C.B. du fait que le buffet de la gare de Groenendaal, exploité en concession par la S.A., a été confié par cette société à une dame ignorant le néerlandais.

La S.N. a estimé que la S.A. ... est un concessionnaire au sens de l'art. 1 § 1 des L.L.C. et que la gare de Groenendaal est un service local au sens des L.L.C.

La S.N. a remarqué que l'exploitation, conformément à l'art. 12 des L.L.C., devait utiliser le néerlandais dans ses rapports avec des particuliers.

- Avis n° 4827/II/N du 29 novembre 1977.
-

II. SERVICES LOCAUX ET REGIONAUX

- Services locaux et régionaux
- Rapports avec les services locaux.

Plainte contre la S.N.C.B. du fait que dans ses rapports avec l'Atelier Central à Malines :

1. Le 2ième arrondissement du Service Voie à Bruxelles-Midi utilise un document bilingue I.C. 295 GF (F43-21) "Bordereau-Facture"
2. le service O.T.W./E de l'atelier de traction à Schaerbeek utilise également un document bilingue M 683(M 164) "Bulletin d'expédition"
3. la gare Uccle-Calevoet utilise un document bilingue D 295 (I.C.295) "Bordereau-Facture" qui, en outre, a été complété en langue française par le chef de la gare.

La S.N. a estimé que la plainte était recevable et fondée.

Dans leurs rapports avec l'Atelier Central à Malines, les services mentionnés ci-dessus doivent utiliser la langue néerlandaise étant donné qu'il s'agit de rapports entre des services locaux de Bruxelles-Capitale ou des services régionaux, au sens de l'art. 35 § 1 des L.L.C. et des services de la région de langue néerlandaise, rapports qui sont réglés par l'art. 17 § 3 des L.L.C.

- Avis n° 4572/II/N du 5 avril 1977.

-
- Services locaux et régionaux
 - Rapports avec les services intérieurs.

Plainte contre la S.N.C.B. pour l'emploi

1. de formulaires bilingues par le groupe de Bruxelles dans des rapports avec les gares (services locaux et régionaux) de la région de langue néerlandaise
2. de formulaires bilingues (3p 5/E.S.) par les Ateliers et les Entrepôts Electricité et Signalisation dans leurs rapports avec le service à Muizen.

3. de documents français (R. 277) et de documents bilingues (C.854) par les gares d'Herentals et d'Anvers dans leurs rapports avec la gare de Louvain.
Les gares d'Heverlee et de Louvain utilisent également des documents bilingues (I.C. 43 et K.P.E.T.)
4. de documents bilingues par les groupes d'Anvers, de Gand et de Hasselt dans leurs rapports avec les services de la région de langue néerlandaise.

La S.N. a estimé que les plaintes 1, 2, 3 et 4 étaient recevables et fondées.

- 1.2. la S.N. a considéré le groupe de Bruxelles et les Ateliers et Entrepôts comme des services régionaux au sens de l'art. 35 § 1 des L.L.C. Par conséquent, ces services doivent utiliser dans leurs rapports avec les services de la région de langue néerlandaise, des formulaires exclusivement établis en langue néerlandaise, conformément à l'art. 17 § 3 des L.L.C.
3. Les gares d'Herentals et d'Anvers doivent utiliser des documents établis en langue néerlandaise, conformément à l'art. 10 des L.L.C.
4. Se basant sur l'avis n° 4487/II/N la S.N. a estimé que les services d'une même région linguistique doivent utiliser la langue de la région dans leurs rapports mutuels.

- Avis n° 4490/II/N du 17 mai 1977.

-
- Services locaux et régionaux
 - Rapports avec les services locaux et régionaux.

Plainte contre la S.N.C.B., en l'occurrence

1. Le 2ième arrondissement du Service Voie Bruxelles-Midi, le Service O.T.W. Schaerbeek et la gare d'Uccle-Calevoet du fait de l'emploi de documents bilingues dans leurs rapports avec l'Atelier Central à Malines
2. La gare de Bruxelles et l'Entrepôt Central du Service Voie à Schaerbeek également du fait de l'emploi de documents bilingues dans ses rapports avec la gare de Mol et avec le chef de voie à Lier (Doc. C 854 et D 431)

La S.N. a estimé qu'il s'agissait dans les rapports précités de services locaux de Bruxelles-Capitale et de services régionaux au sens de l'art. 35 § 1, donc les rapports avec les services locaux et régionaux de la région néerlandaise devaient se passer en langue néerlandaise, conformément à l'art. 17 § 1.

Se basant sur un avis précédent de la C.P.C.L. (n°110) la S.N.C.B. a déclaré que ces formulaires C 854 et D 431 sont susceptibles d'être utilisés dans les rapports entre les divers services des régions linguistiques différentes et que le bilinguisme de ces formulaires n'est pas contraire aux L.L.C.

La S.N. a néanmoins estimé dans les avis n°s 4487 et 4490 concernant ces formulaires **qu'une**interprétation trop large de cette possibilité peut mener à un bilinguisme même dans les cas où la loi impose l'unilinguisme. Dès lors, la S.N. a constaté que l'unilinguisme est de rigueur.

- Avis N° 4657/II/N du 7 juin 1977.

- Services locaux et régionaux
- Services intérieurs
- Avis et communications au public.

Plainte contre la S.N.C.B. en raison de l'**usage** généralisé de modes d'emploi bilingues sur les appareils extincteurs dans les immeubles de la région homogène de langue néerlandaise.

La S.N. a constaté que les modes d'emploi sur les appareils extincteurs sont des communications **au personnel** et au public, au sens des L.L.C. En vertu des articles 11, §1er et 33 § 1er, les **services locaux** et régionaux de la S.N.C.B. dans la région de langue néerlandaise doivent faire usage exclusivement de la langue de la région, tant dans leurs services intérieurs que dans leurs avis et communications au public.

- Avis N° 4772/II/N du 5 juillet 1977.

- Services locaux et régionaux
- Rapports en services intérieurs
- Avis et communications destinés au public.

Plainte contre la S.N.C.V. du fait de l'usage généralisé de modes d'emploi bilingues sur les extincteurs dans les autobus et trams.

La S.N. a constaté que les modes d'emploi sur les extincteurs sont des communications au personnel et au public, au sens des L.L.C.

Dès lors, les services locaux et régionaux de la S.N.C.V. sis en région homogène de langue néerlandaise, utilisent pour les avis et communications destinés au public, la seule langue de la région, conformément aux art. 10, 11 § 1 et 33 § 1 des L.L.C.

- Avis n° 4771 du 27 septembre 1977.

- Services locaux et régionaux
- Documents pour le trafic postal international.

Plainte contre la Régie des Postes pour l'utilisation d'avis bilingues de paiement dans la région homogène néerlandaise.

La S.N. a estimé que la Régie des Postes est un service dont l'activité s'étend à tout le pays tandis que les bureaux de poste sont des services locaux ou régionaux au sens des L.L.C. Le document dont question dans la plainte a été délivré à un particulier par un service local ou régional et était destiné à l'étranger. La Régie des Postes l'emploie dans le trafic international. L'Union postale mondiale impose l'utilisation de la langue française pour le service international. La S.N. a estimé dès lors, que le document bilingue qui accorde la priorité au néerlandais en région de langue néerlandaise et qui est destiné au trafic international n'est pas contraire aux dispositions des L.L.C.

- Avis n° 4790/II/N du 13 décembre 1977.

III. SERVICES REGIONAUX

- Services régionaux
- Concessionnaires
- Rapports avec des particuliers.

Plainte contre la société pour avoir envoyé des factures bilingues aux habitants de Vossem.

La commune de Vossem se trouve dans le champ d'activité de l'association intercommunale "Interdyle".

Cette association s'étend à des communes de la région néerlandaise et française. Son siège social est établi à La Hulpe (région française).

Par conséquent, elle est un service au sens de l'article 36, §1er des L.L.C.

Pour leurs rapports avec des particuliers, ces services sont soumis aux dispositions de l'article 34, §1er des L.L.C., c'est-à-dire qu'ils doivent utiliser la langue imposée en la matière par les services locaux de la commune où l'intéressé habite, en l'occurrence le néerlandais.

Le S.N. a constaté que la S.A., en tant qu'agent d'affaires de l'intercommunale Interdyle, doit se conformer aux dispositions des articles 1er, §2, 36, §1er et 34, §1er des L.L.C. pour ses rapports avec des particuliers.

- Avis n°4391/II/N du 8 février 1977.

-
- Services régionaux
 - Avis, communications et formulaires destinés au public.

Plainte contre l'Atelier central de la S.N.C.B. à Malines.

Conformément aux articles 33, §1er, 2ème alinéa et 50 des L.L.C., les communications émanant des services régionaux et de collaborateurs privés de services publics devaient être établies en néerlandais à Malines.

- Avis n°4588/II/N du 22 février 1977.
-

- Services régionaux

- Rapports avec des services des régions de langue française ou de langue néerlandaise.

Plainte contre l'Agglomération de Bruxelles **en raison** de l'envoi à la brigade de Gendarmerie de St. Pieters-Leeuw d'une sommation, datée du 6 janvier 1977, rédigée en langue française.

La Section néerlandaise a jugé que l'agglomération de Bruxelles est un service régional au sens de l'article 35, §1er des L.L.C., tombant sous le **même** régime linguistique que les services locaux de Bruxelles-Capitale.

Les rapports de l'agglomération de Bruxelles avec les services régionaux de la région de langue néerlandaise intervenant en néerlandais, conformément à l'article 17, §3, elle a jugé la plainte recevable et fondée. La sommation qui devait être rédigée en néerlandais est dès lors **nulle**.

- Avis n°4634/II/N du 22 février 1977.

- Services régionaux

- Rapports avec des particuliers.

Plainte contre la S.P.R.L. Inspection Technique Automobile, établie à Schaerbeek, pour avoir envoyé, le 26 juillet 1976, une lettre établie en français à un habitant néerlandophone d'Overijse.

La S.N. a constaté que, de l'enquête il est apparu que l'activité de ce service s'étend à des communes de Bruxelles-Capitale de la région de langue néerlandaise et française ou des deux.

Ce service est dès lors un service régional au sens de l'article 35, §1er des L.L.C. qui tombe sous la même réglementation linguistique que les services locaux de Bruxelles-Capitale en ce qui concerne les rapports avec les particuliers. Ce service devait donc employer la langue du particulier. Le Ministère des Communications avait envoyé au service précité une demande d'immatriculation établie en néerlandais.

La S.N. a estimé par conséquent que la plainte était recevable et fondée et que ce service **aurait** dû envoyer une lettre établie en langue néerlandaise.

- Avis n°4452/II/N du 22 mars 1977.
-

- Services régionaux
- Services locaux de Bruxelles-Capitale
- Services centraux et d'exécution
- Rapports entre services
- Rapports entre des services intérieurs
- Rapports avec les services régionaux et locaux.

Plainte contre la S.N.C.B. du fait de :

1. l'envoi de circulaires bilingues par les services d'exploitation des groupes d'Anvers, Gand et Hasselt aux services centraux et à divers services locaux et régionaux de la région de langue néerlandaise;
2. l'emploi de documents bilingues aux services locaux et régionaux de la région de langue néerlandaise (modèles S 378, S 379, S 380 etc....);
3. l'emploi des documents bilingues (D 431) par les Ateliers et les Entrepôts Electricité et Signalisation d'Etterbeek dans leurs rapports avec la gare de Heist-op-den Berg;
4. l'emploi de schémas bilingues de la signalisation aux services d'électricité et de signalisation des groupes d'Anvers, Gand et Hasselt;
5. l'emploi d'une étiquette bilingue (E 406) par les gares de la région de langue néerlandaise;
6. l'emploi d'un document bilingue (Sp 2/E 13-41) par l'Administration centrale de la S.N.C.B. (Direction Exploitation - Bureau 13-41) dans ses rapports avec la gare de Mol;
7. l'utilisation par le service de Heist-op-den-Berg d'un formulaire bilingue C.V.843 pour demander, via la Direction de la Voie Groupe Anvers, du matériel à l'Atelier central de la Voie à Schaerbeek;
8. l'emploi d'un document bilingue (M. 580/12) par l'Atelier central à Louvain dans ses rapports avec l'Atelier de Traction Diesel à Anvers.

La S.N. a estimé que les plaintes 1, 3, 4 et 6 sont recevables et fondées.

Dans ces cas, on doit employer le néerlandais, conformément aux articles 33, §1er (plainte 1), 35, §2 et 17, §3 (plainte 3), 33, §1er (plainte 4) et 39, §2 (plainte 6). Suivant l'enquête, le document visé à la plainte 6 (Sp 2/E 13-41) est établi conformément aux L.L.C.

La S.N. a estimé que la plainte 2 est recevable mais non fondée en ce qui concerne les modèles S 378, S 379 et S 381. Elle a pourtant suggéré que les modèles S378, S 379 et S 381, destinés aux machinistes des trains qui desservent la région de langue néerlandaise soient établis exclusivement en langue néerlandaise. Toutefois, elle a estimé que la plainte 2 était fondée en ce qui concerne les télégrammes de service, qui, conformément aux articles 10 et 33, §1er des L.L.C. devraient être établis en langue néerlandaise.

La S.N. a estimé que les plaintes 5 et 8 sont recevables mais non-fondées.

Dans la plainte 5, il s'agissait d'une étiquette internationale qui ne tombe pas sous le coup des L.L.C. L'emploi du document bilingue M 580/12, visé à la plainte 8, n'était pas contraire aux L.L.C. étant donné qu'il s'agissait des rapports entre des services non-hiérarchisés des régions linguistiques différentes et que ces rapports ne sont pas réglés par les L.L.C.

Elle a constaté que la plainte 7 n'avait plus d'objet puisque le document C.V. 843 en question avait été remplacé par un document qui est conforme aux L.L.C.

- Avis n°4487/II/N du 22 mars 1977.

- Services régionaux.

Plainte contre le Ministère des Finances - Administration des douanes et accises pour:

- l'acceptation et le traitement sans traduction préalable des copies de factures et manifestes, établis dans les langues étrangères lors de l'exportation de marchandises par la mer;
- l'acceptation et le traitement sans traduction préalable des manifestes établis en langue anglaise, française ou allemande;
- l'acceptation et le traitement sans traduction préalable des déclarations à la douane établis en français.

La S.N. a estimé que les copies de factures, les manifestes ou listes de chargements et les déclarations à la douane des entreprises privées de la région de langue néerlandaise doivent être établis en cette langue. Elle a constaté qu'il n'existait aucune objection à ce qu'on ajoute à ces documents une traduction dans la langue du pays destinataire.

En outre, la S.N. a estimé que l'acceptation des copies de factures, manifestes, listes de chargements et les déclarations à la douane, établis dans une langue autre que le néerlandais, n'est pas contraire aux L.L.C. pour autant que l'emploi de cette autre

langue soit légalement obligatoire ou possible, sur base de l'article 52 des L.L.C., ou pour autant que ces documents soient établis par des entreprises fixées à l'étranger.

Enfin, la S.N. a estimé que le traitement en service intérieur de ces documents doit se faire en langue néerlandaise, sur base de l'article 33, §1er des L.L.C.

- Avis n°4257/II/N du 5 avril 1977.

- Services régionaux

- Avis et communications destinés au public.

Plainte contre la S.N.C.V. pour le fait que certaines mentions apposées sur et dans les autobus et trams circulant à la côte sont établies dans les deux langues nationales.

L'enquête sur place, a permis au service d'inspection de la Commission Permanente de Contrôle Linguistique de constater que les communications établies en français avaient été enlevées.

La S.N. a donc estimé que la plainte était devenue sans objet.

- Avis n°4496/II/N du 26 avril 1977.

- Services régionaux

- Rapports entre services.

Plainte contre la S.N.C.B., en raison du fait que l'Atelier Central de Gentbrugge fait usage d'une formule préimprimée bilingue (D. 296), utilisée afin de commander du matériel à l'Atelier Central de Malines.

La S.N. a jugé que des ateliers centraux de l'espèce sont des services régionaux au sens de l'article 33, §1er des L.L.C. et que, conformément à l'article en question, ces services doivent faire usage du néerlandais dans leurs rapports avec les services de la région de langue néerlandaise.

- Avis n°4574/II/N du 26 avril 1977.

- Services régionaux
- L'emploi des langues en service intérieur
- Avis et communications destinés au public.

Plainte contre le Service Technique de la Marine à Ostende pour avoir inséré dans le cahier de charges la disposition que la description des jeux de bouées pouvait aussi être établie en langue française ou anglaise.

La S.N. a estimé que le Service Technique de la Marine était un service régional au sens de l'article 33, §1er, dont l'activité s'étend à des communes du littoral belge. Elle a constaté que lors d'adjudications il convient d'utiliser exclusivement le néerlandais pour les cahiers de charges, les avis d'adjudications, le traitement en service intérieur et la notification.

Par conséquent, la S.N. a estimé que l'insertion dans le cahier de charges de la disposition selon laquelle la description des bouées lumineuses pouvait aussi être établie en langue française ou anglaise était contraire à l'article 33, §1er des L.L.C.

- Avis n°4231/II/N du 17 mai 1977.

-
- Services régionaux
 - Rapports avec un service local de la région de langue néerlandaise.

Plainte contre la gare de Tour et Taxis qui a envoyé un document bilingue C. 854 avec priorité au français, à la gare de Mol.

La S.N. a estimé que cette gare de marchandises dont l'activité s'étend à plusieurs communes, devait être considérée comme un service régional au sens de l'article 35, §1er des L.L.C.

Suite aux dispositions de l'article 17, §3 des L.L.C., la S.N. a estimé que pour les rapports d'un service régional de Bruxelles-Capitale, avec un service local de la région de langue néerlandaise, il convient d'utiliser la langue néerlandaise.

Elle a constaté, par conséquent, qu'un document bilingue est contraire à la loi linguistique.

- Avis n°4607/II/N du 11 octobre 1977.

- Services régionaux

- Avis et communications destinés au public.

Plainte contre les gares de la S.N.C.B. de Berlaar et Boortmeerbeek du fait que sur les quais de ces gares, à proximité des passages à niveau et au long de voies, il se trouve des boîtes de triage à plaquettes bilingues "Levensgevaar - Danger de Mort".

D'après l'enquête, la S.N. a constaté que les panneaux de danger, apposés sur les boîtes de triage aux passages à niveau n°s 12 et 13 qui se trouvent sur le terrain de Boortmeerbeek, sont exclusivement établis en langue néerlandaise.

Les panneaux de danger sur les quais des gares, à proximité des passages à niveau et au long des voies, ont été placés par le Service d'Electricité, un service régional qui devait établir en langue néerlandaise les avis et communications destinés au public, étant donné qu'il est établi dans la région de langue néerlandaise.

- Avis n°4756/II/N du 29 novembre 1977.

IV. SERVICES CENTRAUX

- Services centraux
- Rapports avec
 - des particuliers
 - des entreprises privées.

Plainte contre l'Administration centrale de la S.N.C.B., en l'occurrence la direction des Achats, bureau 81 - 42 - section 4 - qui utilise dans ses rapports avec une entreprise privée de la région néerlandaise un document unilingue français W 100.

La S.N. a constaté que la S.N.C.B. est un service dont l'activité s'étend à tout **le pays** et qui, conformément à l'art. 41 § 2 des L.L.C., doit répondre aux entreprises privées, établies dans une commune sans régime spécial, dans la région de langue néerlandaise ou française, dans la langue de cette région.

Elle a estimé que la plainte était recevable et fondée et que, sur base de l'art. 41 § 2, la S.N.C.B. doit employer des documents unilingues néerlandais dans ses rapports avec une entreprise privée de la région néerlandaise.

- Avis n° 4491/II/N du 8 février 1977.

-
- services centraux
 - rapports avec les services régionaux.

Plainte contre l'Administration centrale de la S.N.C.B., en l'occurrence la Direction du personnel et des oeuvres sociales, du fait qu'elle emploie dans ses rapports avec les stations comptables de la région de langue néerlandaise, - services régionaux du point de vue linguistique - un document bilingue Z 476/470.000 "relevé récapitulatif".

La S.N. a estimé que les rapports entre un service central et/ou un service d'exécution dont l'activité s'étend à tout le pays et un service régional de la région de langue néerlandaise sont réglés par l'art. 39 § 2 des L.L.C.

La S.N. a décidé que l'Administration centrale de la

S.N.C.B. doit utiliser la langue de la région, c'est-à-dire le néerlandais.

- Avis n° 4531/II/N du 22 février 1977.

-
- Services centraux
 - Rapports avec les services régionaux et locaux
 - Rapports avec des particuliers
 - Demandes d'abonnements - Art. 39 § 2, 17 § 1, B, 2°, 12 et 19 des L.L.C.

Plainte du 10 mai 1976 contre les sociétés de transport du fait que des demandes d'abonnement et des certificats scolaires établis en français ont été introduits en région de langue néerlandaise.

Le plaignant a précisé qu'il s'agissait notamment du centre de distribution d'Anvers-Central de la S.N.C.B. mais que d'autres sociétés de transport étaient visées également.

Une demande d'abonnement est un formulaire complété par lequel un étudiant (particulier) demande à s'abonner à l'utilisation des transports en commun, tandis qu'un certificat scolaire constitue un certificat par lequel le directeur de l'école déclare que l'étudiant va effectivement à l'école.

La demande d'abonnement est introduite par l'étudiant à la gare de son choix.

De l'enquête effectuée, il apparaît que :

1. les formulaires émanent de la S.N.C.B. et sont mis à la disposition des gares
2. les gares remettent les certificats et les formulaires d'attestation aux particuliers
3. ils sont déposés par le particulier à la gare de son choix et complétés par la gare
4. les abonnements sont délivrés par les bureaux d'émission.

Les demandes d'abonnement et les certificats (formulaires R 220 et C 42) sont réunis aux gares par la S.N.C.B.

La S.N.C.B. se conforme aux dispositions de l'art. 39 § 2 des L.L.C. qui dispose que les services centraux ou d'exécution dont l'activité s'étend à tout le pays, utilisent la langue de la région dans leurs rapports avec les services régionaux et locaux de la région de langue néerlandaise ou française. Quant aux gares de Bruxelles-Capitale la S.N.C.B. se conforme aux dispositions de l'art. 17 § 1, B, 2° des L.L.C. c'est-à-dire à la langue du particulier. Ces gares reçoivent des formulaires établis en langue néerlandaise et en langue française.

La distribution des formulaires par les gares aux particuliers se fait conformément aux dispositions des L.L.C. qui règlent les rapports des services locaux avec les particuliers, à savoir l'art. 12 pour ce qui a trait aux régions linguistiques homogènes et l'art. 19 pour ce qui a trait aux services locaux de Bruxelles-Capitale, c'est-à-dire la langue de la région et celle utilisée par le particulier. Les formulaires en cause sont complétés par les particuliers et les autorités scolaires (le formulaire R 220 par le particulier et le formulaire C 42 par l'école). Dès qu'ils sont complétés, les formulaires sont remis par le particulier à la gare de son choix.

Dans cette dernière phase il se peut qu'un particulier, habitant Anvers mais suivant des cours dans une école du régime français à Bruxelles, reçoive des formulaires français dans une gare de Bruxelles-Capitale, conformément à l'art. 19 des L.L.C. Ce particulier peut introduire les formulaires complétés à la gare d'Anvers.

Cette façon d'agir n'est pas contraire aux L.L.C. étant donné que la S.N.C.B. s'est conformée strictement aux dispositions des L.L.C. et que les rapports successifs entre différents services de régions linguistiques différentes et un particulier ne sont pas réglés par les L.L.C.

La gare doit compléter le reste du formulaire en langue néerlandaise sur base des art. 10 et 12 des L.L.C. Dans son avis 4063/I/P du 23 septembre 1976 au sujet des formulaires C4 destinés au chômage, la C.P.C.L. a, par ailleurs, estimé qu'il n'y a aucune disposition légale qui permet à un service régional homogène de refuser un document établi dans une autre langue ; que ce service est tenu d'instruire, éventuellement, après la traduction des documents, le cas qui s'est présenté de cette façon.

Les bureaux d'émission sont des services régionaux. D'après leur champ d'activité ils doivent se conformer aux dispositions des L.L.C. au sujet des rapports avec les particuliers. Etant donné que le plaignant ne met en cause que l'emploi des langues lors des demandes d'abonnements et des certificats scolaires, l'emploi des

langues au sein de ces bureaux ne fait pas l'objet de la plainte.

La S.N. a estimé que la plainte est recevable mais non fondée.

- Avis n° 4363/II/N du 5 avril 1977.

- Services centraux.

- Rapports avec des services locaux et régionaux.

Plainte contre l'Administration centrale de la S.N.C.B., en l'occurrence la direction commerciale pour la distribution d'une feuille rectificative bilingue (2ème feuille rectificative du 5 septembre 1976) envoyée aux différents services locaux et régionaux de la région de langue néerlandaise.

La S.N. a estimé que la plainte était recevable et fondée. Conformément à l'art. 39 § 2 la S.N.C.B. doit utiliser la langue de la région dans ses rapports avec les services locaux et régionaux.

Elle a donc estimé que la feuille **rectificative** mentionnée ci-dessus devait être établie en langue néerlandaise.

- Avis n° 4493/II/N du 5 avril 1977.

- Services centraux

- Désignation des collaborateurs privés

- Avis et communications destinés au public.

Plainte contre la Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux (S.N.C.V) et contre la Société de Transport Routiers de Voyageurs (S.T.R.V.) à Calais pour le fait que cette dernière a

établi dans la région de langue néerlandaise, les tableaux de service aux arrêts et les avis sur et dans les autobus en langue française.

Dans des avis précédents (n° 3489/II/N et 3503/II/N) la S.N. avait déjà estimé que les lignes d'autobus, concédées ou louées par la S.N.C.V. aux entreprises privées doivent être considérées comme étant exploitées par des collaborateurs privés d'un service public au sens de l'art. 50 des L.L.C. La S.N.C.V. n'échappe pas à l'application des L.L.C. La S.N.C.V. aurait dû veiller à ce que les tableaux de service aux arrêts ~~fussent~~ établis en néerlandais étant donné que, conformément à l'art. 40 2ème al. des L.L.C. il s'agissait d'avis et de communications destinés au public.

Dès lors, les tableaux de service et les avis sur et dans les autobus auraient dû être établis en langue néerlandaise.

La S.N. n'a cependant pas eu d'objections contre les avis francophones sur et dans les autobus, puisque ces derniers circulent surtout sur le territoire de la France.

- Avis n° 4505/II/N du 5 avril 1977.

- Services centraux

- Rapports avec les services locaux et régionaux.

Plainte contre la S.N.C.B. du fait que la Direction du Personnel et des Oeuvres sociales, établie à Bruxelles, a envoyé des listes mécanographiques bilingues concernant le paiement des pensions aux stations comptables de la région de langue néerlandaise.

La S.N. a estimé que la plainte était recevable et fondée. Les listes mécanographiques concernant le paiement des pensions doivent être établies en néerlandais quand elles sont envoyées aux gares de comptabilité de la région de langue néerlandaise.

La S.N. s'est basée sur l'art. 39 § 2 des L.L.C. qui dit que les services centraux et d'exécution **utilisent** la langue de la **région, en l'occurrence le néerlandais**, dans leurs **rapports** avec les services locaux et régionaux de la région de langue néerlandaise.

- Avis n° 4586/II/N du 5 avril 1977.

- Services centraux

- Avis et communications au public.

Plainte contre le Crédit Communal de Belgique qui a apposé un panneau bilingue sur une façade à Blankenberge.

La S.N. a estimé que la plainte était recevable mais non fondée.

Le texte de cette plaque constituait une communication au public, émanant d'un service dont l'activité s'étend à tout le pays et qui doit être établi en langue néerlandaise et française, conformément à l'article 40, 2° alinéa des L.L.C.

Le bâtiment était un centre de vacances du Crédit communal de Belgique qui est dès lors géré par le "Service Bâtiments" du Crédit communal qui est compétent pour tout le pays et dont le siège est établi à Bruxelles.

- Avis n°4073/II/N du 26 avril 1977.

- Services centraux

- Rapports avec des particuliers.

Plainte contre la "Caisse de compensation pour allocations familiales du Brabant " qui a envoyé une assignation bilingue à un néerlandophone.

La S.N. a constaté que l'assignation précitée devrait être établie exclusivement en langue néerlandaise. Elle a estimé que, sur base de son avis n°1115, les caisses d'allocations familiales tombent sous l'application de l'article 1er, §1er, 2° des L.L.C. Elle a estimé que l'envoi d'une assignation constitue un rapport avec un particulier. Conformément à l'article 41, §1er des L.L.C., elle a décidé que les services dont l'activité s'étend à tout le pays utilisent dans leurs rapports avec des particuliers celle des trois langues dont ces particuliers ont fait usage.

Etant donné que la demande à la prime de naissance était établie en langue néerlandaise, l'assignation devrait être établie exclusivement en cette langue.

- Avis n°4422/II/N du 26 avril 1977.

- Services centraux
- Rapports avec des services locaux et régionaux.

Plainte contre la S.N.C.B. qui a envoyé des listes mécanographiques bilingues concernant des employés habitant dans une commune qui a été scindée à l'occasion de la fusion, aux stations de la région de langue néerlandaise.

Etant donné que la S.N.C.B. tombe sous l'application de l'arrêté royal du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative (L.L.C.), la S.N. a estimé que les rapports avec des services locaux et régionaux de la région néerlandaise se font dans la langue de cette région, conformément à l'article 29, §2 des L.L.C.

- Avis n°4662/II/N du 7 juin 1977.
-

- Services centraux
- Rapports entre les services non-hiérarchisés de la même région linguistique.

Plainte au sujet de l'emploi d'un document bilingue V. 352 (C.V. 352) dans des rapports entre les services non-hiérarchisés de régions linguistiques différentes.

La S.N. a constaté que ces rapports ne sont pas réglés par les L.L.C.

Dans ses avis antérieurs (n°s 3242 et 1104) la C.P.C.L. a estimé que les documents utilisés dans des rapports entre des services non-hiérarchisés de différentes régions linguistiques homogènes peuvent être établis dans la langue de la région où ces services sont **installés**.

Elle a estimé au sujet de l'emploi de formulaires dans les rapports précités, que l'emploi des documents bilingues n'est pas contraire aux L.L.C.

La S.N.C.B. a eu recours au bilinguisme en tenant compte des nécessités de l'exploitation du service.

- Avis n°4538/II/N du 5 juillet 1977.
-

- Services centraux
- Rapports avec des services locaux.

Plainte au sujet des listes mécanographiques bilingues "Ventilation des prestations - décembre 1976", adressées à l'atelier central de Malines par l'administration centrale de la S.N.C.B.

La S.N. a constaté qu'à la suite de l'inspection effectuée, les listes seraient désormais établies en néerlandais lorsqu'elles seront adressées à des services de la région de langue néerlandaise.

- Avis n°4620/II/N du 5 juillet 1977.
-

- Services centraux et d'exécution
- Rapports avec des particuliers.

Plainte d'un titulaire de compte à l'Office des Chèques Postaux auquel l'Office envoie régulièrement des dépliants et avis en langue française et notamment l'avis non daté "Division 6.2.5.1".

La S.N. a constaté que l'Office des Chèques Postaux est un service dont l'activité s'étend à tout le pays et dont le siège est établi à Bruxelles-Capitale. L'intéressé a introduit sa demande d'ouverture de compte en néerlandais. La S.N. a estimé que l'envoi d'un avis au nom du titulaire constitue un rapport avec un particulier.

Conformément aux articles 41, §1er et 44 des L.L.C. ces services utilisent celle des trois langues dont le particulier a fait usage.

A défaut d'un choix explicite et conformément à la jurisprudence des L.L.C. il existe la présomption que la langue de la région est la langue du particulier. Pour ces motifs, la S.N. a estimé que le néerlandais devrait être employé dans le cas en cause.

- Avis n°4766/II/N du 27 septembre 1977.
-

- Services centraux
- Rapports avec des entreprises privées.

Plainte contre les services du Premier Ministre pour l'envoi d'imprimés établis en français à une firme dont le siège est situé en région homogène de langue néerlandaise.

La S.N. a estimé que les services du Premier Ministre sont des services centraux au sens de l'article 1er, §1er, 1° des L.L.C., et qu'il convient dès lors, conformément à l'article 41, §2 des L.L.C., de répondre dans la langue de la région aux entreprises privées situées dans une commune sans régime spécial de la région de langue française ou de langue néerlandaise.

La S.N. conclua dès lors que l'imprimé aurait dû être établi exclusivement en langue néerlandaise.

- Avis n°4796/II/N du 29 novembre 1977.
-

V. ENTREPRISES PRIVEES

- décret
- entreprises privées
- relations sociales orales
- documents comptables des entreprises privées
- articles 3 et 5 du décret.

Objet : Enquête générale, suite à une plainte, dans une entreprise établie à Malines.

La S.N. a constaté qu'un membre de la direction ne connaissait pas le néerlandais et faisait usage de l'anglais dans ses rapports avec les travailleurs et que les comptes du grand-livre étaient également établis en anglais.

Elle a estimé que l'article 3 du décret a réglé également les relations sociales orales et que l'article 5 dispose que tous les documents comptables doivent être établis en néerlandais.

Elle a déclaré la plainte recevable et fondée.

- Avis n° 4646/II/N du 22 mars 1977.

-
- Entreprises privées
 - Décret du 19 juillet 1973
 - **Rapports** avec la clientèle.

Plainte contre la S.P.R.L.

La Section néerlandaise a constaté, après enquête, que la S.P.R.L. respectait le décret du 19 juillet 1973, relatif à l'emploi des langues dans les relations du travail. Le document en cause est utilisé dans les rapports avec la clientèle et il échappait dès lors, à l'application du décret.

- Avis n° 4480/II/N du 26 avril 1977.
-

- Entreprises privées
- Décret du 19 juillet 1973
- Rapports sociaux.

Plainte contre la S.A. ... pour l'emploi du français dans les rapports sociaux.

La S.N. a estimé qu'il convenait de respecter l'engagement repris dans la lettre du 7 février 1977, en vertu duquel la S.A. s'engagea à employer le néerlandais en confiant des tâches au personnel en service.

- Avis n° 4486/II/N du 7 juin 1977.
-

- Entreprises privées
- Décret du 19 juillet 1973
- Documents comptables.

Plaintes contre la S.A. ... qui envoie des états de réception à des gares de la région de langue néerlandaise.

La S.N. a estimé que la S.A. ... est une entreprise privée et qu'elle tombe dès lors sous l'application du décret du 19 juillet 1973 en ce qui concerne ses sièges d'exploitation situés en région de langue néerlandaise.

Ces états de réception étaient des documents comptables au sens de l'art. 5 du décret. Ils devaient être établis en langue néerlandaise dans la région de langue néerlandaise.

- Avis n° 4652/II/N et 4575/II/N du 7 juin 1977.
-

- Entreprises privées
- Décret du 19 juillet 1973
- Documents comptables - bons de caisse.

Plainte contre le shop, les firmes et, et la boutique pour l'emploi de bons de caisse.

La S.N. a constaté que ces bons de caisse sont des documents comptables.

Conformément à l'art. 5 du décret du 19 juillet 1973, la S.N. a estimé que tous les actes et documents des employeurs imposés par la loi, tous les documents comptables et les documents destinés au personnel devaient être établis en néerlandais.

Par conséquent, les bons de caisse mentionnés ci-dessus doivent être établis en néerlandais.

- Avis n° 4679/II/N du 27 septembre 1977.
-

- Décret du 19 juillet 1973
- Entreprises privées
- Actes et documents destinés au personnel
- Documents prescrits par la loi
- Entreprises privées
- Article 5.

Enquête générale, à la suite d'une plainte, dans une entreprise établie à Lot.

La S.N. a constaté que le décret n'était pas observé en ce qui concernait :

1. les documents du personnel, tels que les contrats d'emploi, les fiches de salaire et de traitements et divers certificats;
2. la déclaration trimestrielle à l'O.N.S.S. et la police d'assurance légale "accidents du travail".

Elle a estimé que, conformément à l'article 5 du décret, les actes et documents destinés au personnel et les documents prescrits par la loi devaient être établis en néerlandais dans une firme établie à Lot.

- Avis n°4589/II/N du 11 octobre 1977.

-
- Entreprises privées à Bruxelles-Capitale
 - Article 52 des L.L.C.
 - Actes et documents prescrits par la loi
 - Facture
 - Rapports avec les services de la région de langue néerlandaise
 - Articles 52, §1er, 2° des L.L.C.

Plainte contre Westtoerisme à Bruges pour avoir accepté une facture en langue française, émanant d'une firme bruxelloise.

La S.N. a jugé que pour des firmes établies à Bruxelles, l'article 52 ne règle l'emploi des langues que dans les actes et documents destinés au personnel. En tant que document prescrit par la loi, la facture d'une firme établie à Bruxelles échappe à l'application de l'article 52 des L.L.C.

Elle a estimé, en outre, que les rapports entre l'A.S.B.L. Westtoerisme, un service au sens de l'article 1er, §1er, 2° des L.L.C. et une entreprise privée établie à Bruxelles n'ont pas été réglés par les L.L.C.

Elle a déclaré la plainte recevable, mais non fondée.

- Avis n°4677/II/N du 11 octobre 1977.

- Décret du 19 juillet 1973

- Factures.

Plainte contre la firme pour le fait que cette firme a envoyé le 7 janvier 1977 une facture en français au Cabinet du Ministre de l'Education Nationale.

La S.N. a estimé que la plainte était non fondée du fait que le document en question était une note d'envoi, pour laquelle le décret du 19 juillet 1973 n'est pas applicable.

- Avis n°4721/II/N du 11 octobre 1977.

- Décret du 19 juillet 1973

- Factures - documents prescrits par la loi

- Services centraux

- Rapports avec des entreprises privées

- Traduction.

Plaintes contre le Commissariat général au Tourisme en ce qui concerne la langue des factures, émanant de la S.A..... et adressées au Commissariat à Bruxelles.

La S.N. a constaté que le Commissariat avait écrit en français à la firme en question. Conformément à l'article 41, §2 des L.L.C., elle a estimé que le Commissariat aurait dû écrire en langue néerlandaise. La S.N. a constaté que, conformément au décret du 19 juillet 1973 réglant l'emploi des langues dans les relations sociales, les factures, comme . documents prescrits par la loi, devraient être établis en langue néerlandaise.

En outre, la S.N. a estimé que, si la composition du personnel le justifie et à la demande unanime et écrite des travailleurs membres du Conseil d'entreprise, l'employeur est tenu de joindre une traduction, dans une ou plusieurs langues, aux avis, communications, actes, certificats et formulaires destinés au personnel.

- Avis n°4601/II/N du 25 octobre 1977.

- Décret du 19 juillet 1973

- Documents sociaux.

Plainte concernant la langues des avis sociaux pour le personnel de l'Institut "Beau Soleil" à Tervuren.

La S.N. a décidé de **ne** donner **aucune** suite à la plainte, étant donné qu'au moment de l'enquête, effectuée par la C.P.C.L., les documents sociaux de l'institution étaient établis en langue néerlandaise.

- Avis n°4726/II/N du 25 octobre 1977.

- Entreprises privées

- Décret du 19 juillet 1973

- Factures : documents imposés par la loi.

Plainte contre la S.A. et la S.A. qui établissent des factures et des bulletins de livraison bilingues.

La S.N. a constaté que les factures des deux sociétés sont établies à Bruxelles.

La S.N. a estimé que la plainte était recevable mais non fondée, étant donné que les actes et documents imposés par la loi, tels que les factures, ne tombent pas sous l'application de l'article 52 des L.L.C.

Les bulletins de livraison ne sont pas des documents imposés par la loi et ne tombent donc pas sous l'application de l'article 52 des L.L.C. et du décret du 19 juillet 1973.

- Avis n°4758/II/N du 25 octobre 1977.

- Décret du 19 juillet 1973
- Factures
- Actes et documents imposés par la loi.

Plainte contre la Compagnie Maritime Belge.

La S.N. a estimé que la plainte était non fondée du fait qu'en ce qui concerne les factures, l'emploi d'autres langues à côté du Néerlandais n'est pas contraire au décret du 19 juillet 1973, étant donné que ces factures sont destinées aux clients étrangers.

- Avis n°4791/II/N du 25 octobre 1977.

-
- Décret du 19 juillet 1973

- Documents sociaux.

Plainte contre la S.A. en raison de l'emploi des langues dans des documents sociaux.

Sur la base de l'inspection effectuée dans l'entreprise concernée, la S.N. a estimé qu'aucune infraction n'avait été constatée et elle a déclaré la plainte recevable, mais non fondée.

- Avis n°4445/II/N du 29 novembre 1977.

-
- Décret du 19 juillet 1973

- Actes et documents prescrits par la loi : factures.

Plainte contre la S.P.R.L. ... en raison du fait que la S.P.R.L. a adressé une facture en langue française à.....

La S.N. a constaté qu'aux termes de l'article 5 du décret du 19 juillet 1973, tous les actes et documents des employeurs prescrits par la loi doivent être établis en néerlandais.

La facture en cause étant un document prescrit par la loi, la S.N. a conclu qu'elle devait être établie en néerlandais uniquement.

- Avis n°4675/II/N du 29 novembre 1977.

- Décret du 19 juillet 1973

- Documents prescrits par la loi: factures.

Plainte contre la S.A. ...pour l'emploi de factures pré-imprimées ~~en français~~ et complétées en allemand, à destination de l'Autriche.

La S.N. a constaté que la facture est un document imposé par la loi au sens de l'article 5 du décret du 19 juillet 1973.

La S.N. a estimé que la facture est également un document destiné au client, en l'occurrence un client étranger. La S.N. a estimé qu'une facture, émanant d'un siège d'exploitation situé en région néerlandaise, devait être établie en néerlandais mais une traduction dans la langue du client pouvait y être jointe, si le client est étranger.

- Avis n°4768/II/N du 29 novembre 1977.

VI. INCOMPETENCE DE LA SECTION NEERLANDAISE

- Incompétence de la section néerlandaise.

Plainte contre l'emploi par le Conseil National de l'Ordre des Architectes du mot "Tableau" dans sa lettre du 14 janvier 1977, relative à la cotisation de 1976.

La section néerlandaise a constaté qu'il s'agissait en l'occurrence de l'emploi correct ou fautif d'un terme et que la plainte ne se rapportait guère, dès lors, à l'emploi des langues en matière administrative, au sens des lois linguistiques, coordonnées par A.R. du 18 juillet 1966.

La section néerlandaise a estimé que la plainte était recevable, mais non fondée.

- Avis n° 4637/II/N du 8 février 1977.

- Incompétence de la section néerlandaise.

Plainte contre l'Université de l'Etat à Gand, au sujet de modes d'emploi bilingues sur les appareils extincteurs.

La S.N. s'est déclarée incompétente, puisque l'Université de Gand est régie, sur le plan de l'emploi des langues en matière administrative, par la loi du 5 avril 1930 (article 1er)

- Avis n° 4362 du 19 octobre 1977.

C. SECTION FRANCAISE

SYNTHESE DES AVIS DE LA SECTION FRANCAISE

Plainte contre le Ministère des Finances du fait de l'envoi en langue néerlandaise à un francophone d'un extrait de rôle afférent à la taxe sur les véhicules automobiles.

La plainte a été déclarée recevable mais non fondée, du fait que la demande d'immatriculation était rédigée en langue néerlandaise.

- Avis n° 3951/II/F du 28 avril 1977.

Plainte contre la S.N.C.B. du fait qu'en gare d'Ottignies, à l'occasion de travaux de peinture effectués par une firme privée : une pancarte à texte bilingue a été apposée durant une dizaine de jours.

La Section française a estimé qu'étant donné le caractère manifestement éphémère de cette inscription, son aspect improvisé et par ailleurs son but d'utilité publique, ces trois éléments se combinant en l'occurrence, la plainte, tout en étant recevable n'était pas fondée.

L'homogénéité linguistique de la région n'ayant tout de même pas été compromise de ce fait.

L'attention de la S.N.C.B. a cependant été attirée sur la nécessité de l'application des articles 11 et 50 des L.L.C.

- Avis n° 4143/II/F du 28 avril 1977.

Plainte a été déposée du fait qu'à Ottignies, en certains endroits, les prises d'eau de la C.T.B.E. étaient couvertes au moyen de plaques de fonte portant des inscriptions bilingues.

La Section française a estimé que suivant une jurisprudence constante de la C.P.C.L., les inscriptions effectuées dans la pierre, ou toute autre matière comparable, peuvent être maintenues, ceci prenant en considération la circonstance que la suppression de la partie litigieuse de l'inscription, (suppression qui serait conforme au **prescrit** strict des L.L.C.), serait la cause de dépenses inopportunes, d'autant que de tels faits ne paraissent pas susceptibles de mettre en péril l'homogénéité des régions linguistiques respectives. Par ailleurs, en l'occurrence, un argument de sécurité pourrait valablement être invoqué.

La plainte introduite a dès lors été considérée comme étant recevable mais non fondée.

- Avis n° 4172/II/F du 28 avril 1977.

Plainte a été introduite contre le Bureau des Postes de Liège X (Douane) ayant envoyé à un francophone habitant la région de langue française, un avis libellé en néerlandais et en français avec préséance du **néerlandais** (quittance n°264).

Ce document est imposé par les règlements postaux internationaux et sert à la perception de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les marchandises importées par la voie postale.

Cette quittance constitue un rapport entre le bureau des Postes et le particulier. Il est individualisé par l'indication du nom et de l'adresse du particulier auquel l'envoi est destiné.

Le Bureau des Postes "Liège X" est un service régional comprenant simultanément des bureaux situés en région de langue française et en région de langue allemande par application de l'article 34 § 1er des L.L.C., auquel renvoi l'article 36, §1er, la langue utilisée doit être celle imposée en la matière aux services locaux de la commune de résidence du plaignant, c'est-à-dire, la commune de Housse.

Etant donné que les règlements postaux internationaux n'imposent pas l'utilisation d'une langue particulière pour le document en cause, la législation nationale, en l'occurrence les L.L.C., lui est applicables. La quittance aurait dû être établie exclusivement en langue française.

La plainte a été déclarée recevable et fondée.

- Avis n° 4226/II/F du 28 avril 1977.

Plainte a été introduite contre le "Comité Universitaire de Solidarité", à Bruxelles. Suite à une demande introduite en langue française, cette association avait envoyé, par erreur, des formulaires d'inscription aux "stages sociaux", rédigés en langue néerlandaise.

La Section française a estimé que l'organisme visé est une A.S.B.L. du type auquel les L.L.C. ne sont pas applicables.

La Section s'est, dès lors, déclarée incompétente en l'occurrence.

- Avis n° 4064/II/F du 12 mai 1977.

Plainte a été introduite contre l'Administration des Pensions à Bruxelles qui a adressé à la Ville de Wavre des documents rédigés en langue néerlandaise exclusivement.

Il s'agissait d'une erreur de manipulation.

L'Administration des Pensions est un service central et la ville de Wavre est un service local de la région de langue française.

Par application de l'article 39 § 2 des L.L.C. les services centraux utilisent dans leurs rapports avec les services locaux de la région de langue française, la langue de la région, en l'occurrence, la langue française. Les documents devaient donc être rédigés en langue française.

La plainte était donc recevable et fondée.

- Avis n° 4192/II/F du 12 mai 1977.

Plainte a été introduite contre le "Touring-Club Royal de Belgique" du fait d'inscriptions bilingues à l'entrée des "Ruines de l'Abbaye de Villers-la-Ville".

Il s'agit, en l'occurrence, d'une institution constituant un service régional au sens de l'article 34 § 1 des L.L.C. Légalement l'unilinguisme est de rigueur.

Etant donné cependant le caractère spécifiquement culturel, historique et architectural des Ruines de l'Abbaye, des inscriptions plurilingues peuvent être tolérées. Celles-ci ne sont en effet pas

de nature à mettre en jeu l'homogénéité de la région sur le plan linguistique ; ces faits étant d'ailleurs d'importance relativement minime dans un lieu touristique tel que l'Abbaye de Villers-la-Ville. Il est cependant à **entendre que** la langue française doit avoir la priorité (figurer en 1^{ère} place dans les inscriptions).

- Avis n° 4191/II/F du 7 juillet 1977.

D E E L I

I. INLEIDING

De Vaste Commissie voor Taaltoezicht heeft de eer overeenkomstig de wet haar activiteitsverslag van het jaar 1977 voor te leggen.

Dit verslag is het 13de sinds de inwerkingtreding van de wet van 2 augustus 1963.

II. SAMENSTELLING VAN DE COMMISSIE EN VAN DE ADMINISTRATIEVE DIENST

A. Samenstelling van de Commissie

De Commissie, in haar samenstelling zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 31 augustus 1973 (B. St. 3 oktober 1975), is actief gebleven gedurende het ganse jaar 1977, niettegenstaande het mandaat der leden een einde nam op 2 oktober 1977. De samenstelling van de Commissie werd pas volledig hernieuwd bij koninklijk besluit van 29 december 1977 (B. St. 17 januari 1978). Op grond van het beginsel van de continuïteit van de openbare diensten zijn de leden actief gebleven tot einde 1977. Aanvankelijk was de samenstelling de volgende :

1. Nederlandse afdeling :

Vaste leden :

de hh. VANHEE A.,
ondervoorzitter
GALLE M.,
BOVE F.,
VAN LEUVEN E.,
VANDERBRUGGEN M.

Plaatsvervangende leden :

de hh. VAN HECKE H.,
DECLERCQ P.,
VAN STEENBERGEN J.

2. Franse afdeling :

Vaste leden :

de hh. VAN BRUSSEL A.,
 ondervoorzitter
 PLUNUS H.,
 CHAVAGNE A.,
 MALTA A.,
 JACOBS J.P.

Plaatsvervangende leden :

de hh. BOSSEAU R.,
 GODFROID R.,
 CALET P.,
 ESQUENET P.

3. Duitstalig lid :

de h. GENNEN J., titularis de h. MINKE A., plaatsvervanger

In de loop van het jaar 1977 hebben zich enkele wijzigingen voorgedaan.

Bij koninklijk besluit van 4 maart 1977 werd op zijn verzoek en met ingang van 1 januari 1977 ontslag verleend aan de h. CALET P., plaatsvervangend lid.

Bij koninklijk besluit van 22 juni 1977 werd aan de h. GALLE M., vast lid van de Nederlandse afdeling, ontslag verleend en werd de h. DECLERCK P., voordien plaatsvervangend lid, tot vast lid van dezelfde afdeling benoemd.

Op 8 december 1977 overleed, ten gevolge van een tragisch ongeval, de h. BOVE F.; hij werd op 24 december 1977 ter aarde besteld. De h. BOVE, doctor in de rechten, werd bij koninklijk besluit van 4 augustus 1969 tot plaatsvervangend lid van de Commissie aangesteld; bij koninklijk besluit van 31 augustus 1973 werd hij tot vast lid benoemd van de Nederlandse afdeling. Zijn heengaan werd zeer betreurd door al de leden in wier midden hij erkend werd als een beginselvast man, nochtans open voor begrip voor elke zienswijze.

De h. RENARD R.J., die als voorzitter op 24 november 1976 de pensioengerechtigde leeftijd had bereikt, werd vervangen door de h. FLEERACKERS J., die in de hoedanigheid van voorzitter van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht werd benoemd door de Kamer van Volksvertegenwoordigers in vergadering van 5 juli 1977; op 2 augustus 1977 legde hij de eed af in handen van de Minister van Binnenlandse Zaken.

De h. FLEERACKERS J.C.A. werd op 12 mei 1931 te Mortsel geboren. Hij liep school in het St.-Jozef-college te Turnhout. Hij studeerde verder vooreerst aan de Faculté universitaire te Namen, vervolgens aan de Katholieke Universiteit te Leuven waar hij tot doctor in de rechten promoveerde.

Aanvankelijk verbonden aan de Economische Studiedienst van de stad Antwerpen voor de uitvoering van het 10-jaren plan, werd hij in 1959 benoemd tot algemene secretaris van de Interprovinciale Cultuurraad voor Vlaanderen. Vanaf 1965 tot zijn benoeming als Voorzitter van de V.C.T. was hij kabinetschef van de elkaar opvolgende Ministers van Nederlandse Cultuur.

De h. FLEERACKERS is gehuwd en vader van vier kinderen.

B. Samenstelling van de administratieve dienst

Bij ministerieel besluit van 15 juli 1977 werd de h. DEWAELE A., inspecteur-generaal van de Nederlandse taalrol, voor de diensten van de Vaste Commissie aangewezen als leidend ambtenaar.

De h. FERON, overgeheveld naar de centrale diensten van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, werd op 3 oktober 1977 opgevolgd door de h. COLLIGNON, inspecteur-generaal van de Franse taalrol. Gehecht aan het kabinet van de Minister van Nationale Opvoeding (F) werd deze laatste op 12 oktober 1977 vervangen door de h. HERREMANS, wnd. inspecteur-generaal van de Franse taalrol.

De hh. DESMET en PIRARD hebben het secretariaat waargenomen respectievelijk van de Nederlandse en de Franse afdelingen.

III. WERKZAAMHEIEN VAN DE COMMISSIE

Tijdens het jaar 1977 heeft de verenigde vergadering tachtig zittingen gehouden.

Over de werkzaamheden van de Nederlandse en van de Franse afdeling wordt in een onderscheiden hoofdstuk van onderhavig verslag gehandeld.

1. Klachten en vragen om advies

De volgende tabel bevat alle inlichtingen betreffende het werk dat de Commissie ter zake heeft verricht.

VERENIGDE VERGADERING

SECTIONS REUNIES

	TOTAAL	VRAGEN CM ADVIES	KLACHTEN	ONDERZOEKEN VOOR- GESCHREVEN DOOR DE V.C.T.
	TOTAL	DEMANDES D'AVIS	PLAINTES	ENQUETES PRESCRITES PAR LA C.P.C.L.
INGEDIENDE - INTRODUITES	32 F 235 183 N 20 D	15 F 43 28 N 0 D	14 F 184 150 N 20 D	3 F 8 5 N 0 D
NIET ONTVANKELIJK - NON RECEVABLES	3 F 11 7 N 1 D	2 F 3 1 N 0 D	1 F 8 6 N 1 D	0 F 0 0 N 0 D
UITGEBRACHTE ADVIEZEN - AVIS EMIS	50 F 227 158 N 19 D	18 F 54 36 N 0 D	22 F 167 119 N 19 D	3 F 6 3 N 0 D
WAARVAN, BETREFFENDE ZAKEN VOOR 1 JANUARI 1977 INGEDIEND LCNT, EN CE QUI CONCERNE DES AFFAIRES INTRODUITES AVANT LE 1ER JANVIER 1977	46 F 186 127 N 13 D	15 F 39 24 N 0 D	28 F 141 100 N 13 D	3 F 6 3 N 0 D

	TOTAAL	Vragen om advies	klachten	●ONDERZOEKEN VOORGESCHREVEN DOOR DE V.C.T. ENQUETES PRESCRITES PAR LA C.P.C.L.
	TOTAL	DEMANDES D'AVIS	PLAINTES	
INGEDIENDE - INTRODUITES	1 F	O F	1 F	O F
IET ONTVANKELIJK - NON RECEVABLE	1 F	O F	1 F	O F
ITGEBRACHTTE ADVIEZEN - AVIS EMIS	7 F	O F	7 F	O F

2. TAALEXAMENS

Bij toepassing van artikel 61, § 4 der S.W.T. is de V.C.T. gemachtigd tot het houden van toezicht op de taalexamens die met of zonder de medewerking van het V.W.S. worden georganiseerd en tot het sturen van waarnemers naar die examens.

Zoals in vorige verslagen reeds werd gezegd, moest de controle die door middel van waarnemers wordt uitgeoefend, wat het V.W.S. betreft, beperkt blijven tot de examens van niveau 1. Zulks, ingevolge een gebrek aan gepast personeel bij de V.C.T.

Die beperking werd evenwel slechts toegepast i.v.m. het V.W.S. De waarnemers van de V.C.T. werden inderdaad geregeld uitgezonden naar aanleiding van examens die werden georganiseerd door plaatselijke overheden van de taalgrens (gemeenten en O.C.M.W.), alsook naar aanleiding van examens die door de plaatselijke overheden van Brussel-Hoofdstad werden georganiseerd tegunste van kandidaten die konden bogen op de overgangsmaatregelen waarin werd voorzien door artikel 53, § 4. De examens grijpen plaats onder het stelsel waarin het K.B. van 28 februari 1933 voorziet.

Wat de samenstelling van de examencommissies betreft, heeft de V.C.T. haar standpunt gehandhaafd op het stuk van de te volgen rechtspleging : een adequate beoordeling van de taalkennis, kan slechts worden bereikt, wanneer de punten worden toegekend door examencommissieleden die op een onweerlegbare manier daartoe bevoegd zijn ; die bevoegdheid volgt, enerzijds, uit het bezit van de gepaste diploma's en, anderzijds, uit de uitoefening van de functie die met die diploma's overeenstemt.

Wat de eventuele gelijkwaardigheid betreft, van de brevetten inzake kennis van de tweede taal, die thans worden uitgereikt door de bevoegde instanties van verscheidene ministeriële departementen en zulks ingevolge verschillende wetgevingen, hebben de conclusies van de werkgroep samengesteld door de h. Staatssecretaris van het Openbaar Ambt, die de h. Minister van Binnenlandse Zaken werden meegedeeld, voor zover de V.C.T. weet, tot dusver nog niet het voorwerp uitgemaakt van een beslissing.

x

x

x

In 1977 is de V.C.T. niet op de hoogte gebracht van de beslissing die door de R.v.S. werd getroffen met betrekking tot, het verzoek dat de V.C.T. op 14 december 1976 had ingediend tot nietigverklaring van de beslissing van de gemeenteraad van een gemeente uit de Brusselse agglomeratie waarbij een gemeentebeambte werd benoemd.

TABEL Nr. 1

NORMALE WERVINGS- EN BEVORDERINGSEXAMENS

Taalgebied	Aantal Examens	Niveau	Ingeschreven kandidaten	Aanwezige kandidaten	Geslaagde kandidaten	Percentage laureaten
Taal waarin het examen werd afgelegd :			F. N. D.	F. N. D.	F. N. D.	F. N. D.
Centrale- en uitvoeringsdiensten	10	1	12 3 -	12 2 -	8 1 -	67 50 -
Gewestelijke diensten	34	1	419 142 -	353 91 -	87 25 -	25 27 -
Plaatselijke dienst.	36	1	202 363 -	135 174 -	41 50 -	30 29 -
- Brussel-Hoofdstad	3	1	5 - -	3 - -	1 - -	33 - -
-Taalgrensgemeenten	4	2	19 7 -	17 7 -	14 6 -	82 86 -
	1	3	3 - -	2 - -	0 - -	0 - -
	11	4	25 37 -	24 35 -	21 26 -	88 74 -
- Brussel - Overgangsmaatregelen (K.B. 28.2.33)	4	1	5 6 -	5 6 -	5 4 -	100 67 -
- Nederlands taalgebied	-	-	- - -	- - -	- - -	- - -
- Duits taalgebied	-	-	- - -	- - -	- - -	- - -
Totaal	87	1	643 514 -	508 273 -	142 80 -	28 29 -
	4	2	19 7 -	17 7 -	14 6 -	82 86 -
	1	3	3 - -	2 - -	0 - -	0 - -
	11	4	25 37 -	24 35 -	21 26 -	88 74 -
Algemeen Totaal	103		690 558 -	551 315 -	177 112 -	32 36 -

IV. COMMENTAAR, OPMERKINGEN, SUGGESTIES

1. TRAPPEN VAN DE HIERARCHIE EN TAALKADERS

In 1977 bracht de V.C.T. 7 adviezen uit over trappen van de hiërarchie (3) of wijzigingen van bestaande trappen (4) en 33 adviezen over taalkaders (11) of wijzigingen van bestaande taalkaders (22).

De principiële standpunten die de V.C.T. in deze materie heeft ingenomen, zijn beknopt samengebracht in het tweede deel van het verslag ; zo nodig kan de integrale tekst der adviezen geraadpleegd worden. De bijgaande tabellen geven een overzicht van de toestand inzake taalkaders op 31 december 1977.

x
x x

Artikel 43 van de S.W.T. regelt de organisatie van de diensten waarvan de werkkring het hele land bestrijkt volgens de taalbehoeften.

Het stelsel van de oprichting der trappen van de hiërarchie en der taalkaders wordt geregeld door de §§ 2 en 3 van dat artikel. Deze bepalingen zijn van toepassing :

- op de centrale diensten, dit zijn de diensten waarvan de werkkring het hele land bestrijkt en waarvan de leiding uitgaat (vb. ministeriële departementen) ;
- op de uitvoeringsdiensten - uiteraard belast met uitvoeringstaken - waarvan de werkkring het hele land bestrijkt ; zij zijn gevestigd binnen Brussel-Hoofdstad (artikelen 44 en 45) of buiten Brussel-Hoofdstad (artikel 46) ;
- op de gewestelijke diensten waarvan de werkkring gemeenten uit de vier taalgebieden van het land bestrijkt (artikel 35, § 2).

Vooraf de taalkaders op te maken moet worden overgegaan tot het indelen van de graden in trappen van de hiërarchie. Het begrip "trappen van de hiërarchie" is uitsluitend ingesteld om voor het vaststellen van de taalkaders de graden, waarmee de betrekkingen overeenstemmen, te rangschikken. Trappen zijn derhalve onontbeerlijk voor de latere taalkaders. Alleen de Koning heeft de macht te bepalen welke rangen (of graden) tot eenzelfde trap van de hiërarchie behoren (artikel 43, § 3, 4de lid).

Het K.B. nr. I van 30 november 1966 stelt de trappen vast voor het Rijkspersoneel ; dat van 10 maart 1969 voor het tijdelijk Rijkspersoneel.

De graden waarvan de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut titularis kunnen zijn, worden bij afzonderlijk K.B.'s in trappen ingedeeld, na advies van de V.C.T.

In vergelijking met de vorige jaren is het aantal adviezen door de V.C.T. in 1977 uitgebracht over de oprichting of de aanpassing van trappen van de hiërarchie, gevoelig gedaald.

Op 31 december 1977 bleef één vraag om advies over de oprichtingen van trappen van de hiërarchie, bij de V.C.T. aanhangig. De bedoelde vraag werd ingediend door de minister van Buitenlandse Zaken en betreft de Dienst voor de Overzeese Sociale Zekerheid. Dit dossier kon niet worden afgehandeld aangezien aanvullende inlichtingen dienden te worden gevraagd aan de betrokken minister. De V.C.T. wacht die inlichtingen in.

Voorts dient de aandacht erop gevestigd te worden dat, zoals blijkt uit de tabel V, nog 14 rijksdiensten, meer dan 10 jaar na de inwerkingtreding van artikel 43, nog geen enkel gevolg hebben gegeven aan de dwingende voorschriften van dat artikel.

Voor de meeste instellingen van openbaar nut werden K.B.'s getroffen waarbij hun trappen werden opgericht op grond van de graden. Dit heeft voor gevolg dat bij het verschijnen van nieuwe graden of het verdwijnen van bestaande graden of nog, bij elke wijziging van de nomenclatuur van de bestaande graden, die besluiten moeten aangepast worden.

De V.C.T. herinnert er nogmaals aan dat de tijdrovende procedure die bij deze aanpassing moet worden gevolgd kan vermeden worden. De instellingen van openbaar nut, waarvan de personeelsleden onderworpen zijn aan het statuut van 8 januari 1973, kunnen inderdaad hun trappen van de hiërarchie laten oprichten op grond van de rangen, zoals artikel 43, § 3, 4de lid het voorschrijft. In uitvoering van artikel 36 van hun statuut zijn de bij de betrokken instellingen bestaande graden immers hiërarchisch ingedeeld in rangen. De ministers van Tewerkstelling en Arbeid, Sociale Voorzorg en Openbare Werken hebben van die mogelijkheid reeds gebruik gemaakt om de trappen, voor alle instellingen die onder hun toezicht staan, op grond van de rangen vast te stellen. De V.C.T. nodigt de andere ministers uit die werkwijze te volgen.

De taalkaders dienen bij K.B. te worden vastgesteld overeenkomstig de voorschriften van artikel 43, § 3. De S.W.T. voorzien in 3 voorafgaande raadplegingen, die op straffe van nietigheid van het te treffen besluit, opgelegd zijn.

1. Artikel 54 bepaalt dat, wanneer de maatregelen tot uitvoering van de S.W.T. rechtstreeks betrekking hebben op de rechtspositie van het personeel, de erkende syndicale organisaties dienen te worden geraadpleegd.
2. Overeenkomstig artikel 43, § 3, 5de lid moet de in het vooruitzicht gestelde omslag van de betrekkingen over de verschillende taalkaders vooraf aan het advies van de V.C.T. onderworpen worden.
3. Luidens artikel 43, § 3, 6de lid, kan de Koning, na raadpleging van de V.C.T., bij een in Ministerraad overlegd en met redenen omkleed besluit, afwijken van de regel van de numerieke gelijkheid tussen de directiebetrekkingen.

Wat de betrekkingen op de 1e en de 2e trap van de hiërarchie betreft, hebben de S.W.T. zelf een verhouding vastgesteld ; die betrekkingen moeten, op elke trap van de hiërarchie, in gelijke mate toegewezen worden aan de beide kaders. (art. 43, § 3, 1e lid, laatste zin en 2de lid).

Voor de betrekkingen lager dan die van directeur heeft de wetgever de basis vastgesteld waarop de verdeelsleutel moet worden berekend met name het wezenlijk belang dat de Nederlandse en Franse taalgebieden respectievelijk voor iedere dienst vertegenwoordigen (art. 43, § 3, 1e lid, 1e zin).

Voor de aldus voorgeschreven omslag, moeten de betrekkingen worden genomen zoals ze zijn vastgelegd in de personeelsformatie van de betrokken dienst.

Om met kennis van zaken over de voorgestelde verdeling van de betrekkingen van de 3de tot de 12de trap te kunnen adviseren, moet de V.C.T. noodzakelijkerwijze kunnen beschikken over al de criteria en cijfergegevens die de minister in aanmerking heeft genomen. Het ministeriële voorstel moet daarom gemotiveerd zijn en een rechtvaardiging bevatten onder de vorm van cijfergegevens nopens het werkvolume en de activiteiten van de betrokken dienst, per taalgebied.

Ten deze mag worden onderstreept dat een dossier taalkaders, van het ogenblik af dat het volledig is, steeds binnen een redelijke termijn wordt afgehandeld.

Tabel I geeft een overzicht van de bestaande taalkaders met vermelding van de toegepaste percentsgewijze verhouding. Talrijke kaders wijken af van een numeriekgelijke verdeling der directiebetrekkingen, hoewel artikel 43, § 3, 6de lid er niet op toegepast is. Die toestand is te wijten aan een oneven aantal betrekkingen waarin de personeelsformatie voorziet op de eerste en/of de tweede trap van de hiërarchie.

In haar vorig jaarverslag heeft de V.C.T. gewezen op de tegenstelling die tot uiting komt tussen de regelen van budgettaire aard die in het vlak van het toezicht en de goedkeuring door de staatssecretaris van Begroting en de minister van Openbaar Ambt in personeelsaangelegenheden moeten uitgeoefend worden enerzijds en een strikte toepassing van de ter zake geldende bepalingen van artikel 43, § 3 anderzijds.

Ofschoon de departementen van het Openbaar Ambt en van Begroting betreffende de oprichting van betrekkingen functionele criteria toepassen waarvan de waarde onaanvechtbaar is, blijft het toch een feit dat de imperatieven welke uit de toepassing van de S.W.T. voortvloeien, even onaanvechtbaar zijn. Bijgevolg zou de regering de voornoemde departementen de gepaste onderrichtingen moeten geven met het oog op de bevordering van een normale toepassing der S.W.T.

De V.C.T. meent dat een samenwerking in het administratieve vlak tussen de diensten van de hogergenoemde departementen en haar eigen administratieve dienst zou kunnen bijdragen tot een loyale en gezonde toepassing van het betrokken wetsvoorschrift.

Zoals blijkt uit tabel III zijn de taalkaders van het Ministerie van Landsverdediging nog steeds niet opgemaakt.

Op 2 juli 1976 had de minister van Landsverdediging het advies van de V.C.T. gevraagd over een ontwerp van K.B. tot wijziging van artikel 2 van het K.B. van 27 maart 1974 betreffende de algemene structuur van het departement en deze van de Krijgsmacht. Het ontwerp strekte ertoe te bepalen dat alleen het Burgerlijk Algemeen Bestuur de centrale diensten van het Ministerie van Landsverdediging uitmaakt.

Nadat de minister kennis had genomen van het door de V.C.T. uitgebracht negatief advies (nr. 4431/I/P van 24 februari 1977), werd een K.B. bekendgemaakt, waaruit evenwel alle taalwetgevingsinslag was geweerd (K.B. van 15 september 1977 - B.S. van 1 oktober 1977).

De V.C.T. wijdde een grondige studie aan de draagwijdte van de nieuwe structuurregeling en aan de gevolgen die eruit voortvloeien m.b.t. de organisatie van het departement en oordeelde dat uit de nieuwe structuur blijkt dat op zijn minst in het Burgerlijk Algemeen Bestuur en de uitvoeringsdiensten die ervan afhangen en waarvan de werkkring het hele land bestrijkt, taalkaders moeten opgericht worden. De minister van Landsverdediging werd uitgenodigd ten spoedigste een ontwerp van die taalkaders aan het advies van de V.C.T. voor te leggen.

De tabellen II, III, IV en V geven, naargelang van de stand van de procedure en afgesloten op 31 december 1977, een overzicht van de diensten waar vooralsnog geen taalkaders bestaan. Waar het hoort wordt de betrokken minister geregeld verzocht de nodige maatregelen te treffen.

In tabel III komt de Nationale Zuiveldienst voor als instelling waarvoor het voorstel van taalkaders wordt ingewacht. Reden hiervan is dat de Raad van State het K.B. van 25 september 1974 tot vaststelling van de taalkaders der instelling, vernietigde (arrest R.v.S. nr. 18.615 van 7 december 1977).

Tenslotte vestigt de V.C.T. er de aandacht op dat talrijke taalkaders dringend aan een aanpassing toe zijn, omwille van de toepassing, op de bestaande personeelsformaties, van de maatregelen ter uitvoering van de 7de sociale programmatie. De V.C.T. wacht die ontwerpen in en zal ze behandelen door middel van een snelle procedure.

TABEL I

DEPARTEMENT	BESTUUR	1e en 2e trap	3e tot 12e trap
Binnenlandse Zaken	- Hoofdbestuur	50 N - 50 F	50 N - 50 F
	- Uitvoeringsdiensten	—	50 N - 50 F
	- Raad van State	—	50 N - 50 F
Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel	- Hoofdbestuur	50 N - 50 F	50 N - 50 F
	- A.B.O.S.	50 N - 50 F	—
Economische Zaken	- Hoofdbestuur	oneven aantal op 1e en 2e trap	50 N - 50 F
	- Uitvoeringsdiensten	—	77 N - 33 F
	- Belgisch Instituut voor Normalisatie	50 N - 50 F	50 N - 50 F
	- Nationale Delcredere- dienst	50 N - 50 F	50 N - 50 F
	- Planbureau	50 N - 50 F	50 N - 50 F
	- Controledienst voor de verzekeringen	50 N - 50 F	48 N - 52 F
Eerste Minister	- Kanselarijdiensten, studie en economische coördinatie, hoog- comité van toezicht	50 N - 50 F	50 N - 50 F
	- Algemeen Bestuur, V.W.S. en Selectie en Vorming	50 N - 50 F	51 N - 49 F
	- Wetenschapsbeleid en Programmatie	50 N - 50 F	50 N - 50 F
Financiën	- Hoofdbestuur	oneven aantal op 1e en 2e trap	± 50 N - 50 F
	- A.S.L.K.		
	1. Hoofdzetel	50 N - 50 F	52,5 N - 47,5 F
	2. Hoofdkas	—	32,5 N - 67,5 F
Justitie	- Hoofdbestuur	50 N - 50 F	50 N - 50 F
	- Uitvoeringsdiensten zetel te Br.-H.	oneven aantal op 2e trap	50 N - 50 F
	- Uitvoeringsdiensten zetel buiten Br.-H; 1. Jeugdbescherming 2. Strafinrichtingen	1. toepassing van 2. art. 43 § 3, 6°	1. 58,5 N - 41,5 F 2. 73 N - 27 F

DEPARTEMENT	BESTUUR	1e en 2e trap	3e tot 12e trap
Landbouw	- Nationaal Instituut voor criminalistiek	oneven aantal op 1e trap	50 N - 50 F
	- Hoofdbestuur	50 N - 50 F	53,9 N - 46,1 F
	- Waters en Bossen	toepassing van art. 43 § 3, 6°	—
	- Nationale Dienst voor Afzet van Land- en Tuinbouwproducten	50 N - 50 F	62,74 N - 37,26 F
	- Nationale Landmaatschappij	oneven aantal op 2de trap	54 N - 46 F
Landsverdediging	- Nationaal Geografisch Instituut	50 N - 50 F	50 N - 50 F
Middenstand	- Hoofdbestuur	50 N - 50 F	53 N - 47 F
	- Secretariaat van de Hoge Raad voor de Middenstand	oneven aantal op 2e trap	50 N - 50 F
	- Rijksinstituut Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen	50 N - 50 F	57 N - 43 F
	- Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand	50 N - 50 F	53,7 N - 46,3 F
	- 8 Wetenschappelijke inrichtingen ressorterend onder de Besturen van het Hoger Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek (8)	Bij 6 instellingen is er een oneven aantal betrekkingen op de 1e trap.	50 N - 50 F
Openbare Werken	- Hoofdbestuur :	oneven aantal op 1e en 2e trap	
	1 Secretariaat-generaal	—	50 N - 50 F
	2 Algemene Adm. diensten	—	50 N - 50 F
	3 Directie der Geschillen	—	60 N - 40 F
	4 Alg. Technische diensten	—	50 N - 50 F
	5 Bestuur der Waterwegen	—	65 N - 35 F
	6 Waterbouwkundig Lab.	—	90 N - 10 F
	7 Bestuur der Wegen	—	50 N - 50 F
	8 Bruggenbureau		
	- 1e en 2e dir.	—	50 N - 50 F
	- 3e dir.	—	25 N - 75 F
	9 Bestuur der Gebouwen	—	52 N - 48 F
	10 Bestuur stedenbouw en ruimtelijke ordening	—	60 N - 40 F
	11 Bestuur electriciteit en electromechanica	—	53 N - 47 F
	12 Centraal Bureau Benodigdheden	—	50 N - 50 F

DEPARTEMENT	BESTUUR	1e en 2e trap	3e tot 12e trap
Sociale Voorzorg	- Bestuur en Wederopbouw	—	75 N - 25 F
	- Rijksinstituut voor Grondmechanica	50 N - 50 F	70 N - 30 F
	- Hoofdbestuur	50 N - 50 F	51,5 N - 48,5 F
	- Nationale Kas voor Bediendenpensioenen	50 N - 50 F	50 N - 50 F
	- Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden onder Belgische vlag	toepassing van art. 43, § 3, 6de lid	90 N - 10 F
	- Bijzondere Verrekenkas voor Gezinsvergoedingen ten bate van de arbeiders der diamantnijverheid	—	100 N - 0 F
	- Rijksdienst voor Werknemerspensioenen	50 N - 50 F	54 N - 46 F
	- Hulpkas voor Ziekten en Invaliditeitsverzekering	oneven aantal op 2de trap	47 N - 53 F
	- Nationaal Pensioenfonds voor Mijnwerkers	50 N - 50 F	46 N - 54 F
	- Rijkskas voor Rust en Overlevingspensioenen	50 N - 50 F	54,5 N - 45,5 F
	- Bijzondere Kas voor Kinderbijslag der gemeenten	50 N - 50 F	53,3 N - 46,7 F
	- Fonds voor Arbeidsongevallen	oneven aantal op de 2de trap	52 N - 48 F
	- R.I.Z.I.V.	oneven aantal op de 1e trap	53 N - 47 F
	- Rijksdienst voor Jaarlijkse vacantie	oneven aantal op 1e en 2de trap	55 N - 45 F
	- Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers	50 N - 50 F	51,2 N - 48,8 F
Tewerkstelling en Arbeid	- Fonds voor Beroepsziekten	50 N - 50 F	41 N - 59 F
	- Hoofdbestuur	50 N - 50 F	50 N - 50 F
	- Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening	oneven aantal op de 2de trap	55 N - 45 F
	- Hulpkas voor Werkoosheidsuitkeringen	50 N - 50 F	52 N - 48 F

DEPARTEMENT	BESTUUR	1e en 2e trap	3e tot 12e trap
Verkeerswezen	- Pool van de Zeelieden ter Koopvaardij	—	82,3 N - 17,7 F
	- Rijksfonds voor reclassering van mindervaliden	50 N - 50 F	53,2 N - 46,8 F
	- Hoofdbestuur :	oneven aantal op 1e en 2de trap	
	1 Diensten van de Secretaris-generaal	—	56 N - 44 F
	2 Bestuur van het Vervoer	—	58 N - 42 F
	3 Bestuur der Luchtvaart	—	53 N - 47 F
	4 Commissariaat-Generaal voor Toerisme	—	50 N - 50 F
	- Bestuur van het Zeeween en de Binnenvaart	toepassing van art. 43 § 3, 6°	90 N - 10 F
	- Hoofdbestuur	50 N - 50 F	51 N - 49 F
	- Gegroepede diensten werkplaatsen en materieel	—	54 N - 46 F
Volksgezondheid en Gezin	- Hoofdbestuur :	50 N - 50 F	—
	1 Algemeen Secretariaat	—	50 N - 50 F
	2 Algemene diensten	—	53,6 N - 46,7 F
	3 Bestuur Volksgezondheid	—	52,5 N - 47,5 F
	4 Bestuur Sociale Geneeskunde	—	53 N - 47 F
	5 Bestuur Verplegingsinrichtingen	—	54 N - 46 F
	6 Bestuur Onderstand	—	52,4 N - 47,6 F
	7 Bestuur Gezinszorg	—	59,25 N - 40,75 F
	8 Bestuur Oorlogsgetroffenen	—	40,3 N - 59,7 F
	- Nationaal Werk voor Oudstrijders en Oorlogsslachtoffers	oneven aantal op de 1e trap	50 N - 50 F
	- Nationaal Werk voor Oorlogsinvaliden	50 N - 50 F	34,5 N - 65,5 F
	- Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie	50 N - 50 F	50 N - 50 F
	- Fonds voor de bouw van Ziekenhuizen en Medisch-Sociale Instellingen	50 N - 50 F	56 N - 44 F

DEPARTEMENT	BESTUUR	1e en 2e trap	3e tot 12e trap
	- Nationale Maatschappij der Waterleidingen :		
	- A. Hoofdbestuur :	50 N - 50 F	
	1. Adm. directie	—	56 N - 44 F
	2. Technische directie	—	61 N - 39 F
	3. Exploitatiedirectie	—	56 N - 44 F
	B. Centrale Herstelwerkplaats te Kessel-Lo	—	93 N - 7 F

TABEL II

Diensten waarover de V.C.T. een advies uitbracht en waar de Taalkaders nog niet bij K.B. zijn vastgesteld.

DEPARTEMENT	BESTUUR	DATUM ADVIES
Buitenlandse Zaken	- A.B.O.S. (3e tot 12e trap)	20. 1.77
Economische Zaken	- Centrale Raad Bedrijfsleven	31. 3.77
	- Dienst Nijverheidsbevordering	29.11.73
Financiën	- Centraal Bureau Hypothecair Krediet	30. 6.77
Sociale Voorzorg	- R.S.Z.	23. 9.76
Tewerkstelling en Arbeid	- Nationale Arbeidsraad	20. 1.77
P.T.T.	- Regie der Posterijen	26. 5.77
Volksgezondheid en Gezin	-Hoge raden voor het Gezin en van de Derde Leeftijd	5. 4.73
	- Centrum voor Bevolkings- en Gezinsstudiën	5. 5.77

TABEL III

Voorstellen van Taalkaders in onderzoek bij de V.C.T.

DEPARTEMENT	BESTUUR
Economische Zaken	- Nationaal Instituut voor Extractiebedrijven
Financiën	- Nationale Loterij
Landsverdediging	- Burgerlijk Algemeen Bestuur
Openbare Werken	- Bestuur voor de Huisvesting - Nationaal Instituut voor de Huisvesting - Nationale Maatschappij voor de Huisvesting - Wegenfonds - Regie der Gebouwen
Verkeerswezen	- Nationale Maatschappij voor de Buurtspoorwegen - Regie voor Maritiem Transport - Regie der Luchtwegen
Volksgezondheid en Gezin	- Nationaal werk voor Kinderwelzijn.

TABEL IV

Diensten waarvoor een voorstel van trappen is ingediend of geadviseerd en het voorstel van taalkaders wordt ingewacht.

DEPARTEMENT	BESTUUR
Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel	- Dienst voor de Overzeese Sociale Zekerheid - Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel
Financiën	- Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet - Nationale Kas voor Beroepskrediet - Nationale Bank
Landbouw	- Nationale Zuiveldienst - Wetenschappelijke instellingen (6)
Nationale Opvoeding	- Wetenschappelijke instellingen van het bestuur van Kunsten en Letteren (4)
Verkeerswezen	- N.M.B.S. - Dienst voor regeling van de Binnenvaart.

TABEL V

Bij de V.C.T. bekende diensten waarvoor nog geen vraag om advies werd ingediend.

DEPARTEMENT	BESTUUR
Economische Zaken	- Belgische dienst voor het Bedrijfsleven en de Landbouw - Regie der Belgische Rijkskoel- en Vriesdiensten - Instituut tot aanmoediging van het Wetenschappelijk onderzoek in Nijverheid en Landbouw - Studiecentrum voor Kernenergie
Financiën	- Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid - Herdiscontering- en Waarborginstituut - Nationale Investeringsmaatschappij - Gemeentekrediet van België - Belgisch-Luxemburg Wisselinstituut - Bankcommissie - Zelfstandige Kas voor Oorlogsschade
Landsverdediging	- Centrale dienst voor Sociale en Culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap - Koninklijk museum voor het Leger en de Krijgsgegeschiedenis
Volksgezondheid en Gezin	- Vast Bureau der Nationale Werken voor Oorlogsgetroffenen

2. TOEPASSING VAN DE TAALWETGEVING OP HET MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN.

Kommentaar van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht bij het verslag over het jaar 1976 van de Minister van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel (Toepassing van artikel 47, § 5 der samengesochakelde wetten op het taalgebruik).

X

X

X

Zoals in de aanhef van alle vorige verslagen werd gezegd, stuurt de Minister, overeenkomstig artikel 36 (bis) van het K.B. van 14 januari 1954 (houdende het organiek reglement voor het Ministerie van Buitenlandse Zaken en van Ontwikkelingssamenwerking), gewijzigd bij K.B. van 11 oktober 1965, de Voorzitter van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht (V.C.T.) jaarlijks een verslag toe waarmee hij een dubbel doel nastreeft.

- 1) een overzicht geven van de maatregelen die tijdens het jaar 1976 genomen werden teneinde de toepassing van artikel 47, § 5 van de samengesochakelde wetten op het taalgebruik in de hand te werken.
- 2) een programma overmaken van de voor het volgende jaar voorgenomen verwezenlijkingen.

X

X

X

In elk jaarverslag worden er twee constateringën geformuleerd die meteen de structuur van het verslag bepalen :

- 1) De betrekkingen, die aan de gezamenlijke in het buitenland gevestigde diensten verbonden zijn, worden krachtens dat artikel 47, § 5 der S.W.T., op alle trappen van de hiërarchie gelijkmatig verdeeld tussen beide taalrollen (de Nederlandse en de Franse).

Het controleren van de verwezelijkingen, enerzijds, en van de geformuleerde vooruitzichten in verband met de handhaving van het taalevenwicht, zijn de doelstellingen van dit document.

- 2) De in het buitenland gevestigde diensten, dienen (artikel 47, § 5) derwijze ingericht te worden dat inzonderheid het Belgische publiek gebruik kan maken van het Nederlands of van het Frans. Uit die verplichting volgt dat de titularissen van die betrekkingen moeten bewijzen de tweede taal op een gepaste manier te kennen. Die examens worden georganiseerd door de Vaste Secretaris voor werving van het Rijkspersoneel.

Ter informatie weze nogmaals vermeld dat dit verslag derhalve als volgt wordt onderverdeeld :

I. Numeriek gelijke verdeling van de betrekkingen tussen de taalrollen

A) volgens de functionele hiërarchie

- 1) loopbaan van de buitenlandse dienst (diplomatie);
- 2) kanselarijloopbaan.

B) volgens de statutaire hiërarchie

- 1) loopbaan van de buitenlandse dienst (diplomatie);
- 2) kanselarijloopbaan.

X

X

X

Alvorens de traditionele gegevens van het departement van Buitenlandse Zaken en Ontwikkelingssamenwerking te onderzoeken, moet de gebruikelijke rechtzetting gedaan worden.

X

X

X

In tegenstelling tot het betrokken departement blijft de V.C.T. van oordeel dat uitsluitend de statutaire hiërarchie (en niet de functionele hiërarchie) doorslaggevend is voor de correcte appreciatie van de toepassing van artikel 47, § 5 (2de lid) van de S.W.T.

De statutaire hiërarchie of hiërarchie van de graden bestaat uit, enerzijds, de zes administratieve klassen van de loopbaan van de buitenlandse dienst, en, anderzijds, de vier administratieve klassen van de kanselarijloopbaan.

De functionele hiërarchie of hiërarchie van de ambten bestaat daarentegen uit het geheel van de ambten die uitgeoefend worden in de diensten in het buitenland, zowel in de eigenlijke loopbaan (diplomatieke zendingen) als in de kanselarijdiensten (consulaire posten).

X

X

X

Dit gezegd zijnde, handelt het tweede luik van het verslag over :

II. Het bewijzen van de kennis van de tweede landstaal

Na deze inleiding kunnen wij teruggrijpen naar het eerste luik van de toepassing van artikel 47, § 5 der S.W.T..

I. Numeriek gelijke verdeling van de betrekkingen tussen de taalrollen

A. Volgens de functionele hiërarchie : is de toestand de volgende :

1) loopbaan van de buitenlandse dienst

Einde 1976 behoorden er op een totaal van 275 personeelsleden die van het diplomatiek personeel deel uitmaakten

128 tot de Franse taalrol

tegen 135 einde 1975

147 tot de Nederlandse taalrol

tegen 148 einde 1975.

Navolgende tabel vermeldt de schommelingen in de cijfers met betrekking tot 1971, 1972, 1973, 1974, 1975 en 1976.

De verdeling van de ambten in deze tabellen is zoals in elk verslag werd aangegeven, gebaseerd op de bepalingen van het organiek reglement van het departement van Buitenlandse Zaken, waarbij de verschillende graden van de functionele hiërarchie vastgesteld worden en, op het ministerieel besluit van 3 juli 1974, dat de posten in drie categorieën indeelt voor het uitoefenen der functies van posthoofd en dat de posten bepaalt waarin de ambten van minister-raad worden uitgeoefend.

FUNCTIONIELE HIERARCHIE (carrière Buitenlandse dienst)

	1971		1972		1973		1974		1975		1976	
	F	N	F	N	F	N	F	N	F	N	F	N
1) posthoofd A1	5	5	5	5	7	8	8	8	8	8	8	8
2) posthoofd A2 (X)	18	19	20	20	19	16	20	15	20	18	20	17
3) posthoofd A3	37	37	39	36	35	40	36	42	41	39	38	41
4) Minister-Raad	10	10	10	10	9	11	9	10	10	10	10	10
5) Raad	32	10	29	27	25	18	26	21	20	18	16	15
6) 1e secr. of cons.	16	11	16	10	15	10	12	12	12	15	9	17
7) secretaris, attaché of Vice-cons.	17	22	21	27	19	34	23	31	24	40	27	39
TOTAAL	135 (+21)	114	140 (+5)	135	129	137 (+8)	134	139 (+5)	135	148 (+13)	128	147 (+19)

N.B. 1 post A2 is vakant.

Uit die tabel kunnen de volgende conclusies worden getrokken:

- 1) Het globale overzicht van Franstalige ambtenaren (in 1971 en 1972) werd gevolgd door een beweging in omgekeerde richting (1973, 1974, 1975 en 1976)
- 2) Zoals in vroegere jaren blijven de Franstalige "postchefs A2" talrijker (1973, 1974, 1975 en 1976). Hetzelfde geldt voor de raden (1971, 1972, 1973, 1974, 1975 en 1976).
- 3) Het overschot aan (N) secretarissen, attachés en vice-consuls neemt af (5 in 1971, 6 in 1972, 15 in 1973, 8 in 1974, 16 in 1975 en 12 in 1976).

Ten einde het gebrek aan F. ambtenaren in het vlak van de secretarissen, attachés of vice-consuls weg te werken, had het Departement in 1976 ten behoeve van de diplomatie een nieuw examen georganiseerd waarvan de inzet bestond uit 10 betrekkingen van de F. rol en 6 van de N. rol.

Het departement meldt, zoals in vorige verslagen, dat het onevenwicht in de laagste klassen te wijten is aan de resultaten van de wervingsexamens.

De uitslag van het vorige examen was de volgende :
4 F laureaten. - 6 N laureaten

In 1977 zal derhalve een nieuw diplomatiek examen worden georganiseerd, waarvan de inzet dezelfde is als in 1976 (10 F en 6 N).

2) De kanselarijloopbaan

Bijgaande tabel vermeldt het aantal (Franstalige en Nederlandstalige) ambtenaren die in de loop van de jaren 1971, 1972, 1973, 1974, 1975 en 1976) werden toegevoegd aan de diplomatieke zendingen, aan de daarmee gelijkgestelde zendingen en aan de consulaire beroeps-posten.

FUNCTIONELE HIERARCHIE

	1971		1972		1973		1974		1975		1976	
	F	N	F	N	F	N	F	N	F	N	F	N
1. Kanselier	34	43	32	46	30	47	30	52	34	56	35	59
2. adj. kanselier	9	9	12	10	9	9	10	10	9	16	11	12
3. opsteller	8	9	5	4	3	3	5	4	4	3	5	2
	51	61 (+10)	49	60 (+11)	42	59 (+17)	45	66 (+21)	47	75 (+28)	51	73 (+22)

Zoals het geval is voor de carrière "buitenlandse dienst", is deze verdeling gebaseerd op de bepalingen van het organiek reglement (artikelen 16 en 22), waarbij de trappen van de functionele hiërarchie vastgesteld worden.

Wat het gebrek aan evenwicht betreft dat blijft voortduren in het nadeel van de Franstaligen, herinnert het departement eraan dat er in 1975 een examen werd ingericht, met het oog op de werving van 12 personeelsleden van de F. rol. Dat examen heeft slechts tot de werving van zeven personeelsleden geleid. In 1976 werd er een nieuw examen georganiseerd met het oog op de werving van 12 Franstalige ambtenaren. Dit keer waren er 12 (F) laureaten.

Een examen voor toetreding tot de tweede administratieve klas, met een inzet van 11 betrekkingen voor de F. rol en 3 voor de N. rol heeft 6 F. laureaten en 7 N laureaten opgeleverd. Het Departement meldt dat er, gelet op het aantal thans vakante betrekkingen, spoedig 6 laureaten van de F. rol en 3 van de N. rol tot de hogere graad zullen kunnen toetreden. Voor 1977 wordt er een nieuw examen in het vooruitzicht gesteld, met het oog op de werving van 12 ambtenaren van de Franse rol.

B. Volgens de statutaire hiërarchie

1) De carrière buitenlandse dienst (diplomatie)

De statutaire hiërarchie bestaat uit de zes administratieve klassen van de diplomatieke loopbaan en de vier klassen van de kanselarijloopbaan.

De personeelssterkte van de statutaire hiërarchie (403), zegge 195 Franstaligen en 208 Nederlandstaligen (zie tabel) is, zoals gezegd, groter (+128) dan die van de functionele hiërarchie 275, zegge 128 Franstaligen en 147 Nederlandstaligen (zie vorige tabel).

Dit verschil is te wijten aan het reeds vroeger vermelde feit dat, er, in de carrière buitenlandse dienst personeelsleden blijven tijdelijk gehecht worden aan het hoofdbestuur. Zulks geldt trouwens eveneens voor de kanselarijloopbaan.

Een overigens traditionele opmerking is in dat verband dat er het departement van Buitenlandse Zaken noodzakelijk een samenhang bestaat tussen de functionele hiërarchie en de statutaire hiërarchie. Vandaar dat er eveneens werd gestreefd naar het realiseren van een taalevenwicht in de administratieve klassen (statutaire hiërarchie).

De volgende tabel geeft het percentage personeelsleden van de Nederlandse rol aan voor 1976. Door aftrekking verkrijgt men uiteraard ook de percenten voor de Franse rol.

STATUTAIRE HIERARCHIE (carrière buitenlandse dienst)

Administratieve klassen	Totaal bezette betrekkingen	Aantal personeelsleden		% personeelsleden N. rol
		F. rol	N. rol	N. rol
toestand 1976				
1ste klas	12	4	8	66,66
2de klas	121	64	57	47,11
3de klas	129	69	60	46,51
4de klas	28	8	20	71,43
5de klas	29	12	17	58,62
6de klas	43	18	25	58,14
stagiaires	41	20	21	51,22
TOTAAL :	403	195	208	51,61

- 1) In 1971, waren er dus op 375 ambtenaren in dienst, 205 Franstaligen en 170 Nederlandstaligen = 45,33 % Nederlandstaligen.
- 2) In 1972, waren er dus op 379 ambtenaren in dienst, 198 Franstaligen en 181 Nederlandstaligen = 47,75 % Nederlandstaligen.
- 3) In 1973, waren er dus op 362 ambtenaren in dienst, 184 Franstaligen en 178 Nederlandstaligen = 49,17 % Nederlandstaligen.
- 4) In 1974, waren er dus op 381 ambtenaren in dienst, 192 Franstaligen en 189 Nederlandstaligen = 49,60 % Nederlandstaligen.
- 5) In 1975, waren er dus op 394 ambtenaren in dienst, 194 Franstaligen en 200 Nederlandstaligen = 50,76 % Nederlandstaligen.
- 6) In 1976, waren er dus op 403 ambtenaren in dienst, 195 Franstaligen en 207 Nederlandstaligen = 51,61 % Nederlandstaligen.

Ter informatie, kan de evolutie als volgt worden

geschetst :

a) 1951

(STATUTAIRE HIERARCHIE) Carrière Buitenlandse dienst.

Administratieve klassen	Totaal bezette betrekkingen	Aantal personeelsleden		% personeelsleden
Toestand in 1951		F. rol	N. rol	N. rol
1ste klas	28	28	0	0
2de klas	52	49	3	7,54
3de klas	64	59	5	7,81
4de klas	18	14	4	22,22
5de klas	23	17	6	26,08
6de klas	107	84	23	21,49
stagiaires	26	18	8	30,76
TOTAAL	318	269	49	15,36

b) 1961

(STATUTAIRE HIERARCHIE) - Carrière buitenlandse dienst.

Administratieve klassen	Totaal bezette betrekkingen	Aantal personeelsleden		% personeelsleden Nederlandse rol
		Franse rol	Nederlandse rol	
<u>Toestand in 1961 :</u>				
1ste klas	13	11	2	15,38
2de klas	78	67	11	14,23
3de klas	102	73	29	28,43
4de klas	54	46	8	14,81
5de klas	38	20	18	47,63
6de klas	31	15	16	51,61
stagiairs	16	6	10	62,50
TOTAAL	332	238	94	28,31

Overzicht

Overzicht : de percentages aan Nederlandstalige personeelsleden zien er dus, van jaar tot jaar, als volgt uit :

- 1951 - 15,36 %
- 1961 - 28,31 %
- 1971 - 45,33 %
- 1972 - 47,75 %
- 1973 - 49,17 %
- 1974 - 49,60 %
- 1975 - 50,76 %
- 1976 - 51,61 %

De maatregelen, die tot die (globale) evolutie leid(d)en zijn, ter herinnering :

- 1) de definitieve in disponibiliteitsstelling (K.B. van 13/10/1965)
Deze mogelijkheid bestaat thans niet meer.

- 2) het vakant laten van betrekkingen (zie verder tabel ad hoc)
- 3) de vaststelling per taalrol van het aantal open verklaarde betrekkingen.

x

x x

Ten aanzien van punt 2, moet het volgende worden vermeld, wat het verschil tussen de personeelssterkte en het kader betreft.

1) Carrière buitenlandse dienst

<u>Einde 1968</u>	Franse rol		Nederlandse rol	
	Kader	Personeelssterkte	Kader	Personeelssterkte
Eerste	8	8	8	5
Tweede	60	40	60	31
Derde	70	64	70	46
Vierde	35	19	35	31
Vijfde	20	16	20	11
Zesde	25	15	25	15
Totalen	218	162 (-56)	218	139 (-79)

2) Carrière buitenlandse dienst

<u>Einde 1974</u>	Franse rol		Nederlandse rol	
	Kader	Personeelssterkte	Kader	Personeelssterkte
Eerste	8	3	8	6
Tweede	60	55	60	55
Derde	70	64	70	58
Vierde	35	15	35	17
Vijfde	20	11	20	15
Zesde	25	8	25	15
Totalen	218	156 (-62)	218	166 (-52)

3) Carrière buitenlandse dienst

Einde 1976	Franse rol		Nederlandse rol	
	Kader	Personeels-sterkte	Kader	Personeels-sterkte
Eerste.	8	4	8	8
Tweede	60	58	60	57
Derde	70	66	70	60
Vierde	35	8	35	20
Vijfde	20	12	20	17
Zesde	25	18	25	25
Totalen	218	166 (-52)	218	187 (-31)

Die tabellen weerspiegelen de samenstelling van de administratieve klassen die deel uitmaken van het vast kader van de carrière buitenlandse dienst, zoals die er respectievelijk uitzag op het einde van :

- 1) 1968
- 2) 1974
- 3) 1976

TIJDELIJK KADER

Wat het tijdelijk kader betreft, dat uitsluitend ten behoeve van de Franstaligen bestaat, is de evolutie als volgt gebeurd :

- 1) Einde 1968, moesten aan het vast kader (van de Franse rol) dat 162 eenheden omvatte, 46 titularissen van betrekkingen van het tijdelijk kader 2e klas worden toegevoegd, en 15 titularissen van betrekkingen van het tijdelijk kader derde klas (Totaal 223 ambtenaren van de Franse rol).

- 2) Einde 1974, waren de cijfers respectievelijk 14 (2e klas),
3 (3e klas) zegge 17 in het totaal.

Het totaal van de Franstalige ambtenaren was dan $156 + 17 = 173$.

- 3) Einde 1975 omvatte het tijdelijk kader 9 titularissen van betrekkingen 2e klas en 3 titularissen van betrekkingen 3e klas (Totaal $167 + 12 = 179$).

- 4) Einde 1976 moesten aan de personeelssterkten van het vast kader van de F rol dat 166 eenheden omvatte, 6 titularissen van betrekkingen van het tijdelijk kader tweede klas en 3 titularissen van betrekkingen van het tijdelijk kader 3e klas worden toegevoegd (Totaal 175 ambtenaren van de Franse taalrol).

- 2) Na de rubriek gewijd aan de carrière buitenlandse dienst, gaan we over naar de kanselarijloopbaan (statutaire hiërarchie).

Vergeleken bij 1968, 1970, 1972, 1973, 1974, 1975 en 1976, is de toestand de volgende :

	1		2		3		4		5		6		7	
Administratieve klassen	1968		1970		1972		1973		1974		1975		1976	
	F	N	F	N	F	N	F	N	F	N	F	N	F	N
1) 1ste klas	11	3	9	4	9	8	9	7	9	12	9	12	10	11
2) 2de klas	13	12	11	11	6	7	7	14	4	9	5	17	4	17
3) 3de klas (bestuurschef)	15	11	14	9	22	24	20	18	25	23	23	20	-	-
4) 4de klas (onderbureauchef)	22	35	29	42	22	31	21	31	18	27	18	22	21	19
5) 5de klas (opsteller)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	26	38
6) Stagiairs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12	2
Totalen	61	61	63	66	59	70	57	70	56	71	55	71	73	87
				(+3)		(+11)		(+13)		(+15)		(+16)		(+14)

N.B.: 5 en 6 ingevolge kaderwijziging. K.B. 11 januari 1975 (B.S. 3/2/75 blz. 1231).

Voor 1976 ligt het onevenwicht ten voordele van de Nederlandstaligen in de klassen 1, 2 en 5.

De onderstaande tabel geeft de samenstelling weer van de administratieve klassen van het vast kader van de Kanselarijloopbaan, zoals die tot uiting kwam : a) einde 1968
b) einde 1976.

Administratieve klassen

A.

<u>Einde 1968</u>	Franse rol		Nederlandse rol	
	Kader	Personeels-sterkte	Kader	Personeels-sterkte
Eerste	12	4	12	3
Tweede	20	13	20	12
Derde	33	15	33	11
Vierde	60	22	60	35
Totalen	125	54 (-71)	125	61 (-64)

B.

<u>Einde 1976</u>	Franse rol		Nederlandse rol	
	Kader	Personeels-sterkte	Kader	Personeels-sterkte
Eerste	12	10	12	11
Tweede	20	4	20	17
Derde	14	-	14	-
Vierde	29	21	29	19
Vijfde	50	26	50	38
Totalen	125	61 (-64)	125	85 (-40)

TIJDELIJK KADER

Op te merken valt dat er, einde 1968, bij de personeelsformatie van het vast kader van de Franse rol (54 eenheden) 7 titularissen van betrekkingen van het tijdelijk kader 1e klas moesten worden gevoegd, zegge 61 ambtenaren van de Franse rol in het totaal.

Het tijdelijk kader 1e klas bestaat niet meer sinds einde 1974, bij gebrek aan titularissen.

II. Bewijs van de kennis van de tweede landstaal.

- 1) Titularissen van ambten die onder de loopbaan van de Buitenlandse dienst ressorteren.

Zoals vroeger werd gezegd, hebben alle betrokkenen voldaan aan de wettelijke vereisten.

- 2) Titularissen van ambten die onder de kanselarijdiens-
terren.

In mei 1976 werd op grond van artikel 14 van het K.B. nr. IX van 30/11/1966 een examen georganiseerd. De enige ambtenaar die zich heeft aangemeld, is geslaagd.

Ter herinnering en zoals gezegd in het verslag van 1975, werden er van de 12 ambtenaren van de Franse rol die, einde 1974, nog het examen moesten afleggen :

- 3 met pensioen gesteld in 1975
- terwijl er van de overblijvende 9, waarvan er 7 in het buitenland werkten, slechts 1 voor het examen slaagde.

In 1976 was de toestand de volgende :

Slechts twee ambtenaren van de Franse rol, die thans in het buitenland werken, hebben niet bewezen de tweede taal te kennen. Eén van beide gaat in 1977 met pensioen, terwijl de andere uit zijn buitenlandse functies zal worden ontheven van zodra de dienstnoodwendigheden zulks mogelijk maken.

Slotoverwegingen

Zoals reeds vooraf werd gezegd kan men de toestand, wat het bewijzen van de kennis van de tweede taal aangaat, als aan-gezuiverd beschouwen.

Wat de concretisering van het taalevenwichtsbeginsel betreft in het vlak van enerzijds het diplomatiek en anderzijds het consulaire personeel, komt het voor dat de volgende traditionele opmerkingen kunnen gemaakt worden :

- 1) Inzake controle van de toepassing van artikel 47, § 5 der S.W.T., blijft de V.C.T. op haar standpunt : de pariteit inzake functies beschouwd vanuit het oogpunt van de statutaire hiërarchie (die van de graden) heeft voorrang op die van de ambten.
- 2) De verwezenlijking van het algemeen, globaal, paritair evenwicht van de ambtenaren van de Franse en de Nederlandse rol, moet van nabij en op een constante manier gevolgd worden.
- 3) Het ligt voor de hand en werd overigens reeds aangestipt, dat het de uitslag van de wervingsexamens - inzonderheid de taalexamens - is, die inzake verdeling van het effectief, doorslaggevend is. Dat voorbereiding der taalexamens een noodzaak is, ligt voor de hand. Kan het departement terzake maatregelen in het vooruitzicht stellen ?

x

x

x

3. TOEPASSING VAN DE TAALWETGEVING OP SABENA

Zoals in het verslag over het jaar 1976 in het vooruitzicht is gesteld, heeft de V.C.T. in de loop van het eerste trimester 1977 een omstandig advies uitgebracht over het door de minister van Verkeerswezen voorgelegd voor-ontwerp van koninklijk besluit houdende bijzondere maatregelen om de toepassing van de S.W.T. op SABENA te regelen (advies nr. 3701/I/P van 17 februari 1977).

In het tweede deel van dit verslag zijn de algemene overwegingen van het uitgebracht advies beknopt weergegeven en is de door de V.C.T. voorgestelde tekst van koninklijk besluit integraal opgenomen.

De aandacht van de verantwoordelijke overheden wordt erop gevestigd dat wanneer het besluit in werking is getreden, de trappen van de hiërarchie en de taalkaders van SABENA nog dienen te worden opgericht, na voorafgaand advies van de V.C.T.

P.S. Naar kon worden vernomen heeft de minister van Verkeerswezen een voorontwerp van Koninklijk Besluit terzake, voor advies aan de Raad van State voorgelegd. De Raad brecht een advies uit op 4 april 1978.

4. BRUSSEL-HOOFDSTAD - GEMEENTELIJKE PLAATSELIJKE DIENSTEN

A. OMSLAG DER BETREKKINGEN OVER DE TWEE TAALGROEPEN

Bij de besturen van de gemeenten en van de openbare personen die aan de gemeenten ondergeschikt zijn moesten, overeenkomstig artikel 21, § 7, 2de lid, S.W.T. op 1 september 1973 de betrekkingen de gelijk aan of hoger zijn dan die van afdelingschef in gelijke mate bezet zijn door ambtenaren van de beide taalgroepen.

Bij de wet van 20 juli 1973 diende de wetgever evenwel in te grijpen om, op de voormelde datum, het evenwicht waarin voor die graden is voorzien, te bereiken.

De twee hierna afgedrukte tabellen geven voor elke gemeente, respectievelijk elke O.C.M.W., de stand op van de taalverdeling van de betrekkingen vanaf de graad van afdelingschef en hoger, op de datum van 31 december 1977.

Bij de O.C.M.W. zijn de geneesheren niet vermeld. Het aantal geneesheren, verbonden aan O.C.M.W.-ziekenhuizen, komt voor in een derde tabel.

De drie tabellen zijn opgemaakt aan de hand van statistieken die de V.C.T. om de drie maanden ontvangt van de betrokken diensten.

TABEL I

Diensten der gemeentebesturen van Brussel-Hoofdstad

Gemeenten	Kader	F	N	F. in overtal(1) of buiten kader	Vakant
1. Anderlecht	34	14	14	1	6
2. Brussel	114	56	57	13	1
3. Elsene	42	18	20	14	4
4. Etterbeek	22	8	10	6	4
5. Evere	10	6	3	-	1
6. Ganshoren	9	4	5	1	-
7. Jette	20	10	10	2	-
8. Koekelberg	7	4	3	1	-
9. Oudergem	10	5	5	1	-
10. Schaarbeek	44	20	19	5	5
11. St.-Agatha-Berchem	8	5	3	-	-
12. St. Gillis	24	11	11	1	2
13. St.-Jans-Molenbeek	24	11	9	5	4
14. St.-Joost-ten-Noode	14	7	7	2	-
15. St.-Lambrechts-Woluwe	22	7	9	-	6
16. St. Pieters-Woluwe	12	6	6	3	-
17. Ukkel	29	15	14	6	-
18. Vorst	20	10	9	2	1
19. Watermaal-Bosvoorde	10	5	3	2	2

TABEL II

O.C.M.W. van Brussel-Hoofdstad

Gemeenten	F	N	F. in overtal (1) of buiten kader
1. Anderlecht	7	7	2
2. Brussel	18	17	10
3. Elsene	4	2	2
4. Etterbeek	4	3	1
5. Evere	1	1	-
6. Ganshoren	1	1	-
7. Jette	1	2	-
8. Koekelberg	1	1	-
9. Oudergem	2	-	-
10. Schaarbeek	4	4	-
11. St.-Agatha-Berchem	1	1	-
12. St. Gillis	4	1	-
13. St.-Jans-Molenbeek	3	3	1
14. St. Joost-ten-Noode	3	3	-
15. St. Lambrechts-Woluwe	2	1	-
16. St. Pieters-Woluwe	2	2	-
17. Ukkel	-	2	-
18. Vorst	1	1	-
19. Watermaal-Bosvoorde	1	1	-

(1) Franstalige ambtenaren benoemd in overtal, bij toepassing van artikel 7 van het K.B. van 30 november 1966, houdende maatregelen tot vrijwaring van de verkregen rechten van ambtenaren die op 1 september 1963 verbonden waren aan een plaatselijke of gewestelijke dienst gevestigd in Brussel-Hoofdstad (VI).

TABEL III

Geneesheren verbonden aan de O.C.M.W.-ziekenhuizen van Brussel-Hoofdstad.

1. Anderlecht	: 51 F - 7 N
2. Brussel	: 318 F - 100 N
3. Elsene	: 69 F - 6 N
4. Etterbeek	: 42 F - 3 N
5. Schaarbeek	: 71 F - 13 N
6. St.-Gillis	: 34 F - 5 N

De O.C.M.W. beschikken niet over genoeg elementen om de geneesheren onder te verdelen in voltijds tewerkgestelden en deeltijds tewerkgestelden. Ook de wijze van werving kan verschillen van het ene tot het andere geval. Deze laatste cijfers werden dan ook slechts met het nodige voorbehoud opgetekend.

B. TOEZICHT VAN DE VICE-GOUVERNEUR OP DE PLAATSELIJKE EN GEWESTELIJKE DIENSTEN VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

Door de Regeringscommissaris voor de hoofdstad van het Rijk, vice-gouverneur van de provincie Brabant, werden de hierna vermelde statistische gegevens verstrekt aangaande zijn voorgedijtussenkomst betreffende de toepassing van de taalwetten op de agglomeratie Brussel en op de diensten van de gemeenten en van de O.C.M.W. binnen het taalgebied Brussel-Hoofdstad.

Het bijzonder toezicht van de vice-gouverneur is vastgelegd in artikel 65 van de S.W.T. en in het Koninklijk Besluit van 13 januari 1964 tot vaststelling van de bevoegdheid van de vice-gouverneur van de provincie Brabant (B.S. 25 februari 1964).

Aantal door de vice-gouverneur getroffen schorsingsbesluiten ten aanzien van beslissingen :

van de agglomeratie Brussel	45
van gemeenteverheden	47
van O.C.M.W.	<u>77</u>

Totaal : 169

De meeste van deze schorsingsbesluiten vonden rechtssteun in de miskenning van de bepalingen van artikel 21 van de S.W.T., meer bepaald bij ontstentenis van een schriftelijk examen bij de benoeming of aanstelling van personeelsleden bij deze diensten (artikel 21, § 2), bij ontstentenis van een bijkomend mondeling examen door diegenen die omgang hebben met het publiek (artikel 21, § 5) of bij ontstentenis van het schriftelijk examen voor de titularissen van een ambt die tegenover de overheid verantwoordelijk zijn voor het behoud van de eenheid in de rechtspraak of in het beheer van de dienst waarvan de hoge leiding hen is toevertrouwd (artikel 21, § 4).

Enkele schorsingsbesluiten werden getroffen wegens overtreding van artikel 21, § 7, omdat bij de werving van het personeel 50 % van de te begeven betrekkingen niet in gelijke mate werden verdeeld over de beide taalgroepen (1e lid) of nog omdat de pariteitsregel van het 2de lid van die paragraaf niet werd geëerbiedigd.

Die besluiten werden gevolgd door 106 vernietigingsbesluiten op de voordracht van de bevoegde ministers genomen. In 33 gevallen besliste de minister de vernietiging niet te vervolgen. In 8 gevallen heeft de plaatselijke of de agglomeratieoverheid geen akte genomen van het besluit van de vice-gouverneur, zodat de procedure nog steeds aanhangig is. In 10 gevallen slaagden de betrokken personen naderhand voor de voorgescreven examens. In 5 gevallen boden de betrokken personeelsleden ontslag aan of werden ze ontslagen. In 7 gevallen trok de Raad of het College de geschorste beraadslaging in.

x

x

x

V. BIJZONDER VERSLAG VAN DE NEDERLANDSE AFDELING

Bij de Nederlandse afdeling werden over het jaar 1977, 124 nieuwe klachten aanhangig gemaakt. De Afdeling bracht 71 adviezen uit. Dit zijn, voor de afdeling, de hoogste cijfers sedert de werking van de V.C.T. Zij hield, in de loop van voormeld jaar, 17 vergaderingen.

Artikel 61, § 5 van de S.W.T. bepaalt "de Nederlandse afdeling is bevoegd omtrent de zaken die gelocaliseerd of localiseerbaar zijn in gemeenten zonder speciale regeling in het Nederlands taalgebied."

Hierna volgen enkele statische gegevens over de laatste vijf jaren.

	<u>Ingeleide zaken</u> (x)	<u>Totaal</u>	<u>adviezen</u> (x)
		<u>Aanhangige zaken</u>	
1973	31		28
1974	31		11
1975	61		38
1976	114		55
1977	124	155	71

(x) met inbegrip van de ambtshalve gelaste onderzoeken.

In 20 gevallen werd het krachtens artikel 61 § 3 van de S.W.T. gevraagd gevolg medegedeeld dat de bestuursoverheid aan de adviezen heeft verleend. In twee gevallen werd het, alhoewel gevraagd, niet medegedeeld.

Zoals vorige dienstjaren onderzocht de Afdeling de ingediende klachten, de toepassing van de taalwetten in bestuurszaken en de toepassing van het decreet van 19 juli 1973 van de Cultuurraad van de Nederlandse Cultuurgemeenschap op het gebruik van de talen bij de sociale betrekkingen tussen werkgever en werknemer en voor de bij de wet en besluiten voorgeschreven akten en documenten. De rechtspraak wordt hierna overlopen.

TAAUGEBRUIK BIJ DE PLAATSELIJKE EN GEWESTELIJKE DIENSTEN

Verschillende zaken hadden betrekking op het taalgebruik van plaatselijke en gewestelijke diensten met andere diensten, met het publiek of met particulieren uit eentalig Nederlandstalige gemeenten.

De Nederlandse Afdeling adviseerde :

- de agglomeratie Brussel dient Nederlandstalige facturen aan een rijkswachtbrigade te St.-Pieters-Leeuw te sturen (nr. 4634/II/N).

- intercommunale verenigingen en gewestelijke diensten van de T.T. te Brussel dienen met een inwoner uit een Nederlandse gemeente, het Nederlands te gebruiken ten ware deze verlangt dat het Frans wordt gebruikt.

- straatnamen zijn mededelingen aan het publiek, uitgaande van een plaatselijke dienst; in eentalige gemeenten moeten zij krachtens artikel 11 van de S.W.T. uitsluitend in het Nederlands gesteld zijn (nr. 4498).

- voor de toepassing van de taalwet zijn de postkantoren, naar gelang van het geval, als plaatselijke of als gewestelijke diensten te beschouwen; het tweetalig document dat door een kantoor uit het eentalig gebied aan een particulier was uitgereikt en waartegen een klacht was gericht, voor het buitenland bestemd. De Wereldpostunie waarbij België ingevolge de wet is toegetreden, legt in internationaal verkeer, het gebruik van het Frans op. Een tweetalig document met voorrang van het Nederlands is niet in strijd met de bepalingen van de S.W.T. (nr. 4790).

- een firma voor kabeltelevisie, die optreedt binnen het kader van de specifieke wetgeving op het stuk en bovendien die houdster is van een gemeentelijke vergunning bedoeld bij artikel 50 van de S.W.T. is met een openbare dienst belast en moet de taalwetten naleven; zij is een plaatselijke dienst in deze zin van de S.W.T.; de brief aan een particulier uit een eentalige gemeente moet krachtens artikel 12 van de S.W.T., uitsluitend in de gebiedstaal gesteld zijn (nr. 4330).

- een agentschap van de A.S.L.K. in het Nederlands taalgebied in een plaatselijke dienst. De vermeldingen op de spaarboekjes dienen in het Nederlands gesteld te zijn : de boekjes zijn getuigschriften en moeten krachtens artikel 14, § 1 van de S.W.T. in de taal van het gebied gesteld worden (nr. 4392/II/N).

- een intercommunale vereniging met als werkkring gemeenten uit het Nederlands en uit het Frans taalgebied en met zetel te Terhulpen is een gewestelijke dienst in de zin van artikel 36, § 1 van de S.W.T. In zijn betrekkingen met particulieren uit het Nederlands taalgebied gebruikt hij, ingevolge artikel 34, § 1 van de S.W.T., de taal opgelegd aan de plaatselijke diensten waar de belanghebbende woont (nr. 4391/II/N).

- de dienst "Technische Autocontrole" te Brussel valt onder de toepassing van artikel 35, § 1 b van de S.W.T. Met een inwoner uit Overijse moet hij in het Nederlands corresponderen ten ware de particulier om het gebruik van het Frans heeft verzocht (nr. 4452/II/N).

- de Technische Dienst van het Zeewezen te Oostende is een gewestelijke dienst in de zin van artikel 33, § 1. Bij aanbestedingen moeten de bestekken, de berichten van aanbesteding, de studies, de behandeling in binnendienst en de kennisgevingen uitsluitend in het Nederlands gesteld zijn. De bepaling in het lastenkohier dat de beschrijving van de aangeboden boeilantaarns ook in het Frans of het Engels mocht gesteld worden is in strijd met de bepaling van artikel 33, § 1 der S.W.T. (nr. 4231).

- de Compensatiekas voor Gezinsvergoedingen van Brabant is een dienst in de zin van artikel 1, § 1, 2° der S.W.T. Overeenkomstig artikel 41, § 1 der S.W.T. moet deze dienst, waarvan de werkkkring het ganse land bestrijkt, voor de betrekkingen met de particulieren gebruik maken van die van de drie talen waarvan de betrokkenen zich hebben bediend; aangezien de aanvraag om kinderbijslag in het Nederlands was ingediend, diende de assignatie uitsluitend in die taal gesteld te zijn (nr. 4422).

- de copie-fakturen, de manifesten of ladinglijsten en de douanegiften van private bedrijven uit het Nederlandse taalgebied dienen in het Nederlands gesteld te worden. Ter behandeling door de diensten van Douanen en Accijnzen te Antwerpen mag bij deze documenten een vertaling in de taal van het land van bestemming gevoegd worden; het aanvaarden van deze bescheiden in een andere landstaal dan het Nederlands is niet in strijd met de S.W.T., voor zover het gebruik van die andere taal wettelijk verplicht of mogelijk is op grond van artikel 52 der S.W.T. of voor zover deze documenten opgesteld werden door in het buitenland gevestigde bedrijven. De behandeling van deze bescheiden in binnendienst moet, op grond van artikel 33, § 1 der S.W.T. in het Nederlands geschieden (nr. 4257/II/N).

TAALFACILITEITEN IN TOERISTISCHE CENTRA (ART. 11 § 3)

Naar aanleiding van verschillende klachten in verband met de toeristische faciliteiten bedoeld bij artikel 11, § 3 van de S.W.T. gaf de nederlandse afdeling volgende adviezen :

- de affiches uitgaande van een plaatselijke vereniging voor vreemdelingenverkeer uit een kustgemeente en bestemd voor toeristen moeten, hetzij enkel in het Nederlands hetzij in deze taal doch gevolgd door twee andere talen, gesteld worden.

- die regel vindt ook toepassing op een kerkfabriek van een parochie te Blankenberge; deze is een openbare instelling, zij valt, voor haar catalogi bestemd voor de toeristen, onder dezelfde regel (nr. 4502).

- het Casino van deze gemeente heeft de keuze de berichten in het Nederlands of ten minste in drie talen, waaronder het Nederlands voorop, te stellen (nr. 4508).

- de concessiehouders van de huurbootjes op de reien te Brugge vallen onder dezelfde regel (nr. 4504/II/N).

CENTRALE EN BUITENLANDSE DIENST

De diensten voor Wetenschapsbeleid, afhangende van de Eerste Minister, dienen overeenkomstig artikel 41, § 2 der S.W.T. aan private bedrijven gevestigd in een gemeente zonder speciale taalregeling, in de taal van het gebied te antwoorden (nr. 4786).

Een Centrale Compensatiekas voor Gezinsvergoedingen valt onder de toepassing van de S.W.T.; de assignaties bestemd voor particulieren uit het Nederlands taalgebied moeten in de taal van de particulier gesteld worden; bij ontstentenis van keuze bestaat een vermoeden dat de taal van de particulier deze is van het gebied (nr. 4422).

Het Bestuur van Postchecks is een dienst waarvan de werkring het ganse land bestrijkt. Het zenden van berichten op naam is een betrekking met een particulier. Overeenkomstig artikel 41 § 1 der S.W.T. maken de diensten gebruik van die van de drie talen waarvan de particulier zich heeft bediend. Er bestaat bij ontstentenis van een uitdrukkelijke keuze een vermoeden dat de taal van het gebied deze is van de particulier (nr. 4766).

De uittreksels uit het repertorium van de voertuigen moeten door het Ministerie van Verkeerswezen, Bestuur van het Vervoer, overeenkomstig artikel 39, § 2 der S.W.T. in het Nederlands aan de onderscheiden diensten uit het Nederlands taalgebied worden gestuurd (nr. 4488).

De Nederlandse Afdeling stelde vast dat het "Office belge du Tourisme" te Lille (Rijsel) een buitenlandse directie van het Commissariaat-Generaal voor Toerisme is, oordeelde dat deze onder de toepassing van artikel 47 van de S.W.T. valt en dat de betrekkingen voor de gezamenlijke buitenlandse diensten op alle trappen van de hiërarchie in gelijke mate moeten verdeeld worden over de Nederlandse en Franse taalrollen (4672).

VERKIEZINGSZAKEN

In verband met de gemeenteraadsverkiezingen adviseerde de afdeling dat in een stembureau de bijzitters zich bij de verrichtingen in het Nederlands moeten uitdrukken. De voorzitter van het bureau staat in voor de naleving van de S.W.T. (nr. 4584).

De verkiezingspropagande die de burgemeester, handelend als particulier voert zonder enige tussenkomst van de gemeente, valt buiten de toepassing van de taalwet (nr. 4526).

De Afdeling oordeelde zich onbevoegd betreffende een klacht wegens de samenstelling van de verkiezingslijsten; de S.W.T. zijn niet van toepassing op de politieke partijen (nr. 4542).

De Afdeling had in 1975-76 (zie verslag N.A. jaar 1976) een onderzoek gewijd aan de taal van de eed, afgelegd bij de aanstelling van de raadsleden van de gemeenten en C.O.O.'s van het arrondissement Halle-Vilvoorde, na de gemeenteraadsverkiezingen van 1970. Alsdan hadden minstens 15 raadsleden in 7 gemeenten en een lid van de C.O.O. de eed niet uitsluitend in het Nederlands afgelegd. Bij de bevoegde ministers werd aangedrongen dat zij de gepaste onderrichtingen zouden geven met het oog op de naleving der taalwetten .

Naar aanleiding van de verkiezingen in 1976 stelde de afdeling een nieuw onderzoek in. Hierbij werd vastgesteld dat in de 28 gemeenten van hetzelfde arrondissement, zoals zij na de fusie zijn samengesteld, alle leden van de gemeenteraden of van de raden van de centra voor maatschappelijk welzijn de eed uitsluitend in het Nederlands hebben afgelegd. Er kan worden aangestipt dat de Cultuurraad van de Nederlandse Cultuurgemeenschap, bij decreet van 3 mei 1972, uitdrukkelijk het gebruik van het Nederlands heeft opgelegd.

TAALGEBRUIK BIJ DE N.M.B.S. EN BIJ HET OPENBAAR VERVOER

Ook dit jaar werden talrijke klachten betreffende het taalgebruik bij de N.M.B.S. aanhangig gemaakt. De Afdeling noteerde niettemin een positieve medewerking van de maatschappij bij het onderzoek van de aanhangige zaken en bij de naleving van de uitgebrachte adviezen in een materie waar de toepassing van de wet uiteraard op moeilijkheden stuit.

De afdeling besliste dat de betrekkingen tussen stations (plaatselijke diensten) of andere diensten uit het Nederlands taalgebied in het Nederlands dienen te geschieden (nr. 4532 - 4535 en 4574).

Zij nam akte van een brief waarin de N.M.B.S. toegeeft dat ten aanzien van artikel 17 der S.W.T. het Zuidstation verkeerdelijk tweetalige "consignes" had gebruikt bij de betrekkingen met plaatselijke en gewestelijke diensten uit het Nederlandse taalgebied; zij stelde de aanwending van eentalige bescheiden in het vooruitzicht.

Uitbetalingslijsten van pensioenen gestuurd door de Directie Stations (hoofdbestuur) naar boekhoudingsstations (gewestelijk diensten) uit het Nederlandse taalgebied moeten in de taal van het gebied gesteld zijn (nr. 4586).

De concessiehouder van een stationsbuffet uit het Nederlands taalgebied mag niet Nederlandsonkundig zijn (nr. 4827).

Het goederenstation Thurn en Taxis is een gewestelijke dienst uit Brussel-Hoofdstad; hij moet krachtens artikel 17, § 3 van de S.W.T. in de betrekkingen met de plaatselijke diensten uit het Nederlands taalgebied het Nederlands gebruiken; een tweetalig document is strijdig met de taalwet (nr. 4607).

Ingevolge artikel 41, § 2 der S.W.T. richten de centrale diensten der maatschappij zich in het Nederlands tot de bedrijven uit het Nederlandse taalgebied (nr. 4531 - nr. 441/II/N); dezelfde diensten der maatschappij moeten, in hun betrekkingen met plaatselijke en gewestelijke diensten uit dit taalgebied het Nederlands gebruiken (nr. 4531/II/N).

Betrekkingen tussen niet gehiërarchiseerde diensten uit verschillende taalgebieden zijn niet geregeld bij de S.W.T.; de taal van de gebieden waar de diensten gevestigd zijn mag gebruikt worden; het gebruik van tweetalige documenten is niet in strijd met de S.W.T. De keuze van de N.M.B.S. voor de tweetaligheid werd aanvaard (nr. 4538).

Het voorleggen aan de stations van het Nederlandse taalgebied van franstalige abonnementsaanvragen en schoolattesten is niet steeds strijdig met de S.W.T.; de formulieren kunnen immers uitgereikt worden door stations uit een ander taalgebied en aangevuld worden door schooloverheden van een ander taalstelsel en taalgebied; geen wetsbepaling staat een homogeen gewestelijke dienst toe een document te weigeren uit een ander taalgebied (nr. 4363).

Een autobus die de lijn Calais-Adinkerke bedient (op Belgische grondgebied in concessie gegeven door de N.M.V.B.) valt in België, onder de toepassing van de S.W.T. (artikel 50). Volgens de reisroute van de bus kan tweetaligheid aangenomen worden in het voertuig.

Dienstregelingen en berichten bij de halten en op de bus dienen in elk geval in het Nederlands gesteld te zijn (nr. 4505).

HET DECREET OP HET TAALGEBRUIK IN HET BEDRIJFSLEVEN EN IN DE

ARBEIDSVERHOUDINGEN

Onder de 71 uitgebrachte adviezen hadden er 13 met betrekking op de toepassing van het decreet van 19 juli 1973 van de Cultuuraad van de Nederlandse Cultuurgemeenschap op het gebruik van de talen bij de sociale betrekkingen tussen werkgevers en werknemers en voor de bij de wet voorgeschreven akten en documenten.

De mondelinge sociale betrekkingen tussen werkgevers en werknemers vallen onder de toepassing van het decreet en moeten in het eentalig Nederlands gebied in het Nederlands geschieden (nr. 4646/II/N).

De personeelsdocumenten, de bediendencontracten, de polissen van verzekering tegen werkongevallen, de aangiften bij de R.S.Z. vallen onder toepassing van het decreet (nr. 4589).

Kasbons zijn boekhoudkundige bescheiden in de zin van het decreet en moeten in het Nederlands gesteld zijn (nr. 4679/II/N). Een faktuur is een bij de wet voorgeschreven akte en alle bij de wet opgelegde vermeldingen vallen onder de toepassing van het decreet (nrs. 4675-4765-4445). Het taaldecreet is evenwel niet van toepassing op verzendingsnota's; deze zijn betrekkingen met klanten (nr. 4721).

De faktuur is een wettelijk voorgeschreven document in de zin van artikel 5 van het decreet; het is ook een document voor de klant. Uitgaande van een exploitatiezetel in het Nederlands taalgebied dient de factuur in het Nederlands te worden gesteld, doch ten behoeve van een buitenlandse klant mag een vertaling in diens taal worden bijgevoegd (nr. 4768 en 4791).

Het decreet vindt geen toepassing op firma's die te Brussel gevestigd zijn. Deze vallen onder de algemene taalwetgeving (S.W.T.). Artikel 52 S.W.T. regelt alleen het taalgebruik voor de akten en bescheiden bestemd voor het personeel. Facturen, als wettelijk voorgeschreven documenten vallen te Brussel-Hoofdstad buiten het toepassingsgebied van artikel 52 van de S.W.T. (nr. 4677). De betrekkingen tussen de V.Z.W. Westtoerisme, een dienst in de zin van artikel 1, § 1 - 2° der S.W.T. en een bedrijf te Brussel is niet bij de S.W.T. geregeld.

Een bedrijf in het Nederlands taalgebied gevestigd, dient ingevolge artikel 41, § 2 van de S.W.T. door de Commissariaat-Generaal van Toerisme, in het Nederlands aangeschreven te worden.

De factuur uitgaande van dit bedrijf dient overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 19 juli 1973 in het Nederlands gesteld te zijn. Zo de samenstelling van het personeel zulks rechtvaardigt, en op éénparige en schriftelijke aanvraag van de werknemers-leden van de ondernemingsraad heeft de werkg. ver. een vertaling in één of meer talen bij de berichten, mededelingen, akten, getuigschriften en formulieren bestemd voor het personeel, te voegen (nr. 4601).

Naar aanleiding van inspecties stelde de Nederlandse afdeling vast dat een firma te Lot, het decreet niet naleeft wat betreft :

1. de personeelsdocumenten, zoals bediendencontracten, loon- en weddestroken en allerhande getuigschriften;
2. de driemaandelijke aangifte R.S.Z. en de polis wettelijke verzekering "arbeidsongevallen".

Zij oordeelde dat overeenkomstig artikel 5 van het decreet de akten en bescheiden bestemd voor het personeel en de wettelijk voorgeschreven documenten in het Nederlands dienden gesteld te zijn (nr. 4559). Zij kwam tussen bij voormelde firma die maatregelen heeft getroffen om het decreet na te leven.

In een onderneming te Merchtem is vastgesteld dat een directielid Nederlandsonkundig is en het Engels gebruikt in zijn betrekkingen met de werknemers, dat de grootboekrekening in het Engels gesteld was. De afdeling stelde vast dat bij artikel 3 van het decreet ook de mondelinge sociale betrekkingen geregeld zijn en dat artikel 5 het Nederlands oplegt voor de boekhoudkundige documenten (nr. 4646). De onderneming werd aangemaand zonder verwijl de maatregelen te treffen tot stipte naleving van de bepalingen van het decreet.

X

X

X

In aansluiting met haar vroegere verslagen ziet de Nederlandse afdeling zich verplicht eens te meer haar beklag te maken aangaande de schaarse personeelsbezetting bij haar administratieve dienst. Deze is onvoldoende om op een doeltreffende manier, het hoofd te bieden aan de talrijke opdrachten die voortvloeien uit de toepassing van de taalwetten, mede van het decreet van 19 juli 1973 van de Cultuurraad van de Nederlandse Cultuurgemeenschap tot regeling van het gebruik van de talen voor de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en de werknemers alsmede van de door de wet en de verordeningen voorgeschreven akten en bescheiden van de ondernemingen, waarvoor zij heeft in te staan.

VI. BIJZONDER VERSLAG VAN DE FRANSE AFDELING

Aangaande de interne organisatie van de Franse afdeling, valt er niets te melden.

In verband met de behandelde zaken werden de volgende principes toegepast :

- 1) Het Nederlandstalig opschrift op het station van Ottignies (schilderwerken) werd beschouwd als een tijdelijk, geïmproviseerd opschrift met een karakter van openbaar nut.
De Franse afdeling heeft geoordeeld dat het de taalhomogeniteit van het gebied geenszins in gevaar bracht. De klacht werd derhalve ontvankelijk maar ongegrond verklaard.
- 2) Er werd een klager meegedeeld dat het tot de vaste rechtspraak van de V.C.T. behoort, tweetalige, in de steen gehouwen, of daarmee vergelijkbare opschriften toe te laten, daar hun wegwerking zeer dure schade kan berokkenen. Ook werd er een veiligheidselement in aanmerking genomen. In casu ging het immers om straatkranen. De Franse afdeling heeft ook in dit geval geoordeeld dat de homogeniteit van het Franse taalgebied (Ottignies) niet in het gedrang werd gebracht door het bestaan van die tweetalige opschriften. De klacht werd ontvankelijk maar ongegrond verklaard.
- 3) Ingevolge een klacht tegen het bestaan van tweetalige opschriften aan de ingang van de ruïnes van de Abdij van Villers-la-Ville, heeft de Franse afdeling geoordeeld dat het in casu weliswaar ging om een gewestelijke dienst waar eentaligheid de regel is, maar dat het uitgesproken historisch, bouwkundig en cultureel karakter van de ruïnes, de tweetalige opschriften toelaat, temeer daar deze de taalhomogeniteit van het gebied niet in het gedrang brengen.

DEEL II

	blz
A. Verenigde vergadering	252
Samenvatting van de adviezen	252
I. Plaatselijke diensten	252
II. Gewestelijke diensten	266
III. Plaatselijke en gewestelijke diensten	285
IV. Centrale- en uitvoeringsdiensten	288
1. Algemeen	288
2. Trappen van de hiërarchie en taalkaders	325
3. Buitenlandse diensten	342
V. Diensten in de zin van de S.W.T.	343
VI. Verjaring	348
VII. Onbevoegdheid van de V.C.T.	349
 B. Nederlandse afdeling	 351
Samenvatting van de adviezen	351
I. Plaatselijke diensten	351
II. Plaatselijke- en gewestelijke diensten	362
III. Gewestelijke diensten	366
IV. Centrale diensten	373
V. Private bedrijven (decreet)	381
VI. Onbevoegdheid van de Nederlandse afdeling	388
 C. Franse afdeling	 389
Samenvatting van de adviezen	389

A. VERENIGDE VERGADERING

Samenvatting van de adviezen van de verenigde vergadering

I. PLAATSELIJKE DIENSTEN

- Plaatselijke diensten
- Gemeenten uit het Malmedyse
- Omgang met het publiek
- Taalkennis van het personeel.

Er werd klacht ingediend tegen het gemeentebestuur van Malmedy wegens het feit dat zijn diensten niet zo zijn georganiseerd dat het publiek zonder enige moeite kan worden te woord gestaan in zijn taal.

Uit de enquête blijkt dat het personeel dat omgang heeft met het publiek, sommige leden omvat die een praktische kennis hebben van het Duits; dit is echter niet het geval bij de dienst van de Burgerlijke Stand en van de Bevolking.

De V.C.T. heeft geoordeeld dat overeenkomstig artikel 15, § 3, de diensten van het gemeentebestuur van Malmedy, met inbegrip van de dienst van de Burgerlijke Stand en van de Bevolking, zo moeten georganiseerd zijn dat het publiek zonder enige moeite het Frans of het Duits kan gebruiken.

- Advies nr. 4246/II/P van 10 maart 1977.

-
- Plaatselijke diensten
 - Gemeenten uit het Malmedyse
 - Akten : aanslagbiljet
 - Vertalingen.

Er werd klacht ingediend tegen het gemeentebestuur van Malmedy, wegens het sturen van een in het Frans gesteld aanslagbiljet voor het ophalen van huisvuil naar een Duitstalig particulier.

Het aanslagbiljet is een uittreksel uit de bevestigingskohieren die in binnendienst worden samengesteld.

Volgens het gemeenrecht zijn de kohieren authentieke akten van zodra zij uitvoerbaar zijn verklaard; derhalve is het aanslagbiljet een authentieke akte.

Bijgevolg, krachtens artikel 13, § 1, 3de lid, dat bepaalt dat de plaatselijke diensten de taal van het gebied gebruiken voor het stellen van akten die particulieren aangaan, moest het gemeentebestuur het aanslagbiljet in het Frans stellen. De belanghebbende kon echter een vertaling in het Duits verkrijgen.

- Advies nr. 4246/B/II/P van 10 maart 1977.

- Plaatselijke diensten
- Duits taalgebied
- Betrekkingen met particulieren
- Formulieren.

Er werd klacht ingediend tegen het feit dat enerzijds, de dienst van de douane te Hauset, weigert een Duitstalig particulier in het Duits aan te spreken en, anderzijds, dat het postkantoor te Eupen niet over Duitstalige formulieren beschikt.

Punt 1 : De douanediens van Hauset moet, in de betekenis van de S.W.T., worden beschouwd als een plaatselijke dienst.

Bijgevolg diende de betrokken douanebeambten zich in het Duits tot de klager te richten overeenkomstig artikel 12, 1ste lid van de S.W.T. aangezien die het gebruik van die taal gevraagd had.

De klacht is dus gegrond wat het 1ste punt betreft.

Punt 2 : Uit de enquête blijkt dat beide postkantoren te Eupen over een volledige reeks formulieren beschikten die de Duitstaligen konden tevreden stellen.

Bijgevolg kon er niet worden bewezen dat de klacht op dit punt gegrond was.

- Advies nr. 4107/II/P van 24 maart 1977.

- Plaatselijke diensten
- Duits taalgebied
- Taalkennis van het personeel.

Er werd klacht neergelegd tegen het feit dat in het douane-kantoor van Eynatten 2, de functies van luitenant der douane, in geval deze afwezig is, worden uitgeoefend door een Franstalig ambtenaar die niet heeft bewezen het Duits te kennen.

Omwille van hun territoriale bevoegdheid moeten de douanediensten van Eynatten 2 worden beschouwd als een plaatselijke dienst van het Duits taalgebied.

De V.C.T. heeft geoordeeld dat het strijdig is met de bepalingen van artikel 15, § 1 dat een ambtenaar die de taal van het gebied niet kent, zelfs tijdelijk de functies van luitenant waarneemt.

De klacht is ontvankelijk en gegrond.

- Advies nr. 4249/4252/II/P van 24 maart 1977.

-
- Plaatselijke diensten
 - Gemeenten uit het Malmedyse
 - Talenkennis van het personeel - Bewijs.

Bij verzoek van 13 april 1976 werd er bij de V.C.T. een klacht ingediend tegen het feit dat de heer W.P., postbeambte 4e klas, houder van een diploma B3/B2, waaruit zijn kennis van het Frans blijkt, voor een betrekking van postbeambte 4e klas in een gemeente uit het Malmedyse afgewezen werd omdat hij zijn kennis van het Frans niet wettelijk kon bewijzen.

Uit het inspectieverslag blijkt dat de betrokkene in het Duits een examen van hulppostbeambte heeft afgelegd en dat hij op 1 januari 1974 in dienst is getreden te St.-Vith.

De betrokkene, die lager onderwijs heeft genoten in het Duits, heeft zijn middelbare studies in die taal verder gezet aan het "Institut Technique de St.-Vith"; hij is ook houder van een diploma waaruit blijkt dat hij Franse lessen heeft gevolgd aan de technische school te Bütgenbach.

Daar de gemeenten uit het Malmedyse, gemeenten met een speciale regeling van het Franse taalgebied zijn, moeten de kandidaten voor een ambt of betrekking van die gemeenten, door toepassing van artikel 15, § 1 van de S.W.T., bewijzen dat ze de gebiedstaal, in casu het Frans kennen; het bewijs van die kennis wordt geleverd door de diploma's of studiegetuigschriften waaruit blijkt dat de betrokkene in het Frans onderwijs heeft genoten.

Nochtans zijn de diploma's of studiegetuigschriften waarop de S.W.T. doelen, die welke worden afgeleverd na een regelmatige studiecycclus (lager, middelbaar onderwijs enz.) en niet die welke het einde betekenen van een cycclus voor sociale promotie.

De V.C.T. heeft geoordeeld dat de betrokkene de kennis van het Frans niet bewezen heeft, in de betekenis van de S.W.T. en dat, alvorens benoemd te kunnen worden in de betrekking van postbeambte 4e klas, in een gemeente uit het Malmedyse, de heer W.P. door een examen moet bewijzen dat hij grondig Frans kent.

- Advies nr. 4331/II/P van 24 maart 1977.

- Plaatselijke diensten
- Brussel-Hoofdstad
- Betrekkingen met particulieren
- Getuigschriften uitgereikt aan particulieren.

Klacht tegen de gemeente Elsene die een Nederlandstalig particulier van de gemeente St.-Martens-Bodegem een Franstalig uittreksel van geboorteakte heeft gestuurd en hem in het Frans heeft verzocht 142 F te storten.

De V.C.T. heeft geoordeeld dat het uittreksel in het Nederlands had moeten gesteld zijn en dat het verzoek tot betaling eveneens Nederlandstalig moest zijn. De klacht was ontvankelijk en gegrond.

- Advies nr. 4237/II/P van 22 april 1977.

- Plaatselijke diensten
- Brussel-Hoofdstad
- Betrekkingen met particulieren : faktuur, vragenlijst.

Klacht tegen de O.C.M.W. van Anderlecht -
Faktuur en vragenlijst in het Frans niettegenstaande aanvrager
Nederlandstalig is.

Overeenkomstig artikel 19 der S.W.T. dient het
O.C.M.W. van Anderlecht als plaatselijke openbare dienst van Brussel-
Hoofdstad, in zijn betrekkingen met een particulier, de door deze
gebruikte taal te bezigen voor zover deze het Nederlands of het Frans
is.

- Advies nr. 4352/II/P van 9 juni 1977.

-
- Plaatselijke diensten
 - Randgemeenten
 - Berichten en mededelingen aan het publiek.

Klacht tegen de gemeente Wemmel die tweetalige
straatnaamborden met voorrang aan het Frans gebruikt.

Naar luid van artikel 7 van de S.W.T. is Wemmel
een randgemeente van het Nederlands taalgebied, die een speciale
regeling geniet. Het is dus conform de geest en de letter van de
S.W.T. dat de berichten en mededelingen aan het publiek er tweetalig
zijn doch met voorrang aan het Nederlands.

Dit wordt trouwens bevestigd door artikel 24,
1e lid van de S.W.T., betreffende de berichten en mededelingen aan het
publiek in de randgemeenten waarbij in elk geval voorrang moet worden
verleend aan het Nederlands.

Wanneer echter een eigennaam die een straat
aanduidt niet kan worden vertaald, was de Commissie nochtans van oor-
deel dat, om grammaticale redenen, het woord "rue" de eigennaam mag
voorafgaan; het woord "straat" komt dan onderaan het bord zodat voor-
noemde eigennaam slechts één keer op het bord moet worden vermeld
(adviezen nrs. 3995 en 4093 van 14 oktober 1976).

- Advies nr. 4484/II/P van 16 juni 1977.
-

- Plaatselijke diensten
- Taalgrensgemeenten
- Getuigschriften.

Klacht tegen het Politiecommissariaat van
Komen - Afleveren aan Nederlandstaligen van dokumenten met het Frans
bovenaan.

Overeenkomstig artikel 14, § 2 - b der S.W.T.
dient aan Nederlandstalige aanvragers van dokumenten de Nederlands-
talige tekst bovenaan te staan; de stempel van het politiecommissariaat,
de gemeentelijke fiskale zegels alsmede de stempel van controle van
identiteit, nationaliteit en strafregister dienen in het Nederlands
gesteld te worden.

- Advies nr. 4528/II/P van 23 juni 1977.

-
- Plaatselijke diensten
 - Brussel-Hoofstad
 - Betrekkingen met particulieren.

Er werd een klacht ingediend wegens het feit
dat het postkantoor van St.-Agatha-Berchem Franstalige vermeldingen
aanbrengt op de spaarboekjes die in het Nederlands zijn gesteld.

De V.C.T. heeft geconstateerd dat de A.S.L.K.
het nodige heeft gedaan om de vastgestelde overtreding te verhel-
pen. Zij heeft echter aangedrongen op het treffen van maatregelen
waardoor vergissingen van die aard zouden worden vermeden.

- Advies nr. 4387/II/P van 8 september 1977.

-
- Plaatselijke diensten
 - N.M.B.S.-stations
 - Berichten en mededelingen aan het publiek : schriftelijke en mondelingen mededeling van buitenlandse stationsnamen.

Er werd klacht ingediend tegen de N.M.B.S. wegens
het feit dat, enerzijds, vreemde talen worden gebruikt bij het weer-
geven van buitenlandse stationsnamen in de schriftelijke aankondigingen

van de bestemmingen en dat, anderzijds, meertalige mondelinge aankondigingen worden gedaan in stations met een internationaal karakter.

Het gebruik van vreemde talen voor het weergeven van buitenlandse stationsnamen in de schriftelijke aankondigingen van de bestemmingen, vloeit voort uit het Internationale Verdrag betreffende het vervoer van reizigers en bagage per spoorweg (C.T.I.) dat op 7 februari 1970 werd ondertekend te Bern en door België werd bekrachtigd bij wet van 24 januari 1973 (B.S. van 9 mei 1973).

Artikel 80 van de C.T.I. schrijft voor dat de namen van de stations vermeld worden overeenkomstig hun benamingen in de tariefdocumenten, dat de benamingen der buitenlandse stations daarin voorkomen in de taal van het land waar zij gelegen zijn, en dat de lijst der buitenlandse stations zoals ze is vastgesteld in de tarieven, krachtens een Belgische wet, voor die stations de enige officiële en wettelijke is geworden; dat het bijgevolg aangewezen is die buitenlandse benamingen niet alleen op de internationale tickets te vermelden, maar ook in alle geschreven mededelingen inzake treinuren en dit zowel op de uurroosters en -tabellen als in de treingids.

Wat de meertalige mondelinge mededelingen betreft die via de luidspreker in sommige internationaal gerichte stations worden gedaan, stipt de N.M.B.S. aan dat het daar niet gaat om een praktijk die eigen is aan Belgische stations, dat die aankondigingen in België worden gedaan in het Nederlands, het Frans, het Duits en het Engels en dat telkens voorrang wordt verleend aan de taal van het gebied, daar die mededelingen eveneens bestemd zijn voor vreemdelingen die in België op doorreis zijn; dat die praktijk bijgevolg niet in strijd is met de geest van de S.W.T.

De klacht is dus niet gegrond.

- Advies nr. 4439/II/P van 22 september 1977.

-
- Plaatselijke diensten
 - Brussel-Hoofdstad
 - Betrekkingen met particulieren.

Klacht tegen het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn (O.C.M.W.) die een Franstalige brief heeft gestuurd naar een Nederlandstalige.

Het O.C.M.W. is een openbare plaatselijke dienst van Brussel-Hoofdstad waarop de S.W.T., krachtens de bepalingen van artikel 1, § 1, 1° der S.W.T. van toepassing zijn.

Krachtens artikel 19, § 1 gebruikt iedere plaatselijke dienst van Brussel-Hoofdstad, in zijn betrekkingen met een particulier, de door deze gebruikte taal, voor zover die taal het Nederlands of het Frans is.

Het O.C.M.W. van Elsene had de Nederlandstalige klager een Nederlandstalige brief moeten sturen.

- Advies nr. 4551/II/P van 22 september 1977.

-
- Plaatselijke diensten
 - Duits taalgebied
 - Talenkennis van het personeel
 - Betrekkingen met particulieren - Formulieren.

Bij verzoek van 14 april 1976 werd er klacht ingediend omwille van het feit, enerzijds dat een douanier van het douanekantoor van Ternell geweigerd heeft een Duitstalige in het Duits te antwoorden en anderzijds, dat datzelfde kantoor niet over Duitstalige aangifteformulieren beschikt.

Het douanekantoor van Ternell moet worden beschouwd als een plaatselijke dienst, gevestigd in het Duitse taalgebied, die overeenkomstig artikel 12, 2e lid van de S.W.T. moet antwoorden in de taal gebruikt door de particulier wanneer die taal het Frans of het Duits is.

Anderdeels moet het formulier nr. 3 voor douaneaangifte in de zin van de S.W.T. worden beschouwd als een betrekking tussen een plaatselijke dienst en een particulier, daar het immers duidelijk wordt geïndividualiseerd; het document had volledig in het Duits moeten gesteld zijn overeenkomstig artikel 12, 2e lid van de S.W.T.

Daarenboven heeft de V.C.T. geoordeeld dat het Bestuur van Douanen en Accijnzen gehouden is Duitstalige aangifteformulieren ter beschikking te stellen van de douanekantoren die in het Duitse taalgebied zijn gevestigd.

- Advies nr. 4334/II/P van 6 oktober 1977.

- Plaatselijke diensten
- Duits taalgebied
- Betrekkingen met particulieren.

Bij verzoek van 26 mei 1976 werd er bij de V.C.T. klacht ingediend tegen het Ministerie van Financiën - Bestuur der douanen en accijnzen wegens het feit dat het kantoor van Tulje een in het Frans gesteld kwijschrift heeft afgeleverd aan een Duitstalige.

Het document dat in de klacht wordt aangevochten, is een kwijschrift van borgsom in speciën dat uitsluitend in het Frans is gesteld, zowel wat de gedrukte, als wat de met de hand geschreven teksten betreft en door het bewuste bureau werd uitgereikt aan een Duitstalige particulier.

Het kanton van Tulje, een plaatselijke dienst uit het Duitse taalgebied had het kwijschrift moeten invullen in het Duits, aangezien de particulier het gebruik van die taal had gevraagd en het kwijschrift als een geïndividualiseerd formulier moet worden beschouwd doordat de naam en de woonplaats van de betrokkene erop voorkomen.

De klacht is dus gegrond.

- Advies nr. 4385/II/P van 6 oktober 1977.

-
- Plaatselijke diensten
 - Duits taalgebied
 - Betrekkingen met particulieren - formulieren.

Bij verzoek van 5 mei 1977 werd er bij de V.C.T. een klacht ingediend tegen het gemeentebestuur van Raeren dat formulieren met voorrang aan het Frans stuurt naar Duitstalige particulieren.

Het document had tot doel de klagers ervan te verwittigen dat er een onderzoek werd ingesteld m.b.t. tot de heropening van een zandgroeve te Raeren; bij het formulier was een bericht van ontvangst gevoegd dat naar het gemeentebestuur moest worden teruggestuurd.

Het volstrekt geïndividualiseerd formulier moet t.a.v. de S.W.T. worden beschouwd als een betrekking tussen een plaatselijke dienst van het Duitse taalgebied en particulieren uit hetzelfde gebied; een dergelijk document moet overeenkomstig artikel 12, § 1, zowel wat de gedrukte als wat de getypte vermeldingen betreft, uitsluitend gesteld zijn in de taal van de aanvraag, d.i. in casu het Duits.

De V.C.T. heeft geoordeeld dat de klacht ontvankelijk is en ongegrond wat het verlenen van voorrang aan het Frans betreft; formulieren bestemd voor een particulier moeten echter eentalig zijn, zodat het gemeentebestuur van Raeren verplicht is eentalig Franse en eentalig Duitse formulieren te bezitten wanneer die formulieren, door hun aard, niet bestemd zijn voor het publiek in het algemeen maar wel voor een bepaald particulier.

- Advies nr. 4730 van 6 oktober 1977.

-
- Plaatselijke diensten
 - Brussel-Hoofdstad
 - Taalkennis van het personeel.

Klacht tegen het postkantoor van Brussel 2, Kortenberglaan 16, waarvan een postbode geen enkele kennis van het Frans bezit.

De V.C.T. heeft geoordeeld dat het personeel dat in Brussel-Hoofdstad omgang heeft met het publiek tweetalig moet zijn en dat de klacht ontvankelijk en gegrond was.

- Advies nr. 4793/II/P van 20 oktober 1977.

-
- Plaatselijke diensten
 - Taalgrensgemeenten
 - Getuigschriften.

Klacht tegen het gemeentebestuur van Edingen die Nederlandstalige fotokopieën niet in het Nederlands "voor eensluidend" kan verklaren daar het geen stempel heeft met de Nederlandse vertaling van "pour copie conforme".

De V.C.T. heeft geoordeeld dat het gemeentebestuur van Edingen de vermelding "pour copie conforme" in het Nederlands moest aanbrengen, op grond van artikel 14, § 2 der S.W.T.

- Advies nr. 4828/II/P van 27 oktober 1977.

- Plaatselijke diensten
- Taalgrensgemeenten
- Taalkennis van het personeel
- Verkregen rechten.

Klacht tegen de Regie der Posterijen die geweigerd heeft een Franstalig beambte op te nemen in het kader van het postkantoor van Komen.

Uit de inlichtingen verstrekt door de Regie der Posterijen, blijkt dat die Franstalige beambte bij het postbestuur van Komen is in dienst getreden in 1958, dat hij meerdere bevorderingen heeft gehad en momenteel, zij het in overtal, nog steeds verbonden is aan het postkantoor van Komen.

Anderdeels heeft hij voor 1 september 1963 geen examen over de kennis van de tweede taal afgelegd. Indien hij dat wel had gedaan en hij was geslaagd, dan had hij de voordelen kunnen genieten van de bepalingen van artikel 6 van het K.B. nr. VIII van 30 november 1966 voor de ambten waarvan de titularissen omgang hebben met het publiek in de diensten bedoeld bij artikel 4 en zulks overeenkomstig het onderscheid gemaakt in artikel 15, § 2 van de S.W.T. Welnu daar hij niet door een examen ad hoc heeft bewezen de 2e taal voldoende of elementair te kennen overeenkomstig artikel 15 § 2, 5e lid der S.W.T. bepaalt artikel 5 van het voornoemde K.B. nr. VIII van 30 november 1966 dat de ambtenaar in dat geval en indien hij het wenst, zijn betrekking behoudt ook al heeft hij daarin omgang met het publiek, tot het mogelijk wordt hem, hetzij op eigen verzoek of met zijn instemming in de graad waarvan hij titularis is, hetzij naar aanleiding van een bevordering die hij aanvaardt, over te plaatsen naar een dienst waarvoor hij uit het oogpunt van taal geschikt is. Inmiddels mag hij evenwel niet worden belast met taken die hem omgang doen hebben met dat gedeelte van het publiek waarvan hij de taal niet als voorgeschreven kent.

De Commissie constateert dat het bestuur der Posterijen hem niet heeft overgeplaatst naar een dienst waarvoor hij uit taaloogpunt, geschikt was en dat dit bestuur hem niet, te gelegener tijd, op de hoogte heeft gebracht van de juiste toestand.

Derhalve is zijn toestand niet in orde, wat de taal betreft. Om te kunnen worden ingeschreven op het kader van het postkantoor van Komen, moet hij slagen voor het voorschreven examen over de kennis van de tweede taal.

- Advies nr. 4468/II/P van 17 november 1977.

- Plaatselijke diensten
- Brussel-Hoofdstad
- Betrekkingen met particulieren.

Klacht tegen het gemeentebestuur van Elsene dat een Nederlandstalige instelling, in casu het Algemeen Nederlands Verbond, een brief en een envelop met eentalig Franse hoofding heeft toegestuurd (d.w.z. : "Ixelles - Le Bourgmestre).

Uit het onderzoek is gebleken dat de taalgroep van de bestemming bekend was, zodat er blijkbaar een vergissing werd begaan.

Volgens artikel 19 der S.W.T., gebruikt iedere plaatselijke dienst van Brussel-Hoofdstad in zijn betrekkingen met een particulier de door deze gebruikte taal, voor zover die taal het Nederlands of het Frans is.

Bijgevolg moest er op de brieven en enveloppen die aan de Nederlandstalige klager werden gericht en weliswaar in het Nederlands waren gesteld, ook een Nederlandstalige hoofding voorkomen.

- Advies nr. 4494/II/P van 8 december 1977.

- Plaatselijke diensten
- Brussel-Hoofdstad
- Betrekkingen met particulieren.

Klacht tegen het Bestuur van het Kadaster van het Ministerie van Financiën (controle van Anderlecht) die een Nederlandstalige een tweetalige dienstkaart heeft toegestuurd die enkel in het Frans was ingevuld.

Uit de ingewonnen inlichtingen blijkt dat de werkkring van de controle van Anderlecht uitsluitend de gemeente Anderlecht bestrijkt.

Anderdeels was de taalgroep van de klager klaarblijkelijk door de dienst gekend, zodat de bewuste overtreding zou te wijten zijn aan een materiële vergissing.

Volgens artikel 19 der S.W.T. gebruikt iedere plaatselijke dienst van Brussel-Hoofdstad, in zijn betrekkingen met een particulier, de door deze gebruikte taal, voor zover die taal het Nederlands of het Frans is.

Bijgevolg moest de tweetalige kaart in het Nederlands zijn ingevuld, alvorens zij naar de Nederlandstalige klager werd gestuurd.

- Advies nr. 4560/II/P van 8 december 1977.

-
- Plaatselijke diensten
 - Taalgrensgemeenten
 - Betrekkingen met particulieren.

Klacht tegen de gemeente Lettelingen die een Nederlandstalige, onder Franstalige omslag, een Nederlandstalig bericht van de gemeente Geraardsbergen heeft toegestuurd.

Volgens de ontvangen inlichtingen kende de gemeente Lettelingen de taal van de klager.

Krachtens artikel 12, 3e lid der S.W.T. wenden de plaatselijke diensten zich in de taalgrensgemeenten tot de particulieren in die van beide talen - het Nederlands of het Frans - waarvan de betrokkenen zich hebben bediend of het gebruik hebben gevraagd.

Bijgevolg had de gemeente Lettelingen de Nederlandstalige klager de oproeping moeten toesturen onder Nederlandstalige omslag.

- Advies nr. 4610/II/P van 8 december 1977.

- + Plaatselijke diensten
- Brussel-Hoofdstad
- Betrekkingen met particulieren
- Belastingaangifte.

Klacht tegen het belastingkantoor van
St.-Lambrechts-Woluwe dat een Franstalig aangifteformulier heeft
gestuurd naar een Nederlandstalige.

De V.C.T. heeft geoordeeld dat het formulier
in het Nederlands moest gesteld zijn en dat de klacht ontvankelijk
was en gegrond.

- Advies nr. 4303/II/P van 22 december 1977.
-

II. GEWESTELIJKE DIENSTEN

- Gewestelijke diensten die in de plaats treden van plaatselijke diensten
- Randgemeenten
- Betrekkingen met de particulieren.

Er werd klacht ingediend tegen de Brusselse Intercommunale Watermaatschappij omdat een tweetalig formulier van die maatschappij in het Frans werd ingevuld, terwijl het gericht was aan een Nederlandstalig inwoner van Kraainem.

De B.I.W.M. is een organieke openbare dienst die op het vlak van de S.W.T. moet worden beschouwd als een dienst in de betekenis van artikel 1, § 1, 1ste van de S.W.T.

Het kwestieuze bericht nr. 1 is een tweetalig gedrukt formulier dat in het Nederlands of in het Frans moet worden ingevuld door de opnemer die zich bij de afwezige abonnee aanbiedt en het vormt een betrekking tussen een dienst en een particulier.

Daar de B.I.W.M. wist dat de abonnee Nederlandstalig was, moest ze ervoor waken dat het bericht nr. 1 uitsluitend in het Nederlands ingevuld werd.

Bijgevolg is de klacht gegrond.

- Advies nr. 4016/II/P van 19 januari 1977.

-
- Gewestelijke diensten
 - Betrekkingen tussen gewestelijke en plaatselijke diensten

Klacht tegen de Compensatiekas van de Christelijke Patroons te Brugge die eentalig Nederlandse formulieren heeft gestuurd naar de gemeente Waasten.

De Compensatiekas van de Christelijke Patroons is een V.Z.W. die aan de S.W.T. is onderworpen in het raam van een devolutie van een openbare dienst. Haar zetel is gevestigd in een gemeente van het Nederlandse taalgebied en haar werkkring bestrijkt gemeenten uit de 4 taalgebieden van het land. Zij is derhalve een gewestelijke dienst in de betekenis van artikel 35, § 2 der S.W.T.; een dergelijke gewestelijke dienst is onderworpen aan de taalregeling voorgeschreven bij hoofdstuk V der S.W.T. voor de uitvoeringsdiensten waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt.

Het sturen van die documenten wordt beschouwd als een betrekking tussen een gewestelijke dienst en een plaatselijke dienst. Bijgevolg moest de gemeente Waasten, overeenkomstig artikel 39, § 2 der S.W.T. die formulieren uitsluitend in het Frans ontvangen, zoals achteraf is gebeurd.

- Advies nr. 4255/II/P van 10 februari 1977.

- Gewestelijke diensten bedoeld bij artikel 35, § 1
- Taalkennis van het personeel.

Klacht tegen de M.I.V.B. die eentalig Franse trambestuurders-ontvangers tewerkstelt.

De M.I.V.B. is een gewestelijke dienst in de zin van artikel 35, § 1 b. Een dergelijke gewestelijke dienst is onderworpen aan hetzelfde stelsel als de plaatselijke diensten van Brussel-Hoofdstad.

De betrokken trambestuurders-ontvangers maken deel uit van het werkliedenpersoneel. Bijgevolg moeten die personeelsleden, bij een strikte naleving van de wet, krachtens artikel 21, § 3 van de S.W.T., bij de aanwerving geen schriftelijk examen afleggen over de elementaire kennis van de tweede taal. Daar ze echter door hun functie in contact komen met het publiek, moeten ze, overeenkomstig artikel 21, § 5, voor het Vast Wervingssecretariaat een mondeling examen afleggen over de elementaire kennis van de tweede taal.

De V.C.T. heeft daaruit besloten dat de tramconducteurs de klagers in hun taal te woord dienden te staan.

- Advies nr. 4380/4376/II/P van 3 maart 1977 en
 - Advies nr. 4739/II/P van 8 december 1977.
-

- Gewestelijke diensten bedoeld bij artikel 35, § 1 b
- Behandeling in binnendienst
- Centrale diensten : betrekkingen met gewestelijke diensten artikel 35, § 1.

Klacht tegen de Minister van Verkeerswezen en tegen de M.I.V.B. - Gebruik van het Frans bij behandeling in binnendienst van dossiers gelocaliseerd in het Nederlandse taalgebied.

Het taalgebruik in binnendienst bij de M.I.V.B. wordt bepaald door het artikel 17, § 1 - A 2° der S.W.T. waarnaar het artikel 35, § 1 - b verwijst (gewestelijke dienst) dit is in casu de taal van de gemeenten Vilvoorde en Tervuren die het Nederlands is. De centrale diensten van het Ministerie van Verkeerswezen in hun betrekkingen met gewestelijke diensten uit Brussel-Hoofdstad zoals de M.I.V.B., vallen overeenkomstig artikel 39, § 1 der S.W.T. onder de toepassing van voormeld artikel 17, § 1 - A 2°.

- Advies nr. 4338/II/P van 31 maart 1977.

-
- Gewestelijke diensten bedoeld bij artikel 35, § 1 b
 - Berichten en mededelingen aan het publiek.

Er werd klacht neergelegd tegen de Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer van Brussel wegens het feit dat er in de Brusselse agglomeratie aanplakbrieven betreffende de samenstelling van een wervingsreserve werden aangebracht, die uitsluitend in het Frans waren gesteld.

De M.I.V.B. is een gewestelijke dienst in de betekenis van artikel 35, § 1 b van de S.W.T. en is bijgevolg onderworpen aan hetzelfde taalstelsel als de plaatselijke diensten die te Brussel-Hoofdstad zijn gevestigd.

Ten aanzien van de S.W.T. moeten de bewuste aanplakbrieven beschouwd worden als berichten en mededelingen aan het publiek en krachtens artikel 18, 1ste lid moeten ze, in Brussel-Hoofdstad tweetalig zijn.

Daar het onderzoek heeft uitgewezen dat de aanplakbrieven enerzijds in een ééntalig Franse en ééntalig Nederlandse versie waren gedrukt en, anderzijds, dat zij in gelijke aantallen werden verspreid over het grondgebied van de Brusselse agglomeratie heeft de Commissie geoordeeld dat het afzonderlijk aanbrengen

in die omstandigheden, van eentalige affiches van grote afmetingen niet strijdig is met de taalwetten maar dat het niettemin wenselijk zou zijn dat de M.I.V.B., in de mate van het mogelijke, ofwel tweetalige aanplakbrieven laat drukken, ofwel naast een in de ene taal gesteld exemplaar een anderstalig exemplaar laat aanbrengen.

- Advies nr. 4157/II/P van 5 mei 1977.

- Gewestelijke diensten bedoeld bij artikel 35, § 1 b
- Betrekkingen met particulieren.

Er werd een klacht ingediend tegen de Brusselse Intercommunale Watermaatschappij die de gebruikers formulieren stuurt met de vraag te kiezen in welke taal ze voortaan hun facturen wensen te ontvangen.

De B.I.W.M. is een gewestelijke dienst in de betekenis van artikel 35, § 1 b.

De V.C.T. heeft geoordeeld dat de facturen die de B.I.W.M. de gebruikers toestuurst moeten worden beschouwd als betrekkingen met een particulier.

Het is bijgevolg niet tegen de algemene inrichting van de S.W.T. dat een dienst van Brussel-Hoofdstad die niet weet welke taal een gebruiker wenst te gebruiken, daarnaar informeert, ten einde in de toekomst alle documenten betreffende de gebruiker in diens taal te kunnen stellen, zoals artikel 19 van de S.W.T. het voorschrijft.

- Advies nr. 4212/II/P van 5 mei 1977.

- Gewestelijke diensten bedoeld bij artikel 34, § 1, a, S.W.T.
- Provinciaal Zwembad van Kortrijk
- Ambtsgebied
- Organisatie van de diensten
- Faciliteiten - zwemondericht in het Frans
- Toepasselijkheid van de S.W.T. op vreemdelingen.

De minister van Binnenlandse Zaken raadpleegde de V.C.T. over de vraag of de badmeesters van het provinciaal zwembad te Kortrijk zwemondericht mogen geven in het Frans of Frans mogen spreken.

Meer bepaald wenste de minister, op verzoek van de gouverneur van West-Vlaanderen, te weten of dergelijke lessen in het Frans mogen gegeven worden aan :

- a) de inwoners van de drie gemeenten met een speciale regeling die in West-Vlaanderen gelegen zijn (Helkijn, Mezen en Spiere);
- b) de inwoners van de gemeenten van de provincie Henegouwen en meer bepaald aan die van de gemeenten met een speciale regeling welke tot die provincie behoren;
- c) aan onderdanen van Franse nationaliteit.

Het Kortrijkse zwembad is een provinciale dienst waarvan het ambtsgebied evenwel beperkter is dan het grondgebied van de provincie. In het ambtsgebied liggen 3 taalgrensgemeenten, nl. Helkijn, Mezen en Spiere, zodat het zwembad een dienst is bedoeld bij artikel 34, § 1, a.

Uit het onderzoek is gebleken dat niet om de identiteit van de zwembadgebruikers wordt gevraagd, dat Franstalige inwoners van een andere provincie, soms van het zwembad gebruik maken en dat er jaarlijks gemiddeld 10 Franstalige zwemcursussen worden georganiseerd.

Overwegende dat geen Franstalige lessen mogen ingelegd worden zolang geen inwoner van de drie in het ambtsgebied gelegen taalgrensgemeenten er om vraagt; dat inwoners van een andere provincie niet mogen vragen dat er individueel zou worden afgeweken van het beginsel van de taalhomogeniteit van het gebied.

Overwegende dat vreemdelingen evenzeer als de Belgen de gevolgen ondergaan van de toepassing van de S.W.T.; dat er dus ten gunste van hen geen zwemlessen in het Frans mogen worden gegeven maar dat anderzijds geen enkele wetsbepaling hun deelneming uitsluit aan lessen die in het Frans zouden georganiseerd worden ten gunste van de inwoners van de voornoemde taalgrensgemeenten.

Om die redenen adviseerde de V.C.T. dat Franstalig zwemondericht mag worden gegeven in het betrokken zwembad op verzoek en ten behoeve van de Franstalige inwoners van de 3 taalgrensgemeenten. De V.C.T. laat de gepastheid om de inwoners van een ander taalgebied tot het Franstalig zwemondericht toe te laten, over aan het oordeel van de inrichtende macht.

- Gewestelijke diensten
- Betrekkingen tussen gewestelijke en plaatselijke diensten
gevestigd in verschillende taalgebieden.

Klacht tegen het Rijksinstituut voor Werknemerspensioenen te Kortrijk dat een Nederlandstalig formulier heeft gestuurd naar de gemeente Waasten.

Het Rijksinstituut voor Werknemerspensioenen, gelegen te Brussel, heeft eveneens kantoren in de provincie om het onderzoek van de dossiers en de betrekkingen met de particulieren te vergemakkelijken.

Het kantoor waarop gedoeld wordt in de klacht is gevestigd te Kortrijk. Het vormt, in de zin van artikel 34, § 1 a een gewestelijke dienst waarvan de werkring eentalige gemeenten en gemeenten met een speciale regeling uit het Nederlandse taalgebied bestrijkt.

Het bewuste document wordt beschouwd als een betrekking tussen, enerzijds, een gewestelijke dienst met zetel in een gemeente van het Nederlandse taalgebied en anderzijds, een plaatselijke dienst, gelegen in een gemeente van het Franse taalgebied, die een speciale regeling geniet.

De S.W.T. hebben het stelsel dat toepasselijk is op de betrekkingen tussen gewestelijke diensten en plaatselijke diensten die gelegen zijn in verschillende taalgebieden, niet geregeld. De Commissie was bijgevolg van oordeel dat dergelijke diensten niet verplicht zijn de taal van het andere gebied te gebruiken.

Bijgevolg mocht het kantoor van het Rijksinstituut voor Werknemerspensioenen gevestigd te Kortrijk, nederlandstalige documenten sturen naar de gemeente Waasten.

- Advies nr. 4456/II/P van 2 juni 1977.

-
- Gewestelijke diensten bedoeld bij artikel 35, § 1, b
 - Betrekkingen met particulieren.

Klacht tegen de provincie Brabant - Franse brief aan een Nederlands verantwoordelijke uitgever van affiche.

De diensten van het Provinciebestuur van Brabant zijn gewestelijke diensten die vallen onder de toepassing van de artikelen 35, § 1 b en 19 der S.W.T. De betrekkingen van deze diensten met een particulier gebeuren in de door deze gebruikte taal voor zover deze het Nederlands of het Frans is.

- Advies nr. 4421/II/P van 9 juni 1977.
-

- Gewestelijke diensten bedoeld bij artikel 35, § 1, a
- Betrekkingen met particulieren.

Klacht tegen de N.M.B.S. omwille van het feit dat een beambte van het kantoor der verloren voorwerpen van het station Brussel-Zuid aan een Nederlandstalig reiziger een eentalig Frans formulier, dat in het Nederlands werd ingevuld, heeft afgeleverd.

Volgens de rechtspraak van de V.C.T. is het station Brussel-Zuid een gewestelijke dienst in de betekenis van artikel 35, § 1, a van de S.W.T.

Bij toepassing van artikel 19 van de S.W.T. had de beambte een eentalig formulier moeten gebruiken, gesteld in de taal die door de reiziger gebruikt werd en aangevuld in diezelfde taal.

De klacht is bijgevolg ontvankelijk en gegrond.

- Advies nr. 4533/II/P van 9 juni 1977.

-
- Gewestelijke diensten waarvan de werkkring randgemeenten bestrijkt en waarvan de zetel gevestigd is te Brussel-Hoofdstad.
 - Betrekkingen met particulieren.

Bij verzoek van 20 maart 1977 werd er klacht neergelegd tegen het Kantoor voor Controle van de directe belastingen van Wemmel, dat aan een Nederlandstalige belastingplichtige van Wemmel een in het Frans gesteld aangifteformulier stuurde.

Een geïndividualiseerde belastingaangifte moet worden beschouwd als een betrekking tussen een openbare dienst en een particulier.

Uit het inspectieverslag blijkt dat voornoemd document uitgaat van het Kantoor voor Controle van de Directe Belastingen van Wemmel, waarvan de werkkring de gemeenten Wemmel, Wezembeek-Oppem en Kraainem bestrijkt en waarvan de zetel gevestigd is te Brussel-Hoofdstad.

Daar op dit soort dienst niet uitdrukkelijk wordt gedoeld in de S.W.T., heeft de V.C.T. geoordeeld dat men moet verwijzen naar de algemene geest van de S.W.T. die voorschrijft dat de inwoners van niet-homogene gemeenten in hun taal moeten worden bediend, welke ook de juridische aard van die diensten weze.

De betrokkene moest bijgevolg, naar analogie met artikel 34, § 1 van de S.W.T., een in het Nederlands gesteld aangifteformulier ontvangen, rekening houdend met het feit dat de taal van de particulier bekend was vermits het adres en het beroep in het Nederlands waren vermeld.

- Advies nr. 4700/II/P van 9 juni 1977.

- Gewestelijke diensten
- Betrekkingen tussen gewestelijke en plaatselijke diensten uit verschillende taalgebieden.

Klacht tegen de agentschappen van het Fonds voor Kinderbijslag, gevestigd te St.-Niklaas en te Kortrijk die eentalig Nederlandse formulieren hebben gestuurd naar de gemeente Waasten.

Het te Kortrijk gevestigde agentschap van het Fonds voor Kinderbijslag is, in de betekenis van artikel 34, § 1, a een gewestelijke dienst waarvan de werkkring eentalige gemeenten en gemeenten met een speciale regeling van het Nederlandse taalgebied bestrijkt.

Anderdeels is het agentschap van St.-Niklaas in de betekenis van artikel 33, § 1 een gewestelijke dienst waarvan de werkkring uitsluitend gemeenten van het Nederlandse taalgebied zonder speciale regeling bestrijkt.

Het sturen van eentalig Nederlandse documenten naar de gemeente Waasten door beide voornoemde agentschappen wordt beschouwd als een betrekking tussen, enerzijds, gewestelijke diensten met zetel in een gemeente van het Nederlandse taalgebied en, anderzijds een plaatselijke dienst gevestigd in een gemeente van het Franse taalgebied met een speciale regeling. De S.W.T. hebben het stelsel van de betrekkingen tussen gewestelijke diensten en plaatselijke diensten die in verschillende taalgebieden gelegen zijn, niet geregeld. Dergelijke diensten zijn derhalve niet verplicht de taal van het gebied te gebruiken.

Bijgevolg konden de agentschappen van het Fonds voor Kinderbijslag te St.-Niklaas en te Kortrijk, de gemeente Waasten Nederlandstalige documenten toesturen.

- Advies nr. 4516/II/P van 16 juni 1977.

- Gewestelijke diensten bedoeld bij artikel 35, § 1, b
- Betrekkingen met particulieren.

Klacht tegen de B.I.W. die een Nederlandstalige een Franstalig faktuur heeft toegestuurd, evenals een "aanmaning tot betaling".

De B.I.W.M. is een gewestelijke dienst in de zin van artikel 35, § 1, b van de S.W.T., die onderworpen is aan hetzelfde stelsel als de plaatselijke diensten die gevestigd zijn te Brussel-Hoofdstad.

Het in de klacht bedoelde betalingsorder en de aanmaning worden volgens de rechtspraak van de V.C.T. beide beschouwd als betrekkingen tussen een gewestelijke dienst en een particulier. Daar het Algemeen Krediet van België optreedt als mandataris van de B.I.W.M., is dit organisme eveneens aan de toepassing van de S.W.T. onderworpen (artikel 50).

Aangezien artikel 19, § 1 waarnaar artikel 35, § 1 verwijst, van toepassing is, diende de Nederlandstalige klager het betalingsorder en de aanmaning in het Nederlands te ontvangen.

- Advies nr. 4557/II/P van 23 juni 1977.

-
- Gewestelijke diensten bedoeld bij artikel 35, § 1, a
 - Betrekkingen met particulieren.

Klacht tegen de Schepen van Stedebouwkunde en van Openbare Werken van de Brusselse Agglomeratie die op 10 februari 1975 een officiële uitnodiging in het Frans heeft gestuurd naar verscheidene Nederlandstalige scholen en onder meer naar de autorischool "Mercator" (Leopold II laan 194 te Brussel).

De Brusselse Agglomeratieraad is een gewestelijke dienst in de zin van artikel 35, § 1 a van de S.W.T.

Het sturen van een uitnodiging naar de private autorischool "Mercator" door de Brusselse Agglomeratieraad wordt in de zin van de S.W.T. beschouwd als een betrekking tussen een gewestelijke dienst en een particulier.

Krachtens artikel 19, § 1 waarnaar artikel 35, § 1 a verwijst, had de dienst voor Stedebouwkunde en Openbare Werken van de Brusselse Agglomeratie aan de Nederlandstalige Mercatorschool een in het Nederlands gestelde brief moeten sturen. Wat de andere Nederlandstalige scholen betreft heeft het onderzoek bij gebrek aan concrete elementen niet kunnen uitmaken of de S.W.T. overal werden overtreden.

- Advies nr. 4558/II/P van 23 juni 1977.

-
- Gewestelijke diensten bedoeld bij artikel 35, § 1,
 - Formulieren bestemd voor binnendienst.

Klacht tegen de N.M.B.S. (Centraal station van Brussel) die, in binnendienst eentalig Franse formulieren gebruikt.

De V.C.T. heeft geoordeeld dat de klacht ontvankelijk en gegrond was en dat de formulieren tweetalig moeten zijn bij toepassing van artikel 17, § 2.

- Advies nr. 4537/II/P van 8 september 1977.

-
- Gewestelijke diensten bedoeld bij artikel 35, § 1
 - Betrekkingen met particulieren
 - Verkiezingen.

Bij verzoek van 4 april 1977 werd klacht neergelegd tegen de Voorzitter van het hoofdbureau van het kiesdistrict van St.-Joost-ten-Node die een Nederlandstalige bijzitter heeft opgeroepen om te zetelen in een openingsbureau, aan de hand van een uitsluitend in het Frans ingevuld tweetalig formulier.

Een aanstelling als bijzitter, gedaan door een Voorzitter van het bureau van het kiesdistrict van St.-Joost-ten-Node, moet worden beschouwd als uitgaande van een gewestelijke dienst gevestigd in Brussel-Hoofdstad; de klager had bij toepassing van artikel 35, § 1 der S.W.T., dat verwijst naar de bepalingen die op de plaatselijke diensten van Brussel-Hoofdstad toepasselijk zijn, overeenkomstig artikel 19 een oproeping moeten krijgen die gesteld was in de taal waarvan hij gebruik maakt voor zijn betrekkingen met de gemeentelijke overheid van zijn woonplaats;

Daar de klager in het Nederlands is ingeschreven in de bevolkingsregisters en op de kiezerslijsten van de gemeente Etterbeek, had hij een in het Nederlands gestelde oproepingsbrief moeten ontvangen.

- Advies nr. 4703/II/P van 8 september 1977.

-
- Gewestelijke diensten bedoeld bij artikel 35, § 1, b S.W.T.
 - B.I.W.
 - Betrekkingen met de particulieren : factuur en herinneringsbrief.

Drie inwoners van de gemeente Etterbeek legden klacht neer tegen de Brusselse Intercommunale Watermaatschappij (B.I.W.), die hen in het Frans gestelde herinneringsbrieven stuurde.

De V.C.T. adviseerde dat de B.I.W., die een dienst is bedoeld bij artikel 35, § 1, b, overeenkomstig artikel 19 zowel voor de facturen als voor de herinneringsbrieven de taal van de particulieren moet gebruiken voor zover die taal het Nederlands of het Frans is. De B.I.W. had haar Nederlandstalige abonnees Nederlandstalige herinneringsbrieven moeten sturen.

- Advies nr. 4465/I/P van 22 september 1977.

-
- Gewestelijke diensten bedoeld bij artikel 35, § 1, b
 - Taalkennis van het personeel.

Er werd een klacht ingediend tegen de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening die eentalige ambtenaren van het hoofdbestuur had gedetacheerd bij het gewestelijk bureau van Brussel.

Deze dienst is een gewestelijke dienst in de betekenis van artikel 35, § 1, b der S.W.T. Het personeel van die dienst is, overeenkomstig artikel 38, § 4 onderworpen aan de bepalingen die van toepassing zijn op het personeel van de in Brussel-Hoofdstad gevestigde plaatselijke diensten.

Bij toepassing van artikel 21, § 2, hadden de ambtenaren, voor hun detachering, moeten bewijzen een schriftelijke elementaire kennis van de tweede taal te hebben.

De klacht is derhalve ontvankelijk en gegrond maar achterhaald, aangezien de detachering is afgelopen.

- Advies nr. 4524/II/P van 22 september 1977.

-
- Gewestelijke diensten bedoeld bij artikel 36, § 1
 - Betrekkingen met particulieren.

Bij verzoek van 1 december 1976 werd er tegen het Bestuur van Douanen en Accijnzen een klacht ingediend wegens het feit dat de douanekantoren van Tulje, Hauset en Lichtenbusch uitsluitend in het Frans gestelde formulieren uitreiken aan Duitstalige particulieren.

Het formulier nr. 133 dat tot doel heeft de betrokken particulier uit te nodigen om zich met zijn voertuig te komen aanmelden in het douanekantoor van Hauset is een geïndividualiseerd formulier dat uitgaat van de gewestelijke directie van Luik van het Bestuur van Douanen en Accijnzen en dat als een betrekking met een particulier moet worden beschouwd.

Dit bestuur bestrijkt zowel gemeenten van het Franse als van het Duitse taalgebied en is een gewestelijke dienst in de betekenis van artikel 36, § 1.

Overeenkomstig artikel 34, § 1, 5e lid gebruikt een dergelijke dienst de taal die te dezer zake opgelegd is aan de plaatselijke diensten van de woonplaats van de betrokken particulier.

Aangezien de betrokken particulier gevestigd is in een gemeente uit het Duitse taalgebied en hij het Duits had gebruikt, moest het document in die taal worden gesteld.

De klacht is derhalve gegrond.

- Advies nr. 4592/II/P van 6 oktober 1977.

- Gewestelijke diensten bedoeld bij artikel 36, § 1
- Berichten en mededelingen aan het publiek.

Verschillende klachten werden bij de V.C.T. neergelegd omwille van het feit dat in het Duitse taalgebied uitsluitend in het Frans gestelde borden werden aangebracht.

Die borden, aangebracht door verschillende gewestelijke diensten in de zin van artikel 36, § 1, moeten worden beschouwd als berichten en mededelingen aan het publiek.

De betrokken gewestelijke diensten moeten de regeling volgen die voorgeschreven is door artikel 34, § 1 van de S.W.T., naar luid waarvan de berichten en mededelingen die door die diensten aan het publiek worden gericht, moeten gesteld zijn in de taal of talen die terzake worden opgelegd aan de plaatselijke diensten van hun zetel.

Verwijzend naar haar advies nr. 1868 van 5 oktober 1967, heeft de V.C.T. geoordeeld dat een strikte toepassing van de wet er zou toe leiden eentalig Franse berichten en mededelingen op te leggen in de gemeenten uit het Duitse taalgebied, wanneer het ambtsgebied van de betrokken gewestelijke dienst, sommige van deze gemeenten zou bestrijken.

De V.C.T. heeft geoordeeld dat in dit geval moet worden voortgegaan op de geest van artikel 11, § 2, 1ste lid en dat krachtens de rechtspraak en de algemene inrichting van de S.W.T., de betwiste borden in het Duits en in het Frans moeten worden gesteld.

- Advies nr. 4812/4813 en 4814/II/P van 6 oktober 1977.

-
- Gewestelijke diensten
 - N.M.B.S.
 - Taalkennis van het tijdelijk personeel dat omgang heeft met het publiek.

Bij verzoek van 3 augustus 1976 werd klacht ingediend tegen de N.M.B.S. die eentalige studenten, in de betekenis van de S.W.T., tewerkstelt als tijdelijke treinwachters.

De V.C.T. heeft geoordeeld dat het feit eentalige studenten aan te werven niet in strijd is met de S.W.T. op voorwaarde dat ze tewerkgesteld worden op lijnen die een eentalig gebied bedienen

In sommige bijzondere gevallen kan de N.M.B.S. echter, volgens de S.W.T., eentalige studenten inzetten tijdens de zomermaanden op voorwaarde dat de maatschappij alle waarborgen heeft nopens hun feitelijke kennis van de tweede taal.

- Advies nr. 4454/II/P van 13 oktober 1977.

- Gewestelijke diensten
- Betrekkingen tussen diensten gevestigd in Brussel-Hoofdstad en plaatselijke diensten uit homogene taalgebieden
- Betrekkingen tussen diensten van twee homogene gebieden.

Er werd een klacht ingediend tegen vier documenten die worden gebruikt door de N.M.B.S.

Het eerste verleent voorrang aan het Frans en wordt door het goederenstation "Tour et Taxis" van Brussel gebruikt voor de betrekkingen met een dienst uit het Nederlandse taalgebied.

Het tweede document wordt door de tractiewerkplaats van het Nederlandse taalgebied uitgereikt aan eentalig Nederlandse of Franse bestuurders die echter ook treinen kunnen besturen welke in beide taalgebieden rijden. Ofschoon dat document wegens zijn tweetaligheid, niet helemaal conform de bepalingen van de taalwet is, heeft de V.C.T. evenwel geoordeeld dat die handelwijze van de N.M.B.S. te verantwoorden is en dat de tractiewerkplaatsen tweetalige formulieren mogen uitreiken aan de bestuurders van treinen die meerdere taalgebieden doorkruisen.

Het derde document wordt door de diensten van het station Brussel-Zuid gebruikt voor het inschrijven van colli's die naar Mechelen en Antwerpen worden gestuurd. De V.C.T. heeft geoordeeld dat het station Brussel-Zuid in zijn betrekkingen met de diensten van het Nederlandse taalgebied, de taal van dat gebied moet gebruiken.

Het vierde document wordt door de diensten van het station Ukkel-Calevoet gebruikt voor de inschrijving van de colli's met bestemming Brussel-Zuid.

De V.C.T. heeft geoordeeld dat het, krachtens artikel 17, § 1, mag gesteld worden in de taal waarin de ambtenaar zijn toelatingsexamen heeft afgelegd en dat het er met het document dat door een ambtenaar van de Franse taalgroep werd ingevuld, geen overtreding van de S.W.T. werd begaan.

- Advies nr. 4477/II/P van 13 oktober 1977.

- Gewestelijke diensten bedoeld bij artikel 35, § 1 a
- Betrekkingen met diensten die gevestigd zijn in het Nederlandse en het Franse taalgebied.

Er werd klacht ingediend tegen de N.M.B.S. omwille van het feit dat het station van Brussel-Zuid een tweetalige nota heeft gestuurd naar alle standplaatsen van treinwachters uit het Nederlandse en het Franse taalgebied.

Het station Brussel-Zuid is een gewestelijke dienst in de betekenis van artikel 35, § 1 a dat voorschrijft dat dergelijke diensten onderworpen zijn aan hetzelfde stelsel als de plaatselijke diensten van Brussel-Hoofdstad.

Het kwestieuze document is een dienstnota, bestemd voor alle chefs van het net.

Derhalve valt het onder de toepassing van artikel 17 § 3 der S.W.T., dat voorschrijft dat iedere plaatselijke dienst van Brussel-Hoofdstad, in zijn betrekkingen met diensten uit het Franse of het Nederlandse taalgebied, de taal van het gebied gebruikt.

De klacht is dus ontvankelijk en gegrond.

De V.C.T. heeft evenwel akte genomen van het feit dat alle nodige maatregelen werden getroffen om, in de toekomst, gelijkaardige overtredingen te voorkomen.

- Advies nr. 4740/II/P van 13 oktober 1977.

-
- Gewestelijke diensten bedoeld bij artikel 35, § 1
 - Taalkennis van het personeel.

Klacht tegen het postsorteercentrum van Brussel X (10e gewestelijke directie) dat een eentalig Franse ambtenaar tewerkstelt aan het hoofd van de afdeling "Douane".

Uit het overzicht van de activiteiten van de 10e gewestelijke directie blijkt dat dit een gewestelijke dienst is in de betekenis van artikel 35, § 1 der S.W.T., dat die directie omvangrijker en belangrijker is dan de overige regionale directies; dat met uitzondering van de gecentraliseerde verzending van de post naar het buitenland, de activiteiten van plaatselijke of gewestelijke aard zijn.

Het postsorteercentrum omvat de afdelingen :
"ochtend", "avond", "nacht", "kas" en "douane".

Het postsorteercentrum alsook de afdeling "douane" waaropspeciaal bedoeld wordt in de klacht, worden in de betekenis van artikel 35, § 1 der S.W.T., beschouwd als een gewestelijke dienst, met hetzelfde stelsel als de plaatselijke diensten van Brussel-Hoofdstad.

Bijgevolg moest de eentalig Franse verantwoordelijke van de afdeling "douane" gevraagd zijn voor de examens voorgescreven bij artikel 21 der S.W.T.

- Advies nr. 4283/II/P van 27 oktober 1977.

- Gewestelijke diensten
- Betrekkingen tussen gewestelijke diensten uit verschillende taalgebieden

Klacht tegen het Hypotheekkantoor te Hoei, dat het Frans gebruikt in zijn betrekkingen met het Comité tot aankoop van onroerende goederen van Mechelen.

Het Hypotheekkantoor van Hoei en het Comité tot aankoop van onroerende goederen zijn, in de betekenis van artikel 33, § 1 der S.W.T. gewestelijke diensten waarvan de werkring uitsluitend gemeenten zonder speciale regeling van het Nederlandse en het Franse taalgebied bestrijkt.

Het sturen van een eentalig Frans document van het kantoor in Hoei naar het Comité te Mechelen, wordt beschouwd als een betrekking tussen twee diensten waarvan de zetel respectievelijk in een gemeente van het Franse en in een gemeente van het Nederlandse taalgebied gevestigd is.

De S.W.T. hebben de betrekkingen tussen gewestelijke diensten die in verschillende taalgebieden zijn gevestigd, niet gereglementeerd.

Dergelijke diensten zijn derhalve niet verplicht de taal van het andere gebied te gebruiken.

Bijgevolg mocht het Hypotheekkantoor van Hoei naar het Comité te Mechelen een Franstalig document sturen.

- Advies nr. 4678/II/P van 24 november 1977.

- Gewestelijke diensten bedoeld bij artikel 35, § 1
- Brusselse Intercommunale Watermaatschappij (B.I.W.)
- Taalkennis van het personeel
- Verkregen rechten.

Bij de V.C.T. werd een klacht ingediend tegen de B.I.W. ingevolge de benoeming van 5 ambtenaren tot de graad van afdelingschef, daar die ambtenaren niet hebben blijk gegeven van de taalkennis, opgelegd door artikel 21 van de S.W.T. en door het K.B. nr. VI van 30 november 1966.

Aangezien het ambt van afdelingschef bij de B.I.W. niet valt onder de bepalingen van artikel 21, § 4, adviseerde de V.C.T. dat de bevordering tot dit ambt niet afhankelijk is van het slagen voor een schriftelijk examen over de voldoende kennis van de tweede taal.

Twee van de 5 ambtenaren werden bevorderd in een betrekking waarvan de titularis omgang heeft met het publiek; aangezien zij slaagden voor het taalexamen bij hun indiensttreding vóór 1963, maar niet het bewijs leverden dat zij vrijgesteld waren van het voorgeschreven taalexamen op grond van de verkregen rechten, meende de V.C.T. dat hun bevordering kan aangezien worden als inovereenstemming met de S.W.T., op voorwaarde dat de Vaste Wervingssecretaris een bewijs uitreikt waaruit blijkt dat zij vrijgesteld zijn van het door artikel 21, § 5 voorgeschreven taalexamen.

De B.I.W. werd verzocht een aanvraag voor te leggen strekkende tot geldigverklaring voor het door de betrokken ambtenaren afgelegde taalexamen.

- Brief nr. 3721/II/P - vergadering van 1 december 1977.

-
- Gewestelijke diensten bedoeld bij artikel 35, § 1
 - Getuigschriften, verklaringen en machtigingen.

Bij verzoek van 9 februari 1976 werd er klacht neergelegd tegen het gewestelijk bureau van de Hulpkas voor Werkloosheidsuitkeringen dat een Nederlandstalig particulier een in het Frans gesteld werkloosheidsbewijs had gestuurd dat gold als bijdrage bij het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering.

De Hulpkas voor Werkloosheidsuitkeringen, waarvan de zetel gevestigd is te Brussel-Hoofdstad, moet worden beschouwd als een gewestelijke dienst in de betekenis van artikel 35, § 1 der S.W.T., die valt onder dezelfde taalregeling als de plaatselijke diensten die in Brussel-Hoofdstad gevestigd zijn.

Krachtens artikel 20 van de S.W.T. moest het bewijs in het Nederlands gesteld zijn.

- Advies nr. 4649/II/P van 8 december 1977.

- Gewestelijke diensten bedoeld bij artikel 35, § 1, b
- Taalkennis van het personeel.

Klacht tegen de M.I.V.B., waarvan de chef van de Bijzondere Studiedienst niet op de wettelijk voorgeschreven manier heeft bewezen Nederlands te kennen.

De M.I.V.B. is een gewestelijke dienst in de betekenis van artikel 35, § 1, b - een dergelijke dienst is onderworpen aan hetzelfde stelsel als de plaatselijke diensten die in Brussel-Hoofdstad gevestigd zijn.

Volgens artikel 21, § 1 der S.W.T. moet het personeel dat in dergelijke diensten is tewerkgesteld bij zijn aanwerving slagen voor een schriftelijk examen over de elementaire kennis van de tweede taal.

Derhalve is de toestand van de directeur van de Bijzondere Studiedienst strijdig met de S.W.T. zolang hij het examen voorgeschreven bij artikel 21, § 1 S.W.T. niet heeft afgelegd.

- Advies nr. 4641/II/P van 8 december 1977.

- Gewestelijke diensten bedoeld bij artikel 35, § 1
- R.T.T.
- Taalkennis van het personeel.

De klacht heeft betrekking op een circulaire van de R.T.T., die uitsluitend kandidaten die hun studies in het Frans hebben gevolgd in het buitenland of in het Duitse taalgebied, laat deelnemen aan een examen met het oog op de werving van correspondenten voor het gewest Brussel, zodat de kandidaten die in het Nederlands hebben gestudeerd worden uitgesloten.

Volgens de minister van P.T.T. is het gewest Brussel-Hoofdstad een gewestelijke dienst in de betekenis van artikel 35, § 1 van de S.W.T. en werd het examen bijgevolg aangekondigd volgens de bepalingen van artikel 21, § 1, 1ste en 3de lid.

De V.C.T. heeft geconstateerd dat de bepalingen van artikel 21, § 4 de mogelijkheid uitsluiten, voor de diensten die in Brussel-Hoofdstad gevestigd zijn, kandidaten toe te laten die in België gestudeerd hebben in een andere taal dan die van het toelatingsexamen.

- Advies nr. 4895/II/P van 22 december 1977.

III. PLAATSELIJKE EN GEWESTELIJKE DIENSTEN

- Plaatselijke en gewestelijke diensten
- Duits taalgebied
- Bevorderingsexamens - taal.

Er werd een klacht ingediend tegen de Regie der Posterijen wegens het feit dat een ambtenaar die eerst werd toegelaten tot de bevorderingsexamens van opsteller, georganiseerd in het Frans en in het Duits, voor het feit werd geplaatst dat zijn deelneming aan het in het Duits georganiseerde examen als nietig werd beschouwd ;

Uit het onderzoek is gebleken dat de betrokkene lager middelbaar onderwijs heeft genoten in het Frans en zijn toelatingsexamen ook in die taal heeft afgelegd.

De V.C.T. heeft derhalve geoordeeld dat de beslissing van de Regie der Posterijen strookte met artikel 15, § 1, 1e en 2e lid en dat de betrokkene, die bij zijn wervingsexamen voor het Frans had geopteerd, aan die keuze gehouden is voor zijn bevorderingsexamens.

- Advies nr. 4006/II/P van 10 maart 1977.

-
- Plaatselijke en gewestelijke diensten
 - Taalkennis van het personeel
 - Onderrichtingen aan het personeel.

Klacht tegen het Bestuur der douanen dat, enerzijds, in het Frans gestelde dienstnota's uitbrengt in het kantoor van Eynatten 2 en, anderzijds, betrekkingen van douaneluitenant laat bekleden door een-talig Franse ambtenaren te Eupen en te Eynatten 1 en 2 ;

De douanediens ten van Eynatten 2 moeten omwille van hun territoriale bevoegdheid worden beschouwd als een plaatselijke dienst van het Duitse taalgebied ;

De douanediens ten van Eupen en Eynatten 1, zijn in de zin van artikel 34, § 1 b van de S.W.T., gewestelijke diensten waarvan de werkk ring uitsluitend gemeenten van het Duitse taalgebied bestrijkt ;

Luidens artikel 15, § 1, 1ste lid, waarnaar artikel 38, § 1 verwijst, kan niemand tot een ambt of betrekking benoemd of bevorderd worden indien hij de taal van het gebied niet kent ;

In het douanekantoor van Eynatten 1 wordt de betrekking van douaneluitenant tijdelijk bekleed door een Duitstalig invaller ; de klacht is derhalve ongegrond.

In het douanekantoor van Eynatten 2 en Eupen mag de betrekking van douaneluitenant niet bekleed worden door een Duitsonkundig ambtenaar, wat in casu wel het geval is ; de klacht is derhalve gegrond.

Wat, anderdeels, de tweetalige dienstorders en -reglementen betreft die uitgaan van het bureau van Eynatten, die moeten krachtens art. 10, S.W.T. uitsluitend gesteld zijn in de taal van het gebied, d.w.z. in het Duits ; de klacht is dus gegrond.

- Advies nr. 4280/II/P van 24 maart 1977.

-
- Plaatselijke en gewestelijke diensten
 - Brussel-Hoofdstad
 - Betrekkingen met particulieren.

De Commissie heeft zich uitgesproken over drie klachten betreffende het feit dat er eentalig Franse verwittigingskaarten worden achtergelaten ten huize van Nederlandstalige inwoners van Brussel-Hoofdstad.

De eerste klacht betrof het hoofdpstkantoor te Laken dat moet worden beschouwd als een plaatselijke dienst.

De tweede ging over een verwittigingskaart die werd achtergelaten door een postbode die verbonden was aan de distributiedienst van Vorst. Die dienst moet worden beschouwd als een gewestelijke dienst in de betekenis van artikel 35, § 1 van de S.W.T., die onderworpen is aan hetzelfde taalstelsel als de plaatselijke diensten van Brussel-Hoofdstad.

De derde klacht ging over een verwittigingskaart die werd achtergelaten door een postbode die verbonden was aan het Hoofdkantoor (Brussel 3) dat de 8 postkantoren van de gemeente Schaarbeek bedient en dat als een plaatselijke dienst moet worden beschouwd.

Het deponeren van een dergelijk document in de brievenbus van een particulier, vormt een betrekking tussen een openbare dienst en een particulier.

Artikel 19 der S.W.T. schrijft in dat geval voor, dat iedere plaatselijke dienst van Brussel-Hoofdstad, in zijn betrekkingen met een particulier, de taal van de betrokkenen gebruikt, wanneer die taal het Frans of het Nederlands is.

In de veronderstelling dat er bij de postbode twijfel bestaat nopens de taalgroep van de particulier, dan moet hij tegelijk een Nederlandstalige en een Franstalige kaart gebruiken.

- Advies nr. 4311/II/P van 2 juni 1977
 - Advies nr. 4041/II/P - 4168/II/P van 23 juni 1977
-

- Plaatselijke diensten
- Gewestelijke diensten in de betekenis van artikel 35, § 1
- Formulieren bestemd voor de binnendienst.

Er werd klacht ingediend tegen de N.M.B.S. wegens het feit dat het personeel van sommige stations van het eentalig Nederlandse taalgebied waar wagons die onder het "Interfrigo-stelsel" reizen worden gelost en/of geladen, drieledige staten moeten invullen die voorrang verlenen aan het Frans.

Uit de ingewonnen inlichtingen blijkt dat de luiken van de bewuste staat moeten worden ingevuld door bedienden van een bepaald station en teruggezonden naar de S.V. "Interfrigo" te Bazel, naar de N.V. Interferry te Antwerpen en naar de N.M.B.S.

Volgens de V.C.T. moeten die formulieren worden beschouwd als documenten van de binnendienst, die onder toepassing vallen van de artikelen 10, 1ste lid en 17, § 1 B, 3de.

Bijgevolg moeten eentalige formulieren worden gebruikt in het homogeen Nederlandse of homogeen Franse gebied en tweetalige in de stations die in Brussel-Hoofdstad gevestigd zijn.

- Advies nr. 4424/II/P van 22 september 1977.
-

IV. CENTRALE- EN UITVOERINGSDIENSTEN

1. ALGEMEEN

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Berichten en mededelingen aan het publiek
- Private bedrijven in de zin van artikel 52 - reisagentschappen

Bij verzoek van 11 juni 1975 heeft de Minister van Verkeerswezen het advies gevraagd van de V.C.T. in verband met de taal waarin de schilden moeten worden opgesteld, die worden afgeleverd aan de reisbureaus, rekening houdend met hun aard.

Het statuut van de reisbureaus werd vastgesteld bij de wet van 21 april 1965.
Artikel 1, §§ 1 en 2 van de voornoemde wet bepaalt de activiteit van de reisagent die zal worden gereguleerd.

Artikel 2 van de samengeschakelde teksten van de K.B.'s van 30 juni 1966 en van 1 februari 1975, definieert 3 categorieën van vergunningen (A.B.C.) die toelaten de activiteit, gedefinieerd in artikel 1, § 1 van de wet van 21 april 1965, uit te oefenen.

De reisagentschappen zijn bedrijven in de betekenis van artikel 52 der S.W.T.. Inderdaad, volgens de rechtspraak van de V.C.T. moet onder "privaat bedrijf" worden begrepen ieder privaat bedrijf dat economisch is gericht, ongeacht of het al dan niet personeel tewerkstelt; dat karakter blijkt uit de wet van 21 april 1965.

De vergunningen worden aan de reisagentschappen uitgereikt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme, een dienst die onder toepassing valt van artikel 42 der S.W.T..

Uit de memorie van toelichting bij de wet van 21 april 1965 houdende rechtstoestand van de reisagentschappen, blijkt dat de wetgever tegelijk het publiek en de reisagentschappen die aan de vereiste voorwaarden beantwoorden, heeft willen beschermen; anderdeels bewijst het feit dat die wet de agentschappen ertoe verplicht het schild, dat samen met de vergunning wordt verstuurd, aan te brengen aan de ingang voor het publiek, dat de wetgever een openbaar karakter heeft willen verlenen aan de vergunning die de agentschappen werd toegekend en zulks niet alleen met het doel het publiek in te lichten over het type van agentschap waartoe het zich richt maar ook bij wijze van waarborg voor de kwaliteit en de waarde van de gepresteerde dienst. Het schild is dus een bericht dat door een centrale dienst aan het publiek wordt meegedeeld; bijgevolg, krachtens artikel 40, 2de lid moet het in het Frans en in het Nederlands worden gesteld.

De V.C.T. was van oordeel dat het noodzakelijk is artikel 40, 2de lid genuanceerd te interpreteren door zoveel mogelijk rekening te houden met de letter en de geest van de taalwetgeving. Een letterlijke toepassing van de bepaling zou inderdaad leiden tot een onlogische toestand daar, enerzijds, het bericht dat door het bestuur wordt gepubliceerd tweetalig zou moeten zijn, zelfs in een gemeente zonder speciale regeling en daar, anderzijds, een dergelijke toepassing natuurlijk niet zou stroken met de geest van de wetgeving die de versterking van de homogeniteit van de eentalige gebieden beoogt.

Op grond van de overwegingen die werden uiteengezet in het advies nr. 1980 betreffende de berichten en mededelingen die rechtstreeks aan het publiek worden gericht door de centrale diensten, was de V.C.T. van oordeel dat de schilden die door de reisagentschappen worden aangebracht eentalig moeten zijn in de homogene gebieden, tweetalig (Nederlands-Frans) te Brussel-Hoofdstad, in de randgemeenten, in de taalgrensgemeenten, tweetalig (Duits-Frans) in het Duitse taalgebied en tweetalig (Frans-Duits) in de gemeenten uit het Malmédysse.

- Advies nr. 4099/I/P van 20 januari 1977.

- Centrale- en uitvoeringsdiensten

- SABENA : taalregeling ter uitvoering van artikel 48 S.W.T.

De V.C.T. werd door de Minister van Verkeerswezen geraadpleegd over een voorontwerp van koninklijk besluit houdende bijzondere maatregelen om de toepassing van de op 18 juli 1966 samengeschatte wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken op SABENA te regelen.

Vooreerst stelde de V.C.T. vast dat SABENA kan aangezien worden ofwel als een dienst in de zin van artikel 1, § 1, 1° ofwel als een dienst in de zin van artikel 1, § 1, 2° en § 2, van de S.W.T., die onder het gezag van een openbare macht staat (2de lid); dat dit onderscheid echter van weinig praktisch belang is, daar in de beide gevallen de van toepassing zijnde taalregeling gelijk is.

Vervolgens onderzocht zij de draagwijdte van artikel 48 van de S.W.T..

Volgens de V.C.T. draagt artikel 48 de Koning op, de aan de bedrijven voor internationaal luchtverkeer opgelegde taalverplichtingen aan te passen aan de voorwaarden die eigen zijn aan dergelijke bedrijven, rekeninghoudende o.m. met de exploitatievoorwaarden, met technische problemen, de aanwezigheid van buitenlands technisch personeel, de veiligheid en de internationale conventies.

De V.C.T. behandelde ook de vraag welke soorten diensten in de zin van de S.W.T. er bestaan bij SABENA.

De vennootschap omvat 3 soorten diensten :

1. gewestelijke diensten : het net in het binnenland, dit zijn de kantoren te Antwerpen, Gent, Hasselt, Luik, Bergen en Charleroi;
2. de vitale diensten zonder welke de vennootschap niet kan bestaan of werken; uiteraard strekt de activiteit van deze diensten zich uit over het hele land (gevestigd te Brussel-Hoofdstad en te Zaventem);
3. de diensten die gevestigd zijn in het buitenland.

In de Sabena-structuur bestaat geen enkele plaatselijke dienst.

Bij de vraag of de te Brussel-Hoofdstad gevestigde diensten en die welke te Zaventem zijn gelocaliseerd, t.o.v. de S.W.T. moeten worden beschouwd als twee afzonderlijke diensten of als één geheel, liepen de meningen van de beide Afdelingen van de V.C.T. uiteen.

Rekening houdend met de duidelijk verschillende aard van de twee zetels, Brussel en Zaventem, en met de aard van hun respectieve bevoegdheden, was de Nederlandse Afdeling van mening :

- 1) dat de te Brussel-Hoofdstad gevestigde diensten de kenmerken vertonen van de centrale diensten, d.w.z. van diensten waarvan leiding uitgaat en die te Brussel-Hoofdstad zijn gevestigd (cfr. verslag St.-Remy, Doc. Kamer 331/27, zittijd 1961-1962 - Nota van de Regering, p. 25);
- 2) dat de diensten die op de nationale luchthaven Zaventem zijn gevestigd daarentegen omwille van hun voornamelijk technisch en operationeel karakter dienen te worden beschouwd als uitvoeringsdiensten waarvan de werkkring het hele land bestrijkt maar waarvan de zetel buiten Brussel-Hoofdstad is gevestigd.

De leden van de Franse afdeling waren van hun kant van mening dat de te Brussel gevestigde diensten en die welke hun zetel te Zaventem hebben, een geheel vormen dat noch op het gebied van de localisatie noch in het functionele vlak kan worden gescheiden. Ofschoon wordt aanvaard dat de technische en operationele diensten zich effectief te Zaventem bevinden, meende de Franse afdeling dat de interpenetratie van de verschillende raderwerken - vooral de administratieve raderwerken die respectievelijk te Brussel en te Zaventem zijn gevestigd - zover doorgedreven en zo ingewikkeld is dat er niet aan te denken valt ze te scheiden. Het geheel is daarom één uitvoeringsdienst waarvan de werkkring het hele land bestrijkt en waarvan de zetel te Brussel-Hoofdstad is gevestigd.

De V.C.T. sluit die algemene beschouwingen af met de overweging dat artikel 48 van de S.W.T. de Koning slechts machtigt bijzondere maatregelen te treffen met inachtneming van de omstandigheden die eigen zijn aan de bedrijven voor internationaal luchtverkeer. Hieruit volgt dat :

- iedere maatregel die wordt getroffen buiten de perken gesteld door artikel 48 van de S.W.T. onwettelijk is;
- voor zaken die geen verband houden met genoemde bijzondere omstandigheden de S.W.T. zonder meer van toepassing blijven.

Tenslotte vestigde zij er de aandacht op dat, niet-tegenstaande in het voorontwerp van besluit regelen zijn ingeschreven i.v.m. de toewijzing van de betrekkingen aan personeelsleden van de Nederlandse taalrol en van de Franse taalrol, de trappen van de hiërarchie en de taalkaders bij afzonderlijke koninklijke besluiten moeten worden opgericht, na voorafgaande raadpleging van de V.C.T.. De taalkaders moeten, per trap van de hiërarchie en uitgaande van de bestaande personeelsformatie, in absolute cijfers vastgelegd worden. Die Koninklijke besluiten moeten onverwijld getroffen worden.

x

x x

Na een grondig onderzoek van het voorgelegde voorontwerp van koninklijk besluit en een bespreking van de onderscheiden artikelen, stelt de V.C.T. de volgende tekst van koninklijk besluit voor :

Hoofdstuk I - Begripsbepalingen

Artikel 1.- In dit besluit worden verstaan onder :

- a) "taalwetgeving", de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966;
- b) "minister", de minister tot wiens bevoegdheid het burgerlijk luchtverkeer behoort;
- c) "vennootschap", de Belgische Naamloze Vennootschap tot Exploitatie van het luchtverkeer (SABENA);
- d) "V.C.T.", de Vaste Commissie voor Taaltoezicht.

Hoofdstuk II - Gemeenschappelijke bepalingen voor alle diensten

Artikel 2.- De taalwetgeving is van toepassing op de vennootschap voor zover dit besluit geen andere regeling voorschrijft.

Artikel 3.- Wanneer in het technische vlak of in het vlak van de veiligheid van het internationaal burgerlijk luchtverkeer de noodwendigheden zulks vereisen, kan de vennootschap :

- 1) in haar binnendiensten en in de betrekkingen tussen haar in België gevestigde diensten de gewoonlijk op internationaal luchtvaartgebied gebruikte of voorgeschreven terminologie bezigen;

- 2) voor de dienstorders en de onderrichtingen aan het personeel, alsmede voor de formulieren en drukwerken voor de binnendienst, naast de talen voorgeschreven door de taalwetgeving ook de talen gebruiken voorgeschreven door internationale overeenkomsten;
- 3) in de betrekkingen tussen haar in België en haar in het buitenland gevestigde diensten andere dan de door de taalwetgeving voorgeschreven talen bezigen, zo het gebruik van die andere talen door internationale overeenkomsten is voorgeschreven.

Artikel 4.- Indien de concurrentiële noodwendigheden zulks vereisen, kunnen de diensten van de vennootschap, in hun betrekkingen met de cliënten, de taal gebruiken waarvan dezen zich hebben bediend of het gebruik hebben gevraagd. Zo die cliënt een in België gevestigd privaat bedrijf is zal de vennootschap steeds de taal gebruiken die door de taalwetgeving is opgelegd.

Artikel 5.- Wanneer in het concurrentiële of technische vlak of in het vlak van de veiligheid van het internationaal burgerlijk luchtverkeer, de noodwendigheden zulks vereisen, kan de vennootschap van bepaalde personeelsleden een aan hun functie aangepaste kennis eisen van een of meer andere talen dan die waarvan de kennis door de taalwetgeving wordt voorgeschreven.

De minister raadpleegt vooraf de V.C.T. over de toepassing van het eerste lid, door middel van een gemotiveerd verzoekschrift en per geheel van betrekkingen of functies waarvoor een bijkomende kennis van een of meer andere talen is vereist.

De bijkomende aangepaste kennis van een der landstalen wordt vastgesteld aan de hand van een examen. De V.C.T. is ertoe gemachtigd toezicht te houden op de organisatie en het verloop ervan alsmede op de samenstelling van de examencommissie.

Hoofdstuk III - Gebruik van de talen in de gewestelijke diensten.

Artikel 6 - § 1. Indien de concurrentiële noodwendigheden zulks vereisen kan iedere gewestelijke dienst van de vennootschap de berichten, mededelingen en formulieren bestemd voor het publiek eveneens stellen in andere talen dan degene waarvan het gebruik door de taalwetgeving is voorgeschreven. In dat geval moeten de landstalen steeds de vreemde taal voorafgaan.

§ 2. Om dezelfde redenen kan iedere gewestelijke dienst terzake van akten, getuigschriften, verklaringen, machtigingen en vergunningen afgeleverd aan de cliënten, gebruik maken van andere talen dan degene waarvan het gebruik door de taalwetgeving is voorgeschreven, doch uitsluitend samen met en na deze laatste.

Hoofdstuk IV - Gebruik van de talen in de diensten waarvan de werkkring het hele land bestrijkt.

Artikel 7.- Onverminderd de toepassing van artikel 3 gebruiken de diensten van de vennootschap waarvan de werkkring het hele land bestrijkt, en die in België gevestigd zijn, in hun binnendiensten, in hun onderlinge betrekkingen en in hun betrekkingen met de andere diensten waarvan de werkkring het hele land bestrijkt, voor de behandeling van de zaken die in de nationale Luchthaven (Zaventem) gelocaliseerd of localiseerbaar zijn, het Nederlands of het Frans, naargelang de taalrol van het personeelslid aan wie de zaak wordt toevertrouwd, het Nederlands of het Frans is, met dien verstande dat de helft van die zaken in het Nederlands en de helft in het Frans moeten worden behandeld.

Artikel 8.- § 1. Indien de concurrentiële noodwendigheden zulks vereisen kunnen die diensten de berichten, mededelingen en formulieren bestemd voor het publiek stellen in andere talen dan degene waarvan het gebruik door de taalwetgeving is voorgeschreven, doch uitsluitend samen met en na deze laatste.

§ 2. Om dezelfde redenen kunnen die diensten, terzake van akten, getuigschriften, verklaringen, machtigingen en vergunningen afgeleverd aan de cliënten, gebruik maken van andere talen dan degene waarvan het gebruik door de taalwetgeving is voorgeschreven, doch uitsluitend samen met en na deze laatste.

Artikel 9.- De in het buitenland gevestigde diensten van de vennootschap worden zo georganiseerd dat het Belgisch publiek, naar zijn keus en zonder moeite kan worden te woord gestaan in een der landstalen.

Hoofdstuk V - Personeelsorganisatie

Artikel 10.- § 1. Ieder personeelslid van Belgische nationaliteit verbonden aan een dienst van de vennootschap waarvan de werkkring het hele land bestrijkt, wordt op een taalrol, de Nederlandse of de Franse ingeschreven.

§ 2. In de diensten van de vennootschap, waarvan de werkkring het hele land bestrijkt, worden de betrekkingen, toegekend aan personeelsleden van Belgische nationaliteit, op alle trappen van de hiërarchie, in gelijke mate toegewezen aan personeelsleden van de Nederlandse taalrol en personeelsleden van de Franse taalrol.

Voor het werklidenpersoneel dat verbonden is aan een dienst gevestigd op de Nationale luchthaven (Zaventem) is nochtans, gelet op het wervingsveld, een afwijking op deze regel geoorloofd.

De voorgeschreven numerieke gelijkheid wordt, op elke trap van de hiërarchie, gehandhaafd door middel van aanwervingen en bevorderingen.

Wat de leden van het stuurpersoneel betreft, wordt de voorgeschreven numerieke gelijkheid slechts door middel van aanwervingen gehandhaafd.

§ 3. De Raad van Beheer van de vennootschap kan, bij wijze van uitzondering en voor elk geval afzonderlijk zich uitsprekend met een 2/3 meerderheid, afwijken van de regel van § 2 om waardevolle en bekwame personen in dienst te nemen.

§ 4. In geval van feitelijke onmogelijkheid om de in § 2 bepaalde pariteit te verwezenlijken, kan de Raad van Beheer van de vennootschap, voor elk geval afzonderlijk zich uitsprekend met een 2/3 meerderheid, overgaan tot de aanwerving of de bevordering van personeelsleden van de meerderheidsrol.

§ 5. De minister raadpleegt de V.C.T. alvorens de uitzonderingsprocedure van de §§ 3 en 4 toe te passen.

Hoofdstuk VI - Overgangsbepalingen

Afdeling 1 - Verwezenlijking van progressief evenwicht.

Artikel 11.- De numerieke gelijkheid, voorgeschreven bij artikel 10, § 2 moet, op elke trap van de hiërarchie, zo vlug mogelijk en progressief verwezenlijkt worden, zodanig dat ze volledig tot stand is gekomen ten laatste 5 jaar na de inwerkingtreding van dit besluit.

De minister deelt onmiddellijk aan de Wetgevende Kamers een plan mee met een tijdschema en een uiteenzetting van de middelen die zullen aangewend worden om de numerieke gelijkheid binnen de gestelde termijn te bereiken.

Tevens brengt de minister elk jaar in de loop van de maand maart bij de V.C.T. verslag uit over de maatregelen die tijdens het afgelopen jaar werden genomen ter uitvoering van artikel 10.

Afdeling 2 - Vrijwaring van de verkregen rechten.

Artikel 12 - § 1 - Gedurende de in artikel 11, 1e lid bepaalde termijn wordt het personeelslid, in dienst getreden vóór de inwerkingtreding van dit besluit en dat in een bepaalde betrekking benoemd zou zijn geweest indien de artikelen 10, § 2 en 11, 1e lid niet toegepast hadden moeten worden, in overtal bevorderd in dezelfde graad en op dezelfde datum als het werkelijk benoemde personeelslid dat tot de andere taalrol behoort.

§ 2 - Gedurende de in artikel 11, 1e lid bepaalde termijn wordt het eentalig personeelslid, in dienst getreden vóór de inwerkingtreding van dit besluit en dat in een bepaalde betrekking benoemd zou zijn geweest indien die betrekking niet tot het tweetalig kader had behoord, in overtal bevorderd in dezelfde graad en op dezelfde datum als het werkelijk benoemde personeelslid, dat op dezelfde taalrol als het eentalig personeelslid is ingeschreven.

§ 3 - De artikelen 10, § 2 en 11, 1e lid doen geen afbreuk aan het recht op bevordering dat uiterlijk op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit door personeelsleden ingevolge een aanstelling is verkregen.

Afdeling 3 - Inschrijving van de personeelsleden op een taalrol

Artikel 13 - § 1 Ieder personeelslid van Belgische nationaliteit in dienst getreden vóór de inwerkingtreding van dit besluit en verbonden aan een dienst van de vennootschap waarvan de werkkring het hele land bestrijkt, wordt door de Raad van Beheer van de vennootschap op de Nederlandse of de Franse taalrol ingeschreven, volgens de taal waarin hij, naar luid van het vereiste diploma, het studiegetuigschrift of de verklaring van het schoolhoofd, zijn onderwijs genoten heeft.

§ 2 Ieder in § 1 bedoeld personeelslid dat uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding van dit besluit geslaagd is voor een examen over de grondige kennis van de andere taal dan deze die blijkt uit het vereiste diploma, het studiegetuigschrift of de verklaring van het schoolhoofd, kan zich op zijn verzoek en vóór het verstrijken van die termijn doen inschrijven op de taalrol welke met de taal van het afgelegde examen overeenstemt.

§ 3 Zo voor de aanwerving geen diploma, studiegetuigschrift of verklaring van het schoolhoofd was vereist, wordt de grondige kennis van de taal van de rol waarbij het personeelslid wenst ingedeeld te worden, vastgesteld door een examen.

§ 4 Alleen de Vaste Wervingssecretaris kan worden belast met de organisatie van de taalexamens bedoeld in de §§ 2 en 3. Hij stelt de examencommissie samen en bepaalt de aard en het peil van het taalexamen overeenkomstig de regels die het koninklijk besluit nr. IX van 30 november 1966 heeft vastgelegd voor examens over de grondige kennis van de taal.

Artikel 14 - De taalrollen worden door de vennootschap bekend gemaakt binnen vier maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Ieder in artikel 13 bedoeld personeelslid ontvangt, tegen ontvangstbewijs, persoonlijk mededeling van zijn inschrijving op een taalrol.

Bovendien ontvangt ieder personeelslid van de vennootschap een exemplaar van de bekendgemaakte taalrollen.

Artikel 15 - Onverminderd de mogelijkheden geboden door de taalwetgeving, kan elke belanghebbende, binnen twee maanden na de bekendmaking, bij een gemotiveerd verzoeckschrift, gericht aan de voorzitter van de Raad van Beheer van de vennootschap, zijn inschrijving of die van een ander personeelslid betwisten.

De Raad van Beheer van de vennootschap beslecht de betwistingen en beslist definitief over die inschrijving op een taalrol na het horen van de betrokkenen en na raadpleging van de V.C.T. en, zo nodig, na het advies van het algemeen bestuur te hebben ingewonnen.

De inschrijving op een taalrol wordt van kracht binnen één jaar na de inwerkingtreding van dit besluit.

Hoofdstuk VI - Slotbepalingen

Artikel 16 - De V.C.T. is belast met het toezicht op de toepassing van dit besluit.

Artikel 17 - Onze minister van Verkeerswezen wordt met de uitvoering van dit besluit belast.

- Advies nr. 3701/I/P van 17 februari 1977.

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Betrekkingen met particulieren

Klacht tegen de Koninklijke Bibliotheek die een in het Frans gestelde uitnodiging heeft gestuurd naar een Nederlandstalige.

Krachtens artikel 41, § 1 van de S.W.T., gebruiken dergelijke diensten voor hun betrekkingen met de particulieren, die van de drie talen waarvan de betrokkenen zich hebben bediend.

Bijgevolg heeft de Commissie besloten dat aan de Nederlandstalige klager een in het Nederlands gestelde uitnodiging moest worden gestuurd.

Indien de Koninklijke Bibliotheek nochtans de taalgroep van de particulieren waartoe ze zich richt, niet kan bepalen, dan is het geraden dat ze bij een eerste verzending een eentalig Nederlandse en een eentalig Franse kaart gebruikt, wat de betrokkene de gelegenheid biedt bij zijn antwoord de taal van zijn keuze te bevestigen of bekend te maken.

- Advies nr. 4316/II/P van 24 februari 1977.

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- D.O.S.Z.
- Ontstentenis van taalkaders
- Inschrijving op een taalrol

Er werd een klacht ingediend tegen de Dienst voor Overzeese Sociale Zekerheid (D.O.S.Z.) wegens het feit dat er enerzijds bevorderingen zijn toegekend terwijl er geen taalkaders bestonden en dat, anderzijds, de procedure die werd gebruikt om de ambtenaren in te schrijven op taalrollen, niet conform de taalwetten zou zijn geschied.

Volgens de vaste rechtspraak van de V.C.T. zijn alle benoemingen en bevorderingen die door de overheid worden gedaan bij ontstentenis van taalkaders, nietig; bijgevolg kon de D.O.S.Z. geen geldige bevorderingen tot stand brengen.

Anderdeels, wat de indeling der ambtenaren van de D.O.S.Z. in taalrollen betreft, bevestigt de Commissie haar vroegere adviezen (cfr. nr. 3133 van 24/2/1972, nr. 3133 B van 13 februari 1975 en 3948 van 18 september 1975).

De klacht is bijgevolg ontvankelijk en gegrond.

- Advies nr. 4390/II/P van 24 februari 1977.

-
- Centrale- en uitvoeringsdiensten
 - Organisatie van het ministerie van Landsverdediging
 - Diensten in de zin van de S.W.T.
 - Taalkaders
 - Bevoegdheid van de V.C.T.

De minister van Landsverdediging heeft op 2 juli 1976 het advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht (V.C.T.) gevraagd over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 maart 1974 tot vaststelling van de algemene structuur van het ministerie van Landsverdediging en die van de Krijgsmacht.

Artikel 2 van het bovengenoemd koninklijk besluit van 27 maart 1974 bepaalt dat het ministerie van Landsverdediging bestaat uit het kabinet van de Minister, het administratief en technisch secretariaat, het hoofdbestuur en het burgerlijk algemeen bestuur. In het voorgelegde ontwerp wordt voorgesteld dat artikel door de volgende bepalingen te vervangen :

- "Artikel 2.- § 1. Met uitzondering van de buitendiensten die bij artikel 10, § 1, van dit besluit zijn bedoeld, maakt het burgerlijk algemeen bestuur de centrale diensten van het Ministerie van Landsverdediging uit.
- § 2. Dit artikel doet geen afbreuk aan de onderscheiden bevoegdheden die in de volgende artikelen worden omschreven".

Volgens de minister heeft het ontwerp tot doel bij het ministerie van Landsverdediging een duidelijker onderscheid mogelijk te maken tussen het burgerlijk algemeen bestuur dat in het administratieve en functionele vlak onder een uitsluitend burgerlijke autoriteit ressorteert, enerzijds, en de andere afdelingen die alle door militaire autoriteiten worden geleid, anderzijds. Het taalstatuut van het burgerlijk algemeen bestuur zou aldus verduidelijkt worden.

Wat de bevoegdheid van de V.C.T. betreft :

Het voorstel zou tot gevolg hebben dat alle diensten van het ministerie van Landsverdediging met uitzondering van het burgerlijk algemeen bestuur en de diensten die ervan afhangen, onttrokken worden aan de toepassing van de S.W.T. en bijgevolg onderworpen worden aan de wetten op het taalgebruik in het leger. Gelet op de verregaande implicaties wat de toepassing van de S.W.T. betreft, is de V.C.T. van oordeel dat zij bevoegd is om over het ontwerp een advies uit te brengen.

Wat de grond betreft :

Zowel uit de tekst van artikel 1, § 1, van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken als uit de parlementaire voorbereiding van die wet, blijkt dat deze het gebruik der talen regelt in de besturen van het ministerie van Landsverdediging die geen legerbesturen zijn. Van zodra men tot de vaststelling komt dat een dienst niet onder het leger ressorteert moet men aannemen dat niet de wet op het gebruik der talen in het leger doch de wet op het gebruik der talen in bestuurszaken van toepassing is.

Artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 maart 1974 bepaalt dat het ministerie van Landsverdediging bestaat uit het kabinet van de minister, het administratief en technisch secretariaat, het hoofdbestuur en het burgerlijk algemeen bestuur.

Tot nu toe werd algemeen aangenomen dat die vier diensten onder de toepassing vallen van de S.W.T..

De vraag rijst op welke rechtsgrond de centrale diensten van het departement beperkt worden tot het burgerlijk algemeen bestuur (artikel 2, § 1 van het ontwerp) wanneer tegelijkertijd wordt bepaald (artikel 2, § 2 van het ontwerp) dat geen wijziging wordt gebracht in de onderscheiden bevoegdheden van de afdelingen.

Geen enkele wettelijke of reglementaire bepaling wijst erop dat de 4 bovengenoemde diensten onder de leiding van de krijgsmacht ressorteren. In de parlementaire voorbereiding van de bovengenoemde wet van 2 augustus 1963 wordt het hoofdbestuur van een ministerieel departement als het prototype van een centrale dienst vermeld. De bevoegdheden van het hoofdbestuur zoals zij door het koninklijk besluit van 27 maart 1974 zijn vastgesteld, zijn uitgesproken van administratieve aard.

Als de minister aanstipt dat het kabinet, het Administratief en Technisch Secretariaat en het Hoofdbestuur onder militaire autoriteiten ressorteren bedoelt hij wellicht dat de leiding van die diensten traditioneel wordt waargenomen door een militair.

Het feit dat een militair de leiding van de dienst heeft en dat vele betrekkingen, de leidinggevende inbegrepen, door militairen worden waargenomen volstaat niet om die dienst als een dienst van het leger te karakteriseren waarop de wet inzake het taalgebruik bij het leger van toepassing is.

Om die redenen is de V.C.T. van mening dat de voorgestelde wijziging van artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 maart 1974 dat de centrale diensten van het ministerie van Landsverdediging beperkt tot het burgerlijk algemeen bestuur strijdig is met de S.W.T. daar uit de structuur en de bevoegdheden van de afdelingen van het ministerie van Landsverdediging en van de Krijgsmacht blijkt dat er buiten het burgerlijk algemeen bestuur, nog afdelingen bestaan die niet onder de Krijgsmacht ressorteren en die bijgevolg eveneens centrale diensten zijn in de zin van de S.W.T.

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Taalkaders - ontstentenis

Er werd klacht ingediend tegen de Dienst voor Overzeese Sociale Zekerheid (D.O.S.Z.) omwille van het feit dat alleen het Nederlandstalig personeel op de hoogte werd gebracht van het feit dat er een betrekking van vertaler-revisor vakant was.

De D.O.S.Z. is een uitvoeringsdienst waarvan de zetel gevestigd is te Brussel-Hoofdstad en waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt; bijgevolg is die dienst onderworpen aan de bepalingen van artikel 43 van de S.W.T.. De D.O.S.Z. beschikt echter noch over trappen van de hiërarchie, noch over taalkaders.

De V.C.T. heeft geoordeeld dat bij ontstentenis van trappen van de hiërarchie en taalkaders, het feit dat de D.O.S.Z. een bevorderingsprocedure heeft ingezet, strijdig is met de S.W.T..

De klacht is dus gegrond.

- Advies nr. 4108/II/P van 3 maart 1977.
-

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Taalkennis van de ambtenaren die omgang hebben met het publiek

Er werd klacht ingediend tegen de Dienst voor Overzeese Sociale Zekerheid (D.O.S.Z.) die voortdurend een wettelijk eentalig Nederlands ambtenaar tewerkstelt.

De D.O.S.Z. is een uitvoeringsdienst in de betekenis van artikel 44 die zo moet worden georganiseerd dat het publiek zonder enige moeite in het Nederlands of in het Frans kan worden te woord gestaan.

Uit het onderzoek ter plaatse is gebleken dat de kwestieuze telefoniste een ambtenaar is van de Nederlandse taalrol, die de facto tweetalig is.

Daar artikel 44 niet voorschrijft dat de ambtenaren die omgang hebben met het publiek een examen moeten afleggen over de kennis van de andere taal, heeft de D.O.S.Z. de wet niet overtreden.

De klacht is dus niet gegrond.

- Advies nr. 4121/II/P van 3 maart 1977.
-

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Betrekkingen met particulieren
- Taalkennis van het personeel

Er werd klacht ingediend tegen de Dienst voor Overzeese Sociale Zekerheid (D.O.S.Z.) wegens het feit dat de lokettenzaal te Brussel voortdurend en uitsluitend bezet wordt door ambtenaren die wettelijk eentalig Nederlands zijn.

De D.O.S.Z. is een uitvoeringsdienst waarvan de zetel gevestigd is te Brussel-Hoofdstad, die door toepassing van artikel 45 van de S.W.T. zo moet worden georganiseerd dat het publiek zonder enige moeite in het Nederlands of in het Frans kan te woord gestaan worden.

De V.C.T. heeft geoordeeld dat, naar luid van artikel 44, de ambtenaren van dergelijke diensten niet verplicht zijn, zelfs wanneer ze omgang hebben met het publiek, een examen af te leggen over de kennis van de andere taal; dat die ambtenaren nochtans in staat moeten zijn een particulier te antwoorden in de taal van deze laatste en dat de D.O.S.Z. bij het aanduiden van de facto tweetalige ambtenaren, de wet niet heeft overtreden.

De klacht is dus niet gegrond.

- Advies nr. 4122/II/P van 3 maart 1977.

-
- Centrale- en uitvoeringsdiensten
 - Betrekkingen met particulieren
 - Formulieren bestemd voor een buitenlander

De V.C.T. heeft een klacht onderzocht die op 6 april 1976 tegen de Raadgevende Commissie voor Vreemdelingen van het Ministerie van Justitie werd ingediend wegens :

- 1) het zenden van een Nederlandstalige brief naar een advocaat die het Duits gebruikt in zijn betrekkingen met die Raad;
- 2) het zenden van een in het Nederlands gesteld formulier naar een inwoner van de Duitse Bondsrepubliek.

Punt 1

De verzoeker heeft, in zijn hoedanigheid van advocaat, een Duitstalig beroep ingediend bij de Raadgevende Commissie, die hem in het Nederlands heeft geantwoord bij brief van 6 april 1976.

De brief waartegen de klacht werd ingediend, en die tot doel heeft administratieve documenten te begeleiden, vormt een betrekking met een particulier; krachtens artikel 41, § 1 van de S.W.T. diende de Raadgevende Commissie voor Vreemdelingen - een centrale dienst in de betekenis der S.W.T. - het Duits te gebruiken voor zijn betrekkingen met de betrokkene.

Punt 2

Het formulier dat bestemd is voor een inwoner van de Duitse Bondsrepubliek die in België verblijft, had in het Duits moeten gesteld zijn krachtens artikel 41, § 1 daar de taalgroep van de betrokkene gekend was. De V.C.T. is inderdaad van oordeel dat het aangewezen is een van de drie landstalen te gebruiken tegenover de buitenlanders die er gebruik van maken.

De V.C.T. acht zich onbevoegd om zich uit te spreken over de wettelijkheid van artikel 10 van de wet van 28 maart 1952 dat onder meer de taal voorschrijft van de procedure voor de Raadgevende Commissie voor Vreemdelingen.

- Advies nr. 4325/II/P van 10 maart 1977.

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Taalkennis van het personeel
- Taalrol
- Verzoek om nietigheid

Verzoek tot instellen van een procedure tot nietigverklaring van de beslissing van de Minister van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur dd. 27/10/1971.

Er is geen grond voorhanden om de bij artikel 61 § 4 - 3e alinea der S.W.T. gestelde procedure ter nietigverklaring van het Ministerieel besluit dd. 27/10/1971 in te stellen gezien de onderscheiden diploma's en getuigschriften van dhr. B. die bevorderd werd tot hoofdarchitect-directeur van de Nederlandse taalrol in vast verband bij het Gebouwenfonds van de Rijksscholen Nederlandstalig zijn.

- Advies nr. 4295/II/P van 24 maart 1977.

- Centrale diensten
- Gewestelijke diensten
- Plaatselijke diensten
- Duits taalgebied
- Berichten en mededelingen aan het publiek

De Commissie heeft zich uitgesproken over een klacht die op 13 april 1976 tegen de Regie van Telegrafie en Telefonie werd ingediend wegens het feit dat er in boekdeel 6 van de telefoongids 1975/76 :

- 1) geen Duitse vertaling bestaat van de vermeldingen betreffende de hulpverlening, de brandweer de post- en luchtposttarieven;
- 2) voorrang wordt verleend aan het Frans voor de aanwijzingen betreffende de openbare diensten van Büllingen en Eupen.

A. Het officiële gedeelte van de telefoongids wordt gesteld door het hoofdbestuur van Telegrafie en Telefonie dat alleen bevoegd is voor de mededelingen die erin voorkomen, mededelingen die rechtstreeks aan het publiek worden gericht; die mededelingen moeten, overeenkomstig artikel 40, 2de lid der S.W.T., in het Frans en in het Nederlands worden gesteld.

De klacht is dus ontvankelijk maar niet gegrond wat de berichten en mededelingen aan het publiek betreft die uitgaan van centrale diensten.

Het ware niettemin aangewezen dat het hoofdbestuur van Telegrafie en Telefonie een Duitstalige vertaling zou voegen bij het officiële gedeelte van boekdeel 6 van de telefoongids.

B. De mededelingen aan het publiek die uitgaan van gewestelijke diensten, moeten worden gesteld in de taal of talen die de gewestelijke diensten inzake berichten of mededelingen aan het publiek zijn opgelegd, naargelang van het gewest van die diensten.

De klacht is ontvankelijk en gegrond wat de hulpverleningsorganismen en brandweerkorpsen betreft waarvan het ambtsgebied het Duitse taalgebied omvat.

C. Het gedeelte van de telefoongids dat betrekking heeft op de individuele abonnees, wordt samengesteld door de ontvangers der districten en zulks binnen de perken van de kosteloze vermeldingen (cfr. advies V.C.T. nr. 1550 A van 20 april 1967).

De vermeldingen betreffende de openbare diensten van Büllingen en Eupen zijn mededelingen die door plaatselijke diensten van het Duitse taalgebied door bemiddeling van een gewestelijke dienst aan het publiek worden gericht en moeten, krachtens artikel 11, § 2, 1ste lid, in het Duits en in het Frans worden gesteld, met voorrang aan het Duits.

De klacht is ontvankelijk en gegrond.

- Advies nr. 4332/II/P van 24 maart 1977.

-
- Centrale- en uitvoeringsdiensten
 - Dienst voor het Wegverkeer
 - Betrekkingen met de particulieren
 - Formulieren bestemd voor Duitstalige particulieren : inschrijvingsaanvraag bij aankoop van een tweedehandsvoertuig

Een klacht werd ingediend tegen het B.T.W.-kantoor te St.-Vith dat aan een Duitstalige een in het Frans gesteld formulier afleverde.

Bij aankoop van tweedehandsvoertuigen krijgt het Centrum voor Transmissie en Informatie (Ministerie van Financiën) vanwege de Dienst voor het Wegverkeer gegevens toe betreffende de inning van de verschuldigde taks. Deze laatste dienst put die gegevens uit de inschrijvingsaanvraag die het van de koper ontvangt en geeft ze uiteraard door in de taal waarin de koper de aanvraag heeft ingevuld.

De B.T.W.-kantoren sturen aan de koper een door het voornoemde Centrum met een magnetische band gedrukt formulier nr. 553, waarop zij alleenlijk een stempel en de datum aanbrengen.

Uit het onderzoek blijkt dat de betrokken Duitstalige koper de inschrijvingsaanvraag in het Frans had ingevuld.

De V.C.T. oordeelde dat de klacht niet gegrond was, aangezien de inschrijvingsaanvraag in het Frans werd gesteld en het bewuste formulier nr. 553, overeenkomstig artikel 41, § 1 slechts in die taal mocht opgemaakt worden.

De V.C.T. adviseerde anderdeels dat het wenselijk is dat de Dienst voor het Wegverkeer, op grond van artikel 40, 2e lid in fine, in het Duits gestelde inschrijvingsaanvragen ter beschikking stelt van de bedrijven, zodat Duitstalige kopers van automobielvoertuigen uitdrukkelijk kunnen kiezen welke taal zij wensen te gebruiken.

- Advies nr. 4384/II/P van 24 maart 1977.

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Behandeling in binnendienst

Klacht tegen het Ministerie van Verkeerswezen.

Het dossier van de aankoop van een vliegtuig werd samengesteld vóór de in zijn inontvangstneming in de V.S. en vóór het op Brussel-Nationaal werd gestationeerd. Als zodanig mocht het dossier behandeld worden in de taal van de ambtenaar aan wie de zaak werd opgedragen, in casu het F. De klacht is ongegrond.

- Advies nr. 4399/II/P van 13 april 1977.

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Taalkaders : globale omslag der betrekkingen
- Indeling in Nederlandse en Franse directies, onderafdelingen
bureaus en secties (artikel 43, § 1)

De V.C.T. diende advies uit te brengen over een tweevoudige klacht tegen de A.S.L.K.

1. volgens de klager zijn de betrekkingen van de personeelsdienst niet over het Nederlands en het Frans kader verdeeld volgens de verhouding die is vastgesteld door de taalkaders.

Uit het ingesteld onderzoek is gebleken dat de personeelsverdeling er als volgt uit ziet :

Niveau 1 : 3 N - 5 F

Andere niveaus : 24 N - 16 F

De taalkaders van de A.S.L.K. verdelen de betrekkingen globaal over alle afdelingen var. de centrale dienst en bepalen niet hoeveel Nederlandse en Franse betrekkingen de personeelsdienst moet tellen. Naar de geest van de S.W.T. moet evenwel de verdeling der betrekkingen in elke afdeling zo nauw mogelijk aansluiten bij hun respectief werkvolume.

Om die reden oordeelde de V.C.T. de klacht ongegrond; de procentuele verdeling der betrekkingen sluit aan bij de verhouding tussen het Nederlands en het Frans werkvolume van de betrokken dienst. De V.C.T. wees er echter op dat de onderlinge afwijking die bestaat tussen de taalkundige verhouding van het personeel van niveau I en dat van de andere niveaus moet weggewerkt worden.

2. klager is van oordeel dat artikel 43, § 1 van de S.W.T. op de personeelsdienst moet toegepast worden.

Uit de bepaling van dit artikel volgt dat de afdelingen moeten worden gesplitst zodra twee voorwaarden vervuld zijn, nl. de aard van de zaken en het aantal personeelsleden moeten de splitsing rechtvaardigen.

De V.C.T. verklaarde de klacht ongegrond, aangezien zij zelf niet kan oordelen over het feit of die beide voorwaarden in de betrokken dienst vervuld zijn; zij kan immers niet in de plaats treden van de overheid die terzake bevoegdheid bezit.

Zij verzoekt de overheid te onderzoeken of de in artikel 43, § 1 der S.W.T. opgenomen voorwaarden vervuld zijn in de betrokken dienst en desgevallend de nodige maatregelen te treffen ter naleving van dit artikel, dat een dwingend karakter heeft.

- Advies nr. 4301/II/P van 21 april 1977.

-
- Centrale- en uitvoeringsdiensten
 - Taalkaders - gevolgen van ontstentenis van taalkaders

De V.C.T. ontving een verzoek om nietigverklaring van de aanwerving, door de A.S.L.K., van drie attachés van de Franse taalrol, aangezien die aanwerving geschiedde bij ontstentenis van taalkaders.

Daar op de dagen van de aanwervingen geen k.b. voor de centrale diensten van de A.S.L.K. bepaalde hoeveel betrekkingen aan elk taalkader op de 4de trap van de hiërarchie moesten toegewezen worden en bij ontstentenis van taalkaders het onmogelijk was de door artikel 43, § 3 voorgeschreven verhoudingen op die trap te eerbiedigen, oordeelde de V.C.T. dat de A.S.L.K. dan ook niet tot regelmatige aanwervingen kon overgaan.

De aanwervingen zijn strijdig met de S.W.T. en de V.C.T. verzocht de A.S.L.K. de nietigheid ervan vast te stellen.

- Advies nr. 4307/II/P van 21 april 1977.

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Betrekkingen met ondergeschikte plaatselijke en gewestelijke diensten

Klachten tegen de N.M.B.S. - mededelingen en berichten aan plaatselijke en gewestelijke diensten van de N.M.B.S.

Op grond van artikel 39 § 2 der S.W.T. dienen de centrale diensten van de N.M.B.S. in hun betrekkingen (zenden van omzendbrieven, wijzigingsbladen en bulletins) met de plaatselijke en gewestelijke diensten uit het N, het F en het D taalgebied, de taal van het gebied, het N in hun betrekkingen met de diensten die in de randgemeenten gevestigd zijn, te gebruiken.

Alleen voor wat de wijzigingsbladen en bulletins betreft, mag, om praktische redenen, van hogergestelde regel afge-
weken worden.

- Advies nr. 4386-4318-4446/II/P van 28 april 1977.

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Betrekkingen met plaatselijke diensten

Drie klachten werden ingediend tegen centrale of uitvoeringsdiensten die Nederlandstalige formulieren stuurden naar het gemeentebestuur van Waasten.

De in de klachten bedoelde documenten moeten worden beschouwd als betrekkingen tussen centrale of uitvoeringsdiensten en een plaatselijke dienst gevestigd in een gemeente met een speciale regeling uit het Frans taalgebied.

De V.C.T. adviseerde dat de documenten overeenkomstig artikel 39, § 2 der S.W.T., uitsluitend in het Frans naar Waasten moesten gestuurd zijn.

- Advies nr. 4400/II/P van 28 april 1977
- Advies nr. 4541/II/P van 2 juni 1977
- Advies nr. 4185/II/P van 22 september 1977

-
- Centrale- en uitvoeringsdiensten
 - Behandeling in binnendienst
 - Betrekkingen met plaatselijke diensten uit een randgemeente

Er werd klacht ingediend tegen de Dienst voor Vreemdelingenpolitie en de gemeente St.-Genesius-Rode omwille van het feit dat de zaken betreffende de vreemdelingenpolitie te St.-Genesius-Rode door die twee diensten in het Frans worden behandeld, zowel in binnendienst als in hun wederzijdse betrekkingen.

Wat de Dienst voor vreemdelingenpolitie van het Ministerie van Justitie betreft, mogen de dossiers zowel aan ambtenaren van de Franse als aan ambtenaren van de Nederlandse taalrol toegewezen worden, zodanig dat zowel de Franstalige als de Nederlandstalige ambtenaren betrokken worden bij het onderzoek van dossiers betreffende inwoners van St.-Genesius-Rode.

Krachtens artikel 39, § 1 en artikel 17 A, 1e, echter, gebruiken de centrale diensten voor het onderzoek in binnendienst van zaken die in het Nederlandse of het Franse taalgebied gelocaliseerd of localiseerbaar zijn, de taal van het gebied; de V.C.T. is bovendien altijd van oordeel geweest dat de dossiers die in een eentalig gebied gelocaliseerd zijn, in hun geheel in een en dezelfde taal in binnendienst moesten behandeld worden.

Anderdeels waren de formulieren en andere documenten die de Dienst voor vreemdelingenpolitie stuurde naar het gemeentebestuur van St.-Genesius-Rode, conform de S.W.T. in het Nederlands gesteld.

Wat de gemeente St.-Genesius-Rode betreft, gebeurt de behandeling van de dossiers der vreemdelingen, uitsluitend in het Nederlands.

Bijgevolg is de klacht gegrond wat de behandeling betreft in binnendienst van het Ministerie van Justitie, maar ongegrond wat de betrekkingen betreft tussen beide diensten en de behandeling van die zaken in binnendienst door de gemeente St.-Genesius-Rode.

- Advies nr. 4187/II/P van 12 mei 1977.

-
- Centrale- en uitvoeringsdiensten
 - Behandeling in binnendienst
 - Niet-toepassing van de S.W.T. op leden van comités enz...

Er werd een klacht ingediend tegen het feit dat de beperkte Nederlandstalige kamer van het Comité van de Dienst voor Geneeskundige Controle van het R.I.Z.I.V. een Franstalige zaak heeft behandeld en aldus, enerzijds, een Franstalige verplicht heeft voor een Nederlandstalige kamer te verschijnen en, anderzijds, een taalverplichting heeft opgelegd aan de leden van de Nederlandstalige beperkte kamer.

Het Comité van de Dienst voor Geneeskundige Controle werd in de schoot van het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering opgericht bij toepassing van artikel 77 van de wet tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Het Comité heeft in zijn schoot beperkte kamers opgericht die zich hoofdzakelijk bezig houden met kwesties die ofwel in het Frans, ofwel in het Nederlands moeten behandeld worden : elk van beide kamers heeft dus een exclusieve taalbevoegdheid.

Toen het Comité om organisatorische redenen besliste twee dossiers (een F en een N) toe te wijzen aan de Nederlandstalige kamer, werden de Nederlandstalige secretarissen en rapporteurs vervangen door Franstaligen, bij de behandeling van het Franse dossier.

De dienst voor geneeskundige controle van het R.I.Z.I.V. moet beschouwd worden als een centrale dienst en is er toe gehouden, bij toepassing van artikel 17, § 1 de in het Franse of in het Nederlandse taalgebied gelocaliseerde of localiseerbare zaken in de taal van het gebied te behandelen; derhalve werden de S.W.T. in casu nageleefd, aangezien de in het Franse taalgebied gelocaliseerde zaak, in het Frans werd behandeld.

Anderdeels heeft de V.C.T. geoordeeld dat de leden van het Comité en van de beperkte kamers geen ambtenaren van openbare diensten zijn en dus niet onder de toepassing van de S.W.T. vallen.

- Advies nr. 4128/II/P van 26 mei 1977.

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Formulieren bestemd voor het publiek van het Duitse taalgebied

Er werd klacht neergelegd tegen de Minister van Openbare Werken - Bestuur van de huisvesting - Dienst Bouwpremieën, dat geen Duitstalige aanvraagformulieren voor bouwpremieën bezit.

De centrale besturen moeten, krachtens artikel 40 van de S.W.T. Duitstalige formulieren ter beschikking stellen van de Duitstaligen en de woorden "zo nodig" betekenen dat de diensten in staat moeten zijn om op elk ogenblik te beantwoorden aan de noden van de Duitssprekende bevolking.

Bijgevolg is de V.C.T. van oordeel dat de klacht ontvankelijk en gegrond is.

Op 13 december 1977 heeft de Minister van Openbare Werken meegedeeld dat, in de mate van het mogelijke, voldoening zal worden gegeven aan de inwoners van het Duitse taalgebied.

- Advies nr. 4336/II/P van 9 juni 1977.

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Instellingen die onderdak verlenen aan minderjarigen
- Betrekkingen met die instellingen

Op 16 juni 1977 heeft de V.C.T. een vraag om advies onderzocht, ingediend door de Minister van Justitie betreffende de taal die moet worden gebruikt door het Hoofdbestuur (Dienst voor de Jeugdbescherming) in zijn betrekkingen met de private instellingen die onderdak verlenen aan minderjarigen in het kader van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

De V.C.T. heeft geoordeeld dat die instellingen noch rechtspersonen zijn die concessiehouder zijn van een openbare dienst, noch private ondernemingen in de zin van artikel 41, § 2 van de S.W.T.; dat de betrekkingen tussen het hoofdbestuur en de private instellingen die onderdak verlenen aan minderjarigen dus moeten worden beschouwd als zijnde betrekkingen met particulieren in de zin van artikel 41, § 1 van de S.W.T.; dat de Dienst voor de Jeugdbescherming in zijn betrekkingen met de betrokken V.Z.W.'s dus die van de drie talen moet gebruiken, waarvan ze zich bedienen.

Bijgevolg heeft de V.C.T. het volgende advies uitgebracht :

- 1) Onverminderd de bepaling van artikel 2, moet de Dienst voor de Jeugdbescherming in zijn betrekkingen met de private instellingen die onderdak verlenen aan minderjarigen in het kader van de wet van 8 april 1965, betreffende de jeugdbescherming, die van de drie talen gebruiken waarvan de instellingen zich bedienen.
- 2) In het Nederlandse taalgebied vallen de betrekkingen tussen de private instellingen en hun personeel en de wettelijk voorgescreven akten en bescheiden, onder de toepassing van het Decreet van de Cultuurraad voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap van 19 juli 1973 tot regeling van het gebruik van de talen in de arbeidsverhoudingen.

- Advies nr. 3879/II/P van 16 juni 1977.

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Taalkaders

Vraag om advies van de Minister van Binnenlandse Zaken.

Toepassing van artikel 43, § 3, 1e en 6e alinea van de S.W.T.

Het artikel 43, § 3, 1e alinea der S.W.T. houdt het verbod in één enkel taalkader te voorzien voor verscheidene centrale diensten en/of uitvoeringsdiensten waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt.

Bij toepassing van artikel 59 bis van de grondwet is alleen de wetgever bevoegd voor elke afwijking van de toepassing van het artikel 43, § 3, 1e en 6e alinea der S.W.T.

- Advies nr. 4348/I/P van 16 juni 1977.

-
- Centrale en uitvoeringsdiensten
 - Taalkennis van het personeel

Klacht tegen de Minister van Binnenlandse Zaken -
Zekere verplichte tweetaligheid van het personeel.

Het blijkt niet zonder meer dat in de diensten van het departement een zekere verplichte tweetaligheid voorkomt welke met de S.W.T. in strijd zou zijn. In geen geval kan een ambtenaar verplicht worden een andere dan de hem door de wet voorgeschreven taal te gebruiken.

Weliswaar mag van de ambtenaren de volle inzet van gans hun kunnen ten bate van het bestuur en de gemeenschap die zij dienen verwacht worden.

- Advies nr. 4427/II/P van 16 juni 1977.
-

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Taalkennis van het personeel

Klacht tegen de R.T.T. die tweetalige telefonisten plaatst aan de telefoonschakelaars van het hoofdbestuur.

Het ingestelde onderzoek heeft uitgewezen dat de betrokken telefonisten gedetacheerd zijn van de gewestelijke dienst T.B.R. (d.w.z. het telefoongewest Brussel) om te werken bij de telefooncentrale van het hoofdbestuur. Zonder wettelijk tweetalig te zijn hebben die ambtenaren een zekere kennis van de tweede taal.

De R.T.T. is een centrale dienst en de S.W.T. schrijven niet voor dat de ambtenaren van de centrale diensten tweetalig moeten zijn wanneer zij omgang hebben met het publiek.

Wanneer men het houdt bij een strikte toepassing van de S.W.T. moeten de bedoelde telefonisten eentalig zijn (artikel 43) en is de aangeklaagde toestand strijdig met de S.W.T.

De R.T.T. werd er echter toe gebracht het thans van kracht zijnde systeem toe te passen - d.w.z. detachering van zulkdanige ambtenaren uit een gewestelijke dienst waarvan de zetel is gevestigd in Brussel-Hoofdstad - wegens het feit dat het eentaligheidsbeginsel de genoemde telefooncentrale in de praktijk voor ernstige moeilijkheden zou plaatsen.

- Advies nr. 4467/II/P van 16 juni 1977.

-
- Centrale- en uitvoeringsdiensten
 - Betrekkingen met plaatselijke diensten

Klacht tegen het Rijksinstituut der Sociale Verzekeringen voor Zelfstandigen (R.I.S.V.Z.) dat de gemeente Waasten een in het Nederlands gestelde vraag om inlichtingen heeft toegestuurd.

Ter zitting van 23 september 1976 heeft de Commissie zich uitgesproken over een identieke klacht die door de gemeente Waasten tegen hetzelfde organisme werd ingediend (advies nr. 4337/II/P, genotificeerd op 7 oktober 1976).

Ingevolge dat advies heeft de administrateur-generaal van het R.I.S.V.Z. op 9 november 1976 geantwoord dat "opnieuw preciese en gedetailleerde richtlijnen werden overgemaakt aan de betrokken diensten; teneinde dergelijke incidenten te vermijden. Die richtlijnen herinneren onder meer aan de noodzaak op systematische wijze "de taalgroep" van het ondervraagde gemeentebestuur na te gaan".

Daar het R.I.S.V.Z. de nodige maatregelen heeft genomen met het oog op een betere toepassing van de S.W.T., heeft de Commissie dus beslist het resultaat van die richtlijnen voorlopig af te wachten.

- Advies nr. 4474/II/P van 16 juni 1977.

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Betrekkingen met particulieren

Klacht tegen het bestuur van het Postchequeambt dat Nederlandstalige bandjes plakt op enveloppen met Franstalige adressen.

Uit het onderzoek blijkt dat de klaargemaakte en ongebruikte enveloppen van een aantal rekeningen die nog met de hand werden bijgehouden, opnieuw worden gebruikt voor de automatisch beheerde rekeningen; dat het oorspronkelijke adres, dat zowel in het Frans als in het Nederlands kan gesteld zijn, bedekt wordt met een nieuw etiket; dat een dergelijke procedure slechts met het oog op een goedkoper beheer gevolgd is en geen taaldiscriminatie inhoudt.

De klacht heeft dus alleen betrekking op een organisatie-maatregel van het Postchequeambt. Er vloeien geen gevolgen uit voort die strijdig zijn met de S.W.T.

- Advies nr. 4510/II/P van 16 juni 1977.

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Behandeling in binnendienst : notulen van en nota's voor vergadering werkgroep

Klacht tegen het Bruggenbureau van Openbare Werken - Vergaderingen, notulen en nota's enkel in het Frans.

De werkgroep van dit bureau, als deeltmakend van een centrale dienst, dient zich in binnendienst te gedragen naar de artikelen 39 § 1 en 17 § 1 - B - 3° der S.W.T.

De V.C.T. acht het wenselijk dat het secretariaat door twee ambtenaren - één van elke taalrol - wordt waargenomen.

- Advies nr. 4438/II/P van 23 juni 1977.

-
- Centrale- en uitvoeringsdiensten
 - Behandeling in binnendienst

Klacht tegen de D.O.S.Z. - Behandeling van dossiers in het F voor het N-taalgebied.

Als uitvoeringsdienst waarvan de zetel in Brussel-Hoofdstad gevestigd is en waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt, valt de D.O.S.Z. onder de toepassing van het artikel 44 der S.W.T.

In zijn binnendiensten dient de D.O.S.Z. zich derhalve te gedragen naar artikel 17 § 1 der S.W.T. zodat het Nederlands of het Frans gebruikt wordt naar gelang de localisatie of localiseerbaarheid van de zaak. Het dossier diende in het N en dan ook door een ambtenaar van de N taalrol behandeld te worden gezien de N.V. Transintra te Antwerpen gelocaliseerd is.

- Advies nr. 4453/II/P van 23 juni 1977.
-

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Behandeling in binnendienst
- Formulieren gebruikt in binnendienst

Tegen de Dienst voor Overzeese Sociale Zekerheid (D.O.S.Z.) werd een klacht ingediend wegens het feit dat een dossier betreffende een in het Nederlands taalgebied wonende particulier, in het Frans wordt behandeld door een ambtenaar van de Franse rol en dat, er anderdeels, in binnendienst tweetalige formulieren worden gebruikt voor eentalige dossiers.

De D.O.S.Z. moet worden beschouwd als een uitvoeringsdienst waarvan de zetel is gevestigd in Brussel-Hoofdstad en waarvan de werkring het ganse land bestrijkt.

Artikel 17 van de S.W.T. schrijft voor dat wanneer een zaak gelocaliseerd of localiseerbaar is de taal van dat gebied het taalstelsel van de behandeling in binnendienst bepaalt. Volgens een constante rechtspraak van de V.C.T. moet het begrip "gelocaliseerd of localiseerbaar" worden verstaan in de zin van "het taalgebied waar de zaak haar oorsprong vindt".

Waar de zaak, in casu, haar oorsprong vindt in ex Belgisch Kongo, moet voor de behandeling in binnendienst de taal van het Belgisch gebied waar de betrokkene woonachtig is, in aanmerking worden genomen.

In geval van verandering van woonplaats moet het dossier verder worden behandeld in de taal van het gebied van de nieuwe woonplaats.

De V.C.T. heeft derhalve geoordeeld dat de klacht, wat het eerste punt betreft, ontvankelijk maar niet gegrond was.

Wat punt 2 betreft, is de klacht daarentegen ontvankelijk en gegrond, aangezien de D.O.S.Z., bij toepassing van de artikelen 39, § 3 en 17 in binnendienst eentalige formulieren moet gebruiken.

- Advies nr. 4351/II/P van 23 juni 1977

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Taalkaders : numerieke gelijkheid van de directiebetrekkingen
- Directieraad : samenstelling

Tegen de Dienst voor Overzeese Sociale Zekerheid (D.O.S.Z.) werd een klacht ingediend wegens overtreding van de numeriek gelijke verdeling der directiebetrekkingen, aangezien de directieraad is samengesteld uit 9 Franstaligen en 3 Nederlandstaligen, waardoor de Nederlandstalige ambtenaren sterk kunnen benadeeld worden.

De V.C.T. oordeelde vooreerst dat er een overtreding van de S.W.T. is, aangezien de taalkaders van de D.O.S.Z. nog niet vastgesteld zijn.

Vervolgens onderzocht zij het statuut waaraan de D.O.S.Z. onderworpen is. Volgens die statutaire voorschriften moet, behoudens bijzondere bepalingen vastgesteld door de minister, de directieraad samengesteld zijn uit de ambtenaren met een graad die behoort tot de rangen 13 tot en met 16.

Bij de D.O.S.Z. maken alle ambtenaren met een graad die in de rangen 15, 14 en 13 is ingedeeld, van rechtswege deel uit van de directieraad. Daarbij worden ook gerekend de ambtenaren die een van die graden bekleden in een vlakke loopbaan of in overtal.

Aangezien artikel 43 S.W.T. slechts bepalend is voor de samenstelling van de directieraad, wat de betrekkingen op de 1e en 2de trap van de hiërarchie betreft, adviseerde de V.C.T. dat de S.W.T. geen uitdrukkelijke regeling bevatten t.o.v. de samenstelling van de directieraad, maar dat de ontstentenis van taalkaders er toch de oorzaak van is dat er zulk onevenwicht is in de directieraad. Zij drong er bij de Minister van Ontwikkelingssamenwerking op aan haar zonder verwijl het ontwerp van Koninklijk Besluit tot vaststelling van de taalkaders van D.O.S.Z. voor te leggen.

- Advies nr. 4308/II/P van 30 juni 1977.

-
- Centrale- en uitvoeringsdiensten
 - Betrekkingen met particulieren

Bij verzoek van 28 april 1976 werd er een klacht ingediend tegen de A.S.L.K. die in het Frans tweetalige rekeninguittreksels invult die voor Nederlandstalige aangeslotenen zijn bestemd.

De V.C.T. heeft geconstateerd dat de A.S.L.K. het nodige heeft gedaan om de gemelde overtreding weg te werken, maar heeft niettemin aangedrongen op het treffen van maatregelen met het oog op het vermijden van vergissingen ter zake.

- Advies nr. 4315/II/P van 30 juni 1977.

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- A.S.L.K.
- Getuigschriften : spaarboekje

Twee klachten werden ingediend tegen de A.S.L.K. omdat die instelling aan een Nederlandstalige cliënte een eentalig Frans duplicaat van haar spaarboekje had afgeleverd.

- De A.S.L.K. deelde mede dat het nodige gedaan werd om die overtreding ongedaan te maken.

De V.C.T. drong er bij de A.S.L.K. op aan dat de S.W.T. strikt zouden nageleefd worden.

- Advies nrs. 4405 en 4408/II/P van 30 juni 1977.

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Betrekkingen met particulieren
- Telefonisten

Klacht tegen het Ministerie van Landsverdediging - Eéntalig Frans personeel van telefooncentrale van het Kwartier Koningin Elisabeth.

Overeenkomstig artikel 41 § 1 der S.W.T. dienen de telefonisten van de burgerlijke centrale diensten van Landsverdediging voor hun betrekkingen met de particulieren gebruik te maken van de talen waarvan de betrokkenen zich hebben bediend.

- Advies nr. 4272/II/P van 7 juli 1977.

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Documenten voor binnendienst

Klacht tegen het feit dat er bij de N.M.B.S. Nederlandstalige spoorlui zijn die tweetalige bezoldigingsafrekeningen krijgen.

Het bewuste document gaat uit van de Directie van het personeel en van de Sociale diensten van de N.M.B.S., die een centrale dienst vormen waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt. Het wordt de personeelsleden uitgereikt door bemiddeling van de plaatselijke en gewestelijke diensten (stations) waarvan die personeelsleden afhangen.

Of de Nederlandstalige spoorlui nu tot gewestelijke of plaatselijke diensten van Brussel-Hoofdstad, of tot gewestelijke of plaatselijke diensten van het Nederlands taalgebied behoren, ze moeten de bezoldigingsafrekening krachtens artikel 17 § 1 A en B in het Nederlands ontvangen.

- Advies nr. 4625/II/P van 7 juli 1977.

-
- Centrale- en uitvoeringsdiensten
 - Behandeling in binnendienst - Tuchtprocedure
 - Behandelende ambtenaar

Er werd klacht ingediend tegen de Dienst voor Overzeese Sociale Zekerheid (D.O.S.Z.) omwille van het feit dat een Nederlandse directeur "onregelmatige" statutaire maatregelen zou genomen hebben ten opzichte van drie Franstalige ambtenaren.

De D.O.S.Z. moet worden beschouwd als een uitvoeringsdienst met zetel te Brussel-Hoofdstad en waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt.

De V.C.T. heeft geconstateerd dat de beslissing betreffende de drie Franstalige ambtenaren werd genomen door een Frans-talige en dat het feit dat een Nederlandstalig ambtenaar een in het Frans gestelde en voor de Boekhoudkundige Dienst bestemde nota ondertekent, conform de S.W.T. is, daar, volgens haar rechtspraak die Nederlandstalige ambtenaar niet kan worden beschouwd als "behandelend ambtenaar" (cfr. advies 1265/A van 18/11/1965).

De V.C.T. heeft geoordeeld dat het onderzoek van de tuchtprocedure conform de artikelen 39, § 1 en 17, § 1 B, 1ste van de S.W.T. is en dat de klacht ontvankelijk doch ongegrond is.

- Advies nr. 4339/II/P van 22 september 1977.

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Ontstentenis van taalkaders
- Toekenning van een enige betrekking aan de eerste twee trappen van de hiërarchie

Tegen het Ministerie van Financiën - Bestuur van douanen en accijnzen - nationale opsporingsdirectie werden klachten ingediend wegens het feit dat, bij ontstentenis van taalkaders, de enige betrekking van directeur bij de Nationale Opsporingsdirectie, bij voorrang wordt voorbehouden aan een tweetalig ambtenaar.

Ten aanzien van de S.W.T. vertoont die nationale directie tegelijk alle kenmerken van een buitendienst en van een centrale dienst. Haar bevoegdheden strekken zich verder uit op het internationale vlak. Aangezien de maatstaf die de S.W.T. hanteren om de juridische aard van een dienst vast te stellen, de werkring is, moet die nationale directie als een centrale dienst worden beschouwd.

Volgens het inspectieverslag bestaat die directie onder meer uit een gewestelijk directeur en twee adjunct-directeurs (één van de Franse taalrol en één van de Nederlandse).

De V.C.T. heeft geoordeeld dat het vaststellen van taalkaders een organieke maatregel is die krachtens de wet verplicht moet worden getroffen; dat anderdeels, krachtens haar rechtspraak, het toekennen van een enige betrekking van de eerste en de tweede trap van de hiërarchie strijdig is met artikel 43, § 3, 1ste lid der S.W.T. en dat het voor de grond van het probleem niet belangrijk is dat de personeelsformatie slechts zes betrekkingen telt.

Derhalve waren de klachten gegrond.

- Advies nr. 4234-4245/II/P van 29 september 1977.

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Behandeling van de zaken in binnendienst : tuchtstraffen
- Taalkennis van het personeel

Klacht tegen de R.T.T. wegens het feit dat tegen twee ambtenaren van de Franse taalrol tuchtmaatregelen werden getroffen door ambtenaren van de Nederlandse taalrol.

Volgens artikel 17, § 1 dat verwijst naar artikel 39, § 1 der S.W.T., dat het gebruik van de talen in binnendienst der centrale diensten regelt, moeten de zaken die een ambtenaar betreffen, zonder een beroep te doen op vertalers, onderzocht worden in de taal van de ambtenaar, dus in casu in het Frans.

Dit impliceert in tuchtzaken dat de meerdere die de straf - in casu de berisping en de terechtwijzing - (artikel 78 van het K.B. van 20 oktober 1937 betreffende het statuut van het Rijkspersoneel), wettig vastgestelde kennis van de taal van de ambtenaar hebben (R.v.S. arrest Vercruyssen nr. 17.146 van 9/9/1975).

Anderdeels heeft de Raad van State gepreciseerd dat de taalwet voorrang heeft op het koninklijk besluit betreffende het statuut van het Rijkspersoneel in die zin dat de onmiddellijke meerdere die in aanmerking komt om de door artikel 78 van het statuut van het rijkspersoneel opgedragen bevoegdheid uit te oefenen, de ambtenaar is die, op de klimmende lijn van de gezagshiërarchie, het dichtst boven de te straffen ambtenaar staat en voldoet aan de vereisten om van zijn hiërarchisch gezag ten aanzien van die ambtenaar in overeenstemming met de taalwetgeving gebruik te kunnen maken.

Het staat in casu vast dat slechts één van de hiërarchische oversten die tuchtstraffen aan twee Franstalige ambtenaren hebben opgelegd, voor het V.W.S. geslaagd is voor het examen voor toetreding tot het tweetalig kader (artikelen 12 en 13 van het K.B. nr. IX van 30 november 1966).

Bijgevolg hadden de tuchtstraffen moeten voorgesteld en uitgesproken worden door hiërarchische oversten van de Franse taalrol of door hiërarchische oversten van de Nederlandse taalrol die volgens de wet hadden bewezen Frans te kennen.

- Advies nr. 4548/II/P van 20 oktober 1977.
-

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Behandeling in binnendienst

Klacht tegen Hogere Radionavigatieschool en tegen Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart te Brussel-Hoofdstad - Voorkeur aan het Frans.

De Hogere Radionavigatieschool, zijnde een vereniging zonder winstoogmerk met rechtspersoonlijkheid, mag als vrije en autonome privé-school, de aanvraag om toelagen in de taal stellen die zij wenst. Het departement van Verkeerswezen mag deze aanvraag, conform artikel 17 § 1 - B der S.W.T., toevertrouwen aan een ambtenaar van de Nederlandse of van de Franse taalrol.

- Advies nr. 4710/II/P van 27 oktober 1977.

-
- Centrale en uitvoeringsdiensten
 - Taalkaders
 - Omslag der betrekkingen

Klacht tegen het uitblijven van taalkaders bij het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet en tegen de niet numeriek-gelijke verdeling van de directiebetrekkingen op de 1e trap van de hiërarchie.

Het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet (C.B.H.K.) is een centrale dienst in de betekenis van de S.W.T.

Op het ogenblik van de klacht was er nog geen enkel koninklijk besluit houdende vaststelling van taalkaders getroffen.

Aangezien artikel 43, § 3 volledig van kracht is geworden en 20 % van de betrekkingen gelijk aan of hoger dan die van directeur aan het tweetalig kader moet worden toegekend en er tot dusver geen enkel koninklijk besluit tot vaststelling van taalkaders werd gepubliceerd, is de klacht ontvankelijk en gegrond.

- Advies nr. 4600/II/P en 4428/II/P van 3 november 1977.
-

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Behandeling in binnendienst
- V.W.S.-dossier taalexamen's
- Betrekkingen met kandidaten

Klacht tegen het Vast Secretariaat voor Werving van het Rijkspersoneel (V.W.S.) - Taalexamen's - Voorkeur aan het Frans.

Voor een examen omtrent de elementaire of voldoende kennis van de tweede taal worden de dossiers van de Nederlandstalige kandidaten door personeelsleden van de Nederlandse taalrol van het V.W.S. en de dossiers van de Franstalige kandidaten door personeelsleden van de Franse taalrol van het V.W.S. behandeld.

Voor een examen over de grondige kennis van de tweede taal wordt het dossier behandeld door personeelsleden van het V.W.S. wier taalrol overeenstemt met de taal van het af te leggen examen.

Behalve voor de kandidaten die in het buitenland gestudeerd hebben in een andere taal dan het N of het F en waarvoor voormelde regeling door de V.C.T. kan aanvaard worden, dienen nochtans de administratieve formaliteiten op basis van artikel 41 § 1 der S.W.T. plaats te vinden in de taal van de aanvraag tot deelname aan het examen.

- Advies nr. 4327/II/P van 8 december 1977.

-
- Centrale- en uitvoeringsdiensten
 - Betrekkingen met private ondernemingen
 - Behandeling van de zaken in binnendienst

Er werd klacht ingediend tegen de Nationale Delcredere-dienst (N.D.D.) die :

- 1° een Franstalige inschrijvingsaanvraag heeft gericht aan firma's uit het Nederlandse taalgebied;
- 2° de briefwisseling bestemd voor een private verzekeringsmaatschappij die betrekking had op polissen van aanvullende levensverzekering ten voordele van zijn personeel uitsluitend in het Frans heeft gesteld.

De N.D.D. moet in de betekenis van de S.W.T. worden beschouwd als een centrale dienst of een uitvoeringsdienst waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt.

1ste punt : Bij toepassing van artikel 41 § 2, dat voorschrijft dat dergelijke diensten in hun betrekkingen met private bedrijven die in een gemeente zonder speciale regeling van het Nederlandse of van het Franse taalgebied gevestigd zijn, de taal van dat gebied gebruiken, moesten de prijsaanvragen in het Nederlands gesteld zijn.

De klacht is dus gegrond wat het 1ste punt betreft.

2de punt : De V.C.T. heeft geoordeeld dat, inzoverre het gaat om briefwisseling van algemene aard, deze laatste, door toepassing van de artikelen 39, § 1 en 17, § 1 B 3de, in de taal van de behandelende ambtenaar zal worden gesteld.

Wanneer het daarentegen gaat om een bijzonder geval, zullen de betrekkingen, krachtens artikel 17, § 1 B 1ste in de taal die overeenstemt met de taalrol van de betrokken ambtenaar worden gesteld.

De klacht is dus niet gegrond wat het 2de punt betreft.

- Advies nr. 4398/II/P van 8 december 1977.

- Centrale en uitvoeringsdiensten
- Private medewerkers
- Formulieren bestemd voor de binnendienst

Er werd klacht ingediend tegen de N.M.B.S. wegens het feit dat de N.V. E..... tweetalige formulieren gebruikt die ter beschikking worden gesteld van diensten die in het Nederlandse taalgebied zijn gevestigd en die belast zijn met de bestelling en de verzending van werkkledij.

De N.V. E..... en haar filiaal moeten worden beschouwd als private medewerkers in de betekenis van artikel 50 van de S.W.T., aangezien zij in de plaats van de N.M.B.S. de patroonsverplichtingen vervullen die de N.M.B.S. zijn opgelegd in uitvoering van artikel 103 bis van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming.

Bijgevolg moeten de plaatselijke en gewestelijke diensten van de N.M.B.S. die, hetzij in het Nederlandse, hetzij in het Franse taalgebied gevestigd zijn, de kwestieuze documenten ontvangen in de taal van het gebied.

- Advies nr. 4475/II/P van 15 december 1977.

2. TRAPPEN VAN DE HIERARCHIE EN TAALKADERS

Voorafgaande opmerking

De adviezen die inzake de trappen van de hiërarchie en de taalkaders werden uitgebracht zijn hoofdzakelijk van technische aard. Om die reden wordt er geen afzonderlijke samenvatting gegeven van elk advies, zoals voor de andere adviezen het geval is. Wel geeft dit gedeelte de beginselen weer die door de V.C.T. bij het onderzoek van deze zaken werden afgeleid en aanvaard.

Voor iedere principiële stellingname wordt dan verwezen naar de betrokken adviezen.

In het eerste gedeelte van dit verslag zijn sommige standpunten opgenomen en nader toegelicht. Tabellen met statistische gegevens zijn ook gevoegd bij dat eerste gedeelte.

x

x x

Trappen van de hiërarchie

- Indeling der graden op grond van de weddeschalen

De V.C.T. stemde ermede in dat de nieuw opgerichte graden in de trappen worden gerangschikt op grond van hun weddeschaal, omdat die weddeschalen opgesteld zijn in functie van de kwalificaties, toegepast bij de Rijksbesturen.

- Advies nr. 4481/I/P van 10 februari 1977, verstrekt aan de minister van Financiën - Nationale Loterij.

Gelet op de taken waarmede de titularis van de enige functie van econoom bij de betrokken dienst is belast en rekening houdende met de rechtspraak van de V.C.T. waaruit blijkt dat de weddeschaal niet bepalend, maar wel een aanwijzing mag zijn voor het indelen van de graden in trappen, adviseert de V.C.T. dat de graad van econoom, niettegenstaande hij bekleed is met de weddeschaal 23/3, mag ingedeeld worden op de 5de trap.

- Advies nr. 4614/I/P van 12 mei 1977, verstrekt aan de minister van Middenstand - Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand.

- Niveau : statutair begrip

De indeling van de graden in niveau's moet niet worden vastgesteld door het koninklijk besluit houdende oprichting van de trappen van de hiërarchie.

Inderdaad, artikel 43, § 3, 4de lid van de S.W.T. schrijft voor dat de Koning, voor de toepassing van de regelen tot vaststelling van de taalkaders, bepaalt welke graden tot eenzelfde trap van de hiërarchie behoren. Daaromtrent dient het te treffen koninklijk besluit beperkt te blijven tot de trappen en hoeft het niet te voorzien in niveaus. De niveaus, zoals zij bestaan bij de rijksbesturen, zijn statutaire onderverdelingen, die niet nodig zijn voor het vaststellen van de taalkaders.

- Advies nr. 3400/I/P van 9 juni 1977, verstrekt aan de minister van Verkeerswezen - Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

- N.M.B.S.

Aangezien de graden van de N.M.B.S. niet reglementair in rangen zijn ingedeeld, zoals bij de rijksbesturen, stemt de V.C.T. er mede in dat de administratieve graden nominatim in trappen worden gerangschikt; zij hecht ook haar goedkeuring aan het voorstel om de lange opsomming van de graden van het werkliedenpersoneel te vervangen door de verwijzing naar het vereiste diploma.

Ook voor de N.M.B.S. is het geboden de trappen van de hiërarchie vast te stellen conform de regelen van het koninklijk besluit nr. I van 30 november 1966. Te dien einde heeft de V.C.T. 4 criteria in acht genomen :

1. de hiërarchische rangschikking der graden zoals die blijkt uit de toekenningsvoorwaarden van de nationale orden;
 2. de hiërarchische rangschikking van de graden bij de rijksbesturen, wat de wervingsgraden betreft, die overeenstemmen met die bij de rijksbesturen;
 3. het principe dat ten grondslag ligt aan het voornoemde koninklijk besluit nr. I van 30 november 1966, nl. de aanvangsbetrekkingen te scheiden van de bevorderingsbetrekkingen;
 4. de opmerkingen van de paritaire werkgroep, voor zover die opmerkingen niet ingaan tegen de voornoemde drie criteria.
- Advies nr. 3400/I/P van 9 juni 1977, verstrekt aan de minister van Verkeerswezen - Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.
- Opgeheven betrekking

Een betrekking van adjunct rechtskundig adviseur of rechtskundig adviseur of bestuursdirecteur (vlakke loopbaan) wordt beschouwd als behorende tot de personeelsformatie maar wordt opgeheven van zodra zij niet meer bekleed wordt door de eerste titularis. Aangezien deze een betrekking van bestuurssecretaris of adjunct rechtskundig adviseur of rechtskundig adviseur (vlakke loopbaan) blokkeert, moet de graad van adjunct rechtskundig adviseur niet worden opgenomen in de indeling in trappen.

- Advies nr. 3473/I/P van 17 maart 1977, verstrekt aan de minister van Financiën - Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet.

- Ontstentenis van personeelsformatie

Aangezien voor de Nationale Loterij geen organieke personeelsformatie is vastgesteld, werd voor het vaststellen van de trappen van de hiërarchie uitgegaan van de eigenlijke personeels-situatie. .

- Advies nr. 4481/I/P van 10 februari 1977, verstrekt aan de Minister van Financiën - Nationale Loterij.

- Vlakke loopbaan

De titularis van een der graden van een gradengroep waarvoor een totaal aantal betrekkingen is vastgesteld en de titularis van een graad van een vlakke loopbaan worden gerangschikt onder de laagste graad van die groep of van die vlakke loopbaan.

- Advies nr. 3473/I/P van 17 maart 1977, verstrekt aan de minister van Financiën - Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet.

De afgeleide graden 1e klasse of "eerste", die de statutaire bedienden ter plaatse kunnen bekomen mits zij beantwoorden aan bepaalde voorwaarden welke voor die graden vastgesteld zijn, moeten niet in het besluit tot oprichting van de trappen voorkomen, maar worden gerangschikt onder de graad waarvan de titularis voordien was voorzien. De indeling van die afgeleide graden in trappen wordt dus op dezelfde wijze geregeld als de indeling der graden die deel uitmaken van een vlakke loopbaan.

- Advies nr. 3400/I/P van 9 juni 1977, verstrekt aan de minister van Verkeerswezen - Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

- Wetenschappelijke inrichtingen van de Staat

De V.C.T. verwijst vooreerst naar de algemene principes die gelden om de graden van de wetenschappelijke inrichtingen in trappen in te delen (cfr. advies nr. 3745/I/P van 17 oktober 1974 Jaarverslag 1974 - Doc. Kamer nr. 654 (1974-1975), blz. 69).

De graad van hoofd van de inrichting behoort volgens het statuut van 21 april 1965 tot het leidinggevend wetenschappelijk personeel. Op grond van artikel 4, 4e lid van het koninklijk besluit van 20 april 1965, betreffende het statuut der Wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, is een inrichting van het derde niveau equivalent met een afdeling. Het hoofd van dergelijke inrichting wordt dan ook gelijkgesteld aan het hoofd van een afdeling aan wie de rang 14 is toegekend. Om die reden wordt deze graad gerangschikt in de 2e trap.

De graden van het niet-leidinggevend wetenschappelijk personeel zijn opgenomen in een wetenschappelijke loopbaan die administratief kan beschouwd worden als een vlakke loopbaan; ze worden overeenkomstig de rang van de wervingsgraad gerangschikt in de 4de trap van de hiërarchie.

De indeling van de algemene graden van het administratief personeel en van de bijzondere graden in trappen, gebeurt op grond van de rang waartoe zij behoren. Al deze graden zijn opgenomen in een groep van graden of in een vlakke loopbaan en worden derhalve gerangschikt in de trappen onder de laagste graad van die groep of loopbaan.

- Advies nr. 4460/I/P van 24 februari 1977, verstrekt aan de minister van Volksgezondheid en van het Gezin - Centrum voor Bevolkings- en Gezinsstudiën.

Taalkaders

- Aanpassing van de taalkaders aan de gewijzigde personeelsformatie.
- Taalkaders vastgesteld nadat de Nederlandse en de Franse afdelingen een verschillend standpunt ten aanzien van het ontwerp hadden ingenomen.

De V.C.T. werd verzocht te adviseren over ontwerpen van koninklijk besluit tot aanpassing van de taalkaders aan de gewijzigde personeelsformatie.

Bij gebrek aan nieuwe cijfergegevens bevestigen de Nederlandse en de Franse afdelingen, ten aanzien van die ontwerpen, de standpunten die ze hadden ingenomen nopens de ontwerpbesluiten tot vaststelling van de eerste taalkaders.

- Advies nr. 4469/I/P van 3 maart 1977, verstrekt aan de minister van Sociale Voorzorg - wijziging taalkaders van de Rijkskas voor Rust- en Overlevingspensioenen.
- Advies nr. 4598-4618/I/P van 24 maart 1977 verstrekt aan de minister van Justitie - wijziging van de taalkaders van zijn departement.
- Advies nr. 4680/I/P van 7 juli 1977, verstrekt aan de minister van Sociale Voorzorg - wijziging van de taalkaders van zijn departement.
- Advies nr. 4735/I/P van 15 september 1977, verstrekt aan de minister van Financiën - wijziging van de taalkaders van de A.S.L.K.
- Advies nr. 4696/I/P van 13 oktober 1977, verstrekt aan de minister van Economische Zaken - wijziging van de taalkaders van zijn departement.
- Afwijking van de numerieke gelijkheid op de eerste twee trappen.

De V.C.T. gaat akkoord met een ongelijke verdeling der directiebetrekkingen bij het betrokken bestuur omdat 90 % van de activiteiten toevertrouwd aan dit bestuur, uitgaan van en uitgeoefend worden in het Nederlands taalgebied.

Zij nam tevens in aanmerking dat het betrokken bestuur in de voorbereidende werkzaamheden van de wet op het gebruik van de talen in bestuurszaken samen met het Bestuur van Waters en Bossen als voorbeeld wordt geciteerd van een dienst waar kan worden afgeweken van de gelijke verdeling der directiebetrekkingen door toepassing van artikel 43, § 3, 6de lid.

- Advies nr. 4129/I/P van 24 februari 1977, verstrekt aan de minister van Verkeerswezen - Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart.

- Betrekkingen te verdelen.

Alle in de bestaande personeelsformatie opgenomen betrekkingen moeten over de taalkaders verdeeld worden.

Uit de tekst van artikel 43, §§ 2 en 3 van de S.W.T. kan worden afgeleid dat onder de termen "ambtenaren" en "de betrekkingen" moeten worden verstaan, de in functie zijnde ambtenaren en de bestaande betrekkingen waarmede worden bedoeld de betrekkingen die voorkomen in de personeelsformatie van de betrokken dienst. Die interpretatie vindt steun in de onderrichtingen van de ministers van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt dd. 27 april 1967, in de vaste rechtspraak van de V.C.T. (zie adviezen nrs. 3095 van 7 juni 1973 en 3095 B van 18 oktober 1973) en in meerdere arresten van de Raad van State (o.m. de arresten 12.887, 13834, 15282 en 15565).

- Advies nr. 4598-4618/I/P van 24 maart 1976, verstrekt aan de minister van Justitie - wijziging van de taalkaders van zijn departement.
- Advies nr. 4696/I/P van 13 oktober 1977, verstrekt aan de minister van Economische Zaken - wijziging van de taalkaders van zijn departement.
- Gelijke verdeling van de betrekkingen op de eerste en/of de tweede trap van de hiërarchie - Afwijking van de pariteitsregel.

Artikel 43, § 3 van de S.W.T. schrijft voor dat van de rang van directeur af en daarboven de betrekkingen, op alle trappen van de hiërarchie, in gelijke mate moeten worden toegewezen aan de beide kaders.

Die gelijkheidsregel moet strikt worden geïnterpreteerd. Sedert de inwerkingtreding van artikel 43 van de S.W.T., nl. sedert 3 december 1966, diende iedere minister elke uitvoeringsmaatregel te richten op de volledige toepassing van dat artikel. In haar advies nr. 3211 van 10 juni 1971 heeft de Commissie geadviseerd dat de termijn van 5 jaar voorgeschreven bij artikel 43, § 7 van de S.W.T., op 3 december 1971 verstreek en dat van die datum af artikel 43, §§ 1 tot 5, volledig moet toegepast zijn (zie ook o.m. advies 3772/A/I/P van 28 februari 1974).

Er kan slechts worden afgeweken van de regel van de numerieke gelijkheid tussen de directiebetrekkingen mits een in Ministerraad overlegd en met redenen omkleed besluit (artikel 43, § 3, laatste lid van de S.W.T.), dat in casu niet wordt voorgelegd (zie arrest van de Raad van State nr. 16.475 van 14 juni 1974).

Het behoort derhalve tot de verantwoordelijkheid van de minister het aantal betrekkingen per trap even te maken.

- Advies nr. 3866 A-B/I/P van 6 januari 1977, verstrekt aan de minister van Tewerkstelling en Arbeid - Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.
- Advies nr. 4217/I/P van 13 januari 1977, verstrekt aan de minister van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur en de minister van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur - Wetenschappelijke inrichtingen die ressorteren onder de Besturen van het Hoger Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek.
- Advies nr. 4347/I/P van 20 januari 1977, verstrekt aan de minister van Tewerkstelling en Arbeid - Nationale Arbeidsraad.
- Advies nr. 4598-4618/I/P van 24 maart 1976, verstrekt aan de minister van Justitie - wijziging van de taalkaders van zijn departement.
- Advies nr. 3864/I/P van 28 april 1977, verstrekt aan de minister van Sociale Voorzorg - R.I.Z.I.V.

- Advies nr. 3474/I/P van 30 juni 1977, verstrekt aan de minister van Financiën - Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet.
- Advies nr. 4696/I/P van 13 oktober 1977, verstrekt aan de minister van Economische Zaken - wijziging van de taalkaders van zijn departement.
- Gewestelijke diensten - geen taalkaders.

In het ministeriële voorstel worden de betrekkingen van de afdelingen van het Rijksarchief met zetels in de provincie, over de taalkaders verdeeld, omdat die afdelingen niet als gewestelijke diensten mogen beschouwd worden in de zin van de S.W.T. maar dat het louter om wetenschappelijke of praktische motieven is dat al die diensten werden opgericht buiten de hoofdzetel en zij dus integrerend deel uitmaken van een bepaald organisme waarvan de werkring het hele land bestrijkt.

De V.C.T. meent uit de medegedeelde inlichtingen te mogen afleiden dat de archievenopslagplaatsen in de provinciën voor het merendeel archieven bevatten van de provinciën waarin ze zich bevinden en dat hun bevoegdheid mag aangezien worden als beperkt tot de betrokken provincie. Het gaat derhalve om gewestelijke diensten in de betekenis der S.W.T. en de betrekkingen moeten niet worden ingedeeld in taalkaders.

- Advies nr. 4217/I/P van 13 januari 1977, verstrekt aan de minister van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur en de minister van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur - Wetenschappelijke inrichtingen die ressorteren onder de Besturen van het Hoger Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek.

Uit een analyse van de activiteiten van de 10e gewestelijke directie blijkt dat met uitzondering van de gecentraliseerde verzending van de post naar het buitenland, de activiteiten van plaatselijke of gewestelijke aard zijn. In de zin van de S.W.T. is die directie een gewestelijke dienst waarvan de werkkring gemeenten uit Brussel-Hoofdstad en tevens gemeenten uit het Nederlands en het Frans taalgebied bestrijkt (artikel 35, § 1, b). Bijgevolg moeten voor deze dienst geen taalkaders worden vastgesteld.

- Advies nrs. 3588 B/I/P - 4292/I/P van 26 mei 1977, verstrekt aan de Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie - Regie der Posterijen.

- Globale taalkaders - Centrale Raad voor het Bedrijfsleven.

De minister stelt voor afzonderlijke taalkaders op te richten, enerzijds voor het Algemeen Secretariaat en voor de aan de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven eigen diensten, anderzijds voor de aan de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en aan de Bedrijfsraden gemene diensten. De minister verantwoordt die scheiding door het feit dat er voor elke Raad een onderscheiden juridische basis is en de aard van de activiteit enerzijds in administratief en anderzijds in studiewerk bestaat.

Verwijzend naar de gemeenschappelijke personeelsformatie, naar de interpenetratie die mogelijk is tussen de eigen diensten en de gemeenschappelijke diensten en steunend op het advies van de Raad van State over het ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van het statuut van het personeel van de betrokken dienst, adviseert de V.C.T. dat in de taalkaders geen onderscheid moet gemaakt worden tussen de twee diensten en dat het tot de verantwoordelijkheid van de minister behoort de betrekkingen te spreiden over de verschillende diensten.

- Advies nr. 3314 B/I/P van 31 maart 1977, verstrekt aan de minister van Economische Zaken - Secretariaat van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en de aan de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en aan de Bedrijfsraden gemene diensten.

Statutaire regelen : onverenigbaarheid met de bepalingen van artikel 43, § 3, laatste zin van de S.W.T.

Overeenkomstig artikel 4, 4de lid van het koninklijk besluit van 20 april 1965, betreffende het statuut der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, is een wetenschappelijke inrichting van het derde niveau, equivalent met één afdeling. Om die reden kan er maar één leidinggevende functie voorkomen in de 2de trap van de hiërarchie. De minister wenst die enige betrekking op de 2de trap op te nemen in het tweetalig kader.

De V.C.T. is van oordeel dat op grond van artikel 43 van de S.W.T., alle in de bestaande personeelsformatie opgenomen betrekkingen over de taalkaders moeten verdeeld worden en dat de betrekkingen van de rang van directeur af en daarboven, op alle trappen van de hiërarchie, in gelijke mate aan de beide kaders moeten worden toegewezen.

Zo, op grond van de statutaire regelen die toepasselijk zijn op de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, een inrichting van het derde niveau slechts één leidinggevende functie kan omvatten, dan is, volgens de Commissie, die regeling onverenigbaar met de bepalingen van artikel 43, § 3, laatste zin van de S.W.T., dat voorschrijft dat de directiebetrekkingen op alle trappen van de hiërarchie in gelijke mate, moeten toegewezen worden aan beide taalkaders.

De V.C.T. adviseert negatief over het ministeriële voorstel; zij is van oordeel dat de gelijkheidsregel voorgeschreven door artikel 43 nauwgezet moet nagevolgd worden.

Advies nr. 4461/I/P van 5 mei 1977, verstrekt aan de minister van Volksgezondheid en van het Gezin - Centrum voor Bevolkings- en Gezinsstudiën.

- Terugwerkende kracht van de besluiten tot wijziging van taalkaders -
Sociale Programmatie.

In verband met het verlenen van terugwerking aan de koninklijke besluiten houdende wijziging van taalkaders ingevolge het toepassen van de uitvoeringsmaatregelen van de 7e sociale programmatie 1974-1975 herinnert de V.C.T. aan haar advies nr. 3452/I/P van 7 september 1972, waarbij zij van oordeel was dat de koninklijke besluiten tot wijziging van taalkaders ingevolge de toepassing van een collectieve overeenkomst mogen terugwerking hebben tot op de datum van inwerkingtreding der taalkaders waarop ze betrekking hebben of desgevallend tot de datum van inwerkingtreding van de sociale programmatie, doch slechts op voorwaarde dat :

- 1) de benoemingen op de nieuwe personeelsformatie die de sectoriële programmatie vastlegt, niet werden gedaan vóór de V.C.T. ter zake advies heeft uitgebracht en vóór de wijziging van de bestaande taalkaders werd bekrachtigd bij koninklijk besluit;
 - 2) in het koninklijk besluit houdende wijziging van de taalkaders uitdrukkelijk wordt vermeld dat de retroactiviteit alleen geldt voor de uitvoering van de maatregelen inzake de collectieve overeenkomst.
- Advies nr. 4715/I/P van 9 juni 1977, verstrekt aan de minister van Buitenlandse Zaken - wijziging van de taalkaders van het Hoofdbestuur.
- Advies nr. 4697/I/P van 16 juni 1977, verstrekt aan de minister van Sociale Voorzorg - wijziging van de taalkaders van de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor werknemers.
- Advies nr. 4585/I/P van 23 juni 1977, verstrekt aan de minister van Sociale Voorzorg - wijziging van de taalkaders van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers.

- Advies nr. 4665/I/P van 23 juni 1977, verstrekt aan de minister van Sociale Voorzorg - wijziging van de taalkaders van de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.
- Advies nr. 4680/I/P van 7 juli 1977, verstrekt aan de minister van Sociale Voorzorg - wijziging van de taalkaders van zijn departement.
- Advies nr. 4820/I/P van 6 oktober 1977, verstrekt aan de minister van Sociale Voorzorg - wijziging van de taalkaders van het Fonds voor de beroepsziekten.

- Tweetalig kader - Berekeningswijze van het aantal betrekkingen dat erbij moet ingedeeld worden.

Twintig procent van de directiebetrekkingen komt toe aan het tweetalig kader. Wanneer er 12 betrekkingen te verdelen zijn, komt men bij de berekening van 20 % tot 2,4 betrekkingen voor het tweetalig kader. De V.C.T. adviseert dat slechts twee betrekkingen aan het tweetalig kader zouden toegewezen worden en geen 3 zoals de minister voorstelt.

- Advies nr. 4129/I/P van 24 februari 1977, verstrekt aan de minister van Verkeerswezen - Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart.
- Tweetalig kader - Onvoldoende aantal betrekkingen om 20 % voor te behouden.

Gelet op het geringe aantal directiebetrekkingen (6) dient geen tweetalig kader te worden opgericht. Indien 2 betrekkingen aan het tweetalig kader worden toegewezen dan zou de door de S.W.T. voorgeschreven 20 % ver overschreden zijn (nl. 33,3 %).

- Advies nr. 4579/I/P van 12 mei 1977, verstrekt aan de minister van Economische Zaken - Belgisch Instituut voor Normalisatie.
- Advies nr. 4585/I/P van 23 juni 1977, verstrekt aan de minister van Sociale Voorzorg - wijziging van de taalkaders van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers.

- Tijdelijke betrekking.

Omwille van het speciaal karakter van de tijdelijke betrekking van secretaris van de voorzitter die bij apart koninklijk besluit ingesteld is voor een periode van twee jaar, stelt de V.C.T. voor dat die enige betrekking niet in de taalkaders wordt opgenomen.

- Advies nr. 3314 B/I/P van 31 maart 1977, verstrekt aan de minister van Economische Zaken - Secretariaat van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en de aan de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en aan de Bedrijfsraden gemene diensten.

- Verdeling van de betrekkingen in absolute cijfers.

Het koninklijk besluit tot oprichting van de trappen van de hiërarchie mag niet bepalen dat de personeelsformatie zo wordt verdeeld over de taalkaders, dat er op alle trappen numerieke gelijkheid is.

De te verdelen betrekkingen moeten inderdaad naar aard en aantal door de Koning bepaald worden (arrest R.v.S. nr. 15.882 dd. 3 april 1973).

- Advies nr. 3400/I/P van 9 juni 1977, verstrekt aan de minister van Verkeerswezen - Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

- Wezenlijk belang - Uitbreiding van de activiteiten van de dienst.

Daar een uitbreiding van de personeelsformatie en de omvorming van een aantal betrekkingen tot functies met een hogere kwalificatie het gevolg zouden kunnen zijn van een kwantitatieve en kwalitatieve verhoging van het werkvolume, achtte de V.C.T. het nodig in kennis te worden gesteld van recente cijfergegevens omtrent het wezenlijk belang dat de taalgebieden vertegenwoordigen voor de betrokken dienst.

- Advies nr. 3866 A-B/I/P van 6 januari 1977, verstrekt aan de minister van Tewerkstelling en Arbeid - Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

Geraadpleegd over het ontwerp van taalkaders van een nieuw opgerichte dienst waarvan onmogelijk kon worden voorzien hoe het werkvolume in de nabije toekomst zal evolueren gaf de V.C.T. aan haar goedkeuring van het voorstel een voorlopig en voorwaardelijk karakter. De minister werd uitgenodigd een nieuw voorstel tot vaststelling van de taalkaders voor te leggen zodra de personeelsformatie van de betrokken dienst wordt uitgebreid en, in elk geval, ten laatste na verloop van 2 jaar te rekenen vanaf de datum van dit advies. Dat voorstel zal dan steunen op gedetailleerde cijfergegevens betreffende het werkvolume per taalgebied, die betrekking hebben op de verlopen werkperiode.

- Advies nr. 4518/I/P van 13 januari 1977, verstrekt aan de minister van Economische Zaken - Controledienst der Verzekeringen.
-

Taalkaders en Trappen van de hiërarchie

Trappen van de hiërarchie

- Indeling der graden in trappen op grond van de weddeschalen	blz..325.....
- Niveau : statutair begrip	blz..326.....
- N.M.B.S.	blz..326.....
- Opgeheven betrekking	blz..327.....
- Ontstentenis van personeelsformatie	blz..328.....
- Vlakke loopbaan	blz..328.....
- Wetenschappelijke inrichtingen van de Staat	blz..328.....

Taalkaders

- Aanpassing van de taalkaders	blz..329.....
- Afwijking van de numerieke gelijkheid op de eerste twee trappen	blz..330.....
- Betrekkingen te verdelen	blz..331.....
- Gelijke verdeling van de betrekkingen op de eerste en/of op de tweede trap van de hiërarchie	blz..331.....
- Gewestelijke diensten	blz..333.....
- Globale taalkaders	blz..334.....
- Statutaire regelen : onverenigbaarheid met artikel 43, § 3, laatste zin S.W.T.	blz..335.....
- Terugwerkende kracht van de taalkaders : Sociale programmatie	blz..336.....
- Tweektalig kader	
- Berekeningswijze van het aantal betrekkingen dat erbij moet ingedeeld worden	blz..337.....
- Onvoldoende aantal betrekkingen om 20 % voor te behouden	blz..337.....

- 341 -

- Tijdelijke betrekking	blz.....338....
- Verdeling van de betrekkingen in absolute cijfers	blz.....338....
- Wezenlijk belang	blz.....338....

3. BUITENLANDSE DIENSTEN

- In het buitenland gevestigde diensten
N.M.B.S. - Handelsagentschappen.

Er werd klacht ingediend tegen de N.M.B.S. wegens het gebrek aan taalevenwicht bij de personeelsbezetting in de handelsagentschappen van de N.M.B.S., die in het buitenland gevestigd zijn, daar 10 betrekkingen bekleed worden door Franstalige ambtenaren, 4 door Nederlandstalige ambtenaren en 4 vakant.

Teneinde de algemene inrichting van de taalwet na te leven en de belangen van de taalgebieden te vrijwaren, heeft de V.C.T. geoordeeld dat de N.M.B.S. er zou moeten voor waken dat in die agentschappen een globaal evenwicht tussen de onderscheiden ambtenaren van beide taalsystemen verwezenlijkt wordt en dat, anderdeels, ofschoon de S.W.T. geen individuele meertaligheid voorschrijven, elke in het buitenland gevestigde dienst zo zou moeten worden georganiseerd dat het Belgisch publiek er zonder enige moeite kan worden te woord gestaan in de nationale taal die het gebruikt.

De N.M.B.S. heeft de V.C.T. meegedeeld dat, wat de vakante betrekkingen betreft, een billijke verdeling tussen de verschillende ambtenaren van de 2 taalgroepen wordt in acht genomen en dat, in de praktijk, de agentschappen zo zullen worden georganiseerd dat het Belgisch publiek er in zijn taal kan worden onthaald.

- Advies nr. 4227/II/P van 27 oktober 1977.
-

V. DIENSTEN IN DE ZIN VAN DE S.W.T.

- Diensten in de zin van de S.W.T.
- Braille-Liga

Klacht tegen de taaltoestanden in de Braille-Liga te Brussel en te Gent en in de Koninklijke Maatschappij tot Bijstand der Blinden te Antwerpen.

Vraag om advies van de Minister van Binnenlandse Zaken -
Valt de Braille-Liga onder de S.W.T. ?

De Braille-Liga, als vereniging zonder winstgevend doel met rechtspersoonlijkheid, valt als private instelling niet onder de toepassing van het artikel 1, § 1 - 2e alinea der S.W.T.

- Advies nr. 4059/II/P - 4854/I/P van 5 mei 1977.

-
- Diensten in de zin van de S.W.T.
 - N.V. Promedia

Klacht tegen de N.V. Promedia te Brussel-Hoofdstad.

Mededelingen aan en omgang met het publiek.

De te Brussel-Hoofdstad gevestigde dienst van Promedia valt onder de toepassing van het artikel 46, § 1 der S.W.T.

De berichten, mededelingen en formulieren die voor het publiek bestemd zijn dienen, overeenkomstig de artikelen 40 - 1e alinea en 18 - 1e alinea der S.W.T., in het Nederlands en in het Frans gesteld te worden.

Artikel 46 - lid 5 der S.W.T. vereist een voldoende en elementaire kennis van de tweede taal naargelang de personeelsleden die omgang hebben met het publiek tot de eerste of de volgende klassen behoren.

Advies nr. 4554-4555/II/P van 15 september 1977.

- Diensten in de zin van de S.W.T. - V.Z.W.
- Berichten en mededelingen aan het publiek.

Klacht tegen Kring voor Cultuur en Sport bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

Filmvoorstelling zonder N-ondertitels.

De V.Z.W. "Kring voor Cultuur en Sport" bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken is geen concessiehouder van een openbare dienst doch wordt door de V.C.T. beschouwd als belast met een taak die de grenzen van een privaat bedrijf te buiten gaat en die haar door de openbare macht wordt toevertrouwd en als dusdanig valt onder de toepassing van artikel 1, § 1 - 2° der S.W.T.

De klankfilm is een kunstwerk en valt niet onder de S.W.T., zodat het ontbreken van N. onderschriften bij de originele F. versie van van de klankfilm niet strijdig is met de S.W.T.

Zo een voorafgaandelijke mondelinge mededeling wordt gedaan, moet deze in Brussel-Hoofdstad geschieden in het N. en in het F.

- Advies nr. 4319/II/P van 29 september 1977.

-
- Diensten in de zin van de S.W.T.
 - Centrale en uitvoeringsdiensten
 - Duits taalgebied
 - Betrekkingen met particulieren.

Er werd een klacht ingediend tegen het Fonds voor Bestaanszekerheid van de Houthandel dat Franstalige en Nederlandstalige brieven stuurt naar een handelsmaatschappij die in het Duitse taalgebied is gevestigd ;

Het Fonds voor Bestaanszekerheid van de Houthandel werd door het Nationaal Paritair Comité voor de Houtnijverheid opgericht bij toepassing van de wet van 7 januari 1958 en moet volgens de rechtspraak worden beschouwd als een dienst in de betekenis van art. 1, § 1, 2°. Zijn werkkring bestrijkt het ganse land, wat geeft dat het gaat om een centrale of uitvoeringsdienst.

De briefwisseling tussen dat Fonds en een privaat bedrijf van het Duitse taalgebied moet beschouwd worden als een betrekking tussen een centrale of een uitvoeringsdienst en een particulier ; deze gebeurt, bij toepassing van artikel 41, § 1 in de taal gebruikt door de firma.

De klacht is dus gegrond.

- Advies nr. 4545/II/P van 6 oktober 1977.

- Diensten in de zin van de S.W.T.
- Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme.

Klacht tegen de Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme dat eentalig Franse aanplakbiljetten uithangt aan nr. 12 van het Schumanplein.

De V.C.T. heeft de klacht ontvankelijk maar niet gegrond geacht wegens het feit dat de Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme weliswaar als een concessiehoudster van een openbare dienst moet beschouwd worden krachtens een overeenkomst die zij met de N.M.B.S. heeft afgesloten voor de uitbating van slaapwagens en restauratiewagens op het Belgisch spoorweginet, maar dat zij inzake andere, inzonderheid toeristische, activiteiten, een private maatschappij is.

- Advies nr. 4647/II/P van 20 oktober 1977.

- Diensten in de zin van de S.W.T.
- V.Z.W.
- Behandeling in binnendienst.

Er werd klacht ingediend tegen de V.Z.W. "Sociale Werken Telefonie en Telegrafie" (S.W.T.T.) wegens met de S.W.T. strijdig taalgebruik, inzonderheid wat het onderzoek betreft van dossiers aangaande twee personeelsleden van niveau 4 ;

De S.W.T.T. is een V.Z.W. die op 1 maart 1962 bij ministerieel besluit werd erkend en waarvan de rechtstoestand gepubliceerd werd in bijlage aan het Belgisch Staatsblad van 29 maart 1962 ; zij is belast met een taak die de perken van een privaat bedrijf te buiten gaat of die de wet op de openbare machten haar hebben toevertrouwd in het belang van het algemeen.

De S.W.T.T. vallen dus onder de toepassing van artikel 1, § 1, 2° der S.W.T. en zijn, ten aanzien van die wetten, een uitvoeringsdienst waarop de artikelen 44 en 45 der S.W.T. van toepassing zijn.

Aangezien de twee betrokkenen tot de Nederlandse taalrol behoren, moesten alle documenten betreffende hun dossier, bij toepassing van artikel 17, § 3, 1° behandeld worden in hun hoofdtal. Dit gebeurde niet.

De klacht is dus gegrond.

- Advies nr. 4670/II/P van 20 oktober 1977.

- Diensten in de zin van de S.W.T.
- V.Z.W.
- Uitvoeringsdiensten bedoeld bij art. 46
- Behandeling in binnendienst
- Betrekkingen met centrale diensten.

Klacht tegen de V.Z.W. "Sociale Dienst van Verkeerswezen" Ontspanningscentrum te Sint-Genesius-Rode - Weigering het N. als binnendiensttaal te gebruiken.

De V.Z.W. "Sociale Dienst van Verkeerswezen" is geen concessiehouder van een openbare dienst doch wordt door de V.C.T. beschouwd als belast met een taak die de grenzen van een privaat bedrijf te buiten gaat en die haar door de openbare macht werd toevertrouwd - De V.Z.W. valt derhalve onder de toepassing van de bepalingen van artikel 1, § 1 - 2° der S.W.T.

Het ontspanningscentrum te St.-Genesius-Rode valt onder de toepassing van het artikel 46, § 2 der S.W.T. De taal van de gemeente waar de zetel van de dienst gevestigd is, dient gebruikt te worden voor de binnendienstbehandeling voor de zaken betreffende de organisatie van de dienst ter plaatse en voor de betrekkingen die in verband daarmee met de centrale diensten ontstaan.

- Advies nr. 4242/II/P van 17 november 1977.

- Diensten in de zin van de S.W.T.
- V.Z.W.

Klacht tegen de Polykliniek Astère Dothée die een eentalig Frans bord heeft geplaatst aan de ingang van haar inrichting.

De polukliniek Astère Dothée werd op 3 november 1948 opgericht als een V.Z.W., op initiatief van particulieren en zonder de medewerking van een openbare overheid hetzij bij de oprichting of later. Haar activiteit gaat de perken van een privaat bedrijf niet te buiten en haar taak werd haar niet toevertrouwd door de wet of de openbare machten.

Derhalve valt de bewuste V.Z.W. niet onder de toepassing van artikel 1, § 1, 2° en § 2 der S.W.T. ;

De polykliniek Astère Dothée is derhalve vrij de taal van haar keuze te gebruiken voor het stellen van de berichten en mededelingen aan het publiek. Het bewuste, eentalig Franse opschrift is dus niet in strijd met de S.W.T.

- Advies nr. 4317/II/P van 8 december 1977.
-

VI. VERJARING (Art. 58, laatste lid)

- Verjaring van de vaststelling der nietigheid van administratieve akten en reglementen

Klacht tegen de N.M.B.S. die Franstalige geneesheren tewerkstelt die dossiers van Nederlandstaligen in het Frans behandelen.

De feiten waarover de klager het heeft, dateren van 23 november 1970.

Volgens artikel 58, 5e lid der S.W.T., verjaart de vaststelling van nietigheid van akten en reglementen die strijdig zijn met de S.W.T., na 5 jaar. In dit geval is de termijn sinds 23 november 1975 verstreken en kan de Commissie niet verder ingaan op die zaak.

- Advies nr. 4378/II/P van 17 maart 1977.
-

VII. ONBEVOEGDHEID VAN DE V.C.T.

- Onbevoegdheid van de V.C.T.
- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Toekenning van een ambt met een tijdelijk karakter.

Er werd klacht ingediend tegen de Dienst voor Overzeese Sociale Zekerheid (D.O.S.Z.) wegens het feit dat de h. T. werd benoemd tot Nederlandstalig secretaris bij de Technische Commissie van Advies voor de Overzeese Sociale Zekerheid.

De V.C.T. heeft geoordeeld dat ze niet bevoegd is om een oordeel te vellen over een ministeriële beslissing waarbij een ambt met een tijdelijk karakter veeleer aan een ambtenaar van de ene rol dan wel aan een ambtenaar van de andere rol wordt toevertrouwd.

- Advies nr. 4103/II/P van 3 maart 1977.

-
- Onbevoegdheid van de V.C.T.

Bij verzoek van 12 april 1976 werd er een klacht ingediend tegen de benoeming van de h. F.B. tot gedelegeerde afgevaardigde bij het Vredegerecht van Moeskroen.

De V.C.T. heeft zich onbevoegd verklaard. De van de leden van Hoven en Rechtbanken gevergd kennis van de tweede taal valt onder de toepassing van de wet van 25 juni 1935 op het gebruik van de talen in gemeentezaken.

- Advies nr. 4326/II/P van 7 juli 1977.

-
- Onbevoegdheid van de V.C.T.

Klacht tegen de Militaire Gezondheidsdienst die formulieren gebruikt waarvan de recto-zijde eentalig Frans is.

De Militaire Gezondheidsdienst is alleen bevoegd voor het militair personeel en staat rechtstreeks onder het gezag van de militaire overheid (Generale Staf van de Krijgsmacht).

De dienst is een militaire eenheid in de betekenis van de wet van 30 juli 1939 op het gebruik van de talen bij het leger. Inderdaad, volgens artikel 25 van die wet worden het militair hospitaal en de militaire apotheek te Brussel beschouwd als een eenheid met een gemengd taalstelsel. Derhalve staat de Militaire Gezondheidsdienst op dezelfde voet als die 2 militaire instellingen.

Bijgevolg ontsnapt die Dienst aan de toepassing van de samengeschakelde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, wat erop neerkomt dat de V.C.T. niet bevoegd is.

- Advies nr. 4613/II/P van 6 oktober 1977.

- Onbevoegdheid van de V.C.T.

Klacht tegen de Koninklijke Militaire School die eentalige spijskaarten drukt, naar aanleiding van banketten.

Uit de ingewonnen inlichtingen blijkt dat het gaat om, enerzijds, de spijskaarten van het banket georganiseerd voor het lager personeel van de Koninklijke Militaire School (beide taalrollen) die enkel in het Frans waren gedrukt en, anderzijds, die van het banket voor de leerlingen-officieren van dezelfde school (eveneens van beide taalrollen) welke alleen in het Nederlands waren gedrukt.

De Koninklijke Militaire School ressorteert onder de militaire overheid. Die instelling ontsnapt aan de toepassing van de samengeschakelde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken. Derhalve heeft de Commissie zich onbevoegd moeten verklaren.

- Advies nr. 4576/4577/II/P van 24 november 1977.

B. NEDERLANDSE AFDELING

Samenvatting van de adviezen van de Nederlandse afdeling

I. PLAATSELIJKE DIENSTEN

- plaatselijke diensten
- getuigschriften
- betrekkingen met particulieren

Klacht tegen de A.S.L.K. wegens het plaatsen van een Franse stempelafdruk op een in het Nederlands gesteld spaarboekje van een inwoner uit Meise.

De Nederlandse afdeling stelde vast dat het agentschap Meise een plaatselijke dienst is uit het Nederlandse taalgebied.

Op grond van vroegere adviezen (nr. 508/VIII van 14/10/1965 en 1766 van 12 januari 1967) oordeelde zij dat de spaarboekjes en de daarin aangebrachte stempels als getuigschriften dienen beschouwd te worden.

Overeenkomstig artikel 14 § 1 stelt iedere plaatselijke dienst die in het Nederlandse of in het Franse taalgebied gevestigd is de aan de particulieren uit te reiken getuigschriften, in de taal van zijn gebied.

Het waarmerk(stempelafdruk) op het in het Nederlands gesteld spaarboekje moet eentaling Nederlands zijn.

- Advies nr. 4392/II/N van 8 februari 1977.

-
- plaatselijke diensten
 - berichten en mededelingen voor het publiek

Klacht tegen het Gemeentekrediet van België wegens het voeren van tweetalige reclame op het Voor te Vilvoorde.

De Nederlandse afdeling stelde vast dat Vilvoorde tot het Nederlandse taalgebied behoort (artikel 3 § 2).

Zij beschouwde het Gemeentekrediet van België als een openbare dienst (zie advies 1987/B van 19/9/1967).

Steunend op een vroeger advies (nr. 1970 van 28/9/1967) oordeelde zij dat wanneer het Gemeentekrediet van België zich door middel van reclame tot het ééntalige Nederlandse taalgebied richtte, het berichten voor het publiek betreft die in de taal van dit gebied moeten gesteld zijn.

Zij verklaarde de klacht gegrond.

- Advies nr. 4449/II/N van 8 februari 1977.

-
- plaatselijke diensten
 - mededelingen aan het publiek
 - straatnamen
 - affiches voor toeristen

Klacht tegen de burgemeester van De Panne wegens het vertalen van straatnamen.

De Nederlandse afdeling stelde vast dat de straatnamen mededelingen zijn voor het publiek uitgaande van plaatselijke diensten Krachtens artikel 11, § 1 der S.W.T. dienen zij uitsluitend in het Nederlands gesteld te zijn.

De vermeldingen "exceptionnel-uitzonderlijk" op viertalige affiches van deze gemeente. De Panne is een toeristisch centrum in de zin van artikel 11, § 3 der S.W.T. De affiches gaan uit van de plaatselijke vereniging voor het vreemdelingenverkeer. Bijgevolg worden overeenkomstig artikel 11 § 3 de mededelingen volledig in tenminste drie talen gesteld.

- Advies nr. 4498/II/N van 8 februari 1977.

-
- plaatselijke diensten
 - concessiehouders
 - mededelingen voor toeristen

Klacht tegen de stad Brugge, Dienst van Vaartochtjes op de Stadsreien, wegens het niet toepassen van de op 18 juli 1966 bij Koninklijk Besluit samengeschatelde wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken.

De Nederlandse afdeling stelde vast dat volgens de verklaringen van de administratieve dienst van de stad de uitbating van vaartochten op de stadsreien een concessie is in de zin van artikel 1, § 1, 2e der S.W.T.

Zij is tevens een plaatselijke dienst in de zin der S.W.T.; de aangeklaagde vermeldingen zijn mededelingen voor toeristen. De Nederlandse afdeling oordeelde steunende op een vroeger advies dat Brugge een toeristisch centrum is in de zin van artikel 11, § 3 der S.W.T. en dat bijgevolg de mededelingen voor toeristen in ten minste drie talen dienden gesteld.

- Advies nr. 4504/II/N van 8 februari 1977.

- plaatselijke diensten
- verrichtingen bij de parlements-, provincieraads- en gemeenteraadsverkiezingen

Klacht tegen de gemeente Beersel wegens het feit dat 2 bijzitters van een stembureau op 10 oktober 1976 de kiezerslijsten in het Frans controleerden.

De Nederlandse afdeling stelde vast dat uit het ingestelde onderzoek bleek dat bij de stemverrichtingen in het stembureau nr. 8 een bijzitter, belast met het controleren van de lijsten bij het buitengaan der kiezers en na de eigenlijke stemming zich in het Frans uitdrukte; dat een andere bijzitter eveneens het Frans heeft gebruikt maar wel de Nederlandse taal machtig bleek. In gevolge artikel 1, § 1, 5° vinden de S.W.T. toepassing op de verrichtingen bij de parlements-, provincie- en gemeenteverkiezingen. Een stembureau is een plaatselijke dienst die, naar de bepalingen van artikel 10 der S.W.T. uitsluitend de taal van het gebied gebruikt. Een kiesbureau treedt collegiaal op; het nazicht van de naam, de hoedanigheid en de inschrijving op de kiezerslijsten behoort tot de normale en essentiële kiesverrichtingen. Het optreden van de bijzitters schijnt bij deze gelegenheid geen rechtstreekse invloed te hebben gehad op het verloop der verkiezingen en op de verdeling der zetels zodat de nietigheid zich uit dien hoofde niet opdringt; de voorzitter van een kiesbureau staat in het bijzonder in voor het wettelijk en normaal verloop van de kiesverrichtingen in zijn bureau. De Nederlandse afdeling besloot dat het bureau en zijn leden uitsluitend het Nederlands dienden te gebruiken bij het verloop der kiesverrichtingen.

- Advies nr. 4581/II/N van 8 februari 1977.

- plaatselijke diensten
- concessiehouders
- betrekkingen met particulier

Klacht tegen de N.V., wegens een in het Frans gestelde brief aan een inwoner uit Diegem.

De Nederlandse afdeling oordeelde in haar advies nr. 4081 van 9 september 1975 dat een vennootschap, die een teledistributienet aanlegt en exploiteert op grond van een overeenkomst met een gemeente, een concessiehouder van een openbare dienst is in de zin van artikel 1, § 1, 2e der S.W.T. Zij oordeelde dat de N.V. als concessiehouder van een openbare dienst, voor wat haar werking op het grondgebied van de gemeente Diegem betreft, een plaatselijke dienst is in de zin der S.W.T. Zij stelde vast dat de brief van deze vennootschap aan de klager een betrekking met een particulier is in de zin der S.W.T. Zij oordeelde dat overeenkomstig artikel 12 der S.W.T. de brief uitsluitend in het Nederlands diende gesteld.

- Advies nr. 4330/II/N van 22 februari 1977.

-
- plaatselijke diensten
 - gewestelijke diensten
 - betrekkingen van plaatselijke diensten met diensten waaronder zij ressorteren en met andere diensten uit hetzelfde taalgebied

Klacht tegen de N.M.B.S. wegens :

1. Het gebruik van een tweetalig document I C 27 door het station Berlaar in zijn betrekkingen met de mobiele brigade van de spoorwegpolitie van de groep Antwerpen;
2. Het gebruik van een tweetalig document C 754 (DC 1990) door het station Vilvoorde, waarvan deel I bestemd is voor het vertrekstation en deel II toegestuurd wordt aan de Financiële Directie, Bureau 41-43, Sectie 34;
3. Het gebruik van tweetalige documenten (M 8, M 9, M 61, M 642) door de schouwpost (S.P.) van het station Zolder in zijn betrekkingen met centra voor onderhoud of met centrale werkplaatsen uit het Nederlandse taalgebied;
4. Het gebruik, bij een toevallig verkeer op enkelspoor (T.V.E.) tussen Heist-op-den-Berg en Aarschot, door het eerstgenoemde station van een tweetalig document "lijst van de tussenblokken van het spoorvak - liste des postes de block intermédiaires du trouçon" dat door de stationschef of zijn beambte dient te worden aangevuld en ter hand wordt gesteld van de machinist;

5. Het gebruik van een tweetalig document C 854 (DC 1711) door het station Essen in zijn betrekking met het station Diest, een dienst uit hetzelfde homogene taalgebied.

De Nederlandse afdeling oordeelde dat de klacht onvankelijk en gegrond was voor wat de punten 1, 2 en 5 betrof. Zij deed dit op grond van artikel 10 der S.W.T., daar het namelijk gaat om betrekkingen van plaatselijke diensten uit het Nederlandse taalgebied met diensten waaronder zij ressorteren en met andere diensten uit hetzelfde taalgebied.

De Nederlandse afdeling oordeelde de klacht voor wat betreft punt 3 gedeeltelijk gegrond. De documenten M 8, M 9 en M 61 dienen uitsluitend in het Nederlands gesteld te worden (artikel 10 der S.W.T.). Het document M 642 daarentegen is een internationaal formulier en heeft het buitenland als bestemming. De internationale betrekkingen worden als dusdanig niet bij de S.W.T. geregeld. Bijgevolg oordeelde de Nederlandse afdeling dat de tweetaligheid van dit document niet in strijd is met de S.W.T.

Zij verklaarde de klacht wat punt 4 betreft als niet gegrond. Het document is bedoeld voor de machinist van een trein. Een trein wordt beschouwd als een gewestelijke dienst. Bijgevolg is op grond van advies nr. 1104 de tweetaligheid van dit document niet in strijd met de S.W.T. De Nederlandse afdeling suggereert evenwel twee ééntalige documenten op te stellen i.p.v. één tweetalig document.

- Advies nr. 4532/II/N van 22 februari 1977.

- plaatselijke diensten
- politieke partijen

Klacht tegen de onwettelijke kandidaatstellingen of samenstelling van verkiezingslijsten in verband met de gemeenteraadsverkiezingen van 10 oktober 1976.

De Nederlandse afdeling oordeelde dat zij niet ter zake bevoegd was aangezien de S.W.T. niet toepasselijk zijn op de politieke partijen.

- Advies nr. 4542/II/N van 22 maart 1977.

- plaatselijke diensten van Brussel-Hoofdstad
- centrale diensten
- betrekkingen met particulieren

Klacht tegen het Ministerie van Verkeerswezen, Bestuur van het Vervoer, wegens een tweetalig uittreksel uit het repertorium der voertuigen, gericht tot diensten uit het Nederlandse taalgebied.

De Nederlandse afdeling meende dat, alhoewel de eigenaars van een voertuig in hun taal ingeschreven worden, wat strookt met de artikelen 17, § 1, B, 2e en 41, § 1 der bij K.B. samengeschakelde wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken, de uittreksels nochtans, overeenkomstig artikel 39, § 2 der S.W.T., in het Nederlands dienen toegestuurd te worden aan diensten uit het Nederlandse taalgebied.

- Advies nr. 4438/II/N van 26 april 1977.
-

- plaatselijke diensten
- toeristisch centra
- mededelingen voor het publiek

Klacht tegen de kerkfabriek van St.-Antonius, te Blankenberge wegens het verspreiden van Nederlandse en Franse catalogi van schilderijen in deze kerk.

De Nederlandse afdeling oordeelde dat de kerkfabriek van St.-Antonius te Blankenberge een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid is. Zij beschouwde de stad Blankenberge als een toeristisch centrum in de zin van artikel 11, § 3 der S.W.T. Zij oordeelde dat de Nederlandse en Franse catalogi van schilderijen, die in deze kerk aangeboden worden, mededelingen zijn aan toeristen en bijgevolg tenminste in drie talen dienden gesteld te worden. Bijgevolg stelde zij vast dat de vermelde catalogi hetzij uitsluitend in het Nederlands, hetzij in minstens drie talen dienden gesteld.

- Advies nr. 4502/II/N van 17 mei 1977.
-

- plaatselijke diensten
- verkiezingspropaganda

Klacht betreffende de verkiezingspropaganda van de burgemeester van Blankenberge.

De Nederlandse afdeling oordeelde dat de burgemeester hier handelde als een particulier met het oog op zijn wederverkiezing tot gemeenteraadslid en niet als openbaar mandataris. Het betrof hier geen handeling, uitgaande van de burgemeester als overheid of van een orgaan van een openbare dienst in de zin van artikel 1 der S.W.T. De Nederlandse afdeling oordeelde derhalve dat deze persoonlijke verkiezingspropaganda ontsnapte aan de toepassing der S.W.T.

- Advies nr. 4526/II/N van 17 mei 1977.

-
- plaatselijke diensten
 - betrekkingen met plaatselijke diensten

Klacht tegen de N.M.B.S., wegens het gebruik van het tweetalig document D 296 (I.C. 296) in betrekkingen tussen station Antwerpen Oost en Centrale Werkplaats Mechelen.

De Nederlandse afdeling oordeelde dat het ging om een vergissing. De N.M.B.S. had de betrokken diensten er op gewezen dat voor een strikte toepassing van de taalwetgeving diende gewaakt te worden.

-
- plaatselijke diensten
 - randgemeenten met bijzondere regeling
 - berichten en mededelingen aan het publiek

Klacht tegen de gemeente Wemmel betreffende het feit dat gebruik wordt gemaakt van tweetalige straatnaamborden die voorrang verlenen aan het Frans.

De Nederlandse afdeling oordeelde uit het onderzoek dat het ging om borden die betrekking hebben op straatnamen, gevormd door een eigennaam; dank zij dit procédé moet de betrokken eigennaam slechts één keer op het bord worden vermeld. Volgens de V.C.T. zijn straatnaamborden berichten en mededelingen voor het publiek. Wemmel is een randgemeente van het Nederlandse taalgebied die een speciale taalregeling geniet. De berichten en mededelingen aan het publiek moeten tweetalig zijn met voorrang van het Nederlands. De Nederlandse afdeling was evenwel van oordeel dat, wanneer een eigennaam die een straat aanduidt niet kan worden vertaald, om grammaticale redenen, het woord "rue" de eigennaam mag voorafgaan.

- Advies nr. 4484/II/N van 16 juni 1977.

- plaatselijke diensten
- betrekkingen tussen plaatselijke en gewestelijke diensten

Klacht betreffende het gebruik van de documenten D 295 (I.C. 295) en 3919 X 2 in betrekkingen tussen plaatselijke en gewestelijke diensten van éénzelfde taalgebied.

De Nederlandse afdeling oordeelde reeds vroeger (advies nr. 4572) dat het document D 295 (I.C. 295) in betrekkingen tussen diensten uit éénzelfde taalgebied in de taal van het gebied diende gesteld te worden. De Nederlandse afdeling stelde vast dat de N.M.B.S. de nodige maatregelen had genomen opdat de documenten (D 295, 3919 X 2) in betrekkingen tussen diensten uit éénzelfde taalgebied in de taal van het gebied zouden gesteld worden.

- Advies nr. 4535/II/N van 5 juli 1977.

- plaatselijke diensten
- betrekkingen met plaatselijke diensten

Klacht tegen de N.M.B.S., wegens het feit dat het station van Lier in zijn betrekkingen met de centrale werkplaats in Mechelen een tweetalig formulier D 296 (I.C. 296) gebruikt.

De Nederlandse afdeling stelde vast dat reeds in het advies 4574/II/N van 26 april 1977 over het formulier D 296 werd beraadslaagd. Zij vestigde er de aandacht op dat de betrekkingen tussen diensten uit eenzelfde taalgebied uitsluitend in de taal van dat gebied dienen te gebeuren.

- Advies nr. 4624/II/N van 5 juli 1977.

- plaatselijke diensten
- concessiehouders van een openbare dienst
- berichten en mededelingen voor toeristen
- toeristische centra

Klacht tegen het Casino van Blankenberge i.v.m. het taalgebruik bij de berichten en mededelingen voor toeristen.

De Nederlandse afdeling herinnerde aan haar vroeger advies nr. 4161/II/N en oordeelde dat de uitbater van het Casino als concessionaris gehouden is de berichten en mededelingen te stellen in de taal der streek behoudens ze, voor de toeristen te stellen overeenkomstig artikel 11, §§ 1 en 3 der S.W.T.

Zij bracht de Minister van Binnenlandse Zaken eveneens op de hoogte van het feit dat haar vroegere adviezen niet opgevolgd werden.

- Advies nr. 4508/II/N van 11 augustus 1977.

- plaatselijke diensten
- betrekkingen met plaatselijke diensten uit het Nederlandse taalgebied

Klacht wegens het feit dat het station Antwerpen Kiel in zijn betrekkingen met het station Turnhout, een tweetalig document I.C. 369 gebruikt.

De Nederlandse afdeling stelde vast dat het formulier I.C. 369, thans D 359, gericht is op betrekkingen tussen niet-gehiërarchiseerde diensten. Het formulier is van die aard dat het kan gebruikt worden in betrekkingen tussen niet-gehiërarchiseerde diensten uit verschillende taalgebieden en dat het niet het taalgebruik in overeenstemming is met de adviezen 1104 van 1 december 1966 en 1911 van 13 juni 1967. Nochtans oordeelde de Nederlandse afdeling in haar advies 4487 van 22 maart 1977 dat de N.M.B.S. zich dient te houden aan de bepalingen van de wet en dat de N.M.B.S. derhalve een uitsluitend in het Nederlands gesteld formulier dient te gebruiken aangezien het hier gaat om betrekkingen tussen twee plaatselijke diensten uit het Nederlandse taalgebied in de zin van artikel 20 der S.W.T.

- Advies nr. 4606/II/N van 25 oktober 1977.

- plaatselijke dienst
- betrekkingen met diensten uit het Nederlandse of het Franse taalgebied.

Klacht tegen de N.M.B.S., wegens het feit dat het station Brussel-Zuid zich richt tot verscheidene gewestelijke en plaatselijke diensten uit het Nederlandse en Franse taalgebied met een tweetalige consigne.

De Nederlandse afdeling nam akte van de brief van de N.M.B.S. waarin deze toegeeft dat ten aanzien van artikel 17, § 3 der S.W.T., verkeerdelijk tweetalige consignes gebruikt werden en dat de nodige maatregelen zouden genomen worden om in de toekomst de bepalingen van de wet na te leven.

- Advies nr. 4785/II/N van 25 oktober 1977.

- plaatselijke diensten
- niet in hiërarchisch verband staande diensten uit verschillende taalgebieden

Klacht tegen de N.M.B.S., wegens het feit dat het 2e arrondissement L.S. te Leuven een tweetalig document C.M. 171 (bestelling voor materieel) gebruikt in zijn betrekkingen met het station van Luttre.

De Nederlandse afdeling stelde vast dat de betrekkingen tussen niet in hiërarchisch verband staande diensten uit verschillende taalgebieden niet bij wet geregeld zijn. De Nederlandse afdeling oordeelde dat een document, waarbij het Nederlands voorrang heeft, diende gebruikt te worden.

- Advies nr. 4783/II/N van 29 november 1977.

- plaatselijke diensten
- concessiehouder
- betrekkingen met particulieren

Klacht tegen de N.M.B.S., wegens het feit dat het stationsbuffet van het station Groenendaal, in concessie uitgebaat door de N.V. en door deze vennootschap toevertrouwd werd aan een nederlandsonkundige dame.

De Nederlandse afdeling oordeelde dat de N.V. een concessiehoudster is in de zin van artikel 1, § 1, 2° der S.W.T. en het station Groenendaal een plaatselijke dienst in de zin der S.W.T. De Nederlandse afdeling stelde vast dat de exploitante in overeenkomst met artikel 12 der S.W.T. het Nederlands diende te gebruiken in haar betrekkingen met particulieren.

- Advies nr. 4827/II/N van 29 november 1977.

II. PLAATSELIJKE EN GEWESTELIJKE DIENSTEN

- plaatselijke en gewestelijke diensten
- betrekkingen met plaatselijke diensten

Klacht tegen de N.M.B.S. wegens het feit dat in zijn betrekkingen met de Centrale Werkplaats te Mechelen :

1. Het 2de arrondissement van de Dienst Baan in Brussel-Zuid een tweetalig document I.C. 295 G.F (F.43-21) "Borderel-Factuur" gebruikt
2. De dienst O.T.W./E. van de tractiewerkplaats in Schaarbeek eveneens een tweetalig document M 683 (M 164v) "Verzendingsbulletin" gebruikt ;
3. Het station Ukkel-Kalevoet een tweetalig document D 295 (I.C. 295) "Borderel-Factuur", dat bovendien door de stationschef in het Frans werd aangevuld, gebruikt ;

De Nederlandse Afdeling oordeelde de klacht ontvankelijk en gegrond. Bovenvermelde diensten dienen in hun betrekkingen met de Centrale Werkplaats te Mechelen het Nederlands te gebruiken aangezien het gaat om betrekkingen van plaatselijke diensten uit Brussel-Hoofdstad en gewestelijke diensten, in de zin van artikel 35, § 1 der S.W.T., met diensten uit het Nederlandse taalgebied die geregeld zijn door artikel 17, § 3 der S.W.T.

- Advies nr. 4592/II/N van 5 april 1977.

-
- gewestelijke en plaatselijke diensten
 - betrekkingen met binnendiensten

Klacht tegen de N.M.B.S. wegens het gebruik van :

1. Tweetalige formulieren door de Groep Brussel in Betrekkingen met stations (plaatselijke en gewestelijke diensten) uit het Nederlandse taalgebied ;
2. Tweetalige formulieren (3 p 5/E.S.) door de Werk- en Bewaarplaatsen Electriciteit en Seinrichting te Etterbeek in hun betrekkingen met de dienst te Muizen ;
3. Franse documenten (R 277) en van tweetalige documenten (C 854) door de stations Herentals en Antwerpen in hun betrekkingen met het station Leuven. De stations Heverlee en Leuven gebruiken eveneens tweetalige documenten (I.C. 43 en K.P.E.T.) ;
4. Tweetalige documenten door de Groepen Antwerpen, Gent en Hasselt in hun betrekkingen met diensten uit het Nederlandse taalgebied ;

De Nederlandse Afdeling oordeelde de klachten 1,2, 3 en 4 ontvankelijk en gegrond.

- 1-2. De Nederlandse Afdeling beschouwde de Groep Brussel en de Werk- en Bewaarplaatsen als gewestelijke diensten in de zin van artikel 35, § 1 der S.W.T. Deze diensten dienen bijgevolg overeenkomstig artikel 17, § 3 in hun betrekkingen met de diensten uit het Nederlandse taalgebied uitsluitend in het Nederlands gestelde formulieren te gebruiken.
3. De stations Herentals en Antwerpen dienen overeenkomstig artikel 10 gebruik te maken van in het Nederlands gestelde documenten. Ook de stations Leuven en Heverlee dienen uitsluitend het Nederlands te gebruiken in binnendienst.
4. Steunende op advies nr. 4487/II/N, oordeelde de Nederlandse Afdeling dat de diensten uit eenzelfde taalgebied in hun onderlinge betrekkingen de taal van het gebied dienden te gebruiken.

- Advies nr. 4480/II/N van 17 mei 1977.

-
- plaatselijke en gewestelijke diensten
 - betrekkingen met plaatselijke en gewestelijke diensten

Klacht tegen de N.M.B.S., m.n. :

1. Het 2e arrondissement van de Dienst Baan- Brussel-Zuid, de Dienst O.I.T.W.Schaarbeek en het station Ukkel-Kalevoet, wegens het gebruiken van tweetalige documenten in hun betrekkingen met de Centrale Werkplaats te Mechelen ;
2. Het station Brussel en de Centrale Stapelplaats van Dienst Baan te Schaarbeek, eveneens wegens het gebruiken van tweetalige documenten in hun betrekkingen met het station Mol en met de Baanmeester te Lier (Doc. D 854 en D 431).

De Nederlandse Afdeling oordeelde dat het in bovenvermelde betrekkingen ging om plaatselijke diensten uit Brussel-Hoofdstad en de gewestelijke diensten in de zin van artikel 35, § 1 en dat bijgevolg overeenkomstig artikel 17, § 3 hun betrekkingen met de plaatselijke en gewestelijke diensten uit het Nederlandse taalgebied in het Nederlands dienden te geschieden.

Zich mede baserende op een vroeger advies van de V.C.T. (nr. 1204) verklaarde de N.M.B.S. dat de formulieren C 854 en D 431 van die aard zijn dat ze kunnen gebruikt worden in betrekkingen tussen verscheidene diensten uit verschillende taalgebieden en dat de tweetaligheid van deze formulieren niet in strijd zou zijn met de S.W.T.

De Nederlandse Afdeling oordeelde nochtans in adviezen nrs. 4487 en 4490 i.v.m. o.m. deze formulieren dat een te ruime interpretatie van deze mogelijkheid kan leiden tot een tweetaligheid. Zelfs in die gevallen waar de wet de eentaligheid gebiedt. Vandaar dat de Nederlandse Afdeling vaststelde dat de eentaligheid de norm is.

- Advies nr. 4657/II/N van 7 juni 1977.

- plaatselijke en gewestelijke diensten
- binnendiensten
- berichten en mededelingen voor het publiek

Klacht tegen de N.M.B.S., wegens het algemeen gebruik van tweetalige gebruiksaanwijzingen, op de blusapparaten in de gebouwen in homogeen Nederlands taalgebied.

De Nederlandse Afdeling stelde vast dat de gebruiksaanwijzingen op de blusapparaten, mededelingen voor het personeel en het publiek zijn in de zin der S.W.T. Daarom dienden de plaatselijke en gewestelijke diensten van de N.M.B.S. uit het Nederlandse taalgebied, ingevolge de artikelen 10, 11, § 1 en 33, § 1 in hun binnendiensten en voor hun berichten en mededelingen die voor het publiek bestemd zijn, uitsluitend de taal van het gebied te gebruiken.

- Advies nr. 4772/II/N van 5 juli 1977.

- plaatselijke en gewestelijke diensten
- betrekkingen in binnendiensten
- berichten en mededelingen voor het publiek

Klacht tegen de N.M.V.B. wegens het algemeen gebruik van tweetalige gebruiksaanwijzingen op de blusapparaten in bussen en trams.

De Nederlandse Afdeling stelde vast dat de gebruiksaanwijzingen op de blusapparaten mededelingen voor het personeel en het publiek zijn in de zin der S.W.T. Derhalve gebruiken de plaatselijke- en gewestelijke diensten van de N.M.V.B. uit het homogeen Nederlands taalgebied, ingevolge de artikelen 10, 11 § 1 en 33, § 1 in hun binnendiensten en voor hun berichten en mededelingen die voor het publiek bestemd zijn, uitsluitend de taal van het gebied.

- Advies nr. 4771/II/N van 27 september 1977

- plaatselijke en gewestelijke diensten
- documenten voor internationaal postverkeer

Klacht tegen de Régie der Posterijen, wegens het gebruik van tweetalige berichten van uitbetaling in het homogeen Nederlands taalgebied.

De Nederlandse Afdeling stelde vast dat de Regie der Posterijen een dienst is waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt terwijl de postkantoren plaatselijke of gewestelijke diensten zijn in de zin der S.W.T. Het in de klacht bedoelde document werd door een plaatselijke of gewestelijke dienst aan een particulier uitgereikt en was bestemd voor het buitenland. Het wordt door de post in het internationaal verkeer gebruikt. De wereldpostunie legt het gebruik van de Franse taal op voor de internationale dienst. Derhalve oordeelde de Nederlandse Afdeling dat een tweetalig document met voorrang van het Nederlands in het Nederlandse gebied en bestemd voor het internationaal postverkeer niet in strijd is met de bepalingen der S.W.T.

- Advies nr. 4790/II/N van 13 december 1977.
-

III. GEWESTELIJKE DIENSTEN

- gewestelijke diensten
- concessiehouders
- betrekkingen met particulieren

Klacht tegen de vennootschap ..., wegens het zenden van tweetalige facturen naar inwoners uit Vossem.

De gemeente Vossem behoort tot de werkingssfeer van de intercommunale vereniging "Interdyle".

Deze vereniging omvat gemeenten uit het Nederlandse en het Franse taalgebied. De maatschappelijke zetel is gevestigd in Terhulpen (Frans taalgebied). Zij is derhalve een dienst in de zin van artikel 36, § 1 der S.W.T.

Deze diensten zijn voor hun betrekkingen met particulieren onderworpen aan de bepalingen van artikel 34, § 1 der S.W.T., t.w. de taal die ter zake opgelegd is aan de plaatselijke diensten van de gemeente waar de belanghebbenden wonen, in casu het Nederlands.

De Nederlandse afdeling stelde vast dat de n.v. E.... zich als zaakwaarneemster van de intercommunale Interdyle dient te gedragen naar de bepalingen van de artikelen 9, § 2, 36, § 1 en 34, § 1 voor haar betrekkingen met particulieren.

Advies nr. 4391/II/N van 8 februari 1977.

- gewestelijke diensten
- berichten, mededelingen en formulieren voor het publiek bestemd

Klacht tegen de Centrale werkplaats van de N.M.B.S. te Mechelen.

Overeenkomstig de artikelen 33, § 1, 2e lid en 50 van de S.W.T. dienen te Mechelen de mededelingen, uitgaande van de gewestelijke diensten en van private medewerkers van openbare diensten, in het Nederlands gesteld te worden.

- Advies nr. 4588/II/N van 22 februari 1977.

- gewestelijke diensten
- betrekkingen met diensten uit het Nederlandse of Franse taalgebied

Klacht tegen de Agglomeratie Brussel, wegens een in 't Frans gestelde aanmaning van 2 januari 1977 aan de rijkswachtbrigade van St. Pieters-Leeuw gestuurd.

De Nederlandse Afdeling oordeelde dat de agglomeratie Brussel een gewestelijke dienst is in de zin van art. 35, § 1, der S.W.T. en dat zij onder dezelfde taalregeling valt als de plaatselijke diensten van Brussel-Hoofdstad. De betrekkingen van de agglomeratie Brussel met de gewestelijke diensten uit het Nederlandse taalgebied overeenkomstig art. 17, § 3 in het Nederlands geschieden, oordeelde ze de klacht ontvankelijk en gegrond. Het dwangbevel diende in het Nederlands gesteld en was derhalve nietig.

- Advies nr. 4634/II/N van 22 februari 1977.
-

- gewestelijke diensten
- betrekkingen met particulieren

Klacht tegen de Technische Autocontrole, p.v.b.a., gevestigd te Schaarbeek, wegens een in het Frans gestelde brief van 26 juli 1976 gericht aan een Nederlandstalig inwoner uit Overijse.

De Nederlandse Afdeling stelde vast dat uit het onderzoek bleek dat de werkring van die dienst gemeenten uit Brussel-Hoofdstad en tevens uit het Nederlands of uit het Frans taalgebied of uit beide taalgebieden bestreek. Bijgevolg is deze dienst een gewestelijke dienst in de zin van artikel 35, § 1, b der S.W.T. en valt onder dezelfde taalregeling als de plaatselijke diensten in Brussel-Hoofdstad, voor wat de betrekkingen met particulieren betreft. Deze dienst moest dan ook de taal van de particulier gebruiken. Het Ministerie van Verkeerswezen had een Nederlandstalig inschrijvingsbewijs overgemaakt aan voornoemde dienst. Bijgevolg oordeelde de Nederlandse Afdeling de klacht ontvankelijk en gegrond en had deze dienst een in het Nederlands gestelde brief dienen te zenden.

- Advies nr. 4452/II/N van 22 maart 1977.
-

- gewestelijke diensten
- plaatselijke diensten uit Brussel-Hoofdstad
- centrale- en uitvoeringsdiensten
- betrekkingen tussen diensten
- betrekkingen tussen binnendiensten
- betrekkingen met gewestelijke en plaatselijke diensten.

Klacht tegen de N.M.B.S. wegens :

1. Het sturen door de diensten exploitatie van de groepen Antwerpen, Gent en Hasselt, van tweetalige omzendbrieven aan de centrale diensten en verschillende gewestelijke en plaatselijke diensten uit het Nederlandse taalgebied;
2. Het gebruiken van tweetalige documenten bij plaatselijke en gewestelijke diensten uit het Nederlandse taalgebied (modellen S 378, S 379, S 391 enz ...);
3. Het gebruik van tweetalige documenten (D 431) door de Werk- en Bewaarplaatsen. Electriciteit en Seininrichting (M.T.B.S.) te Etterbeek in haar betrekkingen met het station te Heist-op-den-Berg;
4. Het gebruiken van tweetalige schematische voorstellingen van de seininrichting bij de diensten electriciteit en seininrichting van de groepen Antwerpen, Gent en Hasselt;
5. Het gebruiken van een tweetalig etiket (E 406) bij de stations uit het Nederlandse taalgebied;
6. Het gebruiken van een tweetalig document (Sp 2/E. 13-41) door het centraal bestuur van de N.M.B.S. (Directie Exploitatie - Bureau 13-41) in zijn betrekkingen met het station Mol;
7. Het feit dat de dienst te Heist-op-den-Berg een tweetalig formulier C.V. 843 gebruikt om via de Directie van de Baan, groep Antwerpen, aan de Centrale Werkplaats van de Baan te Schaarbeek materiaal aan te vragen;
8. Het gebruiken van een tweetalig document (M 580/12) door de Centrale Werkplaats te Leuven in haar betrekkingen met de Werkplaats voor Dieseltractie te Antwerpen.

De Nederlandse Afdeling oordeelde de klachten 1, 3, 4 en 6 ontvankelijk en gegrond. In die gevallen dient het Nederlands gebruikt te worden. Overeenkomstig de artikelen 33, § 1 (klacht 1), 35, § 2 en 17, § 3 (klacht 3), 33, § 1 (klacht 4) en 39, § 2 (klacht 6). Het document bedoeld bij klacht 6 (Sp. 2/E 13-41) wordt, als gevolg aan het inspectieonderzoek, conform met de S.W.T. gesteld.

De Nederlandse Afdeling oordeelde klacht 2 ontvankelijk doch ongegrond, voor wat de modellen S 978, S 379 en S 381 betreft. Zij suggereerde evenwel dat de modellen S 378, S 379 en S 381 bestemd voor de machinisten van treinen, die binnen het Nederlandse taalgebied rijden uitsluitend in het Nederlands zouden gesteld worden. Zij oordeelde klacht 2 gegrond voor wat de diensttelegrammen betrof, die luidens de artikelen 10 en 33, § 1 van de S.W.T. in het Nederlands dienden gesteld te worden.

De Nederlandse Afdeling oordeelde de klachten 5 en 8 ontvankelijk doch ongegrond. In klacht 5 ging het om een internationaal etiket dat niet valt onder de S.W.T. Het gebruik van het tweetalig document "M 580/12" in klacht 8 was niet in strijd met de S.W.T. aangezien het ging om letrekkingen tussen niet in hiërarchisch verband staande diensten uit verschillende taalgebieden en deze betrekkingen niet geregeld zijn door de S.W.T.

Zij stelde vast dat klacht 7 geen voorwerp meer had aangezien het omstreden document CV 843 vervangen werd door een document conform aan de S.W.T.

- Advies nr. 4487/II/N van 22 maart 1977

- gewestelijke diensten

Klacht tegen het Ministerie van Financiën - Bestuur der
Douanen en Accijnzen wengens :

1. Het aanvaarden en behandelen zonder voorafgaande vertaling van in buitenlandse talen gestelde copie-facturen en manifesten bij de uitvoer van goederen over zee ;
2. Het aanvaarden en behandelen zonder vertaling van in het Engels, het Frans of het Duits gestelde manifesten ;
3. Het aanvaarden en behandelen zonder vertaling van in het Frans gestelde douaneaangiften.

De Nederlandse Afdeling oordeelde dat de copie-facturen, de manifesten of ladingslijsten en de douaneaangiften van private bedrijven uit het Nederlandse taalgebied in het Nederlands dienen gesteld te worden. Zij stelde dat er geen bezwaar bestond dat bij deze documenten een vertaling gevoegd wordt in de taal van het land van bestemming.

Bovendien oordeelde de Nederlandse Afdeling dat het aanvaarden van copie-facturen, manifesten of ladingslijsten en douaneaangiften in een andere landstaal dan het Nederlands gesteld, niet in strijd is met de S.W.T. voor zover het gebruik van die andere taal wettelijk verplicht of mogelijk is, op grond van artikel 52 der S.W.T. of voor zover deze documenten opgesteld werden door in het buitenland gevestigde bedrijven.

Tenslotte oordeelde de Nederlandse afdeling dat de behandeling in binnendienst van deze documenten in het Nederlands moet geschieden op grond van artikel 33, § 1 der S.W.T.

- Advies nr. 4257/II/N van 5 april 1977.

- gewestelijke diensten
- berichten en mededelingen voor het publiek

Klacht tegen de N.M.V.B., wegens het feit dat aan de kust bepaalde opschriften in en op de bussen en de trams, in twee landstalen gesteld zijn.

Tijdens een onderzoek stelde de inspectiedienst van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht ter plaatse vast dat de Franstalige mededelingen verwijderd werden.

De Nederlandse Afdeling oordeelde derhalve dat de klacht geen voorwerp meer had.

- Advies nr. 4496/II/N van 26 april 1977.
-

- gewestelijke diensten
- betrekkingen tussen diensten

Klacht tegen de N.M.B.S., wegens het feit dat de Centrale Werkplaats van Gentbrugge een tweetalig voorgedrukt formulier (CD 296) gebruikt om materieel te bestellen bij de Centrale Werkplaats van Mechelen.

De Nederlandse Afdeling oordeelde dat soortgelijke centrale werkplaatsen gewestelijke diensten zijn in de zin van artikel 33, § 1 der S.W.T. en dat overeenkomstig dit artikel deze diensten in hun betrekkingen met de diensten uit het Nederlandse taalgebied, het Nederlands dienen te gebruiken.

- Advies nr. 4574/II/N van 26 april 1977.
-

- gewestelijke diensten
- taalgebruik in binnendiensten
- berichten en mededelingen voor het publiek

Klacht tegen de Technische Dienst van het Zeewezen te Oostende wegens het opnemen in het lastenkohier van de bepaling dat de beschrijving van de boeilantaarns ook in het Frans of het Engels mocht gesteld worden.

De Nederlandse Afdeling oordeelde dat de Technische dienst van het Zeewezen een gewestelijke dienst was in de zin van artikel 33, § 1, waarvan, de werkring gemeenten van de Belgische kust bestrijkt. Zij stelde vast dat bij aanbestedingen, de bestekken, de berichten van aanbestedingen, de behandeling in binnendienst en de kennisgeving uitsluitend het Nederlands dient gebruikt te worden.

Bijgevolg oordeelde de Nederlandse Afdeling dat het opnemen in het lastenkohier van de bepaling dat de beschrijving van de boeilantaarns ook in het Frans of het Engels mocht gesteld worden in strijd was met artikel 33, § 1 der S.W.T.

- Advies nr. 4231/II/N van 17 mei 1977.

- gewestelijke diensten
- betrekkingen met plaatselijke dienst uit het Nederlandse taalgebied

Klacht tegen het station Thuin et Taxis wegens het zenden van een tweetalig document C 854, met voorrang voor het Frans, naar het station te Mol.

De Nederlandse Afdeling oordeelde dat dit goederenstation, waarvan de werkring zich over verschillende gemeenten uitstrekt, diende aangezien te worden als een gewestelijke dienst in de zin van artikel 35, § 1 der S.W.T. De Nederlandse Afdeling oordeelde dat ingevolge de bepalingen van artikel 17, § 3 van de S.W.T. de betrekkingen van een gewestelijke dienst uit Brussel-Hoofdstad een plaatselijke dienst uit het Nederlandse taalgebied in het Nederlands dienen te geschieden. Bijgevolg stelde de Nederlandse Afdeling vast dat een tweetalig document strijdig is met de taalwet.

- Advies nr. 4607/II/N van 11 oktober 1977.

- gewestelijke diensten
- berichten en mededelingen voor het publiek bestemd.

Klacht tegen de stations N.M.B.S. van Berlaar en Boortmeerbeek, wegens het feit dat op de perrons van vermelde stations, in de nabijheid van overwegen en langs de spoorlijnen, verdeelkasten staan met tweetalige bordjes : "Levensgevaar - Danger de Mort".

De Nederlandse Afdeling stelde ingevolge het onderzoek vast dat de gevaarsborden aangebracht op de verdeelkasten aan de overwegen 12 en 13, die zich op het grondgebied van Boortmeerbeek bevinden uitsluitend in het Nederlands gesteld zijn.

De gevaarsborden op de perrons van de stations in de nabijheid van de overwegen en langs de spoorlijn werden geplaatst door de Dienst Electriciteit welke een gewestelijke dienst is die aangezien hij in het Nederlandse taalgebied is gevestigd de berichten en mededelingen, voor het publiek bestemd, uitsluitend in het Nederlands diende te stellen.

- Advies nr. 4756/II/N van 29 november 1977.

IV. CENTRALE DIENSTEN.

- Centrale diensten
- Betrekkingen met particulieren
- Betrekkingen met private bedrijven.

Klacht tegen het Centraal Bestuur van de N.M.B.S., in casu de directie aankopen, bureau 81-42 - sectie 4, die in zijn betrekkingen met een privébedrijf uit het Nederlandse taalgebied een ééntalig Frans document W. 100 gebruikt.

De Nederlandse afdeling stelde vast dat de N.M.B.S. een dienst is waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt en overeenkomstig artikel 41, § 2 der S.W.T. aan de private bedrijven die gevestigd zijn in een gemeente zonder speciale regeling uit het Nederlandse of het Franse taalgebied, wordt in de taal van dat gebied geantwoord.

Zij oordeelde dat de klacht ontvankelijk en gegrond was en dat op grond van artikel 41, § 2 de N.M.B.S. in haar betrekkingen met een privé-bedrijf uit het Nederlandse taalgebied ééntalige Nederlandse documenten moet gebruiken.

- Advies nr. 4491/II/N van 8 februari 1977.

-
- Centrale diensten
 - Betrekkingen met gewestelijke diensten.

Klacht tegen het centraal bestuur van de N.M.B.S., in casu de directie van het personeel en de sociale werken, wegens het feit dat het in zijn betrekkingen met de boekhoudingsstations uit het Nederlandse taalgebied, gewestelijke diensten in taalopzicht, een tweetalig document Z 476/470.00. "Samenvattende Opgave" gebruikt.

De Nederlandse Afdeling oordeelde dat de betrekkingen van een centrale en/of van een uitvoeringsdienst waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt, met een gewestelijke dienst uit het Nederlandse taalgebied, bij artikel 39, § 2 der S.W.T. geregeld zijn. De Nederlandse Afdeling besloot dat het centraal bestuur van de N.M.B.S. de taal van het gebied, in casu het Nederlands, dient te gebruiken.

- Advies nr. 4531/II/N van 22 februari 1977.
-

- Centrale diensten
- Betrekkingen met plaatselijke en gewestelijke diensten
- abonnementsaanvragen
- artikelen 39, § 2, 17, § 1, B, 2e, 12 en 19 der S.W.T.

Klacht van 10 mei 1976 tegen de vervoermaatschappijen, wegens het feit dat in het Nederlandse taalgebied, franstalige abonnementsaanvragen en schoolattesten ingediend worden.

De klager preciseerde dat het onder meer ging om het uitreikcentrum Antwerpen-Centraal van de N.M.B.S., maar dat ook andere vervoermaatschappijen gevisieerd werden.

Een abonnementsaanvraag is een aangevuld formulier, waarbij een student (particulier) vraagt zich te abonneren op het gebruik van het gemeenschappelijk vervoer en een schoolattest is een getuigschrift (aangevuld formulier) waarbij het schoolhoofd verklaart dat de student daadwerkelijk schoolloopt.

De abonnementsaanvraag wordt door de student bij een station zijner keuze ingediend.

Uit het ingesteld onderzoek bleek dat :

1. De formulieren van de N.M.B.S. uitgaan en aan de stations overgemaakt worden;
2. De stations de aanvraag en attestformulieren aan particulieren uitreiken;
3. Zij door de particulier aan een station zijner keuze voorgelegd en door het station aangevuld worden;
4. De abonnementen uitgereikt worden door de uitgiftekantoren;

De abonnementsaanvragen en de attesten (formulieren R 220 en C 42) worden door de N.M.B.S. aan de stations overgemaakt. De N.M.B.S. leeft de bepalingen van artikel 39, § 2 der S.W.T. na, t.w. dat de centrale of uitvoeringsdiensten met werkkring over het ganse land in hun betrekkingen met de plaatselijke diensten uit het Nederlandse en uit het Franse taalgebied, de taal van het gebied gebruiken en dat voor de stations uit Brussel-Hoofdstad, de N.M.B.S. zich laat leiden door de bepalingen van artikel 17, § 1, B, 2e, t.w. de taal van de particulier. Deze stations ontvangen in het Nederlands gestelde en in het Frans gestelde formulieren.

Het uitreiken van de formulieren door de stations aan particulieren geschiedt overeenkomstig de bepalingen van de S.W.T., die de betrekkingen van plaatselijke diensten met particulieren regelen, t.w. o.m. artikel 12 van de homogene taalgebieden en artikel 19 voor de plaatselijke diensten uit Brussel-Hoofdstad, d.w.z. de taal van het gebied en de door de particulier gebruikte taal.

De kwestieuze formulieren worden door de particulieren en de schooloverheden aangevuld (formulier R 220 door de particulier en formulier C 42 door de school). Na aanvulling worden de formulieren door de particulier voorgelegd aan het station van de keuze van de particulier.

In deze laatste fase kan het gebeuren dat een particulier, wonende in Antwerpen, maar die in een franstalige school in Brussel lessen volgt, in een station uit Brussel-Hoofdstad, overeenkomstig artikel 19 der S.W.T., franstalige formulieren uitgereikt krijgt. Deze particulier kan in het station van Antwerpen deze formulieren na aanvulling voorleggen.

Deze handelwijze is niet in strijd met de S.W.T., aangezien de N.M.B.S. strikt de bepalingen der S.W.T. heeft nageleefd en de opeenvolgende betrekkingen tussen een particulier en verscheiden diensten uit verschillende taalgebieden niet bij de S.W.T. geregeld zijn.

Het station dient het formulier verder in het Nederlands aan te vullen op grond van de artikelen 10 en 12 der S.W.T.. Trouwens in haar advies 4063/I/P van 23 september 1976 i.v.m. de formulieren C 4 bestemd voor de werkloosheid oordeelde de V.C.T. dat er geen enkele wetsbepaling is die een homogene gewestelijke dienst toestaat een document te weigeren dat in een andere taal gesteld is; dat die dienst verplicht is de op die manier voorgelegde zaak te onderzoeken, eventueel na vertaling van de documenten.

De uitgiftekantoren zijn gewestelijke diensten, zij dienen naargelang hun werkkring, de bepalingen der S.W.T. i.v.m. de betrekkingen met particulieren na te leven. Aangezien de klager alleen het taalgebruik bij de abonnementsaanvragen en de schoolattesten aanklaagt, maakt het taalgebruik bij deze kantoren niet het voorwerp van de klacht uit.

De N.A. verklaarde de klacht ontvankelijk, doch niet gegrond.

- Advies nr. 4363/II/N van 5 april 1977.

- Centrale diensten

- Betrekkingen met plaatselijke en gewestelijke diensten.

Klacht tegen het centraal bestuur van de N.M.B.S., in casu de handelsdirectie, wegens het verspreiden van een tweetalig verbeterblad (24e verbeterblad van 5 september 1976) gericht aan verschillende gewestelijke en plaatselijke diensten uit het Nederlandse taalgebied.

De Nederlandse afdeling oordeelde de klacht ontvankelijk en gegrond. De N.M.B.S. diende in haar betrekkingen met de plaatselijke en gewestelijke diensten uit het Nederlandse taalgebied, de taal van het gebied te gebruiken overeenkomstig artikel 39, § 2 van de S.W.T.. Bijgevolg oordeelde zij dat bovenvermeld verbeterblad in het Nederlands diende gesteld te worden.

- Advies nr. 4493/II/N van 5 april 1977.

- Centrale diensten
- Aanstelling van private medewerkers, opdrachthouders of deskundigen
- Berichten en mededelingen aan het publiek.

Klacht tegen de Nationale Maatschappij voor Buurtspoorwegen (N.M.V.B.) en tegen de Société de Transport Routiers de Voyageurs (S.T.R.V.) te Calais wegens het feit dat deze laatste maatschappij, in het Nederlandse taalgebied, de dienstregelingen bij de halten en de berichten in en op de autobussen, in het Frans stelt.

Reeds in vroegere adviezen (nrs. 3489/II/N en 3503/II/N) oordeelde de Nederlandse Afdeling dat de autobuslijnen in concessie gegeven door de N.M.V.B. of in huur gegeven aan private bedrijven, beschouwd dienen te worden als zijnde uitgebaat door private medewerkers van de openbare dienst in de zin van artikel 50 der S.W.T. De N.M.V.B. is niet ontslagen van de toepassing van de S.W.T. De N.M.V.B. diende ervoor te waken dat de dienstregelingen bij de halten in het Nederlands gesteld werden aangezien het overeenkomstig artikel 40, 2e lid der S.W.T. ging om berichten en mededelingen aan het publiek. Bijgevolg dienden de dienstregelingen, en de berichten in en op de bussen in het Nederlands gesteld te worden. De Nederlandse afdeling had echter geen bezwaar tegen de Franse berichten in en op de bussen daar zij hoofdzakelijk op het grondgebied van Frankrijk rijden.

- Advies nr. 4505/II/N van 5 april 1977.

- Centrale diensten
- Betrekkingen met plaatselijke en gewestelijke diensten.

Klacht tegen de N.M.B.S. wegens het feit dat de Directie van het Personeel en de Sociale Diensten, gevestigd te Brussel, tweetalige mecanografische lijsten betreffende de uitbetaling van de pensioenen, stuurde naar de boekhoudingsstations uit het Nederlandse taalgebied.

De Nederlandse afdeling oordeelde de klacht ontvankelijk en gegrond. De mecanografische lijsten betreffende de uitbetaling van pensioenen, dienen in het Nederlands gesteld te worden, wanneer zij naar de boekhoudingsstations uit het Nederlandse taalgebied gezonden worden. De Nederlandse afdeling steunde zich hierbij op artikel 39, § 2 der S.W.T. dat zegt dat de centrale- en uitvoeringsdiensten in hun betrekkingen met de plaatselijke en gewestelijke diensten uit het Nederlandse taalgebied, de taal van dat gebied, in casu het Nederlands, gebruiken.

- Advies nr. 4586/II/N van 5 april 1977.

-
- Centrale diensten
 - Berichten en mededelingen aan het publiek.

Klacht tegen het Gemeentekrediet van België wegens het aanbrengen te Blankenberge van een tweetalige gevelplaat.

De Nederlandse afdeling oordeelde de klacht ontvankelijk doch ongegrond. De tekst op de gevelplaat was een mededeling voor het publiek uitgaande van een dienst waarvan de werkring het ganse land bestrijkt en die overeenkomstig artikel 40, 2e lid der S.W.T. in het Nederlands en het Frans moet gesteld worden. Het betrokken gebouw betrof immers een vakantiecentrum van het Gemeentekrediet dat bijgevolg beheerd werd door de "Dienst Gebouwen" van het Gemeentekrediet die bevoegd is voor gans het land en van wie de zetel gevestigd is te Brussel.

- Advies nr. 4073/II/N van 26 april 1977.

-
- Centrale diensten
 - Betrekkingen met particulieren.

Klacht tegen de Compensatiekas der Gezinsvergoedingen van Brabant wegens het zenden van een tweetalige assignatie aan een Nederlandstalige.

De Nederlandse afdeling stelde vast dat de voormelde assignatie uitsluitend in het Nederlandse diende gesteld te worden. Zij oordeelde dat op grond van haar advies nr. 1115 dat de kassen voor gezinsvergoedingen onder de toepassing van artikel 1, § 1, 2e der S.W.T. vallen. Zij oordeelde het zenden van een assignatie als een betrekking met een particulier. Overeenkomstig artikel 41, § 1 der S.W.T. besloot zij dat de diensten,

waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt, voor hun betrekkingen met de particulieren, gebruik maken van die van de drie talen waarvan de betrokkenen zich hebben bediend. Aangezien de aanvraag om kinderbijslag van betrokkene in het Nederlands was, diende de assignatie uitsluitend in het Nederlands gesteld.

- Advies nr. 4422/II/N van 26 april 1977.

- Centrale diensten
- Betrekkingen met gewestelijke en plaatselijke diensten.

Klacht tegen de N.M.B.S., wegens het zenden van tweetalige mecanografische lijsten betreffende bedienden, woonachtig in een gemeente die ter gelegenheid van de fusie gesplitst werd, aan stations uit het Nederlandse taalgebied.

De N.A. oordeelde dat, aangezien de N.M.B.S. onder de toepassing van de bij K.B. van 18 juli 1966 samengeschakelde wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken (S.W.T.) valt, de betrekkingen met de plaatselijke en gewestelijke diensten uit het Nederlandse taalgebied, overeenkomstig artikel 39, § 2 der S.W.T., in de taal van dat gebied dienen te geschieden.

- Advies nr. 4662/II/N van 7 juni 1977.

- Centrale diensten
- Betrekkingen tussen niet-gehiërarchiseerde diensten uit hetzelfde taalgebied.

Klacht i.v.m. het gebruik van een tweetalige document V 352 (C.V. 352) in betrekkingen tussen niet-gehiërarchiseerde diensten uit verschillende taalgebieden.

De N.A. stelde vast dat deze betrekkingen niet geregeld zijn bij de S.W.T.
In vroegere adviezen (nrs. 3242 en 1104) oordeelde de V.C.T. dat documenten, die gebruikt worden in betrekkingen tussen niet-gehiërarchiseerde diensten uit verschillende homogene taalgebieden, in de taal van het gebied, waar deze diensten gevestigd zijn, mogen gesteld worden. Zij oordeelde i.v.m. het gebruik van de formulieren in de hoger bedoelde betrekkingen dat het gebruik van tweetalige documenten niet in strijd was met de S.W.T.

De N.M.B.S. opteerde voor de tweetaligheid rekening houdende met de noodwendigheden van de exploitatie van de dienst.

- Advies nr. 4538/II/N van 5 juli 1977.
-

- Centrale diensten
- Betrekkingen met plaatselijke diensten.

Klacht betreffende tweetalige mecanografische lijsten "Schifting der prestaties - december 1976", die door het centraal bestuur van de N.M.B.S. aan de centrale werkplaats te Mechelen werden gezonden.

De N.A. stelde vast ingevolge het inspectie onderzoek dat deze lijsten voortaan in het Nederlands zouden gesteld zijn, wanneer zij naar diensten uit het Nederlandse taalgebied, gezonden worden.

- Advies nr. 4620/II/N van 5 juli 1977.
-

- Centrale- en uitvoeringsdiensten
- Betrekkingen met particulieren.

Klacht van een rekeninghouder bij het postcheck-ambt aan wie het Bestuur van de Postchecks regelmatig Franstalige folders en berichtgevingen zendt en met name het bericht, zonder datum "DIVISION 6.2.5.1".

De N.A. stelde vast dat het Bestuur van de Postchecks een dienst is waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt en de zetel te Brussel-Hoofdstad is gevestigd. De vraag tot het openen van een rekening werd door de indiener in het Nederlands gesteld. De N.A. oordeelde dat het zenden van een bericht op naam een betrekking met een particulier is. Overeenkomstig de artikelen 41, § 1 en 44 der S.W.T. maken deze diensten gebruik van die van de drie talen waarvan de particulier zich heeft bediend. Overeenkomstig de rechtspraak der V.C.T. bestaat, bij ontstentenis van uitdrukkelijke keuze, een vermoeden dat de taal van het gebied deze is van de particulier. Daarom oordeelde de N.A. dat het in bovenvernoemd geval in het Nederlands diende te gebeuren.

- Advies nr. 4766/II/N van 27 september 1977.
-

- Centrale diensten
- Betrekkingen met private bedrijven.

Klacht tegen de diensten van de Eerste Minister wegens het verzenden van Franstalig drukwerk aan een firma met zetel in het homogeen Nederlands taalgebied.

De N.A. oordeelde dat de diensten van de Eerste Minister centrale diensten zijn in de zin van artikel 1, § 1, 1° der S.W.T. en dat derhalve overeenkomstig artikel 41, § 2 der S.W.T. aan private bedrijven, gevestigd in een gemeente zonder speciale taalregeling uit het Nederlandse of Franse taalgebied, in de taal van dat gebied dient geantwoord. De N.A. besloot bijgevolg dat het drukwerk uitsluitend in het Nederlandse diende gesteld te zijn.

- Advies nr. 4796/II/N van 29 november 1977.
-

V. PRIVATE BEDRIJVEN (decreet)

- Private bedrijven
- decreet
- mondelinge sociale betrekkingen
- boekhoudkundige documenten
private bedrijven
artikel 3 en 5 decreet

Algemeen onderzoek, ingevolge klacht, in een onderneming,
gevestigd te Mechelen.

Zij stelde vast dat een directielid Nederlandsonkundig was
en het Engels gebruikte in zijn betrekkingen met de werknemers en dat de
grootboekrekeningen eveneens in het Engels gesteld waren.

Zij oordeelde dat bij artikel 3 van het decreet ook de
mondelinge sociale betrekkingen geregeld zijn en dat artikel 5 bepaalt dat
alle boekhoudkundige documenten in het Nederlands dienen gesteld te worden.

- Advies nr. 4646/II/N van 22 maart 1977.
-

- Private bedrijven
- Decreet van 19 juli 1973
- Betrekkingen met klanten

Klacht tegen de P.V.B.A....

De Nederlandse afdeling stelde na onderzoek vast dat de
P.V.B.A.... het decreet van 19 juli 1975 betreffende het taalgebruik in de
arbeidsverhoudingen naleefde. Het betrokken document wordt gebruikt in
betrekkingen met klanten en ontsnapte derhalve aan de toepassing van het
decreet.

- Advies nr. 4480/II/N van 26 april 1977.
-

- Private bedrijven
- Decreet van 19 juli 1973
- Sociale betrekkingen

Klacht tegen N.V. ... , i.v.m. Frans in de sociale betrekkingen.

De N.A. oordeelde dat de verbintenis moest worden nagekomen waarmee de N.V. ... bij brief van 7 februari 1977 er zich toe verbond dat bij het opleggen van taken aan het personeel in dienst het Nederlands moet worden gebruikt.

- Advies nr. 4486/II/N van 7 juni 1977.

-
- Private bedrijven
 - Decreet van 19 juli 1973
 - Boekhoudkundige documenten

Klachten tegen de N.V. ... wegens het overmaken van tweetalige ontvangstaten aan de stations uit het Nederlandse taalgebied.

De N.A. oordeelde dat de N.V..... een private onderneming is en dat zij derhalve onder het toepassingsgebied van het decreet van 19 juli 1973 , valt, voor wat haar exploitatiezetels in het Nederlandse taalgebied betreft.
De ontvangstaten waren boekhoudkundige documenten in de zin van artikel 5 van het decreet. Zij dienden in het Nederlandse taalgebied in het Nederlands gesteld te worden.

- Advies nr. 4575 - 4652/II/N van 7 juni 1977.

-
- Private bedrijven
 - Decreet van 19 juli 1973
 - Boekhoudkundige documenten - kasbons

Klacht tegen shop..., firma's... en ..., en boetiek...
wegens het gebruik van tweetalige kasbons.

De N.A. stelde vast dat kasbons boekhoudkundige documenten zijn. Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 19 juli 1973 oordeelde de N.A. dat alle wettelijk voorgeschreven akten en bescheiden van de werkgevers, alle boekhoudkundige documenten, alle documenten bestemd voor het personeel in het Nederlands dienden gesteld. Bijgevolg dienden bovenvermelde kasbons uitsluitend in het Nederlands gesteld.

- Advies nr. 4679/II/N van 27 september 1977.

- decreet
- Private bedrijven
- Akten en bescheiden bestemd voor het personeel
- Wettelijk voorgeschreven documenten
- Private bedrijven artikel 5

Algemeen onderzoek, ingevolge een klacht, in een onderneming, gevestigd te Lot.

De N.A. stelde vast dat het decreet niet nageleefd werd voor:

1. De personeelsdocumenten, zoals de bediendecontracten, de loon- en weddestroken en allerhande getuigschriften;
2. De driemaandelijke aangifte R.S.Z. en de polis wettelijke verzekering "arbeidsongevallen".

Zij oordeelde dat overeenkomstig artikel 5 van het decreet de akten en bescheiden bestemd voor het personeel en de wettelijk voorgeschreven documenten voor een firma gevestigd te Lot. in het Nederlands dienden gesteld te worden.

- Advies nr. 4589/II/N van 11 oktober 1977.

- Private bedrijven te B.H.
- Artikel 52 S.W.T.
- Wettelijk voorgeschreven akten en bescheiden
- Faktuur
- Betrekkingen met diensten uit het N. taalgebied
- Artikel 52
1, §1, 2e S.W.T.

Klacht tegen Westtoerisme te Brugge, wegens het aanvaarden van een in het Frans gestelde faktuur uitgaande van een Brusselse firma.

De N.A. oordeelde dat voor firma's te Brussel gevestigd, artikel 52 alleen het taalgebruik regelt voor de akten en bescheiden bestemd voor het personeel. De faktuur als wettelijk voorgeschreven document valt voor firma's die te Brussel gevestigd zijn, buiten het toepassingsgebied van artikel 52 der S.W.T.

Zij oordeelde verder dat de betrekkingen tussen de V.Z.W.-Westtoerisme, een dienst in de zin van artikel 1 § 1, 2e der S.W.T. en een privaat bedrijf, te Brussel gevestigd, niet bij de S.W.T. geregeld zijn.

Zij verklaarde de klacht ontvankelijk, doch ongegrond.

- Advies nr. 4677/II/N van 11 oktober 1977.
-

- Decreet van 19 juli 1973
- Facturen

Klacht tegen de firma ... wegens het feit dat deze firma op 7 januari 1977 een Franstalige faktuur zendt aan het kabinet van de Minister van Nationale Opvoeding.

De N.A oordeelde de klacht ongegrond daar het kwestieus document een verzendingsnota was, waarop het decreet van 19 juli 1973 niet van toepassing was .

- Advies nr. 4721/II/N van 11 oktober 1977.
-

- Decreet van 19 juli 1973
- Fakturen - wettelijk voorgeschreven documenten
- Centrale diensten
- Betrekkingen met private bedrijven
- Vertaling

Klachten tegen het Commissariaat-Generaal voor Toerisme i.v.m. de taal van de fakturen, uitgaande van de N.V. R.... en gericht aan het Commissariaat te Brussel.

De N.A. stelde vast dat de betrokken firma in het Frans was aangeschreven door het commissariaat. Zij oordeelde dat overeenkomstig artikel 41 § 2 der S.W.T. de firma in het Nederlands diende aangeschreven te worden. De N.A. stelde overeenkomstig het decreet van 19 juli 1973 betreffende het taalgebruik in de arbeidsverhoudingen vast dat de fakturen, als wettelijk voorgeschreven documenten, in het Nederlands dienden gesteld te worden. Bovendien oordeelde de N.A. dat zo de samenstelling van het personeel zulks rechtvaardigt en op eenparige en schriftelijke aanvraag van de werknemers-leden van de ondernemingsraad de werkgever bij de berichten, mededelingen, akten, getuigschriften en formulieren bestemd voor het personeel, een vertaling in één of meer talen diende te voegen.

- Advies nr. 4601/II/N van 25 oktober 1977.

-
- Decreet van 19 juli 1973
 - Sociale documenten

Klacht betreffende de taal van de sociale bescheiden voor het personeel bij het Instituut "Beau Soleil" te Tervuren.

De N.A. besloot geen verder gevolg aan de klacht te geven aangezien op het ogenblik van het door de V.C.T. ingesteld onderzoek de sociale documenten van deze instelling in het Nederlands gesteld waren.

- Advies nr. 4726 van 25 oktober 1977.
-

- Private bedrijven
- Decreet van 19 juli 1973
- Fakturen : wettelijk voorgeschreven documenten

Klacht tegen de N.V..... wegens het stellen van tweetalige fakturen en leveringsbewijzen.

De N.A. stelde vast dat de fakturen der beide vennootschappen opgesteld werden te Brussel. De N.A. oordeelde de klacht ontvankelijk doch ongegrond aangezien wettelijk voorgeschreven akten en bescheiden, zoals fakturen, buiten toepassing vallen van artikel 52 der S.W.T. en de leveringsbewijzen geen wettelijk voorgeschreven documenten zijn en derhalve buiten de toepassing van artikel 52 der S.W.T. en het decreet van 19 juli 1973 vallen.

- Advies nr. 4758/II/N van 25 oktober 1977.

-
- Decreet van 19 juli 1973
 - Fakturen
 - Wettelijk voorgeschreven akten en bescheiden

Klacht tegen de Compagnie Maritime Belge....

De N.A. oordeelde de klacht ongegrond vermits het bijvoegen van andere talen naast het Nederlands inzake fakturen, niet in strijd is met het decreet van 19 Juli 1973, daar deze fakturen voor klanten in het buitenland bestemd zijn.

- Advies nr. 4791/II/N van 25 oktober 1977

-
- decreet van 19 juli 1973
 - sociale documenten

Klacht tegen de N.V...., wegens het taalgebruik bij de sociale documenten.

De N.A oordeelde uit het verslag van het inspectieonderzoek bij betrokken onderneming dat er geen overtredingen waren vastgesteld en verklaarde de klacht ontvankelijk doch ongegrond.

- Advies nr. 4445/II/N van 29 november 1977.

- Decreet van 19 juli 1973

- Wettelijk voorgeschreven akten en bescheiden : facturen

Klacht tegen de P.V.B.A. ... wegens het feit dat de P.V.B.A. ... een Franstalig faktuur gestuurd heeft naar de ...

De N.A. stelde vast dat luidens artikel 5 van het decreet van 19 juli 1973 alle wettelijke voorgeschreven akten en bescheiden van de werkgevers in het Nederlands dienen gesteld te worden. De N.A. besloot dat, aangezien het bedoelde faktuur een wettelijk voorgeschreven document is, dit faktuur uitsluitend in het Nederlands diende gesteld te worden.

- Advies nr. 4675/II/N van 29 November 1977.

- Decreet van 19 juli 1973

- Wettelijk voorgeschreven dokumenten : facturen

Klacht tegen de N.V. ... wegens het gebruik van voor- gedrukte Franse facturen met Duitse aanvullingen voor Oostenrijk.

De N.A. stelde vast dat de faktuur een wettelijk voorgeschreven document is in de zin van artikel 5 van het decreet van 19 juli 1973. De N.A. oordeelde dat het faktuur ook een dokument is voor een klant, in casu een buitenlandse klant. De N.A. meende dat een faktuur, uitgaande van een exploitatiezetel in het Nederlandse taalgebied, alleszins in het Nederlands diende gesteld maar dat voor een buitenlandse klant er een vertaling in de taal van de klant mag worden bijgevoegd.

- Advies nr. 4768/II/N van 29 November 1977.

VI. ONBEVOEGDHEID VAN DE NEDERLANDSE AFDELING

- Onbevoegdheid van de Nederlandse afdeling

Klacht tegen het gebruik door de Nationale Raad van de Orde van Architecten, van het "Tableau", in zijn brief van 14 januari 1977 betreffende de bijdrage voor 1976.

De Nederlandse afdeling stelde vast dat het hier ging over het al of niet juist gebruik van een woord en dat bijgevolg de klacht geen betrekking had op het gebruik van de talen in bestuurszaken, in de zin van de bij K.B. van 18 juli 1966 gecoördineerde taalwetten. De Nederlandse afdeling was van oordeel dat de klacht ontvankelijk maar niet gegrond was.

- Advies nr. 4647/II/N van 8 februari 1977.

- Onbevoegdheid van de Nederlandse afdeling

Klacht tegen de Rijksuniversiteit van Gent in verband met tweetalige gebruiksaanwijzingen op de blusapparaten.

De Nederlandse afdeling verklaarde zich onbevoegd aangezien de Universiteit Gent inzake administratief taalgebruik beheerst wordt door de wet van 5 april 1930 (artikel 1).

- Advies nr. 4362/II/N van 19 oktober 1977.

C. FRANSE AFDELING

SYNTHESE VAN DE ADVIEZEN VAN DE FRANSE AFDELING

Klacht tegen het Ministerie van Financiën wegens het sturen aan een Franstalige van een Nederlandstalig aanslagbiljet voor de betaling van autotaks.

De klacht werd ontvankelijk maar ongegrond verklaard, omwille van het feit dat de inschrijvingsaanvraag in het Nederlands is gesteld.

- Advies nr. 3951/II/F van 28 april 1977

Klacht tegen de N.M.B.S. wegens het feit dat er, in het station te Ottignies, naar aanleiding van schilderwerken verricht door een privaatsbedrijf, gedurende een tiental dagen een bord met een tweetalige tekst werd aangebracht.

De Franse afdeling heeft geoordeeld dat het duidelijk kortstondig karakter van dat opschrift, het geïmprovisiseerd aspect ervan en zijn opzet van openbaar nut, de klacht ontvankelijk maar ongegrond maken.

De taalhomogeniteit van het gebied werd er niet door in het gedrang gebracht.

De aandacht van de N.M.B.S. werd evenwel gevestigd op de noodzaak de artikelen 11 en 50 der S.W.T. toe te passen.

- Advies nr. 4143/II/F van 28 april 1977

Er werd een klacht ingediend tegen het feit dat te Ottignies op sommige plaatsen, de waterkranen van de B.I.W.M. bedekt waren met gietijzeren deksels waarop tweetalige opschriften voorkwamen.

De Franse afdeling heeft geoordeeld dat de vaste rechtspraak van de V.C.T. voorhoudt dat opschriften aangebracht in steen of in elk andere vergelijkbaar materiaal, mogen behouden blijven omwille van het feit dat het wegwerken van het betwiste gedeelte van het opschrift (en de verrichting die overigens zou stroken met het voorschrift van de S.W.T.), onkosten zou veroorzaken die des te nuttelozer zijn daar de homogeniteit van de gebieden door de opschriften niet in het gedrang wordt gebracht. In casu kan er trouwens nog een veiligheidsargument worden aangevoerd.

De ingediende klacht werd derhalve ontvankelijk maar niet gegrond bevonden.

- Advies nr. 4172/II/F van 28 april 1977.

Er werd een klacht ingediend tegen het Postkantoor van Luik X (Douane) dat naar een Franstalige uit het Franse taalgebied een in het Nederlands en in het Frans gesteld bericht heeft gestuurd waarop voorrang werd verleend aan het Nederlands (kwijtschrift nr. 264).

Dit document wordt opgelegd door de internationale postreglementen en dient voor de inning van de belasting over de toegevoegde waarde (voor met de post ingevoerde goederen).

Het kwijtschrift is een betrekking tussen het Postkantoor en een particulier. Het is geïndividualiseerd door de vermelding van de naam en het adres van de particulier voor wie de verzending bestemd is.

Het postkantoor "Luik X" is een gewestelijke dienst, welke tegelijk kantoren in het Duitse taalgebied en kantoren in het Franse taalgebied omvat. Bij toepassing van artikel 34, § 1 der S.W.T., waarnaar artikel 36, § 1 verwijst, moet de gebruikte taal die zijn welke ter zake is opgelegd aan de plaatselijke diensten van de gemeente waar de klager woonachtig is, in casu de gemeente Housse.

Aangezien de internationale postreglementen geen specifieke taal opleggen voor het bewuste document, is de nationale wetgeving - in casu de S.W.T. - erop van toepassing. Het kwijtschrift had uitsluitend in het Frans moeten gesteld zijn.

De klacht werd ontvankelijk en gegrond verklaard.

- Advies nr. 4226/II/F van 28 april 1977.

Er werd tegen het "Comité universitaire de solidarité" te Brussel een klacht ingediend. Ingevolge een verzoek ingediend in het Frans had die vereniging, bij vergissing, inschrijvingsformulieren voor "sociale stages" in het Nederlands verstuurd.

De Franse afdeling heeft geoordeeld dat de bedoelde instelling een V.Z.W. is van het type waarop de S.W.T. niet van toepassing zijn.

De Afdeling heeft zich derhalve in casu onbevoegd verklaard.

- Advies nr. 4064/II/F van 12 mei 1977.

Er werd klacht ingediend tegen het Bestuur der Pensioenen te Brussel dat uitsluitend in het Nederlands gestelde documenten heeft gestuurd naar de gemeente Waver.

Het ging om een vergissing.

Het Bestuur der Pensioenen is een centrale dienst, terwijl de stad Waver een plaatselijke dienst van het Franse taalgebied is.

Bij toepassing van artikel 39, § 2 der S.W.T., gebruiken de centrale diensten in hun betrekkingen met plaatselijke diensten van het Franse taalgebied, de taal van het gebied, in casu het Frans. De documenten moesten dus in het Frans gesteld zijn.

De klacht is ontvankelijk en gegrond.

- Advies nr. 4192/II/F van 12 mei 1977.

Tegen de "Royal Touring Club van België werd een klacht ingediend wegens tweetalige opschriften aan de ingang van de "Ruïnes van de Abdij van Villers-la-Ville".

Het gaat in casu om een instelling die een gewestelijke dienst is in de zin van artikel 34, § 1 der S.W.T. Wettelijk is eentaligheid de regel.

Omwille van het uitgesproken cultureel, historisch en bouwkundig karakter van de Ruïnes van de Abdij, mogen meertalige opschriften toegelaten worden. Deze zijn inderdaad niet van die aard dat zij de taalhomogeniteit van het gebied niet in het gedrang brengen, aangezien de feiten slechts betrekkelijk weinig belang hebben in een toeristisch oord als de Abdij van Villers-la-Ville. Er mag evenwel niet uit het oog worden verloren dat de Franse taal voorrang moet hebben (op de eerste plaats komen onder de opschriften).

- Advies nr. 4191/II/F van 7 juli 1977.
